ESSAIS SUR L'HISTOIRE

DE LA

CIVILISATION RUSSE

Beaugency. — Imp. Laffray.

ESSAIS
SUR L'HISTOIRE
DE LA
CIVILISATION RUSSE

PAR
Pavel Nikolaevich Milyukov
(**P. MILIOUKOV**)
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE MOSCOU

TRADUIT DU RUSSE PAR
P. DRAMAS & D. SOSKICE

AVEC UNE PRÉFACE DE
LUCIEN HERR

PARIS
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT, 16
1901



AVANT-PROPOS

Il y a dix ans que M. P. Milioukov est, en Russie, l'un des maîtres de la recherche historique et de la pensée critique. Ses études sur l'époque moscovite, ses études sur la Russie du dix-huitième siècle et les réformes de Pierre le Grand lui donnèrent, au début de sa carrière, l'autorité d'un érudit parfaitement instruit des sources documentaires de l'histoire russe ; ses études sur les progrès et les tendances de la méthode historique en Russie attestèrent la force critique et la portée philosophique de sa pensée ; enfin ses études sur le développement de la civilisation russe, dont le premier volume est donné ici au public français, montrèrent en lui, non plus seulement un savant de cabinet, à la science extraordinairement riche et précise, non plus seulement un théoricien et un philosophe, parfaitement maître d'une pensée remarquablement vigoureuse et

pénétrante, mais encore et surtout peut-être un homme d'action, préoccupé d'abord de comprendre et d'expliquer les causes multiples qui ont conduit la Russie, de la simple barbarie primitive, à la demie-barbarie confuse, à la fois violente et sénile, qui l'épuise et la dévore aujourd'hui, préoccupé aussi de montrer aux générations nouvelles comment il est possible et nécessaire, si l'on veut sauver la Russie de l'incohérence et de la corruption, de l'acheminer, par la liberté, par la culture véritable, à un régime politique tolérable et à une organisation sociale meilleure. C'est cet homme, l'un des meilleurs esprits et l'un des plus nobles et plus fermes caractères que la Russie possède aujourd'hui, que le gouvernement russe, effrayé de son action puissante sur la jeunesse universitaire de Moscou, chassa de sa chaire, contraignit à quitter le territoire russe, et traqua ensuite, par le moyen de sa police, à Sofia, où il avait trouvé un enseignement. Ce même homme, autorisé à rentrer à Pétersbourg, fut, il y a quelques semaines, impliqué dans le mouvement universitaire et révolutionnaire, fut arrêté, jeté en prison, et attend aujourd'hui l'exil ou la déportation.

Les *Essais sur l'histoire de la civilisation russe* doivent reproduire, avec plus d'ampleur et avec les preuves érudites nécessaires, tout le cycle de l'enseignement que M. Milioukov donna jadis à l'Université de Moscou. Ils doivent embrasser tout l'ensemble de la culture matérielle et de la civilisation intellectuelle et morale de la Russie, considérée dans son développement historique. Le premier volume, dont la traduction française forme le présent volume, traite de la civilisation matérielle (économique,

politique, sociale[1]. Le second volume, qui a été publié, traite de l'église et de l'école. La troisième série, qui a commencé de paraître dans la revue *Mir Bojii*, poursuit et doit achever l'étude de la culture intellectuelle.

Le premier volume est à coup sûr celui qui importe le plus au public occidental, à tous ceux que préoccupent les destinées prochaines de la Russie. Il fournit à qui saura le lire, sinon une réponse explicite, du moins les éléments d'une réponse aux graves et décisives questions qui se posent aujourd'hui au peuple russe. Une autocratie bureaucratique apportée d'Europe a été imposée par la force, il y a deux siècles, à une nation économiquement et socialement arriérée, inorganique, sans énergie, sans résistance. Depuis un siècle, le développement économique de l'Occident a entrainé graduellement le monde russe dans son mouvement sans cesse accéléré. Une société économique de caractère moderne est née, grandit, s'organise sur le sol russe. Sur ces forces sociales, forces modernes, forces vivantes, est encore assis l'édifice politique de l'ancien régime, qui dure parce qu'il a duré, et parce qu'il dispose toujours d'une puissance redoutable d'oppression et de contrainte. Qu'arrivera-t-il lorsque les forces sociales auront grandi jusqu'à balancer les forces politiques anciennes? La société politique cèdera-t-elle devant la menace, voudra-t-elle et pourra-t-elle se réformer, — en d'autres termes, la révolution politique devancera-t-elle, préviendra-t-elle la révolution sociale? — La Russie, affranchie de l'autocratisme bureaucratique, passera-t-elle fatalement par la phase du capitalisme bourgeois, et copiera-t-elle le type européen de la grande industrie et de la demi-démocratie? Ou bien

saura-t-elle rester libre des traditions qui régissent souverainement le développement économique de l'Occident, saura-t-elle se frayer sa propre voie, saura-t-elle, puisqu'elle est à elle seule tout un monde, organiser librement et rationnellement l'infinie variété de ses ressources, et créer, sans chercher ailleurs son modèle, une démocratie sociale?

LUCIEN HERR.

1er Juin 1901.

TABLE DES MATIÈRES

ESSAI SUR L'HISTOIRE DE LA CIVILATION RUSSE

INTRODUCTION

Notions générales. — L'histoire pragmatique et l'histoire des civilisations. — Les problèmes théoriques de la science historique et les problèmes appliqués de l'art politique. Leur fusion dans la philosophie de l'histoire. — En réduisant le domaine de l'explication téléologique, la philosophie de l'histoire devient une théorie scientifique du progrès. — Y a-t-il des lois historiques? — Difficulté de l'analyse sociologique. — Variation des tendances sociologiques sous l'influence du milieu. — Le concept du hasard dans l'histoire. — Rôle du facteur personnel.

Lorsqu'Homère voulut faire le dénombrement des guerriers venus avec Agamemnon sous les murs de Troie, il trouva nécessaire de faire un appel aux Muses :

Et maintenant, dites à nous, ô muses qui demeurez sur l'Olympe,
Déesses qui savez tout ce qui se passe sous les cieux ;
A nous qui ne savons rien, qui ne percevons que des rumeurs ;
Dites quels ont été les chefs et les maîtres des Danéens.
Quant aux lutteurs ordinaires, il est impossible de les énumérer
Même si j'avais dix langues et dix larynx,
Même si j'avais une voix infatigable et des poumons d'acier.
Vous mêmes, Muses célestes, filles du grand Chronos
Est-ce que vous pourriez vous souvenir de tous les Achéens qui [vinrent sous Troie?
Je ne vous énumérerai donc que les chefs des navires et les navires [eux-mêmes.

Cette manière de raisonner d'Homère est restée presque identique chez la plupart des historiens anciens et modernes. Ils estiment toujours comme lui que pour donner une idée de tous les « acteurs ordinaires » dans l'histoire de l'humanité, nous n'avons ni les moyens, ni les connaissances nécessaires. Eux aussi ont cru que l'histoire ne peut s'occuper que des « chefs et des puissants ». La vie des chefs, leurs exploits et leur destinée, leurs rapports mutuels, tel devrait être, d'après eux, l'objet principal de l'histoire, et le but idéal de l'historien devrait être de décrire les aventures de ces chefs sous les couleurs dramatiques les plus vives et dans la forme la plus artistique. Quant à cette foule dont on ne connaît aucun exploit, qui n'a laissé aucun souvenir historique, les historiens-narrateurs consentaient volontiers à l'ignorer complètement; c'est tout au plus si, pour s'acquitter auprès de leurs lecteurs, ils faisaient parfois remarquer que l'histoire de la foule se reflétait d'elle-même dans la biographie des héros, puisque ces derniers étaient les meilleurs et les plus brillants représentants de la multitude laissée dans l'ombre.

Depuis un certain temps cependant, un nouveau courant — non prévu par Homère, celui-ci — se dessine de plus en plus distinctement. On tient à affirmer que le véritable objet de l'histoire n'est pas la biographie des chefs, alors même qu'elle pourrait être reconstruite dans tous ses détails, mais que cet objet consiste surtout dans l'étude de la vie de la masse, bien qu'elle ne soit pas sujette à l'observation immédiate d'un historien-narrateur. Les adeptes de cette nouvelle tendance sont même assez hardis pour affirmer qu'une telle histoire, toute privée qu'elle soit de noms propres, sans événements, sans batailles et sans guerres, sans les finesses diplomatiques et les traités de paix, ne serait pas seulement authentique mais serait même plus digne de foi que celle à laquelle nous ont habitué les historiens-narrateurs.

A l'appui de leur considération, ils ont l'habitude de dire

que la biographie la plus détaillée reste toujours en réalité extrêmement douteuse, car aucun témoin oculaire ne pourrait voir, ni se souvenir, ni raconter sans erreur tous les détails de la vie d'une personne ni tous les caractères d'un événement. Une telle histoire, affirment-ils enfin, même si elle était possible, serait tout à fait anecdotique; le hasard en serait la loi, la vie d'une personne étant sujette à l'action fortuite d'une foule de petites causes et d'incidents. L'histoire de la masse du peuple, au contraire, ne donnerait que ce qui est essentiel et hors de doute; encore pourrait-on faire les recherches pour une pareille histoire au moyen d'une méthode plus scientifique, c'est-à-dire par la méthode d'observation de grandes catégories de faits de la masse, autrement dit par la *méthode statistique*. Grâce à ce contenu et à cette méthode d'étudier l'histoire, nous pourrions enfin arriver à comprendre les causes et le sens des événements historiques; l'histoire cesserait alors d'être un objet de simple curiosité, un recueil bigarré d'anecdotes des temps passés, pour devenir un sujet capable d'exciter l'intérêt scientifique et d'être d'une utilité pratique réelle.

Cette nouvelle manière d'envisager l'étude historique a rapidement conquis du terrain. L'histoire des « faits » a fini par passer au second plan et c'est l'histoire des « civilisations », des institutions et des mœurs qui va la remplacer. L'étude des « événements » — autrement dit l'étude pragmatique ou politique — a dû céder la place à l'étude de l'histoire des masses — c'est-à-dire de la civilisation.

Tel est le sens général de la révolution qui est en train de s'accomplir dans nos idées sur l'histoire. L'*histoire des civilisations* est devenue l'objet des recherches ou tout au moins des aspirations de la majorité de nos historiens contemporains. Mais, malgré cette unité de tendance générale, ils cessent de s'accorder dès qu'il s'agit pour eux de savoir ce que c'est que cette civilisation dont ils sont prêts à faire l'objet de leurs études. Cet objet, pour les uns, c'est le déve-

loppement de l'Etat; ceux-ci sont plus nombreux de nos jours et, pour ainsi dire, plus contemporains; ils sont les médiateurs entre la tendance *politique* ancienne et la tendance *économique* actuellement en vogue. Pour les autres, c'est l'évolution des rapports sociaux; c'est le cas de M. Lorenz et de M. Schäfer qui persistent, à leur insu peut-être, à défendre la vieille thèse de l'école métaphysique allemande, remontant jusqu'à Kant. Pour d'autres encore, c'est l'évolution économique. D'autre part, quelques-uns restreignent l'histoire de la civilisation à l'histoire des idées; pour eux, l'histoire des civilisations ne comprend que l'histoire de la vie intellectuelle, morale, religieuse et esthétique de l'humanité. C'est surtout à ce sens restreint que se rattache notre littérature. C'est là encore une tendance provenant de l'Allemagne; je n'ai pas à citer les nombreux représentants de la *Kulturgeschichte* qui ont introduit dans les limites de l'étude historique et de l'humanité plusieurs départements de la vie sociale qui occupaient aux yeux de la vieille école métaphysique allemande une place plus élevée que l'histoire de « l'Etat ». C'est ainsi qu'on emploie quelquefois le terme d' « histoire matérielle » pour désigner l'histoire des civilisations proprement dite. Cependant l'emploi de ce terme a occasionné plusieurs fois des malentendus et des polémiques superflues. Aussi je crois qu'il serait préférable de revenir à l'ancien sens du terme *histoire de la civilisation,* habituel en France depuis Guizot, et qui embrasse tous les éléments de la vie d'un peuple : éléments économiques, sociaux, politiques, intellectuels, moraux, religieux, esthétiques. Certes, nous ne supprimerons ainsi que le malentendu terminologique; il restera à savoir quels sont les éléments principaux et fondamentaux et ceux qui ne sont que secondaires. Le temps n'est pas tout à fait passé où les historiens basaient le processus historique sur l'évolution psychologique ou plutôt métapsychique pour dire leur arrière-pensée. Depuis, c'est l'opi-

nion contraire qui a prévalu : ce sont les besoins matériels que l'on donne comme fondement du processus historique.

Les deux opinions, cependant, nous paraissent trop étroites. La question de savoir quelle est celle qui a la priorité sur l'autre n'a pas d'intérêt. Nous devons évidemment distinguer les phénomènes sociaux simples des phénomènes complexes, mais nous croyons que toute tentative de réduire ces éléments en un seul est destinée à avorter. Nous voulons dire que tout élément de la vie historique va du simple au complexe. Plus nous sommes près du début du processus historique, plus sont élémentaires les manifestations des différents côtés de la vie matérielle et psychique, et plus ces côtés sont étroitement liés les uns aux autres. A mesure que le processus évolue, les différents éléments vivent d'une vie propre et les produits de leurs actions réciproques deviennent plus complexes.

D'ailleurs, de quelque façon que nous résolvions la question des rapports mutuels des différents éléments du procès historique, si nous restons sur le terrain purement théorique, nous ne comprendrons jamais que ces polémiques aient pris une tournure aussi aigre. Presque toujours les deux partis en lutte, quand ils voulaient donner la préférence aux phénomènes de civilisation purement matériels ou au contraire aux phénomènes psychiques, avaient une pensée de derrière la tête qui guidait leur polémique. En réalité, il s'agissait pour eux, moins du *contenu* de l'histoire de la civilisation que du *but* et de la *méthode* des recherches historiques. Il ne s'agissait plus d'une polémique entre des hypothèses scientifiques plus ou moins vraisemblables, mais d'une lutte entre des conceptions philosophiques absolument irréconciliables. Et les hypothèses mêmes sur ce fondement psychique ou matériel de l'histoire n'étaient pour eux que le moyen d'appliquer ces conceptions aux phénomènes historiques.

Nous avons parlé de l'intérêt scientifique et de l'utilité pratique de l'histoire de la civilisation : pour nos études, ce sont des raisons d'égale valeur, mais il ne faut pas oublier qu'elles sont de nature tout à fait différente. C'est la cause d'un phénomène qui intéresse d'abord le savant ; c'est sa raison d'être dont l'homme d'action est surtout préoccupé ; du premier point de vue, c'est la *causalité* des phénomènes historiques qui est exclusivement en vue ; du second, c'est la *finalité*. Si le savant ne peut admettre un phénomène sans cause, l'homme d'action est autorisé, dans la grande majorité des cas, à considérer les phénomènes comme dépourvus de raison d'être. Si le premier se borne à l'observation exclusive des phénomènes et à l'étude de leurs rapports intimes, le second s'efforce d'intervenir dans la marche des événements et de leur donner leur sens rationnel. L'un n'a pour but que l'étude, l'autre une œuvre à accomplir ; l'un découvre les lois de la science historique, l'autre établit les règles de l'art politique.

Dans ce contraste, comme on le voit, il n'y a rien d'illégitime ni de contradictoire. La science et l'art marchent toujours de pair ; ils n'entravent pas leur marche respective ; ils n'interviennent pas mutuellement dans leur sphère respective d'action. L'art a besoin de la science ; pour ne parler que de ce cas particulier, l'art politique a besoin des *lois* de la science sociale, sans lesquelles ses règles ne peuvent pas être formulées. En théorie, on peut facilement tirer entre eux une ligne de démarcation, et cependant, en pratique, il est impossible de la maintenir, car celui qui étudie est toujours en contact intime avec ceux qui agissent, et très souvent le savant se confond avec l'homme d'action ; la confusion du point de vue pratique et de la conception théorique se produit alors ordinairement. Aucune force intime n'oblige, par exemple, les mécaniciens et les chimistes à s'occuper du perfectionnement des machines et de la technologie ; le physiologiste ne s'occupe pas non plus ordi-

nairement de l'art du médecin, bien que l'on s'imagine aisément le cas où il est de son devoir moral de donner des soins médicaux. Ce qui est rare pour le physiologiste devient une règle générale pour le sociologue et l'historien. Membre de la société, le sociologue ressent le besoin ou le devoir d'appliquer ses connaissances pour apprécier la réalité sociale.

Aussi est-il appelé, par ses actes ou simplement par ses théories, à jouer un rôle plus ou moins actif dans la société. Il est donc naturel que ses actes influent à leur tour sur les tendances de son travail scientifique, et la finalité se transporte ainsi dans le domaine étranger de la causalité. Au point de vue psychologique, c'est une chose naturelle, mais cependant anormale; ce qui le serait encore davantage, ce serait de transformer ces faits psychologiques en une théorie et de démontrer que l'application de la finalité à une théorie scientifique peut être exacte. Mais on ne pourrait rapporter ce mélange à aucun des éléments mélangés, ni à la science ni à l'art; la seule issue possible serait donc de les rapporter au domaine de la philosophie : c'est ce qui se produit en effet. La philosophie sert cette fois-ci, comme dans d'autres cas semblables, de chaudière dans laquelle les différents fragments irrationnels de la pensée humaine se transforment en une matière compacte et homogène, en une synthèse supérieure à laquelle des mains adroites peuvent donner toute forme voulue.

En réalité, les études pour découvrir la raison des faits de l'histoire, — ce qui équivaut à l'interprétation du processus historique au point de vue de la finalité, — de telles études ne pourraient guère être rapportées qu'au domaine de la « philosophie de l'histoire ». Ni la science historique, ni l'art politique n'ont rien de commun avec ce domaine intermédiaire. Il n'y a plus, pour ce cas, de discussion possible entre partisans et adversaires de la philosophie de l'histoire. Pour résoudre cette question, il suffit de s'enquérir

de leur conception générale. Pour ses partisans, l'existence de cette « philosophie de l'histoire » se justifie par elle-même ; pour les autres, — et nous sommes de ce nombre, — la « philosophie de l'histoire », comprise dans le sens de l'explication de l'histoire au point de vue de sa finalité, n'est qu'un des derniers débris d'une conception générale depuis longtemps renversée.

Expliquons-nous, d'ailleurs, d'une façon plus détaillée. Nous n'ignorons pas qu'aujourd'hui la « philosophie de l'histoire » elle-même se pénètre de plus en plus de l'esprit scientifique, et même qu'elle a fait déjà beaucoup pour réduire le plus possible le domaine de la finalité historique. Il est superflu de rappeler que les « philosophes de l'histoire » contemporains n'expliquent plus l'histoire par la finalité théologique, ni même par la finalité au large sens philosophique. Ils renoncent à la conception d'un but supérieur vers lequel serait guidée l'humanité. Ils sont même prêts à sacrifier l'idée d'un plan d'après lequel serait réalisée l'histoire universelle. Tout ce qu'ils persistent à demander à leurs adversaires, c'est que l'on reconnaisse cette portion de la finalité que l'homme, en tant que facteur historique, introduit lui-même dans l'histoire. Le domaine historique est, disent-ils, celui des actions humaines; or, l'activité de la volonté humaine a lieu sans doute d'après une certaine finalité. Le but choisi par la conscience de l'homme est aussi une cause de ses actions. C'est ainsi que la finalité du processus social n'est qu'un cas particulier de la causalité qui domine le processus universel. Je ne vois guère ce que l'on pourrait opposer à une pareille argumentation. Or, si les « philosophes de l'histoire » n'admettaient que *cette* argumentation, la philosophie de l'histoire cesserait d'exister et serait remplacée par une théorie scientifique du développement de la volonté dans le processus social ou, ce qui revient au même, par la théorie scientifique du progrès. Malheureusement, beaucoup de philosophes de

l'histoire continuent à considérer la volonté comme un facteur indépendant et comme s'il était extérieur au processus historique. Avec cette hypothèse de la volonté, facteur indépendant, ils oublient que le mécanisme de la volonté est mû par des causes antérieures. En affirmant la finalité des actions humaines, ils oublient que tout un abîme sépare chaque action ayant un but privé et prise à part avec ses mobiles individuels et son milieu intime, de ses conséquences sociales, du résultat social. Pour combler cet abîme, pour donner à une action individuelle, ayant un but privé, un résultat social correspondant, il est nécessaire d'apporter toute une série de conditions qui ne se réalisent *complètement* que dans les degrés supérieurs de la vie sociale. On ne peut parler de finalité pour la marche du processus historique, c'est-à-dire de la correspondance de ses résultats avec les problèmes sociaux que l'on se pose, que lorsque toute une série de générations possède la même notion du but, et que cette notion est transmise par la tradition et l'éducation de génération en génération. Ce n'est possible que s'il existait une organisation sociale adaptée aux actions sociales des masses agissant d'une manière consciente et en vue d'une finalité. Mais une telle finalité de la vie sociale développée n'a rien à voir avec la recherche du « sens » philosophique des phénomènes du passé. La mise en lumière des conditions de la finalité sociale est l'objet de l'art politique qui profite de toutes les observations de la science sociale.

Or, la « philosophie de l'histoire », comme elle a été comprise auparavant de tout le monde, s'empresse de séparer ses problèmes de ceux de la science et elle réclame au nom de l'idéal le droit pour elle de revêtir *à priori* l'histoire d'un manteau idéal et de traîner les phénomènes historiques devant le tribunal de l'idéal.

Il n'y a donc pas de milieu possible entre l'explication scientifique de l'histoire de la civilisation et l'application

pratique à la vie des résultats d'une telle explication. La politique peut et doit s'inspirer de la sociologie sans avoir recours à aucune « philosophie ».

C'est donc de l'explication purement scientifique de l'histoire qu'il s'agit ici. Nous l'avons déjà dit, cette explication doit être basée sur l'axiome fondamental de la causalité du processus historique. Quelles que soient la complexité et la supériorité des activités conscientes des individus, ces activités ne peuvent nullement empêcher l'explication scientifique du schéma de l'histoire; elles ne sont qu'un facteur supplémentaire qui doit être soumis à l'étude scientifique et expliqué par rapport à ce schéma. On ne peut donc d'aucune façon opposer l'action libre des individus aux lois du processus historique, puisque cette action est, elle aussi, soumise à ces lois.

Une telle conception de la causalité historique découle nécessairement de la conception actuelle de l'univers, de même que l'idée de finalité découlait de la vieille conception. Nous adoptons l'idée d'un schéma des phénomènes historiques, sans nous soucier de savoir si l'histoire peut découvrir les lois de ce schéma. Et même si nous devions ne jamais pouvoir découvrir de lois, nous serions obligés quand même de supposer un certain schéma du processus historique.

Il était nécessaire d'imaginer cette explication, puisqu'il est incomparablement plus aisé d'admettre un schéma historique que de découvrir les lois de l'histoire. La complexité des phénomènes historiques est telle qu'il peut très facilement en résulter un doute sur l'existence même des « lois spéciales à l'histoire », sans que l'idée d'un schéma ne soit plus justifiable. Dans le langage ordinaire, nous sommes tellement habitués à désigner les mouvements et les événements historiques par des termes généraux conventionnels que nous oublions fréquemment que *terme général* et *fait réel* sont deux choses différentes. Nous rai-

sonnons sur les causes du développement de la Réforme ou de l'échec d'une révolution comme si la Réforme et la révolution étaient des objets concrets et palpables et non une infinité de processus ne formant un tout que dans notre pensée. C'est ainsi que nous admettons comme lois historiques certaines combinaisons de phénomènes qui demandent en réalité une analyse postérieure plus profonde. Prenons pour exemple la succession des différentes formes de l'État; on connait cette thèse qui est surtout basée sur l'observation de la vie antique, d'après laquelle la monarchie patriarcale fait place à la domination de l'aristocratie, suivie à son tour de la démocratisation des institutions publiques, puis du règne de la démagogie et enfin du retour à une nouvelle forme de la monarchie. Admettons que cette thèse soit vraie pour tous les pays et pour tous les temps. On se demandera s'il s'agit aussi dans ce cas d'une « loi historique ». Il ne s'agit évidemment pas d'une loi, car nous ne pouvons considérer aucune de ces formes comme cause de la forme suivante, pas plus que nous ne pouvons considérer la jeunesse comme cause de l'âge mûr et celui-ci de la vieillesse. Chacun de ces états de l'individu ou de la société représente évidemment un complexus de phénomènes qui se développent; or, les causes de ces phénomènes sont en réalité celles qui ont produit le résultat général qui frappe les yeux de l'observateur. Aussi devons-nous analyser avec attention ce résultat général qui se présente à première vue comme un tout concret de façon à découvrir les facteurs particuliers qui l'ont produit. Il se peut aussi que ces facteurs, une fois mis à part, soient eux-mêmes la résultante complexe de facteurs plus élémentaires. Et l'on ne s'arrêtera dans cette analyse que lorsque on arrivera aux éléments qui relèvent du domaine de la science voisine, c'est-à-dire lorsque nous verrons que les phénomènes du processus historique s'expliquent par la psychologie et s'appuient avec elle sur l'édifice des lois des

phénomènes plus simples de l'univers : physiques, chimiques ou physiologiques.

Quel est donc le critérium qui doit nous guider dans l'analyse du complexe processus sociologique? Rappelons tout d'abord que nous cherchons une explication qui nous ferait comprendre le processus dans son entier. Nous n'avons pas le droit de choisir dans ce processus des traits pouvant être réduits à des schémas particuliers, de leur donner ensuite, comme parfois on le fait, le nom de lois, de considérer enfin tout le reste comme des écarts de ces lois et de n'y plus penser. Ces écarts ont en réalité leurs lois comme les schémas choisis. Par cela même que nous avons admis la nécessité de décomposer les phénomènes historiques en éléments simples, nous avons reconnu la complexité de ces phénomènes. Il faut reconnaître aussi qu'étant donnée la complexité infinie des phénomènes, les combinaisons seront aussi infiniment variées et qu'il faut savoir expliquer l'action combinée des éléments tout aussi bien que les lois d'action isolées de chaque élément pris séparément. Ainsi le but de l'analyse se réduit à séparer les éléments particuliers du résultat sociologique complexe et à définir la sphère de leur action. On peut espérer atteindre ce but par deux voies. On peut prendre le résultat acquis et essayer d'expliquer le rôle des causes qui l'ont produit par les méthodes connues de la recherche inductive. Les statisticiens ont suivi cette voie avec un succès éclatant; mais elles ne sont fructueuses que si on a des matériaux propres, et la déduction ne porte que sur les matériaux que l'on a étudiés. Il est naturel qu'à côté de la voie de l'induction on reconnaisse aujourd'hui de plus en plus la nécessité d'employer celle de la déduction.

Si le schéma du processus historique doit être ramené aux lois des domaines voisins et, d'abord, aux lois psychologiques, il est naturel d'appliquer les lois psychologiques connues à l'explication du processus historique. Prenons comme

exemple d'une telle déduction le fait physiologique fondamental et nécessaire : la capacité des hommes à la reproduction et la prédominance des naissances sur les décès. On conclut de cette capacité que la population de chaque pays, quels que soient ses traits particuliers, tend toujours à augmenter. Ajoutons maintenant à cette tendance physiologique la loi psychologique selon laquelle la nécessité de se procurer les moyens d'existence est le mobile le plus énergique de l'activité humaine. L'augmentation de la population provoque évidemment la nécessité d'augmenter la quantité des moyens d'existence que cette population extrait du milieu environnant, ce qui n'est possible qu'avec un travail plus intense. L'intensité du travail dans un milieu donné marche donc de pair avec l'accroissement de la population. L'augmentation de la quantité de travail provoque la possibilité et même la nécessité de changer son mode d'application. La vie de chasse qui demande la plus petite dépense de travail sera remplacée par la domestication et l'élève du bétail qui sont plus difficiles, et on s'en tient d'abord à la forme la plus facile de ce dernier mode, à la vie nomade. L'élève du bétail fait à son tour place à l'agriculture qui est encore plus pénible. A mesure que la portion à cultiver par chacun se restreint, l'agriculture devient intensive. Au début de l'agriculture, le mode de travail est des plus simples : on travaille le même sol plusieurs années de suite jusqu'à son épuisement complet, après quoi on doit l'abandonner pour longtemps ; dans l'agriculture moderne on trouve déjà l'amendement de chaque portion du sol à l'aide d'engrais artificiels et l'assolement le plus varié est calculé de manière à rendre au terrain tous les éléments qu'on lui a enlevés précédemment. Cet exemple nous montre toute une série d'états matériels qui se transforment autrement que de monarchie en aristocratie et de celle-ci en démocratie. Tandis que là nous avons dû voir au fond une série de processus complexes qui

réclament chacun une explication distincte, ici nous avons affaire à des éléments simples, qui expliquent immédiatement le processus : la multiplication de la population et les moyens de subsistance. Nous ne sommes nullement enclins à considérer que ce processus que nous venons d'expliquer est l'unique processus de l'histoire simple et élémentaire. Si la psychologie pouvait fournir une théorie sur l'évolution de la structure psychique, nous sommes persuadés que cette théorie pourrait servir de base à une déduction sociologique tout aussi bien que le facteur que nous venons d'exposer. Même aujourd'hui, il nous semble que l'on pourrait fonder la psychologie historique de l'espèce sur l'évolution psychique de l'individu qui nous montre au début la prédominance de l'élément moteur et ensuite celle des éléments affectifs et intellectuels (sensations et idées). Dans tous les cas, on ne peut nier la possibilité de déductions sociologiques ; il suffit de se rappeler que la plupart des historiens de la civilisation primitive se sont basés surtout sur de telles déductions. Celles-ci ont fourni la conclusion nécessaire et assez répandue aujourd'hui, qu'il existe une série de schémas de processus des différents côtés de la vie sociale : la marche de ces processus découle forcément des propriétés élémentaires et fondamentales des facteurs en voie d'évolution ; cette marche ne peut donc qu'être la même pour toute société humaine.

Il semble qu'aujourd'hui il n'y a plus de raison de craindre que la théorie de l'histoire continue à ignorer ces tendances fondamentales qui sont partout les mêmes pour le processus historique. Il y a, au contraire, un danger inverse à ce que la théorie leur donne dans l'explication des phénomènes de l'histoire une signification trop exclusive. Il ne faut pas oublier que l'on n'explique pas suffisamment la réalité historique en construisant, grâce à l'induction, la succession schématique de l'évolution sociale. C'est que la tendance schématique fondamentale n'est qu'un des facteurs

du processus historique ; jamais elle ne se réalise quelque part d'une façon complète et absolue. L'historien, qui se formerait à l'étude de ce seul facteur et qui considérerait son problème comme résolu, ressemblerait — nous nous servirons de l'heureuse analogie de Schmoller — à un chimiste qui, ayant décomposé l'eau en ses éléments simples, déclarerait que le facteur essentiel pour la formation de l'eau est l'oxygène puisqu'il y en a une fois plus que d'hydrogène. La loi fondamentale du processus social n'est qu'une possibilité abstraite ; pour passer de cette possibilité à la réalité, cette loi doit se réfracter dans le prisme des conditions réelles de la vie historique. Le schéma de la vie historique sous l'influence de conditions données du climat, du sol, du milieu géographique, peut varier à l'infini, jusqu'à l'impossibilité absolue de le reconnaître dans ces variations infinies. Le devoir absolu de l'historien est non seulement de découvrir la présence de ce schéma, mais aussi d'expliquer les causes de sa manifestation dans la forme concrète donnée et dans toutes les variations particulières. Reprenons notre précédent exemple : l'influence de l'accroissement de la population sur la structure économique. Imaginons un peuple dans un milieu qui ne permet que la vie de chasseur ou de nomade, par exemple dans la Laponie ou dans les steppes des Kirghiz. Il n'est pas nécessaire de faire une enquête historique pour savoir qu'un tel peuple restera dans les stades inférieurs de l'évolution économique, à moins que les conditions extérieures de leur vie ne changent radicalement ; et si ces conditions restent les mêmes pendant une longue période de temps, il se formera un type national particulier et la population s'arrêtera juste au chiffre que le pays peut nourrir dans ces conditions données. Notre loi fondamentale sera toujours vraie cependant, de même que la loi de la pesanteur l'est pour les corps en équilibre. Mais la résultante de l'action de cette loi et du milieu donné sera toute différente. Le développement de notre schéma s'arrête de même

que s'arrête l'accélération de la chute d'un corps quand celui-ci atteint l'état de repos.

Analysons avec plus d'attention les rapports mutuels de ces éléments du schéma sociologique fondamental et du milieu dans lequel il se réalise. Aucune analyse ne peut vraiment découvrir un lien nécessaire entre ces deux éléments. Le processus historique doit se réaliser dans un milieu *quelconque;* mais pourquoi doit-il se réaliser dans le milieu *donné?* Pourquoi le Lapon se trouve-t-il en Laponie et le Kirghiz dans les steppes des Kirghiz? Pourquoi le Russe se trouve-t-il dans la plaine de l'Europe orientale et le Français dans la Gaule romaine? Il y a certes ici des causes particulières : c'est ainsi que se sont répartis les continents sur notre planète; c'est ainsi que la répartition primitive des peuples s'est produite. Les uns ont devancé les autres et ceux-ci n'ont pu occuper les meilleurs pays, parce qu'ils ont été en retard, ou pour d'autres causes. Mais cette répartition des peuples sur notre globe n'a tout au plus qu'un rapport très éloigné avec les lois intimes de la vie sociale. Les lois de l'influence du milieu sur la vie sociale seront certes partout les mêmes. Mais le lien d'un milieu donné avec un groupe social donné est un phénomène fortuit, c'est-à-dire que ce lien ne découle pas du fond des lois intimes de l'évolution sociale. Malgré la fortuité de ce lien dans chaque cas particulier, nous ne pouvons cependant le laisser sans l'expliquer scientifiquement.

Dans tous les cas, que nous nous occupions de l'étude générale des lois sociologiques ou que nous appliquions ces lois à chaque cas particulier, nous ne devons jamais négliger les lois de l'influence sociale du milieu, pas plus que les lois de l'évolution sociale.

Nous sommes loin d'en avoir fini avec notre explication en introduisant ce nouveau facteur qui ne fait que la compliquer davantage. D'abord l'influence transformatrice du milieu ne se limite pas à la seule influence particulière du mi-

lieu où habite ce peuple donné. En réalité, il n'y a pas de peuple qui vive à l'état isolé. Chaque pays est entouré de peuples divers ; ce voisinage est une cause nouvelle de transformation parfois essentielle de la marche fondamentale de son évolution historique. L'exemple classique de l'Angleterre, entourée d'eau, prouve, comparativement aux pays continentaux de l'Europe, combien peut changer le développement d'un pays, selon la présence ou l'absence de voisins immédiats. Et ce ce n'est pas seulement le voisinage immédiat qui influe d'une telle façon. Il suffit de se rappeler que le déplacement du commerce universel vers l'Océan a fait péricliter le commerce du Moyen-Age qui se faisait autour des mers intérieures comme la Méditerranée et la mer Baltique. La récolte du blé de l'Inde, de l'Australie et de l'Amérique a actuellement une influence essentielle sur la situation de l'agriculture russe. L'influence des conditions environnantes vient donc *du dehors* d'une manière plus évidente encore que celle du milieu. Et, dans ce sens, cette influence par rapport au processus du développement intérieur est-elle aussi tout à fait fortuite ? Dans les deux cas, on ne peut considérer cette influence comme secondaire et non recevable pour l'explication des phénomènes historiques. Dans l'explication scientifique de l'histoire on doit abandonner ou modifier essentiellement la notion même du facteur principal ou secondaire aussi bien que celles des facteurs fortuits et nécessaires. La science ne connaît pas de causes principales et nécessaires, fortuites et secondaires. Elle ne connaît que des causes qui ont un système d'influence plus ou moins large, et l'on ne peut affirmer d'avance le degré d'influence qu'aura une catégorie quelconque de causes pour chaque cas donné.

Ce principe essentiel de l'application sociologique une fois admis, nous pouvons apprecier avec plus de sûreté l'importance du troisième et dernier facteur qui s'offre à

notre examen. Il s'agit de la classe importante des phénomènes qui apportent la plus grande somme de hasard dans l'histoire et qui sont les plus réfractaires à l'explication par une loi; c'est pour ce motif que cette classe a été considérée par les uns comme la plus importante, par les autres comme la plus secondaire des facteurs du processus historique. L'action combinée des deux facteurs dont nous venons de parler, celui du schéma sociologique fondamental et celui du milieu, explique d'une façon essentielle l'évolution de l'*ordre* social, des institutions et des mœurs, mais pour expliquer les « événements » et les « actions » historiques qui attiraient surtout l'attention des anciens historiens, ces deux facteurs sont insuffisants. On ne peut nier tout au moins, en principe, que les phénomènes de cet ordre admettent aussi une explication très scientifique et suivent une loi. On ne peut contredire que, dans une telle explication des « événements », les facteurs que nous connaissons et qui créent l' « ordre » social doivent aussi jouer un rôle essentiel. Mais une fois que l'on a soustrait des événements historiques tout ce qu'on peut expliquer par le schéma sociologique fondamental et par l'influence du milieu, il reste nécessairement un résidu qui s'explique par les caractères particuliers des individus agissant. On s'est beaucoup efforcé de prouver que ce résidu est tout à fait insignifiant, que l'on peut le négliger dans l'explication historique; mais aucune tentative ne me semble avoir été faite pour démontrer que ce résidu ne s'obtient pas du tout. Prenons quelques exemples comme illustration : Léon Tolstoï cite l'opinion d'historiens d'après lesquels les événements européens auraient pris une toute autre allure si Napoléon ne s'était pas enrhumé à la bataille de Borodino. Pascal disait que notre planète aurait eu une autre forme si Cléopâtre avait eu un nez plus court. L'importance de l'individu dans l'histoire est d'autant plus accusée par cette forme paradoxale, que l'activité même de l'individu

est soumise à des circonstances fortuites. Supposons qu'un historien spécialiste nous ait démontré que les actes de Napoléon et d'Antoine n'aient pas dépendu des circonstances mentionnées et qu'alors la chute de l'empire napoléonien et la naissance de l'empire romain sont restés indépendants des actes de ces personnages historiques. Que devrions-nous en conclure? Assurément pas que l'état maladif ou la beauté féminine ne peuvent influencer la psychologie des acteurs historiques, ni que la psychologie de ces acteurs ne peut avoir d'influence sur le cours des événements historiques. Nous pourrions tout au plus conclure ici que le rhume ne pouvait avoir d'influence sur Napoléon et la beauté de Cléopâtre sur la conduite d'Antoine et que l'on ne peut expliquer en général les phénomènes sociaux complexes par la seule psychologie des acteurs historiques. Autrement dit, nous aurions admis la cause, mais nous aurions limité la sphère de son action. Cela prouverait-il que nous pouvons rejeter de nos calculs cette cause insignifiante par son influence? Assurément non; nous devrions évidemment reconnaître que la physionomie individuelle du phénomène donné, à défaut de son sens général, doit changer si les causes citées n'avaient pas agi, et qu'en général un phénomène ne peut exister et avoir une physionomie propre que grâce à certaines causes de ce genre. Pour l'explication complète de phénomènes donnés on doit donc prendre ces causes en considération. Mais une autre question se présente à nous. L'historien et le sociologue ont-ils besoin d'une explication complète des faits concrets donnés? Puisque le sociologue ne cherche que les lois historiques et ne se sert des faits concrets qu'à titre de documents, ne devrait-il pas laisser de côté tous les facteurs qui donnent une physionomie particulière à l'événement? L'explication de la physionomie particulière d'un fait donné ne peut assurément être l'objet d'une science abstraite comme la sociologie. Mais il ne résulte nullement

que l'étude des combinaisons de ces causes n'entre pas dans son domaine. La sociologie doit apporter de l'attention à la psychologie des chefs dans la mesure où celle-ci est reconnue comme une telle cause ; elle peut être ainsi obligée de s'occuper du nez de Cléopâtre dans la mesure où ce nez peut nous expliquer la psychologie de ce chef. C'est dans ce sens que chaque fait, si petit ou si grand qu'il soit, peut être utile à l'explication de la causalité constante de ces phénomènes. Les orbites des planètes qui courent dans l'espace, aussi bien que la chute accidentelle d'une pomme peuvent également contribuer à la découverte de la loi de la gravitation. Mais depuis la pomme fameuse qu'aucun musée de l'antiquité ne nous a conservée, une quantité de pommes tombent quotidiennement de leurs arbres sans exciter aucune attention. De même la beauté de Cléopâtre pourrait apporter la même utilité scientifique que la pomme s'il se trouvait un penseur quelconque qui déduise de cette circonstance une loi de l'attraction psychique. Si ce détail ne nous intéresse pas en réalité, ce n'est pas parce que son action n'est pas déterminée par une loi, ni parce que nous ne pouvons découvrir cette action ; nous le négligeons seulement parce que l'action psychologique de l'amour nous est connue d'une source plus sûre.

Pour analyser la question de l'influence de l'individu, nous avons choisi des exemples où la psychologie de l'individu est soumise à des circonstances tout à fait extérieures, et où cette influence sur le cours des événements historiques se produit sans qu'il y ait eu dessein préconçu. Or, il faut aussi rapporter à la même classe d'événements le cas où l'individu, dans le rôle de chef, législateur, moraliste, inventeur, etc., agit avec dessein, dans un but prémédité. Nous n'avons pu nier l'importance du facteur personnel, même dans les exemples où elle se réduit au minimum ; il est donc naturel qu'elle soit encore plus considérable dans les exemples que nous venons de citer. Les

guerres dynastiques de Louis XIV et des Philippe d'Espagne ont certes fait péricliter l'industrie française et espagnole. Mais le système politique de ces chefs d'État a eu une importance beaucoup plus considérable et continue, et elle a provoqué l'émigration d'une partie notable des commerçants et des industriels. Même dans l'exemple cité plus haut, on voit quelle grande différence il y a entre une action instinctive et un acte prémédité, si l'on compare la façon d'agir d'Antoine et la politique raisonnée d'Octave. Allons plus loin ; nous pouvons voir avec l'exemple de Louis XIV et des Philippe ce que peut l'individu quand il agit contre la tendance du processus social. L'exemple de ces acteurs, que l'histoire surnomme « grands », nous montre combien la force sociale de l'individu devient plus grande quand elle agit dans la direction du développement du processus historique. L'individu, comme représentant et exécuteur des besoins de son époque, devient alors tout-puissant. C'est de là que naît cette erreur d'optique qui nous fait prendre le processus historique pour une création des héros. Carlyle, dans son *Culte des Héros*, dit : « L'histoire universelle n'est, à mon sens, que l'histoire des grands hommes qui agissent dans le monde ; ces géants étaient les directeurs de la masse ; ils étaient les modèles, les créateurs, les constructeurs de tout ce qui désirait créer, de toutes les aspirations de la masse humaine : tout ce que nous avons vu accompli dans ce monde n'est, en réalité, que le résultat matériel et extérieur, que la réalisation et la mise en pratique des idées qui sont nées dans le cerveau des grands hommes envoyés au monde ; il faut, en toute justice, le reconnaître : leur histoire était l'âme de l'histoire universelle ». Il n'y a qu'une chose de juste dans cette opinion. Comme jusqu'ici l'évolution sociale s'est accomplie d'une manière inconsciente et impulsive, les individus seuls, les chefs officiels ou moraux de la masse, seuls, ont agi en réalité dans un certain but social. Mais les actions isolées

des individus se heurtaient toujours à l'inertie de la masse, et les actes raisonnés de l'individu n'avaient pas de résultat durable au point de vue de la finalité sociale. Croire qu'il en sera toujours de même serait d'un pessimisme inutile et prématuré. Nous ne pouvons nier la possibilité de diffuser la conscience sociale dans les masses; aussi ne pouvons-nous pas fixer les limites de l'activité sociale raisonnée de la masse. Les mobiles de la psychologie humaine resteront certes toujours les mêmes. La recherche des moyens d'existence et la tendance à perpétuer l'espèce humaine, la nécessité d'exercer ses organes et d'accomplir certaines fonctions physiques et psychiques, telles seront toujours les mobiles de l'activité humaine. Mais les formes de ces besoins et de ces nécessités varient à l'infini, et les moyens de les réaliser deviennent toujours plus complexes et mieux adaptés. Nous ne savons jusqu'où ira l'humanité dans cette voie; mais il n'y a qu'un moyen pour nous faire passer du processus historique impulsif au processus conscient : c'est celui qui remplace les actes sociaux raisonnés des individus par ceux de la masse.

Tout ce que nous avons dit n'a pour but que de faire connaître au lecteur le point de vue général qui va nous servir pour étudier l'histoire de la civilisation russe. Il nous reste à ajouter quelques mots sur l'étude qui suit. Son but est de faire connaître aux lecteurs le processus et les faits *fondamentaux* qui caractérisent l'évolution sociale russe. L'auteur a pensé que cette histoire gagnerait en clarté et en précision, s'il laissait de côté les cadres chronologiques et s'il caractérisait les différents côtés du processus historique dans leur ordre systématique. Un tel exposé doit laisser à l'arrière-plan les liens réciproques des différents côtés de l'évolution sociale. Pour obvier à ce défaut, l'auteur a mis des notes qui relient ainsi les chapitres entre eux. Mais le lecteur aura peut-être l'impression que les différents côtés de l'évolution historique sont artificiellement

divisés; il ne me reste plus qu'à souligner une fois de plus que cet isolement ne provient que de la forme littéraire de l'ouvrage, et non des opinions théoriques de l'auteur.

Les limites de cet ouvrage ont rendu absolument nécessaire un choix sévère des matériaux. Je ne pouvais y introduire que les éléments les plus simples et les plus essentiels pour donner l'idée générale du processus historique. Pour le choix de ces éléments, l'auteur ne pouvait être guidé que par son jugement propre. Le but de cet ouvrage sera atteint si toutes les connaissances et les conclusions qui en découlent deviennent vraiment élémentaires, c'est-à-dire populaires et connues partout. Aujourd'hui encore, la plupart des matériaux qui ont servi à ces études n'est accessible qu'aux seuls spécialistes; certaines des données de l'ouvrage sont le résultat de mes travaux personnels.

Le rôle de l'intermédiaire entre la science spéciale et le grand public était, surtout dans ce cas, difficile. La plupart des ouvrages spéciaux sur l'histoire russe étaient faits alors que l'on ne parlait pas encore d'histoire de la civilisation ou que l'idée d'histoire de la civilisation n'attirait guère encore l'attention des historiens. Il est naturel qu'une partie relativement faible de tous ces travaux pouvait seule servir à nos « études ». D'autre part, beaucoup de matériaux qui seraient nécessaires à cette histoire n'ont pas encore été recueillis par les savants spécialistes. C'est de là que proviennent les inégalités et même les lacunes de notre histoire. La critique montrera probablement quelles sont les lacunes qui proviennent des connaissances insuffisantes de l'auteur. Certaines de ses conclusions, énoncées dans une forme populaire, sans argumentation scientifique, pourront paraître trop audacieuses et peu fondées aux spécialistes. Je me suis efforcé d'indiquer, dans la mesure du possible, les sources de cet ouvrage à la fin de chaque cha-

pitre. Citer continuellement les sources me paraissait incommode, étant donné le but de cet ouvrage. Il y aura peut-être encore des critiques qui trouveront cette tentative prématurée et trop hasardeuse, étant donné l'état contemporain de la science. Comme justification, je puis invoquer le besoin indiscutable d'un tel livre, non seulement pour le grand public, mais aussi pour les spécialistes eux-mêmes, qui travaillent ordinairement un petit domaine de la science et ne peuvent pas se représenter les liens de ce domaine avec toute la science. L'« *Essai sur l'histoire de la civilisation russe* » ne peut évidemment pas donner ce que la science elle-même ne possède pas. Mais ses défauts eux-mêmes souligneront une fois de plus les lacunes de la science et concourront peut-être à établir cette méthode qui fournirait une raison d'être aux recherches spéciales en apparence les plus sèches et les plus étroites. L'adhésion des spécialistes à un tel ouvrage et l'organisation pratique du travail scientifique, qui est souvent aujourd'hui dépensé en pure perte, sont pour l'auteur aussi chères et aussi précieuses, en sa qualité de spécialiste et de professeur, qu'est important et attrayant pour lui le rôle de vulgarisateur des connaissances scientifiques dans la nation russe. Cette histoire s'efforce de satisfaire ces deux besoins. L'auteur sera heureux si elle est lue par ceux à qui elle est destinée.

BIBLIOGRAPHIE

Kareieff. — *Les principaux problèmes de la philosophie* (en russe). St-Pétersbourg, 1887, 2 vol.

Kareieff. — *Le fondement du processus historique et le rôle de l'individu dans l'histoire* (en russe). St-Pétersbourg, 1890.

Kareieff. — *Etudes historico-philosophiques et sociologiques* (en russe). St-Pétersbourg, 1895.

LESTER WARD. — *Dynamic Sociology or applied social science, as based upon statistical sociology and the less complex sciences* New-York, 1883, 2 vol.

NICOLAIEFF. — *Le progrès et le matérialisme économique* (en russe). Moscou, 1893.

LOUIS BOURDEAU. — *L'histoire et les historiens. Essai critique sur l'histoire considérée comme science positive*. Paris, 1888.

P. LACOMBE. — *De l'histoire considerée comme science*. Paris, 1894.

SIMMEL. — *Die Probleme der Geschichtsphilosophie. Eine erkenntnisstheoretische Studie*. Leipzig, 1892.

BERNHEIM. — *Lerbuch der historischen Methode, 2e völlig durchgearbeitete und vermehrte Auflage*. Leipzig, 1894.

PREMIÈRE PARTIE

LA POPULATION

CHAPITRE I

La population et le développement économique.

Rapport entre la population du pays et son développement économique. — Opinion des économistes sur le mouvement de la population. — L'accroissement de la population en Russie depuis Pierre le Grand. — Son rapport avec la population de l'Europe. — Les annexions de territoires et l'accroissement intérieur. — Les mariages et les naissances. — Différences dans l'histoire de la population du nord, du centre et du sud de la Russie. — Causes de la lenteur de l'accroissement de la population du centre.

Dans tous les pays, la population a une tendance à augmenter spontanément et automatiquement. Cet accroissement automatique est le principal mobile qui force les hommes à augmenter la somme de travail nécessaire pour se procurer les moyens de subsistance et changer la forme de ce travail. En d'autres termes, le degré de développement économique d'un pays donné est intimement lié à la densité de sa population.

Le savant français M. Levasseur distingue cinq stades dans l'histoire de l'évolution économique, correspondant aux cinq étapes atteintes par la population relativement à sa densité. Dans la période sauvage ou *de la chasse*, chaque chasseur a besoin d'une vaste étendue de pays pour se procurer les moyens d'existence : chez les Esquimaux, deux hommes occupent une étendue de 100 kilomètres, et, dans la province des Amazones du Brésil, trois hommes occupent ce même espace. Dans la période *nomade*, la même étendue peut déjà nourrir une quantité d'hommes plus considérable, mais ce nombre est toujours faible. Dans les steppes des Kirghiz, il n'y a qu'un homme par kilomètre carré, et dans le Turkestan il y en a de 0,5 à 2,7. Dans la période *agricole*, la population peut devenir plus dense ; et avec des conditions favorables, la densité d'une population agricole peut s'élever à 40 hommes par kilomètre carré. Dans la période *industrielle*, avec les engrais artificiels et grâce à l'échange actif des produits industriels et agricoles, la même étendue peut être quatre fois plus peuplée, c'est-à-dire avoir 160 habitants par kilomètre carré. Enfin, dans la période *commerciale*, quand la population commence à importer sa nourriture d'autres pays et à la payer avec ses produits industriels, la densité de la population n'a presque plus de bornes. Des peuples commerciaux ont existé ainsi sur un espace très restreint.

Il faut ajouter que le lien est ici réciproque. Si l'accroissement de la population oblige les hommes à chercher de nouvelles formes à leur activité, ces formes nouvelles de la vie économique peuvent, de leur côté, provoquer une augmentation de la population.

Étant donné ce lien étroit entre la densité de la population et l'importance du développement économique, il est naturel que la plupart des écrivains des siècles précédents aient considéré la croissance rapide de la population comme un grand bien pour la nation. Les gouvernements, de leur

côté, prenaient des mesures pour activer l'accroissement du nombre des habitants; ils accordaient, par exemple, des primes aux gens mariés et aux familles nombreuses, imposaient les célibataires, etc. Pourtant, à la fin du siècle passé, les opinions des écrivains et des gouvernements changèrent tout à coup. C'est que, dans la dernière partie du XVIIIe siècle, la classe ouvrière avait beaucoup augmenté en Europe et, en même temps, se révélaient les signes de l'état précaire de cette classe : la misère, la famine, dans une proportion inconnue jusque-là. Sous l'impression de ces phénomènes, Malthus écrivit son fameux ouvrage (1798), où il met tous les torts de la misère de la classe ouvrière sur le dos de celle-ci, — sur sa procréation imprévoyante, et où il s'efforce de démontrer que la population croît, en général, beaucoup plus rapidement que les moyens d'existence, d'après une loi inéluctable de la nature. En Allemagne, où la population s'accroît encore rapidement dans notre siècle, la théorie de Malthus a conservé son influence, même aujourd'hui. Au contraire, en Angleterre et surtout en France, l'accroissement de la population dans ces dernières années s'est affaibli considérablement et s'est même tout à fait arrêté. Aussi le matlhusianisme y perd-il rapidement du terrain. Les économistes, en analysant les faits, ont vite fini par reconnaître que la théorie de Malthus est fondée sur des calculs trop abstraits. On a compris que cette théorie, dans la mesure où elle est exacte, n'est pas une *loi* d'évolution pour tous les temps et pour tous les peuples, et qu'elle n'est qu'une observation particulière à l'augmentation de la classe ouvrière *seule* et dans les conditions actuelles de l'ordre capitaliste. En dehors de ce cas particulier, les moyens d'existence, comme on l'a reconnu, ont augmenté dans notre siècle, non pas moins, mais plus rapidement que la population. L'adaptation de la population aux moyens d'existence s'effectue d'une manière plus complexe et plus difficile à saisir que ne le croyait Malthus. En

réalité, l'excès de la population ne se supprime pas par des « mesures coercitives », comme la mort par la faim des hommes qui n'ont pas trouvé de place au banquet de la vie. Contre un tel excès, les « moyens préventifs », tels que la diminution du nombre des mariages et aussi des naissances, ont été plus efficaces dès que les conditions de la vie économique devenaient jusqu'à un certain point moins favorables. Enfin, ce qui est le plus important, une observation biologique a été faite, d'après laquelle l'augmentation du bien-être et le développement de l'individualité sont suivis d'un affaiblissement de la force procréatrice et d'un arrêt de la croissance de la population.

Toute cette histoire du développement des faits et des théories économiques sur la population a prouvé qu'il n'existe pas de loi de l'évolution de la population qui soit propre à toutes les périodes de la vie historique. On peut dire seulement que là où dans la masse de la population il n'y a pas d'espoir pour une amélioration persistante du bien-être et pour le développement de l'individualité, l'accroissement de la population est beaucoup plus actif; et il en est de même là où, au contraire, les moyens d'existence sont relativement faciles à trouver, où les richesses naturelles sont relativement moins épuisées, où, enfin, il existe des sources encore intactes ou nouvelles de moyens d'existence (comme des terres vierges). Mais là, où un degré relativement élevé de bien-être est déjà atteint, où l'individu, poussé par ses besoins, a conquis un vaste champ à son activité, où le travail ne peut devenir plus productif que par des moyens artificiels, où, par conséquent, l'augmentation des moyens d'existence ne peut être acquise que par des efforts plus ou moins considérables, l'accroissement de la population est entravé. Il va de soi que la situation passée et présente de la Russie correspond au premier de ces deux cas.

Malheureusement, nous n'avons, non seulement pour la

Russie, mais aussi pour le reste de l'Europe, que des renseignements très incomplets sur le mouvement de la population. Ce n'est que pour les deux siècles derniers que l'on peut tirer des conclusions plus ou moins sûres: aussi nous arrêterons-nous tout d'abord à ces deux siècles.

Vers la fin du règne de Pierre le Grand (1725), on comptait en Russie environ 13 millions d'habitants. On en compte aujourd'hui 129. Depuis Pierre, la population de la Russie a donc décuplé. Au XVIIIe siècle, elle est passée de 13 millions à 40 millions; au XIXe siècle, de 40 à 129 millions. En d'autres termes, la population russe a triplé pendant chacun de ces deux siècles.

On peut analyser cet accroissement d'une façon plus détaillée d'après les recensements (« révisions »). Choisissons les recensements impairs qui ont été faits dans les périodes les plus remarquables de l'histoire russe : à la fin du règne de Pierre le Grand (1er recensement), au début et à la fin du règne de Catherine II (3e et 5e recensements), à la fin des guerres napoléoniennes (7e recensement) et au milieu du XIXe siècle (9e recensement).

1724	13 millions		—	13 millions
1762	19 —		—	19 —
1796	29+7	millions	=	36 —
1815	30,5+14,5	—	=	45 —
1851	39+28	—	=	67 —
1897	65+64	—	=	129 —

A l'exception des États-Unis (dont la population a augmenté seize fois rien que dans les cent dernières années, de 1790 à 1890), c'est le pays où l'accroissement est le plus rapide qui soit connu. Le reste de l'Europe est loin d'avoir cette rapidité. En résumé, ces faits numériques, en eux-mêmes, devaient changer complètement la situation de la Russie vis-à-vis des puissances européennes. Sous Pierre le Grand et sous ses successeurs immédiats, la population russe était le

1/10 et le 1/8 de la population totale de l'Europe (qui, au milieu du XVIIIe siècle, était d'environ 130 millions). Au début du siècle actuel, cette proportion fut deux fois plus forte pour la Russie. En comptant, en 1801, en Russie, de 36 à 40 millions et en Europe de 170 à 175 millions, nous aurons pour la Russie le 1/5 et le 1/4 de toute la population de l'Europe. Enfin, aujourd'hui, la population de la Russie est déjà le 1/3 de la population totale de l'Europe (en comptant 383 millions pour l'Europe et pour la Russie seule 129 millions).

Comment expliquer cet accroissement si rapide de la population de la Russie? Il faut d'abord distraire de cet accroissement la population des parties nouvellement annexées. Nous avons divisé dans notre tableau le total de la population russe, depuis 1796, en deux parties; la première présente la population croissante de la Russie telle qu'elle était sous Pierre le Grand; la deuxième se reporte à la population des provinces annexées ou colonisées après Pierre. Dans le chiffre de 7 millions ajoutés au chiffre de 1796 est compris la population des provinces annexées à la suite des trois partages de la Pologne, et aussi celle de la Nouvelle-Russie. La population de l'empire s'accrut encore de 7 millions sous Alexandre Ier (Pologne, Finlande, Bessarabie). Au XIXe siècle, la population des provinces annexées ou colonisées a crû avec une rapidité particulière, comme nous le voyons par notre tableau. Le dernier recensement nous montre qu'elle est presque égale à la population du territoire de Pierre le Grand. Ce territoire, qui fournissait une partie considérable de ses habitants pour la colonisation des provinces nouvelles, voyait sa population croître relativement lentement. Aujourd'hui, sur toute l'étendue de la vieille Russie de Pierre le Grand (y compris la Petite Russie de la rive gauche du Dnieper et le territoire des Cosaques du Don), on ne trouve que 59 millions d'habitants et 65 avec la Sibérie. Cela donne cependant une augmenta-

tion dans la proportion de 3 à 1 (sous Pierre, il n'y avait que 13 millions d'habitants). Pendant les mêmes deux siècles, la population de la France n'a que doublé, celle de l'Autriche n'a augmenté que 3 fois 1/2 (1), celle de l'Angleterre 4,4 fois. Nous voyons donc que, même en soustrayant les acquisitions territoriales (peuplées cependant aussi par les colons de cette même vieille Russie), la population de l'ancienne Russie a augmenté plus rapidement que celle de tous les autres pays de l'Europe.

La cause la plus évidente de cet accroissement actif est d'abord le nombre considérable de mariages et de naissances. Autant que la statistique russe nous permet d'en juger, — et celle-ci ne devint plus ou moins régulière que depuis la deuxième moitié du siècle passé, — le nombre des mariages et le chiffre des naissances en Russie sont beaucoup plus importants que ceux du reste de l'Europe. En général, le chiffre annuel des naissances est presque le 5 0/0 de toute la population, tandis que, même dans les pays les plus reproductifs de l'Europe (Roumanie, Hongrie et Serbie), il est de 4 0/0 et en France seulement de 2 0/0. Il faut aussi ajouter que le chiffre des décès des enfants en Russie est plus élevé que celui des peuples d'Occident. Mais, même en tenant compte de cette condition défavorable, — du plus grand nombre des décès des enfants, — il reste encore un accroissement annuel de 1,5 0/0 (1,3 0/0, 1,5 0/0, 1,7 0/0). Nous avons déjà parlé des conditions qui expliquent ces nombreuses naissances. La science contemporaine considère comme cause biologique du chiffre élevé des mariages et des naissances le faible développement de l'individualité, comme cause économique le bas niveau du bien-être, et

(1) Même si on ne distrait pas les acquisitions territoriales de ces deux pays. La population de la France s'est élevée de 19 millions à 38 millions 1/2, celle de l'Autriche de 12 ou 13 millions à 45 millions, celle de l'Angleterre de 8,9 millions à 39,5 millions.

comme cause sociale l'isolement des classes inférieures de la société et l'absence d'espoir d'élever leur situation.

Il est encore aujourd'hui impossible d'établir d'une manière plus ou moins exacte les mouvements de la population en Russie avant Pierre le Grand. Un seul fait est hors de doute, c'est qu'il est impossible de supposer qu'avant Pierre l'accroissement de la population fût aussi rapide qu'il l'a été pendant les deux siècles derniers. Pendant le règne de Pierre, la population n'augmentait pas; au contraire, grâce aux désertions et au recrutement, elle diminuait. D'après le chiffre des *recensements des maisonnées* que l'on pratiquait avant les *recensements des âmes* (« révisions »), le nombre des maisonnées en Russie, de 1678 à 1710, avait diminué de 20 0/0, c'est-à-dire que le 1/5 de la population redevable des impôts de maisonnée avait disparu. De cette manière, à la mort d'Alexis Michaïlovitch, la population était de 1/5 plus forte que sous Pierre, c'est-à-dire que nous pouvons compter sous Alexis Michaïlovitch 16 millions au lieu de 13 sous Pierre le Grand.

Ce chiffre de 16 millions est probablement le résultat de l'accroissement pendant le XVIIe siècle. Il y a pourtant quelque raison, non absolue, il est vrai, pour croire que cet accroissement n'était pas très considérable. Le recensement par maisonnée de 1678 a donné un chiffre de maisonnées de 30 0/0 seulement plus élevé que celui de 1620 à 1630. En d'autres termes, au lieu de 16 millions que nous supposons pour 1678, il faut compter environ 12 millions 1/3 pour 1620-1630. C'est là le chiffre de la population à peine sortie des misères de l'« *Époque troublée* ». Nous ne nous trompons certes pas en affirmant que l'« *Époque troublée* » a produit dans l'état de la population russe une commotion au moins aussi forte que les réformes de Pierre le Grand, c'est-à-dire qu'elle a amené une diminution de la population d'au moins 20 0/0. Dans ce cas, on peut supposer qu'avant l'« *Époque troublée* » il y avait en Russie au moins 15 millions d'habitants. Ce

chiffre fut, certes, à son tour, le résultat de la croissance considérable provoquée par la colonisation active de la Russie qui, nous le verrons bientôt, commença dès le milieu du XVIe siècle. Par conséquent, il faut supposer qu'à ce moment la population était de 10 à 11 millions 1/2 d'habitants. Tous ces chiffres sont évidemment problématiques (1), mais leur mouvement général est très vraisemblable ; le même chiffre total de la population de la Russie n'a pas dû varier considérablement depuis Ivan le Terrible jusqu'à Pierre le Grand, c'est-à-dire qu'il a oscillé entre 10 et 16 millions. En résumé, on peut représenter le mouvement de la population de la Russie à partir du milieu du XVIe siècle par une ligne brisée (V. diagramme).

Le chiffre absolu de la population pris en lui-même nous dit peu de chose. Pour que ce chiffre devienne significatif, il faut trouver son rapport avec le territoire occupé par cette population. En d'autres termes, il faut en connaître la densité. Le territoire habité de la Russie de Pierre le Grand était de 3 millions de verstes carrées (1 verste = 1,067 kilom.) et avec la Sibérie environ 14 millions de verstes carrées. Si nous divisons les 3 millions du territoire par le nombre d'habitants (13 millions), nous trouvons que, sous Pierre, la Russie d'Europe avait en moyenne 3,7 habitants par kilomètre carré (4,3 par verste carrée), c'est-à-dire la même densité qu'aujourd'hui dans les gouvernements d'Arkhangel et de Vologda. Le même territoire est occupé aujourd'hui, comme nous l'avons vu, par 59 millions d'habitants, ce qui donne 17 h. par k. carré (1), tandis qu'en Autriche-Hongrie il y en a 66,3, en France 71,8, en Allemagne 96,7, en Italie 109,4, en Angleterre 126, en Bel-

(1) On a vu que c'était la population soumise à l'impôt de matricule qui nous a servi de base pour nos calculs approximatifs. Il faut comparer les chiffres, moins certains, donnés par Schnitzler, dans son « Empire des Tsars », ch. II.

gique 218. Comparativement à la Russie, cela représente une densité de 4 à 13 fois plus forte. Dans toute l'Europe, il n'y a que la péninsule des Balkans et l'Espagne qui soient analogues jusqu'à un certain point à la Russie au point de vue de leur densité.

Ce fait seul nous montre, après nos raisonnements précédents, combien la Russie devait être arriérée pour son développement économique vis-à-vis des pays occidentaux. Le pays le plus rapproché de la Russie au point de vue économique et géographique, la Prusse, a atteint deux siècles auparavant le degré de densité actuel de la Russie de Pierre le Grand ; et elle l'a dépassé, il y a plus de cent ans. En 1688, il y avait en Prusse 15,8 h. par k. carré ; en 1740, il y en avait 18,9 ; en 1774, 24,9. La France avait déjà au commencement du XIVe siècle, c'est-à-dire il y a plus de cinq siècles, 40 hab. par k. q. : densité que ne possèdent que les parties bien peuplées de la Russie. Quant à l'Angleterre, elle a dépassé par sa densité la Russie d'aujourd'hui, même à l'époque de Guillaume le Conquérant (milieu du XIe siècle). Elle avait déjà alors 21 hab. par k. carré. Il est vrai q'aucun de ces pays ne possède autant de terrains non cultivables et déserts que la Russie. En Allemagne 34,9 0/0 du territoire total reste inhabité (dans ce chiffre 25,8 0/0 sont des forêts), en France 31,1 0/0 (15,8 0/0 de forêts), en Angleterre 38.4 0/0 (3,6 0/0 de forêts). En Russie d'Europe (Finlande non compris) 58 0/0 de tout le territoire (38,8 0/0 de forêts) est inhabité ou couvert de forêts qui n'ont aucune valeur dans tout le nord. Il n'y a que la péninsule Scandinave pour dépasser la Russie sous ce rapport ; la péninsule Ibérique et celle des Balkans s'en approchent jusqu'à un certain point.

(1) Par verste carrée 19,7 hab. La densité moyenne du territoire de la Russie d'Europe est de 19,5 par kil. carré ou 22,2 par verste carrée.

Dans ces conditions, la densité moyenne de la Russie toute entière n'est pas la densité réelle des parties habitées du pays. Pour avoir une notion plus exacte de la densité de la population russe il faut diviser la Russie en parties d'après la différence des conditions naturelles de la vie. Alors seulement nos chiffres auront un sens plus ou moins réel ; autrement, nous resterons dans le domaine de l'abstraction. Continuons donc nos observations sur la marche historique de la population dans les différentes parties de la Russie. Nous prendrons comme unité fondamentale pour nos observations le « gouvernement » sous Pierre le Grand (1). Cette unité est encore un territoire assez grand, beaucoup plus que celui de nos gouvernements actuels. On ne peut pas dire que le gouvernement sous Pierre le Grand correspondait aux contrées géographiques naturelles d'après lesquelles on pourrait diviser la Russie pour étudier plus commodément le mouvement de la population russe. Mais, en revanche, la division de Pierre le Grand est liée étroitement aux conditions historiques qui ont présidé à l'agrandissement du pays et à l'augmentation de la population. Le gouvernement de *Moscou*, qui comprenait le gouvernement actuel de Moscou et des morceaux des gouvernements actuels environnants, formait dans cette division le vieux centre gouvernemental avec une population très sédentaire. Au Nord, vers Arkhangel, s'étendait le long de la Dwina, une route bordée de nombreux habitants, parmi les déserts des gouvernements actuels de Vologda et d'Arkhangel. Sous Pierre le Grand, ce « territoire maritime » (*pomorié*), fut incorporé dans le gouvernement d'*Arkhangelgorod*. Au nord-ouest, le pays du cours supérieur de la Volga qui était aussi peuplé que le centre de celui de Moscou fut réuni aux contrées beau-

(1) Le cartogramme nous montre les limites des gouvernements du temps de Pierre le Grand.

coup moins denses de l'ancien territoire de Novgorod. Cet ancien pays de « piatines » de Novgorod qui s'étendait dans le bassin des lacs, forma, avec les pays de la Volga supérieure, le gouvernement d'*Ingermanland*, dont le chef-lieu était la capitale nouvellement construite, Saint-Pétersbourg. A l'ouest du centre s'étendait le gouvernement de *Smolensk* qui correspondait au gouvernement actuel de Smolensk avec six districts du sud du gouvernement actuel de Kalouga. Enfin, au sud et à l'est de l'ancien territoire de Moscou s'étendaient les terres qui furent colonisées postérieurement. Ce n'est que dans les parties sud-ouest de ces pays incorporés par Pierre le Grand au gouvernement de *Kiew* et aussi à l'est du centre, dans les pays de la Volga moyenne et, plus loin, dans la direction de la Sibérie, que se trouvaient depuis longtemps des habitants russes. Nous mettons à part cette voie qui conduisait en Sibérie et qui était bordée depuis fort longtemps par des habitants des déserts voisins des districts de Vetlouga, de Oustsysolsk et de Jarensk (1); toutes ces contrées furent incorporées par Pierre le Grand dans le vaste gouvernement de la *Sibérie*. Tout le reste du sud-est forma sous Pierre le Grand deux gouvernements : celui d'*Azow* qui s'étendait au sud jusqu'aux confins du gouvernement actuel d'Iékatérinoslav et du territoire des Cosaques du Don, et celui de *Kazan* qui descendait, en commençant vers la Volga moyenne et les cours inférieurs de la Viatka et de la Kama avec son affluent Biela, jusqu'à Tsaristyn sur la rive droite de la Volga.

Nous pouvons passer maintenant au tableau représentant le mouvement de la population du territoire des anciens gouvernements de Pierre. La première colonne indique la densité probable de la population avant Pierre le Grand.

---

(1) Qui correspondent à la tache blanche de nos deux cartogrammes.

Nous avons mis entre parenthèses ces chiffres parce qu'on ne peut pas les considérer comme absolument exacts. Ils sont basés sur les recensements de 1678 et 1710 comme nous l'avons dit plus haut (1). La 2 colonne donne la densité par verste carrée de la population sous Pierre le Grand. Dans les deux colonnes suivantes nous avons juxtaposé les chiffres du milieu et de la fin du siècle actuel. Les premières proviennent de l'époque qui précède immédiatement les grandes réformes du tsar Alexandre. On peut donc, à l'aide de ces chiffres constater les grands progrès accomplis par la population russe depuis cette époque jusqu'au recensement de 1897, chiffre qui viennent d'être publiés :

GOUVERNEMENT DE PIERRE LE GRAND	1678	1724	1858	1897
Centre (gouvernement de Moscou ...	(30,1)	29,4	39,4	52,9
Sud-Ouest .. (— de Kiew)	(11,4)	11.2	40.8	57,5
Ouest .... (— de Smolensk).	(9,6)	7.6	26.9	35.3
Nord-Ouest. (— de Ingermanland)	(8,7)	5.2	14,7	21,2
Sud .... (— de Azow)	(4,5)	3,9	32,1	43,9
Sud-Est .... (— de Kazan)	(2,2)	2,6	19,8	29,3
Est (la partie d'Europe du gouvernement de la Sibérie)	(1,8)	1,9	8	11,1
Nord (gouvernement d'Arkhangel) ...	(1,1)	0,7	1,7	2,4

(1) Le recensement de 1710 a montré une diminution du nombre des maisonnées différente selon les gouvernements (notamment dans les gouvernements d'Arkhangelgorod et d'Ingermanland la diminution des maisonnées est de 40 0/0, dans celui de Moscou de 25 0/0, dans celui de Smolensk 21 0/0, d'Azow 13,7 0/0, de Kiew 20 0/0; au contraire, dans la partie européenne du gouvernement de la Sibérie il y avait une augmentation de 8 0/0, dans celui de Kasan, de 17 0/0). Si l'on *suppose* que la diminution de la population totale vers 1710 était aussi forte que celle des maisonnées des contribuables et que de 1710 à 1724 la population était restée invariable (elle continuait en réalité à diminuer, aussi les chiffres de la 1re colonne sont-ils un peu inférieurs à la réalité : la population de la Russie avant Pierre était encore plus dense que celle avouée par ces chiffres), il suffit de modifier les chiffres de la 2e colonne proportionnellement aux changements de la population entre 1678 et 1710 pour avoir les chiffres de la 1re colonne.

Pour plus de clarté, nous joignons un diagramme représentant les changements survenus dans la densité de la population de l'ancien territoire des gouvernements de Pierre en 1678, 1724, 1858 et 1897 (1).

Nous voyons ainsi que l'ancien centre de l'État moscovite se distingue, dès avant le règne de Pierre le Grand, notablement par la densité de sa population (2). Il avait déjà atteint la densité actuelle des contrées bien peuplées de la Russie. Mais, en revanche, ce centre moscovite n'a presque pas bougé pendant les deux derniers siècles du point qu'il a atteint depuis longtemps. Ce n'est qu'après l'émancipation des paysans que cette population s'est mise subitement à s'accroitre de nouveau ; la raison en est bien claire, c'est à cause du développement industriel, qui est surtout visible par le chiffre de la population urbaine dont l'accroissement entre pour une grande proportion dans le chiffre général du mouvement de la population. Après le centre, c'est la zone du sud-ouest qui est aujourd'hui la plus peuplée de la Russie, grâce évidemment à sa terre noire. Mais sous Pierre le Grand et avant lui, la population de cette zone était beaucoup moins dense que celle du centre historique. Il est hors de doute que la cause de ce fait est dans le passé de cette zone sujette à l'invasion des Tartares du côté des steppes. Dès que ce danger commença à disparaitre, la population se jeta sur le sol riche et s'empressa non seulement de rattraper mais de dépasser la densité du *læss* du centre. Le gouvernement de Smolensk, qui vient ensuite, devrait, semble-t-il, ressembler par sa densité au centre dont il est si voisin, tant par sa situation géographique que par les mœurs de ses habitants. Mais ici encore le passé historique fait sentir son influence. Le gouvernement de Smolensk était frontière

(1) Voir le cartogramme.

(2) Voir le diagramme II.

et supportait toutes les charges d'une lutte longue et opiniâtre entre deux centres politiques. Depuis le xve siècle jusqu'au milieu même du xviie siècle, Smolensk fut la pomme de discorde entre la Russie et la Pologne. La population souffrit énormément de toute une série de guerres : on l'exterminait, on la déportait dans d'autres endroits ; même sous Pierre le Grand, les terres frontières de Smolensk furent ravagées par la guerre suédoise. Sous Catherine, la frontière russe recula plus loin à l'ouest et alors seulement la population du gouvernement de Smolensk, dont l'accroissement resta toujours inférieur à celui du pays de terre-noire, commença à s'approcher de cette densité normale où le centre s'était arrêté depuis longtemps.

Si la blessure historique faite à la population russe ne s'est pas encore complètement fermée de ce côté, les traces du passé se manifestent encore plus clairement au sud-est de la Russie. La contradiction entre la distribution des richesses naturelles de la Russie et les conditions historiques de la répartition du peuple russe atteint ici le point culminant. Le sud de la Russie même jusqu'à Pierre le Grand reste désert et plus faiblement peuplé que le nord-ouest ; le nord sauvage et misérable, lui-même, n'est pas beaucoup inférieur au point de vue de sa densité aux riches pays de la Volga. Ici encore agit évidemment avec énergie la même cause que dans les pays de Smolensk et de Kiew. Le danger du côté du sud et de l'est n'a pas encore disparu même vers l'époque de Pierre le Grand ; ce qui fait comprendre pourquoi les riches terres-noires continuaient à être inoccupées. Il est aussi naturel que, aussitôt le danger passé, la population se soit empressée de rattraper ici le temps perdu. En même temps la marche de la population du sud et du nord russes d'abord analogue se différencie considérablement. Les territoires des gouvernements d'Azow et de Kazan, de Pierre le Grand, ont vu leur population augmenter onze fois dans les deux siècles derniers. Le sud-est

russe tend donc à rattraper la densité du centre (1). Au contraire, la population des pays maritimes et du bassin des lacs, pendant ces mêmes derniers siècles, n'a augmenté que trois ou quatre fois. Les cours supérieurs de la Viatka et de la Kama liés indissolublement au pays de la Volga ont, seuls, vu augmenter six fois environ leur population (2). En tout cas, ces trois contrées se trouvent par leur densité tout à fait en bas de notre diagramme.

Ainsi, la population de toute la partie du nord et du centre de la Russie resta presque immobile ou s'accrut très lentement pendant les deux siècles derniers. Nous verrons bientôt que cette partie du nord et du centre formait presque *toute* la Russie jusqu'au milieu même du XVe siècle. La partie sud qui ne commença à s'associer à la vie historique qu'à partir du milieu du XVIe siècle, voit croître sa population avec une rapidité extraordinaire, rattrape le centre sous ce rapport et le dépasse même. Ce fait seul

(1) N'oublions pas qu'en même temps se colonisent aussi les terres situées en dehors du territoire de Pierre le Grand qui étaient restées alors tout à fait désertes (V. plus loin).

(2) Voici le tableau qui indique combien a augmenté la population des différentes parties de la Russie dans les intervalles de temps spécifiés (les chiffres de la 1re et de la 2e colonnes sont mis entre parenthèses comme étant moins exacts).

Gouvernem[t] sous Pierre le Grand.	1678-1897	1724-1897	1678-1858	1724-1858	1858-1897
—	—	—	—	—	—
Centre	[1,3]	1,8	[1]	1,4	1,3
Nord	[2,2]	3,4	[1,5]	2,4	1,4
Nord-Ouest	[2,4]	4	[1,7]	2,8	1,4
Est	[3,7]	4,6	[2,8]	3,5	1,3
Sud-Ouest	[5]	5,6	[3,6]	3,6	1,4
Est	[6,1]	5,8	[4,4]	4,2	1,4
Sud	[9,7]	11,3	[7,1]	8,2	1,4
Sud-Est	[13,3]	11,3	[9]	7,6	1,5

Ce tableau montre aussi le rôle important qu'a joué dans l'accroissement de la population l'essor industriel qui a suivi les grandes réformes de l'empereur Alexandre II.

suffit pour conclure que le caractère de la vie historique russe a dû se modifier complètement à la suite de la transformation de l'État moscovite en Russie impériale. Il est vrai que les conséquences de cette transformation ne se sont pas révélées immédiatement. On peut même dire qu'aujourd'hui même les conséquences du déplacement du centre de gravité de la densité du nord au sud ne se sont pas encore toutes manifestées ; de même, l'accroissement de la population du sud est encore loin de s'arrêter. Aujourd'hui encore l'augmentation annuelle de la population du sud atteint la proportion élevée de 2 0/0. Au nord et au centre cette proportion annuelle oscille entre 1 0/0 et 1 2 0/0.

Cette remarque nous reporte aux considérations que nous avons émises au commencement de cette étude. Il y a évidemment pour chaque pays et pour chaque époque une certaine limite naturelle de saturation pour la population d'un pays. La population croit librement jusqu'à cette limite. Mais une fois celle-ci atteinte, l'élasticité de la résistance à un nouvel accroissement augmente rapidement et la croissance de la population se ralentit. Nous avons conclu auparavant, en nous basant sur le degré faible de la densité et sur le nombre élevé des mariages, que la population russe se trouve encore dans la période de l'accroissement libre. Nous devons maintenant ajouter que l'on ne peut appliquer cette conclusion également à toute la Russie. L'augmentation de la population du nord et du centre, d'après les chiffres que nous venons de fournir, se ralentit évidemment. Il est vrai qu'en réalité l'accroissement de la population du centre a dû être beaucoup plus grand que ne le montrent les chiffres : le *superflu* de la population du centre émigre, en effet, et sert depuis longtemps à la colonisation des confins. Mais cette émigration même ne fait qu'achever de prouver qu'il y a quelque chose qui entrave l'augmentation de la population sédentaire du centre. C'est pourquoi la question de savoir quelle

est la cause de ce ralentissement et de cet *excès* reste encore à expliquer.

Il est difficile d'affirmer que l' « individuation », selon le terme de Spencer, est tellement avancée dans la Russie centrale que c'est à elle qu'incombe l'affaiblissement de la « génération », des forces procréatrices de la masse russe. Il est encore plus difficile de supposer que c'est le bien-être stable qu'aurait atteint la masse qui est la cause de ce ralentissement de l'augmentation de la population. La possibilité de pénétrer dans les couches sociales supérieures — ou la « capillarité » sociale, d'après certains sociologues — était, il est vrai, toujours plus grande en Russie que dans les autres pays européens; mais le nombre de personnes possédant une puissance d'initiative assez grande pour profiter de cette « capillarité » ne devait jamais être considérable en Russie. Aussi la « capillarité » ne fournit-elle pas davantage une explication suffisante au ralentissement de la population dans toute une moitié de la Russie. La seule explication possible reste celle d'après laquelle l'augmentation de la population serait étroitement liée à celle des moyens d'existence; et la possibilité d'augmenter les moyens d'existence dépend du caractère de la vie économique. On ne peut pas ne pas remarquer que l'arrêt dans la marche de la population de la Russie centrale jusqu'à cette dernière dizaine d'années s'est produit au chiffre que Levasseur considère comme le chiffre-limite de l'accroissement de la population *agricole* (40 habitants par kilomètre carré ou 45,6 par verste carrée). C'est à peu près le même chiffre (30 à 46 hab. par kilomètre carré) qui a été adopté par les économistes qui s'efforçaient de définir le chiffre de la population que peut nourrir la Russie avec son propre blé dans les conditions actuelles de la culture de ce pays. Nous verrons, d'ailleurs, que le centre russe a trouvé depuis longtemps des ressources supplémentaires à son revenu agricole dans l'industrie domestique et dans des occupations permises

par l'exode. Mais nous verrons aussi que ces ressources complémentaires n'augmentèrent pas les moyens d'existence de notre paysan, mais lui rendirent seulement possible le paiement des impôts. Dans ces conditions, notre résumé reste vrai. La limite à laquelle la population du centre s'est arrêtée pendant si longtemps est celle des moyens que le paysan peut trouver avec son travail propre appliqué à la terre, à une matière gratuite ou bon marché, ou encore en le vendant, en un mot, en exploitant sa force de travail sans l'emploi de capitaux.

Si, enfin, nous voyons que ce terme fatal a été franchi, c'est évidemment parce que la période *agricole* est terminée pour la population de la Russie et que la période industrielle a commencé.

Nous ne pouvons analyser cette question avec plus de détails, étant donné le cadre restreint de notre travail. Ce que nous avons dit suffit pour montrer au lecteur le lien profond qui existe entre le mouvement de la population et toute la structure de la vie économique de la nation. Aussi, dans l'étude suivante, nous passons à l'exposé de la vie économique de la Russie. Mais il nous faut encore préalablement toucher à l'histoire de la population russe d'après un autre point de vue, celui de l'ethnographie et de la colonisation du pays.

BIBLIOGRAPHIE

J. S. Nitti. — *Populalion and the social system*. London, Sonnenschein; 1894.

Konrad et Lexis. — *Bevölkerungswesen*, in *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*.

Levasseur. — *La population française*. Paris, 1889-1891.

OTTO HUBNER. — *Geographisch-Statistische Tabellen*, tableau d'Ouraschet. Augsbourg, 1894.

SCHNITZLER. — *L'empire des Tsars au point actuel de la science*. 4 vol., Paris, 1862-69.

Recueil militaire et statistique de la Russie, sous la direction d'OBROUTCHEFF (en russe). Saint-Pétersbourg, 1871.

JANSEN. — *Statistique comparée de la Russie et des pays européens* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1878-80.

FORTOUNATEFF. — *Statistique d'économie rurale de la Russie d'Europe* (en russe). Moscou, 1893.

CHAPITRE II

Répartition territoriale de la population.

Rapport entre la population primitive de la Russie et son passé géologique. — Le lien entre la population primitive et la population postérieure de la Russie. — La répartition première des races. — Rapport entre les races anciennes et les langues. — Répartition des idiomes petits russiens. — Les grands-russiens. — La colonisation des districts du Volga, où se mêlent les slaves orientaux et les finnois. — La colonisation novgorodienne du Nord.

Nous n'avons pu faire l'étude de la statistique de la population russe que pour les deux siècles derniers. Au contraire, la question de sa composition ethnographique nous fait reporter au passé le plus lointain de notre pays. Ce n'est qu'en élargissant le cadre de nos études, bien au delà de l'histoire connue, que nous pouvons nous faire une idée claire des éléments qui ont composé la population de la Russie actuelle.

Il faut dire qu'ici encore dans tous nos essais pour pénétrer dans le fond du sujet, nous aurons plus de questions que de réponses, plus d'enigmes que d'explications. Les anthropologues, les archéologues, les ethnographes et les linguistes nous ont fourni encore moins de données pour une déduction ferme que les économistes.

Une chose est certaine avant tout : c'est que la Russie,

a été le dernier de tous les États européens à passer des mains de la nature à celles de l'homme. Tandis qu'en Occident, l'homme y habitait, selon toute vraisemblance, dans la période tertiaire des géologues, on ne trouve dans la Russie d'Europe aucune trace de l'existence de l'homme, non seulement dans la période tertiaire, mais même dans toute la première moitié de la période quaternaire. A cette époque, la plus grande partie de la Russie, de la Finlande jusqu'au delà des gouvernements d'Orel et de Koursk était couverte de glaciers et plus au sud, en contournant les plateaux de ces gouvernements, le glacier s'avançait par des langues prolongées dans les vallées du Dniéper et du Don. A l'ouest du fleuve Onéga jusqu'à la mer Baltique et à l'est de la Dwina du nord jusqu'à l'Oural, tout était couvert par une mer dont le niveau était élevé de 150 mètres au-dessus de la mer d'aujourd'hui. La mer Caspienne s'étendait aussi jusqu'à la Kama et à la Biela. Le glacier qui couvrait la moitié du nord de la Russie était un désert de neige et de glace, privé de toute vie végétale et animale comme le Groenland actuel. Au sud, parallèlement au glacier du nord surgissaient de nombreux lacs d'eau douce; les fleuves commençaient à se frayer des lits devenus aujourd'hui de vastes vallées fluviales. Dans la période des glaciers, près de l'extrémité sud de celui de la Russie, en même temps que les mammouths et les rhinocéros, l'homme enfin apparaît, qui sait se préparer des instruments de pierre non polie. Le glacier fond peu à peu et recule au nord et au nord-ouest. A sa suite avancent dans la même direction les grands mammifères et l'homme. La longue durée de cette marche, jusqu'à ce qu'ils aient atteint la Finlande et la mer Baltique, se voit par ce fait que pendant ce temps la physionomie de la nature s'était transformée et avait pris son caractère actuel. Un nombre infime seulement de mammouths a atteint la Baltique où ils disparurent bientôt. L'homme, arrivé à cet endroit,

savait déjà polir ses instruments de pierre et connaissait l'art de la poterie, etc.

Bien que les hommes ne se soient établis pour la première fois sur le territoire de la Russie actuelle que très recemment, cette époque est cependant, elle encore, séparée du temps sur lequel nous avons quelques témoignages plus ou moins certains par des dizaines de milliers d'années. Ce qui s'est passé dans cet intervalle long et obscur nous est tout à fait inconnu. Aussi, il serait tout à fait infructueux d'essayer d'établir une relation entre l'homme primitif de la Russie et ses habitants actuels. Il y a 30 ans environ, quand la science anthropologique venait à peine de naitre, le professeur Bogdanoff, fondateur de l'anthropologie russe, croyait avoir touvé des crânes de représentants primitifs de la race russe dans les sépultures tout au plus du IXe siècle et des suivants. Il s'efforça même ensuite de rattacher ces habitants primitifs à un peuple déterminé qu'il croyait tantôt Finnois, tantôt Slave. Mais aujourd'hui l'anthropologie est déjà sortie de l'enfance et renonce à des solutions risquées sur des questions aussi difficiles et complexes. Il est aussi impossible de trouver la race primitive russe qu'il est difficile d'établir sa relation avec les groupes ethnographiques postérieurs des temps historiques. Autant que nos renseignements sur l'anthropologie préhistorique de l'Europe nous permettent de nous reporter à l'époque ancienne, nous ne pouvons constater que des groupes anthropologiques hétérogènes et non purs; et même sans partager le scepticisme de plusieurs antropologues contemporains sur la notion même de race, il faut avouer que l'historien ne peut que tirer fort peu de profit des classifications anthropologiques actuelles. Nous savons, il est vrai, qu'en Europe, quatre types principaux environ y sont repandus. Il faut peut-être aussi convenir que chacun de ces types domine dans un endroit ou un autre de notre continent. Mais les limites géographiques

hypothétiques des races anthropologiques s'entrecroisent d'une façon si variée avec les limites des nations et des langues contemporaines, et il faut supposer un intervalle chronologique si énorme entre l'époque où se sont formés les premiers, c'est-à-dire les types anthropologiques et les seconds, c'est-à-dire les types nationaux, qu'il est très difficile d'essayer d'établir des relations entre les uns et les autres, de les comparer ou même de les identifier. Quelques savants considéraient les dolichocéphales de l'Europe centrale comme Germains; avec autant ou sans plus de raison, on a fait récemment une tentative pour découvrir dans ce même groupe les ancêtres des Slaves et des Lithuaniens; mais comme la partie méridionale des Aryens d'Europe se rapporte aux brachycéphales, une question surgit naturellement, de savoir alors lesquels parmi eux auraient été les premiers Aryens et lesquels ont été aryanisés plus tard, des dolichocéphales du nord ou des brachycéphales du sud. Les preuves en faveur de l'origine brachycéphale des Aryens me semblent pour le moins aussi bonnes que celles de l'opinion contraire. Ni l'une ni l'autre de ces théories ne semble avoir pris en considération ce fait incontestable que les croisements dans des proportions différentes entre brachycéphales et dolichocéphales dans toute l'Europe ont dû avoir eu lieu longtemps avant l'apparition de la race aryenne. En tout cas, nous sommes obligés d'avouer qu'aujourd'hui nos renseignements sur la population aborigène de la Russie ont de grandes lacunes. Ici comme ailleurs, nous rencontrons, dès les premiers pas de la vie historique, des nationalités formées dont nous ne pouvons plus découvrir l'origine anthropologique, — ce qui est très naturel, puisque la nationalité est un phénomène récent d'origine sociale.

La vie historique des peuples de la Russie comme la vie préhistorique a commencé chez nous plus tard que dans le reste de l'Europe. Ce n'est que quelques siècles avant ou

après la naissance de Jésus-Christ que commencent nos témoignages plus ou moins certains sur la population de la Russie.

Parmi ces témoignages, le plus ancien se rapporte au pays de la mer Noire. Autant que nous pouvons en juger, le sud de la Russie fut habité jadis par des peuples qui n'ont joué presqu'aucun rôle dans l'histoire postérieure de la Russie. Trois siècles environ avant Jésus-Christ on parle ici des Sarmates. Leurs noms propres, qui nous ont été conservés par les inscriptions des colonies grecques de la mer Noire, nous permettent d'affirmer que les Sarmates étaient le même peuple qui, à l'époque des grandes migrations des peuples, s'appelaient Alans et qui, dans nos chroniques, portent le nom de Iass. Le reste de ce peuple habite encore aujourd'hui les pentes du Caucase et s'appelent Ossètes. Il appartient par sa langue au même groupe aryen ou indo-européen de peuples que les Slaves, les Germains, les Grecs et les Romains; mais les Ossètes sont encore plus proches de la branche orientale des Aryens, — des Mèdes et des Perses, — que de la branche occidentale. Ils étaient répandus jadis dans tout le sud jusqu'au Danube; les noms même de Danube, de Dniester, de Dniéper et de Don ont été évidemment donnés par ce peuple : dans la langue Ossète, le mot Don signifie encore aujourd'hui fleuve.

A la place de cette ancienne population iranienne apparaissent, au sud de la Russie, à l'époque historique les peuplades turques. Pour comprendre quelle force a poussé les Turcs en Europe, il nous faudrait jeter un coup d'œil sur l'Asie intérieure. Nous y remarquerions, d'après les témoignages des chroniques chinoises, que pendant tout un millier d'années après Jésus-Christ, il s'est produit toute une série de cataclysmes politiques suivis de catastrophes ethnographiques. Chacune de ces révolutions du IIIe au XIIe siècle après Jésus-Christ jetait en Europe de nouvelles

masses de nomades turcs vaincues en Asie, mais encore terribles pour l'Europe. Après les Huns (IVe siècle) vinrent les Bulgares, puis les Avares (VIe siècle); la domination du sud de la Russie passe ensuite tour à tour aux Khazars (du VIIe au Xe siècle), aux Petchénègues (du IXe au XIe siècle), aux Komans Polovtzi (du XIe au XIIIe siècle); enfin, après les invasions turques vient l'invasion des Mongols, c'est-à-dire des Tartars, la plus dangereuse, et qui ont dominé le plus longtemps au sud (du XIIIe au XVIIIe siècle). Tous ces flux de nomades qui montaient les uns sur les autres, ont balayé sans en laisser de traces l'ancienne population sédentaire de la Russie méridionale, qui nourrissait alors de son blé les Athéniens. Pendant ces quinze siècles, il y eut certes des intervalles de repos. En s'établissant, chacune de ces hordes devenait plus calme et nouait des relations continues avec leurs voisins, et cela en raison de la puissance de la horde ou des relations d'amitié ou de sujétion. Mais à peine ces relations avaient-elles le temps de s'établir qu'à l'ancien flux en succédait un nouveau qui rasait tout sans rien laisser du précédent; les misérables restes des nomades, pour échapper à leurs congénères, fuyaient sur les confins des populations sédentaires et formaient avec les habitants de ces confins un amalgame ethnographique bigarré. C'est par ce limon qui se déposait au bord de cette mer de steppes que se réduisait ce qui restait de l'influence de l'élément turc. Malgré toute l'importance des nomades dans la marche de l'histoire russe, leur rôle dans la formation de la nationalité russe fut tout à fait insignifiant.

Passons maintenant aux deux autres éléments ethnographiques qui ont, plus que tous, composé la nationalité russe, aux Finnois et aux Slaves. Les rapports de ces deux races sont loin d'être éclaircis jusqu'ici. Les recherches sur les langues des peuples Finnois ont cependant montré que longtemps les Slaves et les Finnois avaient comme voisins les Ger-

mains et les Lithuaniens. Les rapports de voisinage entre ces peuples existaient évidemment avant Jésus-Christ. Les Finnois de l'ouest commencèrent alors à peine à se séparer de ceux de l'est (Mordvines). L'influence lithuanienne, selon la nouvelle théorie de Thomsen, s'est fait sentir indistinctement sur les uns et sur les autres à l'époque où ils habitaient encore ensemble; sur les Finnois de l'est, cette influence continua même après la séparation. Au contraire, ceux de l'ouest, une fois séparés de ceux de l'est, subirent l'influence des Germains, notamment celle des Goths; et cette influence se fit sentir à l'époque où la langue des Goths n'avait pas encore pris la forme sous laquelle elle nous fut connue au IVe siècle de notre ère. Enfin, les voisins des Finnois de l'Ouest devinrent les Slaves. L'époque où ceux-ci commencèrent à se frotter avec les Finnois peut être établie aussi d'après les données de la linguistique. Celle-ci nous montre que la langue russe, elle aussi, n'avait pas encore pris la forme qu'on lui connait dans les manuscrits les plus anciens des IXe et Xe siècles. Les signes *ъ* et *ь* se prononçaient encore à cette époque comme *ou* et *i*; la lettre *o* se prononçait comme le *a* court (1); le son plein qui distingue la langue russe des autres langues slaves ne s'est pas encore complètement formé (2), même le son nasal (3) dont on considère l'absence comme une autre particularité de la langue russe existait encore en russe lors de la première rencontre avec les Finnois. Nous devons ainsi

(1) Cela pourrait être d'ailleurs une particularité de ce langage que l'on parlait dant le voisinage des Finnois de l'ouest, c'est à dire des Russes blancs (Krivitches).

(2) Je rappelle que le son plein est l'emploi de deux *o* au lieu de l'*a* du slave (par exemple *borova*, *golod*, au lieu de *brada*, *glas*). Les linguistes eux mêmes n'ont pas encore trouvé comment s'est formé ce son plein.

(3) Equivalant au français à *on* et *in*.

supposer que cette rencontre se produisit, au plus tard, du ve au viie siècle de notre ère.

Nous voyons donc que la langue peut nous indiquer l'époque de tous ces anciens déplacements de peuples sur le territoire de la Russie. La langue reste aussi notre aide principal pour définir les points où tous ces déplacements se produisirent. Les dénominations géographiques se conservent ordinairement longtemps après la disparition du peuple qui les a dressées. Les termes géographiques étrangers et incompréhensibles pour celui qui a remplacé le peuple disparu revivent de nouveau pour le linguiste et peuvent nous raconter des choses intéressantes sur le passé ethnographique depuis longtemps disparu. Tout le monde connaît les nombreux fleuves russes dont les noms se terminent par *ma* et *va* (Moskva, Kama). Un spécialiste des langues finnoises, Weské, a montré récemment qu'en réalité ces deux syllabes sont le même suffixe qui signifiait autrefois *fleuve*. En prenant tous les fleuves qui portent de tels noms, on arrive à conclure que les peuples qui donnèrent ces noms, se répandirent autrefois du nord-est de la Russie au loin vers le sud-ouest, sur les gouvernements de Kostroma, Wladimir, Moscou, Kalouga compris, et de là dans le bassin même du Dniéper, notamment dans sa partie supérieure et dans le bassin de ses affluents de gauche, y compris la Diesna. Aujourd'hui, à l'est de cette zône sont deux peuples finnois, les Tchérémisses et les Mordvines. Nous savons que ces derniers habitent où ils sont aujourd'hui depuis 1,500 ans. Pour la première fois, au ve siècle, leur nom est mentionné par l'historien Goth, Jordanès, et au xe siècle l'empereur byzantin Constantin Porphyrogénète détermine assez exactement leur territoire. Jordanès mentionne aussi à côté des Mordvines le peuple *Méri*, dont parlent nos premières chroniques. Le pays des Méri correspond exactement au pays que nous venons de délimiter suivant les noms de fleuves. Les Tchérémisses continuent à s'appe-

ler Méri (*Mär, Mari*) et leur langue nous explique aussi toute une grande série de noms de fleuves et de villages dans les gouvernements de la Russie centrale. On ne peut donc pas douter que la population la plus ancienne que nous connaissons dans le pays compris entre les fleuves du centre se composait des Finnois de l'est. Nous avons vu d'après les témoignages linguistiques que les Finnois de l'est ont subi une forte influence de la part des Lithuaniens. Pour subir cette influence, ces Finnois devaient-ils habiter plus à l'ouest du pays que nous venons de délimiter ou, au contraire, les Lithuaniens habitaient-ils beaucoup plus à l'est qu'ils n'habitent aujourd'hui? les termes géographiques nous donnent aussi une réponse à cette question. Ils nous permettent de conclure que les villages lithuaniens s'étendaient, en effet, autrefois loin à l'est du bassin du Niemen. A l'époque historique, au ve siècle, une fraction détachée du peuple Lithuanien (les Goliads) continuaient à habiter à quelques cent verstes de Moscou, au nord du gouvernement de Kalouga. Il n'y a rien d'invraisemblable à ce que quelque part dans la partie supérieure du Dniéper ou de l'Oka, les Lithuaniens aient vécu dans le voisinage des Finnois, dans la période qui suivit immédiatement la répartition de ceux-ci sur le territoire de la Russie, c'est-à-dire dans le Ier siècle de notre ère. Il nous semble aussi très probable que, selon l'hypothèse de Thomsen, l'impulsion de cette répartition des Finnois ait été causée par le déplacement des Slaves. Les savants antérieurs supposaient, il est vrai, que les populations finnoises de la Finlande et du pays de la Baltique y étaient venues directement de l'est et même du nord-est; mais il est peut-être plus exact de croire que le mouvement des Finnois vers la mer Baltique venait du sud-ouest, des parties supérieures du Dniéper, de l'Oka et de la Volga. Poussés vers l'an 500 par des Slaves, les Finnois de l'ouest se sont définitivement établis dans le pays où ils sont aujourd'hui vers l'an 800.

Il est temps de revenir à la répartition première des peuplades russes. En écartant tous les endroits qui, d'après nos observations précédentes, ont été occupés par les Irans et ensuite par les Turcs, ainsi que les territoires occupés par les Lithuaniens et les Finnois, nous devrons chercher les pays les plus anciens occupés par les Slaves au sud du Niémen et à l'ouest du Dniéper. En réalité, différentes considérations, qu'il n'y a pas lieu d'exposer ici, nous amènent à conclure que non loin de ces endroits, dans le pays des Karpathes, dans la partie supérieure de la Vistule, dans la Galicie actuelle et dans le gouvernement de Wolhynie se trouvait le pays le plus ancien que nous connaissons des Slaves. C'est de ce centre, en suivant les déplacements des Germains, que les Slaves commencent depuis le IIIe siècle de notre ère à se répandre à l'ouest vers l'Oder, au sud vers le Danube, et au nord-est en remontant le Dniéper et ses affluents. Nous avons vu que vers le Ve jusqu'au VIIe siècle les Slaves ont traversé la zone habitée par les Lithuaniens dans la partie supérieure du Dniéper et se sont rencontrés avec les Finnois de l'Ouest. Vers cette époque, certes, une partie des Slaves ont réussi à se frayer une autre voie vers l'est par la Diesna et le Siem jusqu'au Don. Deux ou trois siècles après, aux IXe et Xe siècles, nous trouvons les Slaves de l'est déjà définitivement établis dans le pays du Dniéper, dans ce même endroit qu'ils ont conservé ensuite pendant des siècles. Il y a eu certes encore des déplacements pendant l'époque historique ; mais ceux-ci ne produisirent pas de grands changements dans la composition ethnographique des peuples du bassin du Dniéper. Les peuples principaux, à cette époque ancienne, sont établis d'une manière définitive ; chacun d'eux occupait déjà son territoire défini et s'y fixa avec une ténacité et une constance remarquables. Les familles princières du XIe au XIIIe siècle n'eurent qu'à prendre ces territoires comme base de la délimitation de leurs possessions.

Une question surgit naturellement : si les peuples vieux-russes différaient déjà les uns des autres avant les Tartares, si ces différences de peuples ont déterminé même jusqu'à un certain degré les frontières des anciennes principautés, que sont devenus ces peuples eux-mêmes ? Que sont-ils devenus une fois que les territoires des anciennes principautés ont été brouillés, et sont entrés dans les nouvelles et plus importantes combinaisons politiques du xve et xvie siècles ? Les anciens termes ethnographiques disparaissent alors en rendant plus difficile la résolution de notre problème. Mais en revanche un nouveau et plus certain témoignage apparaît, ce sont les particularités de la langue. Les dialectes russes ne se sont certes pas formés à l'époque où ils nous ont été pour la première fois connus. Les différences de dialectes se rapportent à une différenciation beaucoup plus ancienne des groupes de peuples. Or quel rapport peut-on établir entre les dialectes russes contemporains et les anciens peuples russes ?

Il faut avouer qu'il est assez difficile de répondre aujourd'hui à cette question quand, ni les anciens peuples, ni les dialectes contemporains ne sont étudiés suffisamment. Mais les doutes et les hésitations ne sont cependant permis que dans des limites déterminées. Il importe beaucoup de définir ces limites puisqu'elles aussi ne sont pas toujours maintenues.

Les dialectes russes se divisent ordinairement en deux branches : nord-russienne et sud-russienne (ou petite russienne). Nous commencerons par cette dernière qui se rapporte aux pays les plus anciens des Slaves de l'est. Dans notre carte, il y a quatre dialectes petits-russiens purs. La zone la plus foncée sur la frontière occidentale voisine de l'Autriche est une petite branche du dialecte russe-rouge qui se rattache au dialecte des Russes de la Galicie. D'ici et de l'ouest à l'est s'étendent trois zones de nuances principales du dialecte de l'Ukraine : du nord, du centre et

du sud auxquels des anciens habitants de ces 3 zones rattachent les Petits-Russiens contemporains.

Les ravages causés au sud par les nomades Turcs nous facilitent considérablement l'explication de cette énigme. Tous les pays au sud de la Diesna et de la ligne tracée entre Kiew et la partie méridionale supérieure du Boug ne purent pas du tout conserver leur ancienne population parce qu'ils avaient été complètement dévastés par les Turcs. La population actuelle de toutes ces contrées y est sans doute venue postérieurement de l'ouest. Nous devons ainsi rayer une grande moitié des peuples du nombre des anciennes populations du sud de la Russie. Tous ces Doulièbes, Oulitchis, Tivertses et même les Polianes et une partie considérable des Drevlianes et des Siévéranes, n'ont certes pas survécu à l'époque des invasions turques. Mais aussi la population qui resta sur les confins voisins ne devait pas pouvoir conserver sa pureté ethnographique : les mêmes Turcs, chassés les uns après les autres par de nouveaux venus des steppes, par des peuples consanguins, s'y établissaient. La population des confins fut ainsi composée de races étrangères ou hétérogènes. Les habitants du district de Skvira du gouvernement de Kiew s'appelaient Polovtsis (Komans) encore au XVIe siècle.

Nous ne pouvons ainsi chercher des populations Slaves plus ou moins pures d'élément étranger qu'à l'ouest du gouvernement de Kiew. L'ancienne population du gouvernement de Volhynie s'appelait Volhynienne ; mais ce terme ne nous dit rien puisqu'il n'indique évidemment pas la composition ethnographique de la population, mais seulement sa position géographique. Cette composition ethnographique de la population de la Volhynie reste ainsi une énigme pour nous jusqu'au XIVe siècle, époque où il s'éclaircit d'un seul coup. C'est alors que la Volhynie avec la Galicie commencent à s'appeler dans les documents : Petite-Russie, et en même temps, sur les confins opposés de ces

pays, des signes évidents se révélèrent que leurs habitants parlaient un dialecte que nous appelons aujourd'hui Petit-Russien. En Galicie, à une époque ancienne vivaient sans doute les « Croates blancs ». Aucune raison ne nous permet de croire qu'ils sont venus de là en Volhynie au XIVe siècle seulement et qu'ils ont remplacé les Volhyniens. Nous acquérons ainsi la certitude que déjà les anciens Volhyniens étaient tout-à-fait consanguins des Croates et qu'ils appartenaient avec ceux-ci aux ancêtres du peuple Petit-Russien.

Les parties supérieures du Dniester, des deux Boug et du Pripet devaient donc être considérées par nous comme les pays les plus anciens que nous sachions avoir été occupés par les Petits-Russiens. C'est de là que, chassées par les vexations continues de la politique polonaise, par les corvées et les redevances imposées par les seigneurs et par les persécutions religieuses, les masses du peuple Petit-Russien émigrèrent au sud-est pendant des siècles. Mais les Turcs menaçaient la côte et ce danger forçait de temps en temps les Petits-Russiens à diriger leurs mouvements au nord des steppes. La carte ethnographique nous a conservé l'histoire muette de cette lutte des deux tendances opposées. La zone étroite du dialecte *nord*-ukranien, nous rappelle l'époque où, du côté de la steppe, un danger des plus graves menaçait, où la population des environs de Jitomir penchait pour l'alliance avec les Tartares (XIIIe siècle). Les Ukraniens du nord habitaient un oasis peu accessible dans le pays supérieur du Pripet et au bord de tout le cours du Styr. En dehors de cette oasis, les Ukraniens du nord ne se sont conservés que dans la zone étroite entre Loutzk, Jitomir et Kiew, de l'autre côté du Dniéper, la zone du dialecte nord-Ukranien devient plus large et embrasse toute la partie du gouvernement de Tchernigoff au sud de la Desna et la partie nord du gouvernement de Poltawa. Ce fait provenait-il de ce que le danger

du côté de la steppe était toujours moindre ou de ce que la steppe devint plus sûre vers l'époque où les Ukraniens du nord y sont venus? La réponse sera différente selon que nous considérerons la population actuelle de ce pays comme descendant de l'ancien peuple siévéranien qui aurait survécu à l'invasion des Tartares ou de nouveaux venus qui se seraient établis ici une fois tout danger disparu. Nous avons réfuté plus haut la première hypothèse. Nous devons donc maintenant accepter la deuxième. Les Ukraniens du nord se sont probablement établis sur la rive gauche du Dniéper entre les XIVe et XVIe siècles.

On peut parler d'une manière plus certaine de la zone *centrale* des dialectes ukraniens. La partie au delà du Dniéper de cette zone se trouve juste sur les confins des invasions turques et tartares. Ce n'est que vers le XVIe siècle que la population de ce pays commença à se remettre de ces invasions. Au milieu seulement de ce siècle, les Ukraniens de la zone centrale purent se frayer un chemin jusqu'au gouvernement de Kiew. Plus à l'est, au delà du Dniéper, ils étaient chassés à la suite de l'union définitive de la Lithuanie avec la Pologne. Ayant peuplé dans la première moitié du XVIIe siècle le gouvernement de Poltawa, ils se dirigèrent dans le milieu de ce même siècle vers le gouvernement de Kharkow.

Enfin, les pays de l'Ukraine du sud dans ses plus anciennes parties (le gouvernement de Podolsk, le sud des gouvernements de Kiew, de Kharkow et de Voronèje) ne furent pas peuplés par les Ukraniens avant le XVIIe siècle. Les établissements les plus récents (dans les gouvernements de Kherson et d'Iekatérinoslav) n'ont apparu que dans le siècle passé, quand la steppe devint tout à fait sûre.

Passons maintenant aux parties de la Russie qui ne furent pas du tout ou rarement l'objet des dévastations des nomades. Au nord des dialectes de l'Ukraine, des deux côtés du Dniéper s'étendent les forêts des bords du Pripet

et de la Desna. Les dialectes de ces deux pays de forêts appelés *forestiers* ont un caractère transitoire. Les dialectes des habitants du pays du Pripet est transitoire entre les dialectes Petit-Russien et Blanc-Russien ; les habitants du pays du gouvernement de Tchernigow au dela de la Desna parlent une langue transitoire du petit-russien au grand-russien. Ce fait seul, si on peut le considérer comme absolument certain, doit témoigner que la population de chacun de ces deux pays forestiers est mélangée. Mais quel rôle a joué dans ce mélange la population ancienne qui, cette fois-ci, n'a certainement pas disparu ; il est difficile de le dire.

Plus au nord encore, pour la population Blanc-Russienne, la même question se résout plus facilement. Les établissements actuels des Blancs-Russiens correspondent presque exactement par leurs limites à celles des Krivitches, d'après notre ancienne chronique.

Les difficultés augmentent de nouveau et deviennent presque insurmontables avec le peuple Grand-Russien. Les linguistes divisent le dialecte Grand-Russien en celui du sud et en celui du nord ; et entre les deux, il existe dans le pays central de la Volga un dialecte intermédiaire que Dâle appelait oriental. Les rapports mutuels entre ces dialectes et à un plus haut degré leurs subdivisions en patois sont loin d'être mis au clair par les spécialistes de l'histoire des langues. Les anthropologues n'ont pas fait plus pour l'éclaircissement du type physique du Grand-Russien.

L'intérêt principal de la question consiste en ce que nous avons sans doute affaire ici à un pays colonisé postérieurement par les Slaves et que nous devons supposer ces derniers mêlés aux indigènes finnois. Mais, avant tout, quel est le peuple slave qui a colonisé le pays de la Volga? Le courant slave vers la Volga vint-il du nord, de Novgorod ou de l'ouest, du pays des Krivitches de Smolensk, ou en-

core du sud, de l'Oka, du pays des Viatitches? Peut-être pourra-t-on répondre jusqu'à un certain point en observant la distribution des dialectes. Notre carte donne approximativement la ligne au nord de laquelle les Grand-Russiens, parlent en exagérant le *o* et au sud le *a*. Les dialectes en *o* et en *a* témoignent évidemment de deux courants de colonisation, l'un qui se dirigeait du pays du Novgorod au sud le long de la Volga et l'autre du pays des Krivitches de Smolensk et de celui des Viatichtes, du gouvernement de Kalouga, en descendant l'Oka. Aujourd'hui les Blancs-Russiens du pays de Smolensk, aussi bien que les Grands-Russiens du gouvernement de Kalouga et les habitants du gouvernement de Riazan, parlent également en *a*. Mais quand et comment parut cette ressemblance du langage, il est difficile de l'expliquer. Ce qu'il y a de plus probable, c'est que les Krivitches ont influencé les Viatichtes et, avec eux ou sans eux, ont créé l'accent de Riazan.

La question du mélange des Slaves et des Finnois n'est pas encore tout à fait résolue. Nous sommes tout prêts à reconnaître à première vue les traits finnois dans les types grand-russiens. Mais, néanmoins, les caractères physiques du mélange ne sont pas encore susceptibles d'une détermination scientifiquement exacte. Dans le travail récent du professeur Zograff, nous croyions avoir trouvé une confirmation anthropologique de nos constructions *a priori* : le Slave était un blond de grande taille et le Finnois était un brun de petite taille ; l'auteur croyait trouver dans le pays central de la Volga les traces des différents degrés des mélanges entre les uns et les autres. Mais les anthropologues ont renversé les chiffres sur lesquels le professeur Zograff avait fondé ses conclusions et nous restons de nouveau avec nos hypothèses seules.

Il nous reste à dire quelques mots sur la répartition du dialecte Nord grand-russien dans tout le nord de la Russie,

sur l'étendue du pays maritime. Ce dialecte apparut sans doute ici avec les colons de Novgorod. Depuis une époque très ancienne, les habitants de Novgorod s'étaient mis à pénétrer dans l'est et le nord-ouest au delà du bassin des lacs. Ils y apparurent d'abord comme percepteurs du « tribut »; puis ils commencent, comme chasseurs, à exploiter les richesses forestières locales, soit par l'intermédiaire de la population locale, soit par des bandes venues de Novgorod; enfin, une fois sédentaires, ils se répartirent les meilleures terres le long des fleuves. Tout ce processus de la population novgorodienne s'était accompli successivement pendant plusieurs siècles. Des aventuriers isolés, audacieux, y vinrent dès le XIe siècle et pénétrèrent même presque jusqu'à l'Oural; mais la domination de Novgorod sur l'est, au delà de la Dwina, reste, jusqu'à la fin du XIIIe siècle, peu solide. Elle se traduit presque exclusivement par le « tribut » que les indigènes paient très à contre cœur et très irrégulièrement, en se soulevant de temps à autre, tuant même les percepteurs. Mais, à l'ouest aussi de la Dwina, la domination novgorodnienne ne fut, paraît-il, pas suivie de colonisation jusqu'au milieu du XIIe siècle. Au XIIIe siècle, commença la lutte des Novgorodiens avec les princes de Sousdal, pour le passage dans les bassins voisins, sur tout l'espace compris entre Tver et Oustioug. Cette lutte a conduit à une délimitation qui mit fin à la colonisation libre des Novgorodiens. Dès le XIVe siècle, l'influence moscovite du Sud la contrecarre. A cette époque, le pays le plus oriental bien colonisé par les Novgorodiens était le cours de la Dwina; il faut ajouter que, pendant le dernier quart de ce XIVe siècle, les colonnes libres de Novgorod firent un dernier effort et réussirent à pénétrer jusqu'à la Viatka. Depuis, Novgorod fut entraîné dans une lutte qui devint de plus en plus une lutte pour l'existence. Quelle influence eut cette lutte et son issue sur la marche postérieure de la colonisation, cela se voit par ce fait que les éta-

blissements indigènes des Finnois du groupe de Perm commencent juste à la proximité de ces endroits où s'était arrêtée la colonisation novgorodienne du XIV[e] siècle.

BIBLIOGRAPHIE

NIKITINE. — *De la constitution des dépôts quaternaires en Russie et les découvertes sur l'activité de l'homme préhistorique* (en russe. — TCHERNISCHEFF : *Aperçu sur les dépôts posttertiaires et les découvertes des vestiges de la période préhistorique au nord et à l'est de la Russie d'Europe* (en russe) (Au Congrès International d'Archéologie préhistorique et d'Anthropologie, 2e session, à Moscou, 1892).

BORDANOFF. — *La plus ancienne race de la Russie centrale?* (en russe).

MILUKOFF. — *Aperçu scientifique*, dans la *Pensée Russe*, 1892

L'origine des Aryens et l'homme préhistorique, aperçu sur l'ethnologie et la période préhistorique de l'Europe. Traduit de l'anglais par ISAAC TAYLOR. Paris, 1895.

WULLENHOFF. — *Deutsche Alterthumskunde.*

MILLER. — *Les traces ethnographiques de l'irianisme au sud de la Russie* (Journal du Ministère de l'Instruction publique, partie CCXLVII).

MILLER. — *Etudes sur les Ossètes*, Tome III.

HERMANN VAMBERG. — *Ursprung der Magyaren.* Leipzig, 1882.

H. VAMBERG. — *Das Türkenvalk.* Leipzig, 1885.

GOLOUBOWSKY. — *Les Turcs de Pitcheneg et les Polovtzy avant l'invasion des Tartars, histoire des steppes sud-russiennes, IX-XIIIe s.* (en russe).

JOMSEN. — *Den Gotiske sprogklasses indflijdelse paa den finske.* Copenhagen, 1869.

SPROG. — *Beröringer mellem de finske og de baltiske (litanisk-lettiske).* Copenhagen, 1890.

JOSS.-J MIKKOLA. — *Berührungen zwischen den westfinnischen und slavischen Sprachen, Slavische Lehnwörter in den westfinnischen Sprachen.* Helsingfors, 1894 (dans les Mémoires de la Société Finno-Hongrienne, VIII)

Rapports entre les civilisations slave et finnoise (en russe) (tirés de l'étude des langues dans les « Nouvelles archéologiques de l'histoire et de l'ethnographie générale » à l'Université de Kazan, ome VIII).

J.-W. SMIRNOFF. — *Les Votiaky* (en russe) (*Ibid.*, tome VIII, 2e édit.).

SMIRNOFF. — *Les Permiaky* (en russe) (*Ibid.*, tome IX).

— *La Mordwa* (en russe) (*Ibid.*, tome X).

SEMIENOFF. — *Sur la question*, etc. (en russe) (dans les travaux du VIIe Congrès d'archéologie, à Iaroslaw).

Conférence du professeur A. KOTCHOUBINSKY (en russe) (au Xe Congrès d'archéologie de Riga, session du 7 août).

BARSOFF. — *Précis de géographie historique de la Russie* (en russe). Varsovie, 1885.

BARSOFF. — *Matériaux pour un dictionnaire historico-géographique* (en russe). Wilna, 1865.

GROUSCHEWSKY. — *Précis de l'histoire du territoire de Kieff jusqu'à la fin du XIVe s.* (en russe). Kieff, 1891.

DEWNAR SAPOLSKY. — *Précis de l'histoire des territoires de Kriwitch et Dregoritch jusqu'à la fin du XIIIe s.* (en russe). Kieff, 1891.

Article de DAL, dans le *Messager de la Société russe de géographie* (en russe). 1852.

DAL. — *Dictionnaire commenté* (fascicule IV) (en russe).

POTEBNY. — *Deux analyses des sons de la langue russe* (en russe).

SOBOLEWSKY. — *Cours sur l'histoire de la langue russe* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1891. 2e édition.

SOBOLEWSKY. — *Aperçus sur l'histoire de la langue russe* (en russe).

BOUDDE. — *Aperçus sur les dialectes russes* (en russe), dans la Jivaya Starina, 1892.

SCHACHMATOFF. — *Analyse des particularités de l'idiome de Riazan* (en russe). Varsovie, 1892.

A. SMIRNOFF. — *Messager de philologie russe* (en russe), 1894.

P.-P. TCHOUBINSKY. — *Matériaux et études* (en russe). Saint Pétersbourg, 1879, t. VII.

Dictionnaire Encyclopédique (les Grands-Russiens, par les prof. ANOUTCHINE, ARSENIEFF et PETROUCHEWSKY (en russe).

La théorie du prof. N. SAGRAFF, exposée dans ses *Etudes anthropologiques de la population masculine grand-russienne des gouvernements de Wladimir, Jaroslaw et Kostroma*. Moscou, 1892.

Jusqu'où les conclusions de M. Sagraff sont justes, et ses « Etudes » ont-elles une portée scientifique quelconque? Brochures de IVANOVSKY et ROGEDESTWENSKY (en russe). Moscou, 1894.

Deux conférences faites à la session du VIIe Congrès d'archéologie de Iaroslaw. Wiatka, 1887.

CHAPITRE III.

La colonisation intérieure.

Importance de la colonisation de la Russie. — Colonisation du Nord : le rôle des couvents. — Limites extrêmes des ravages au Sud-Ouest. — Colonisation sur la Kama et la Bielaia. — Mouvement continu vers le Sud et formation de la ligne de démarcation de Belgorod, Simbirsk et Iakansk. — Mouvement des Petits-Russiens vers les gouvernements de Kharkow et Voronèje. — La ligne de l'Ukraine. — Réduction du territoire de l'armée du Don. — Les progrès de la colonisation dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. — Colonisation de la Nouvelle-Russie. — Formation de la ligne du Caucase.

Nous avons vu qu'en Russie, comme dans le reste de l'Europe, les mélanges des peuples et leur répartition sur le territoire ont commencé dès les temps préhistoriques. Mais en Occident les déplacements des masses ethnographiques s'étaient à peu près arrêtés vers le VIIIe et le IXe siècle. La population de l'Europe occidentale était ainsi fixée à l'époque où commence à peine notre histoire. Le processus de la fusion des différentes nationalités y était aussi presque terminé et les savants contemporains ont beaucoup de peine à découvrir quels ont été les éléments composants qui ont formé, par exemple, les types nationaux actuels : français, italiens, etc. Une certaine exception existe à ce double point de vue pour l'espace seul qui est voisin de la Russie, entre la Vistule et l'Elbe. Il n'est pas

non plus facile de se reconnaître en Russie parmi tous les anciens déplacements et confusions de peuples : mais chez nous, ce processus continue pendant toute notre histoire, depuis l'époque préhistorique jusqu'à notre temps, et même aujourd'hui, on ne peut la considérer comme terminée. La variété de la composition de notre population fait de la Russie un musée ethnographique vivant de toutes sortes de nationalités ; nous y trouvons des nations non-slaves russifiées à des degrés différents. Tandis qu'en Occident, dès l'époque des grandes migrations des peuples, presque chaque parcelle de terre avait ses limites et son propriétaire, chez nous s'accomplit pendant toute l'histoire le processus de la répartition des habitants sur des espaces déserts n'appartenant à personne. Le processus de la colonisation du territoire russe est aussi loin d'être terminé de nos jours que le processus de la fusion des différents éléments ethnographiques de la population russe.

Pour comprendre la marche générale de l'histoire russe, il est absolument nécessaire de connaître, au moins dans ses grandes lignes, le processus de la colonisation de la Russie. Nous ne nous arrêterons pas à la colonisation du nord ; nous avons vu qu'elle était déjà terminée dans ses traits essentiels dans la période novgorodienne. Une fois arrêtée à la Dwina, au XIVe siècle, cette colonisation n'alla pas plus loin à l'est, malgré l'encouragement que le gouvernement moscovite offrait aux efforts du missionnaire Stéphan Permsky. Le mouvement en avant de la colonisation ne se produisit que vers le sud et le nord du rayon embrassé par les Novgorodiens. Sur les confins du sud, les petites familles princières de Bielozero et d'Iaroslav s'efforçaient évidemment de coloniser leurs petits « apanages » ; en même temps, aux XIVe et XVe siècles, se développe autour de Vologda l'activité colonisatrice des monastères.

Sur le rôle colonisateur des monastères du nord, on a des

notions un peu exagérées. Les monastères apparaissaient, en réalité, rarement comme pionniers de la civilisation; ils surgissent généralement dans un endroit pacifié et même peuplé. La *Vie des Saints* nous parle, il est vrai, très souvent d'ascètes qui commençaient leur vie sainte en se fixant quelque part dans une forêt déserte où surgissaient bientôt des monastères. Mais cette même source nous apprend que dans le voisinage de l'anachorète il se trouve toujours un village quelconque, dont les habitants tenaient comme leur le terrain occupé par l'ermite, de sorte que, parfois, cela se termine par un meurtre : les paysans s'empressent, en effet, de se défaire du saint ermite qui, usant de son influence sur le prince, pouvait toujours en obtenir un document juridique et s'approprier la terre qu'il occupait. Jusqu'au XIVe siècle, nous ne connaissons dans le nord que deux monastères qui pouvaient avoir une signification colonisatrice (1). Aux XIVe et XVe siècles y surgissent déjà environ 40 monastères, mais la moitié seulement joue un rôle dans le processus de la colonisation; et la majorité de ces 20 monastères colonisateurs se trouve sur un petit espace de trois districts voisins du gouvernement de Vologda (Griasoff, Vologda et Kadnikow). Au XVIe siècle seulement, les monastères s'établissent sur l'isthme entre les lacs Ladoga et Onéga, descendent la Soukhona et montent la Vytchegda à la rencontre des monastères de Stephan, et dépassent ceux-ci de beaucoup en importance colonisatrice; enfin, dans ce même siècle, sur les confins du nord de la civilisation novgorodienne, sur la mer Blanche, commença, sur une large échelle, l'activité colonisatrice des monastères Solovetzki et Troitzki-Serguieff. Plus tard, au XVIIe siècle, survient un nouvel élément colonisa-

(1) Paléostrovsky, sur l'île du lac Onéga, et Spaso-Kamenny, sur l'île du lac Koubien.

teur, celui des dissidents (les Rasskolniks); mais il serait difficile de définir dans quelle mesure l'affluence de la population du nord était renforcée par les persécutions subies par les Rasskolniks. Il ne s'agissait probablement ici pas tant de l'apparition d'une nouvelle population que du déplacement de l'ancienne dans les limites du même bassin maritime.

Le véritable pays de colonisation est le sud-est de la Russie, en partie peuplé par des peuplades étrangères, en partie dévasté par les nomades. Le mouvement de la population vers le sud-est peut être suivi avec plus de certitude que la colonisation du nord. Les causes en sont que : 1° la colonisation du sud-est s'est produite plus tard que celle du nord ; 2° que la population arrive de ce côté par masses ; et 3° que le mouvement de ces masses s'accomplit sous l'influence directe et le contrôle du gouvernement moscovite, qui s'était chargé de la défense des confins du sud, et avait passé insensiblement de la défense à l'offensive.

Pour délimiter le rayon de la colonisation du sud-est, nous devons tout d'abord déterminer les limites extrêmes des ravages causés par les invasions du côté des steppes. Ces invasions ont commencé, comme nous l'avons vu, à une époque très ancienne et ont varié d'importance. Les dernières graves invasions le furent lorsque les rapports pacifiques entre la Russie et la Horde-d'Or se gâtèrent : ou plus exactement lorsque la Horde, dès la deuxième moitié du XIV[e] siècle, commença à décliner et que les Khans de la Horde ne purent plus retenir dans l'obéissance leurs propres « mourzas ». Les plus puissants de ces mourzas se créèrent bientôt toute une série de possessions indépendantes, parmi lesquelles les plus puissantes devinrent bientôt les Hordes de la Crimée et de Nagaï.

La population russe, qui avait des rapports pacifiques de voisinage avec les Tartares, fut obligée, après la rupture de

la paix, de reculer rapidement vers le nord, le plus loin possible de la steppe. Tout le sud de la Russie, en commençant par le gouvernement d'Orel, était déjà sans cela un désert absolu aux XIVe et XVe siècles. Le nord du gouvernement d'Orel, lui aussi, la population du gouvernement de Toula et de Riazan s'efforçaient de se tenir le plus près possible de l'Oka, surtout entre l'Oka et ses affluents voisins, la Prona et l'Oupa, et plus à l'est, entre l'Oka, la Volga, la Piana et la Tiescha.

La lutte régulière de Moscou avec ses ennemis des steppes commença seulement au milieu du XVe siècle, c'est-à-dire juste au moment où s'était formé l'Etat tartare du tsar de Kapsa et où les invasions du Khanat de Crimée, devenu plus puissant, furent d'une gravité exceptionnelle. Les besoins de la défense étaient si grands qu'il fallait coûte que coûte trouver les moyens de les satisfaire. L'État n'étant pas encore assez puissant pour suffire par lui-même à ce besoin pressant de la défense des frontières moscovites, s'était d'abord contenté de ce qui était absolument indispensable à sa propre conservation. Il résolut de protéger la frontière naturelle la plus proche : la rive de l'Oka. Mais pour la défense de cette rive, il mit en mouvement non pas ses propres forces, mais celles des tsarévitchs tartares sujets. Ceux-ci apparurent dans la deuxième moitié du XVe siècle dans les villes de l'Oka — à Kachir, à Sierpoukoff et à Kassimoff.

Cette simple mesure atteignit son but tant que Moscou eut dans la Crimée son allié Mengly-Guiraï, mais elle parut trop faible quand Mahmed-Guiraï, hostile à Moscou succéda à Mengli-Guiraï et lorsque les trois khanats de Crimée, d'Astrakhan et de Kazan furent réunis dans les mains de la dynastie des Guiraï. La terrible invasion de 1521 a montré que les services des tsarévitchs ne pouvaient sauver Moscou de surprises du côté des steppes ; on fut obligé de faire un nouvel effort et d'établir une défense régulière de

la « rive » (de l'Oka). Sur la « rive », on commença à envoyer chaque année des régiments nouveaux et au sud de l'Oka on installa aussi des garnisons dans certains endroits. Vers le milieu du XVIe siècle fut ainsi créée la première ligne régulière de défense. Les endroits où se trouvaient les quartiers militaires devinrent des forts; entre ces forts furent élevés des remparts et des abattis. On peut voir sur notre carte la direction générale de la ligne de défense où elle sert de limite extrême de la population sédentaire au milieu du XVIe siècle, (à l'est de Chatzk, la population russe vivait déjà au milieu de peuplades étrangères, et ne s'avisait pas de franchir la Piana, c'est-à-dire de sortir des limites du pays colonisé dès le XIVe siècle). Plus à l'est, avec la conquête par Ivan le Terrible du pays des tsars de Khazan en 1551, Moscou s'affermit dans la région de la Volga. La population russe, avant la conquête de Khazan, ne se maintenait que dans la partie supérieure de la Viatka et de la Kama; après la conquête de cette ville, la colonisation russe fit des progrès étonnants dans le bassin de la Kama; en même temps s'ouvrit une large voie vers la Sibérie. Entre 1555 et 1568, les frères Stroganoff reçurent leurs premières chartes pour les terrains déserts sur la Kama et la Tchoussova, où « jusqu'alors il n'y avait ni champs cultivés, ni demeures humaines ». Dix ans à peine après que la dernière charte fut octroyée, les fonctionnaires du tsar trouvèrent dans les terrains octroyés à Stroganoff 35 villages et hameaux avec une population de 1500 habitants du sexe masculin. Dix ans encore plus tard, les Cosaques de Stroganoff trouvèrent une route pour la Sibérie; et, à leur suite, les colons russes s'y dirigèrent par bandes continues. Les domaines de Stroganoff étaient pour eux sur la route de la Sibérie l'étape intermédiaire où il se reposaient et reprenaient des forces.

Avec la même rapidité fut créée et affermie, après la conquête du pays de Khazan, la domination russe dans les

pays Bachkirs sur le fleuve Biélaia et où l'on construisit une série de nouvelles villes fortes, ainsi que sur tout le cours de la Volga : c'est ainsi que surgirent dans la première moitié du XVI[e] siècle, Samara, Tzaritsyn, Saratoff, Oufa.

Tout droit au sud de la ligne de Toula, la construction de nouvelles villes allait non moins activement dans la première moitié du XVI[e] siècle. C'est à cette époque que surgirent la plupart des villes du gouvernement d'Orel; les villes de la partie occidentale de ce gouvernement, qui existaient déjà avant, furent fortifiées de nouveau et reconstruites. Au sud du gouvernement d'Orel apparaît dans les dernières années du XVI[e] siècle la ville de Bielgorod : un peu avant, Voronèje fut construite.

L'Époque Troublée arrête du coup tous ces mouvements vers le sud. Les avant-postes du sud les plus importants disparaissent sans laisser de traces. Les grande voies (1) des invasions Tartares sont de nouveau retracées par les nomades; la population des pays nouvellement colonisés fuyait alors vers le nord. Les choses restèrent dans cet état jusqu'à ce que le gouvernement, s'étant remis de l'Époque Troublée, et ayant vu à la suite de la première guerre polonaise de Michel Romanof (1634), les inconvénients d'une frontière ouverte du côté des steppes, s'applique de nouveau à élever des forteresses et à coloniser le pays. Pendant 20 ans, de 1636 à 1656, on créa trois nouvelles lignes de défense, se reliant l'une à l'autre : celle de Bielgorod, celle de Simbirsk et celle de Transkama (voir la carte). Presque sur tout le long de ces lignes, le gouvernement fut obligé de construire de nouvelles villes dans le but exclusif de la défense; dans beaucoup d'endroits il lui fallut créer la po-

(1) Ces voies s'appelaient chliah. Voir la carte : le chliah de l'ouest (qui va de Crimée à Toula) s'appelait Mourawsky ; plus à l'est s'étendait celui d'Izioum ; le chliah le plus oriental s'appelait **Kalmiousky.**

pulation en même temps que les villes. Dans la partie occidentale de ces lignes, la population dépassait même, il est vrai, par endroits, la frontière fortifiée ; mais dans la partie orientale, où la colonisation libre faisait des progrès beaucoup plus faibles, il fut amené à fixer presque de force des colons sur cette frontière (1). Là, où il y avait des populations paysannes, on la transformait en population militaire. On utilisait même les races étrangères pour coloniser cette nouvelle frontière militaire.

La même chose se faisait en même temps dans les pays voisins de la Russie par le gouvernement polonais. Nous avons déjà dit que la population de l'Ukraine commença à coloniser le pays de Poltawa dès le début du XVII[e] siècle. Le gouvernement polonais s'empressa de l'utiliser dans le but de la défense militaire. Pour ne pas entrer dans des détails, nous pouvons citer ce passage d'un témoin oculaire, acteur de cette colonisation militaire, Guillaume le Vasseur de Beauplan. « J'en puis parler assurément », nous dit l'ingénieur français dans son ouvrage intéressant : *Description de l'Ukraine*, « pour en avoir esté le tesmoin oculaire pendant dix-sept-années (1630-1647), que j'ay eu l'honneur de demeurer actuellement dans le service des deux derniers roys deffunts.... dans lequel temps j'ay jetté les fondements de plus de cinquante notables Slobades, qui sont comme autant de colonies, lesquels en peu d'années ont formé plus de mille villages, par l'accroissement de leurs nouvelles habitations ; ces peuplades... ont poussé bien loin les frontières (de l'État polonais)... ce pays (... dont la plus grande partie a esté peuplée de mon temps...) est un Boulevard inexpugnable contre la puissance des Turcs... ces ennemis se trouvant grandement estonnez de

(1) C'est ainsi qu'on amena à Insar des colons de Temnikoff, à Korsoun des colons d'Alatyr, à Simbirsk, de Tiétoucha.

rencontrer en une province, qui servoit de passage à leurs conquestes, la cause infaillible de leur honte, aussi bien que de leur ruine. »

La population ne croyait cependant pas venir dans le pays de Poltawa pour couvrir les frontières de la Pologne. Elle s'enfuyait au delà du Dniéper pour échapper aux vexations de ce royaume. L'émigration s'arrêta avec le soulèvement de Khmelnitzky. Mais quand tout espoir en une issue heureuse de la lutte fut perdu, l'émigration augmenta de nouveau (dès 1651) et prit bientôt une importance sans égale. « Il (c'est-à-dire Khmelnitzky) ordonna au peuple, raconte le chroniqueur Petit-Russien Grabianka, de sortir librement des villes en abandonnant ses biens, pour le pays de Poltawa et aussi au delà de la frontière pour la Grande-Russie, afin de s'y installer en fondant des villes. C'est alors que furent peuplées : Soumy, Lebedine, Kharkoff, Akhtyrka et tous les bourgs jusqu'au Don même, par le peuple cosaque. Et, en effet, les Cosaques venaient habiter le nouveau pays par régiments entiers.

C'est ainsi qu'en une trentaine d'années (1650-1680) furent colonisés tout le sud du gouvernement de Koursk, tout celui de Kharkoff (excepté ses ditricts de l'est), et l'ouest du gouvernement de Voronèje. La ligne de défense de Bielgorod, à peine construite par le gouvernement moscovite se trouva entièrement dépassée par la colonisation Petit-Russienne. Pour protéger les pays nouvellement colonisés, on fut obligé en 1680-90, de construire la 3e ligne de défense complémentaire sur le cours du Donetz. Mais cette ligne, elle aussi, fut bientôt dépassée au sud par de nouveaux colons : en même temps qu'on la construisait, un régiment cosaque entier d'Izioum installa plus au sud ses quartiers militaires. Aussitôt surgit l'idée de construire une nouvelle ligne de défense (la 4e) pour protéger de l'invasion les pays entre le Dniéper et le Donetz : un des principaux chliah des Tartares, celui de Mourad longeait ce pays.

Cette idée ne fut pourtant réalisée que sous l'impératrice Anne, de 1731 à 1735, juste avant le commencement de la guerre turque (1736-39). On établit sur cette ligne 20 régiments de land-milice ; la ligne elle-même fut défendue par toute une série de forts reliés par des ouvrages en terre ininterrompus. Cette ligne, cependant, ne conserva pas longtemps son importance pratique. Le pays des Zaporogues retourna à la Russie à la fin de la guerre et alors la ligne d'Ukraine à peine fortifiée cessa d'être limitrophe. Pour protéger la nouvelle frontière, on dût prendre de nouvelles mesures que le gouvernement commença à appliquer au milieu du XVIIIe siècle.

Passons maintenant à la colonisation des endroits plus à l'est pendant la même période, du milieu du XVIIe siècle au milieu du XVIIIe siècle. De même que dans le siècle passé, le mouvement colonisateur reste ici beaucoup en retard sur celui des pays que nous venons d'étudier. Ces endroits, protégés par des forêts et des établissements de peuplades étrangères, étaient moins exposés aux dangers du côté des steppes. Le gouvernement n'avait pas d'intérêt à les coloniser et à les protéger : c'est pourquoi la colonisation pendant presque tout le XVIIe siècle n'est pas sortie au delà des lignes de Bielgorod et de Simbirsk. Vers le milieu du XVIIIe siècle, la population n'avait dépassé plus ou moins la ligne que dans sa partie la plus sûre, c'est-à-dire entre le cours de la Volga (de Simbirsk à Saratoff) et la ligne de Simbirsk (1). Plus au sud commence le bassin des affluents du Don, — domaines anciens de l'armée des Cosaques du Don. — Presque en même temps que l'armée des Cosaques des Zaporogues, (environ au milieu du XVIe siècle), celle du Don prend place dans l'histoire de la Russie. Les Cosaques des Zaporogues furent au service, pas toujours fidèlement, de la Pologne,

(1) Voir la carte.

depuis le règne du roi Batory, et ils reçurent de celui-ci une charte pour les camps sauvages du cours du Dniéper. Les Cosaques du Don furent au service, pas toujours fidèlement non plus, de l'État moscovite depuis Ivan le Terrible, contemporain de Batory ; il est vrai que les largesses du czar ne sont pas bien grandes : Les Cosaques font leur service contre « des terres et de l'eau ». Le moment de la chute de l'indépendance pour ces deux armées de Cosaques, coïncide comme celui de leur apparition : la même année 1775, où les troupes russes anéantissent la sietch, sur l'ordre de Catherine II, Potemkine crée dans l'armée cosaque du Don un bureau militaire qui supprima leur ancienne autonomie. Pendant les deux siècles de leur histoire, ces deux armées cosaques élargirent d'abord leurs territoires par la colonisation libre, mais ensuite, sous la pression de la colonisation venue du nord, leurs territoires commencèrent à se restreindre. Dès la fin du XVIIe siècle, les colonnes Petit-Russiennes commencèrent à refouler du côté du Donetz les Cosaques du Don ; en même temps, du nord des gouvernements de Voronèje et de Tamboff, les colons libres Grand-Russiens affluent vers le pays des Cosaques du Don. Le gouvernement prend des mesures pour mettre obstacle aux désertions dans les steppes du Don. En 1682, nous voyons sa 1re interdiction d'accueillir les déserteurs ; en 1683, il établit un poste sur la frontière du gouvernement de Voronèje, et en 1703 il envoya des fonctionnaires pour reconnaître toutes les petites villes de Cosaques sur le Don : les bourgs (que l'on comptait en 1672 au nombre de 48) furent immatriculés et il fut interdit aux Cosaques d'occuper les terres libres. L'accaparement par le fisc des sources salines du Donetz mit le comble à l'exaspération des Cosaques. Le fameux soulèvement de Boulavine s'en suivit (1707-1708) et finit tristement pour l'armée des Cosaques. Ceux-ci perdirent une partie du Donetz (au sud d'Izioum) avec ses affluents de gauche, les parties supérieures du Khoper,

de la Medetza et de l'Ilovlia. Le territoire de l'armée des Cosaques du Don fut à peu près réduit ainsi aux limites d'aujourd'hui. En même temps il devint possible de coloniser plus sérieusement tout le bassin enlevé aux Cosaques. Ajoutons que dans le même intervalle, c'est-à-dire dès la fin du XVII[e] siècle au milieu du XVIII[e], le sud-est des gouvernements de Voronèje et de Tamboff et le nord de celui de Saratoff commençaient aussi à être colonisés.

La population *de l'autre rive du Volga* avançait vers le sud avec une lenteur semblable. Jusqu'au règne même de Pierre le Grand, les établissements russes ne dépassaient pas le fleuve Tcheremchan, c'est-à-dire le petit coin nord-ouest du gouvernement de Samara. Mais depuis Pierre le Grand les fréquents soulèvements des Bachkirs obligèrent le gouvernement à porter son attention sur la colonisation de ces pays. L'idée vint de traverser les établissements des peuplades étrangères par une ligne fortifiée le long de l'Oural en contournant ainsi les établissements des Bachkirs et en coupant leurs communications avec les Kirghiz. Cette idée fut réalisée de 1734 à 1744. Orembourg devint le centre de la nouvelle ligne. Au sud et au nord d'Orembourg et le long de l'Oural suit toute une série de forts. La défense du cours inférieur de l'Oural fut confiée à ses anciens riverains, aux Cosaques de Yaïk qui prirent place dans notre histoire dès la fin du XVI[e] siècle. Sur le cours supérieur de l'Oural, le gouvernement installa la population militaire de l'ancienne ligne fortifiée. C'est ainsi que fut créé le noyau de l'armée cosaque d'Orembourg (1).

Après toutes ces mesures, l'espace inhabité entre l'ancienne et la nouvelle ligne fortifiée commença à se remplir de nouveaux colons. Les districts de Bougouminsk et de Bougourouslan du gouvernement de Samara furent peuples

---

(1) Voir notre carte.

de cette manière. Tout l'espace au sud de Samara resta inhabité jusqu'à Catherine II.

Comme nous le voyons, la colonisation de l'autre rive de la Volga se trouve intimement liée aux mesures du gouvernement pour la défense de ce pays. Il nous faudra répéter la même chose aussi pour l'orient lointain de la Russie. Il y avait ici une raison de plus pour le gouvernement de s'occuper de la pacification du pays. Ce fut l'industrie minière qui surgit dans l'Oural. Jusqu'au milieu du XVII[e] siècle la population russe s'était limitée au cours des trois fleuves principaux qui l'ont conduite en Sibérie. Dès cette époque commença le mouvement de la population vers le sud dans le territoire des districts de Krasnooufimsk, Kamychloff, Iekatérinbourg et de Chadrinsk du gouvernement de Perm. En même temps que la découverte des richesses minières du sud, se suivant de près avec celles du gouvernement de Perm, surgissaient des établissements métallurgiques et miniers dont la prospérité était beaucoup à cœur au gouvernement, surtout depuis Pierre le Grand. Pour protéger le pays contre les invasions des Bachkirs, les forts suivants surgirent : Ekatérimbourg (1723), Krasnooufimsk (1736). En 1754, on construisit entre ces deux points toute une série de forts intermédiaires. Une nouvelle ligne, le long de l'Oural et de l'Ouy, protégea le pays contre les Kirghiz. Dès que la sureté de ce pays fut ainsi plus grande, c'est-à-dire vers le milieu du XVIII[e] siècle, la population y vint en masse et tout le pays compris entre l'Ouy et le Miass, c'est-à-dire la partie la plus orientale de la Russie, fut rapidement peuplée.

La deuxième moitié du XVIII[e] siècle fut encore plus riche que la première en résultats pour l'histoire de la colonisation russe. Le gouvernement considérait toujours la colonisation comme le meilleur moyen pour lutter contre la steppe. Avec la construction de la ligne de l'Ukraine (1730), la population russe s'était rapprochée de l'extrémité de la

zone noire; au delà, la steppe commençait. En même temps fut aussi épuisée la matière colonisatrice des Petits-Russiens et des Grands-Russiens. Mais, étant donné l'affaiblissement de la Crimée, qui amena le changement des projets politiques et des considérations stratégiques, le gouvernement continua toujours à développer artificiellement la colonisation de la steppe. La réserve des colons libres ne suffisait plus pour un développement aussi rapide du sud que le voulait le gouvernement. Aussi s'était-il adressé à l'étranger dans ce but, et tout d'abord aux peuples de même race et religion, aux Slaves du sud.

A proprement parler, c'est sous Pierre le Grand que commencèrent les tentatives pour attirer dans les steppes du sud les Slaves de Turquie et d'Autriche. Au milieu du XVIIIe siècle, ceux-ci affluent en masse. De 1750 à 1760, sur les flancs de la ligne de l'Ukraine, on construisit les bourgs militaires des Serbes : la Nouvelle-Serbie et la Slaviano-Serbie. Les colons s'établirent déjà alors sur les terres des Cosaques Zaporogues, enlevées à leurs anciens détenteurs. Le gouvernement ouvrit l'accès de ces nouvelles régions, non seulement aux Slaves, mais aux dissidents (Raskolnicks), et aux paysans déserteurs; ces deux éléments ne tardèrent pas à y former la partie prédominante de la population. En 1764, la ligne fortifiée de l'Ukraine se trouva tellement dépassée par de nouveaux établissements qu'elle perdit toute signification stratégique et qu'elle fut tout à fait supprimée. Six ans après, pendant la première guerre turque, sous Catherine II, on construisit une nouvelle (la cinquième) ligne du Dnieper sur la frontière séparant le gouvernement actuel d'Iekakérinoslav de celui de Tavride. Les fortifications russes touchèrent ainsi de près les steppes du pays des Nagaïs. Sur la rive droite du Dnieper, la frontière fut avancée aussi jusqu'au territoire des Nagaïs, d'après le traité de Kutchuk-Kaïnardji (1774). Nous venons de dire que de 1750 à 1760, le gouvernement, à l'aide des

colonnes slaves, avait commencé à mettre la main sur les terres des Cosaques Zaporogues. Immédiatement après la paix de Kaïnardji, les terres des Zaporogues furent définitivement annexées au territoire russe et la Sietch cessa officiellement d'exister. Plus de 50,000 habitants de l'ancien pays des Zaporogues furent ainsi incorporés à la Nouvelle-Russie. Le gouvernement permit l'accès des terres restées inoccupées aux Grecs et aux Arméniens de Crimée. En quatre ans, après la permission, près de 30,000 de ces derniers y émigrèrent. Enfin, après 1780, le gouvernement s'adressa aux colons des sectes dissidentes des pays étrangers et leur octroya plus de 500.000 dessiatines du territoire de la Nouvelle-Russie. Des mesures aussi actives furent prises pour la colonisation des steppes de Nagaï, annexées avec la Crimée en 1783. La colonisation du gouvernement de Tavride par les Russes aussi bien que celle du pays de la mer Noire, entre le Boug et le Dniester, annexé par le traité de Jassy (1791), se fit au XIXe siècle seulement. Mais la colonisation du pays de la Nouvelle-Russie avait déjà atteint, au siècle passé, des résultats considérables. Dans la Nouvelle-Russie habitaient, au milieu du XVIIIe siècle, à peine plus de 50,000 habitants ; 40 ou 50 ans après, ce nombre avait plus que décuplé : malgré les deux guerres turques qui toutes deux ont touché la Nouvelle-Russie et lui ont coûté cher, il y avait déjà plus de 500.000 habitants (1).

La colonisation russe s'affermit en même temps dans le Caucase. De 1777 à 1799, la ligne fortifiée du Caucase fut construite sur les cours du Kouban et du Tiérek. Pour la défense de cette ligne, outre les Cosaques de Tiérek et de

(1) Actuellement, la population des trois gouvernements de la Nouvelle-Russie dépasse 6 millions, c'est-à-dire qu'elle a augmenté douze fois pendant un siècle.

Greben qui y habitaient depuis longtemps, on y fit venir plusieurs régiments du Don et de la Volga. Le gouvernement atteignit par cette mesure d'un seul coup les deux buts : il se débarrassa des éléments de trouble dans le pays, devenu sûr au point de vue militaire, et il acquit un point de repère pour son action contre les montagnards du Caucase. Les tentatives pour pénétrer au-delà du Tiérek échouèrent cependant jusqu'à notre siècle. C'est ainsi que la colonisation ne put s'avancer, au siècle passé, au delà du Tiérek et du Kouban.

La colonisation du cours inférieur de la Volga a aussi beaucoup avancé dans la deuxième moitié du siècle passé. Le gouvernement employa ici, comme pour le sud, des moyens de colonisation artificiels. Catherine II, dans l'année même de son avènement, invita par un manifeste les étrangers et les Raskolniks qui avaient fui à l'étranger, à s'installer dans le pays de la Volga, au sud de Samara. Un nombre considérable de colons allemands et raskolniks répondirent à cet appel. Les premiers s'installèrent sur le cours de la Volga, les autres sur celui de l'Irghiz. Toute la partie du gouvernement de Samara, au sud de l'Irghiz, resta déserte, bien que le gouvernement, pour protéger la population des Kirghiz et des Kalmouks, eut établi sur la frontière actuelle de ce gouvernement une ligne de postes. L'espace entre le Don et la Volga, au sud de Tzaritsyn, resta également désert. Ce n'est que de notre siècle seulement que ces pays ont été plus ou moins peuplés.

Nous avons analysé d'une façon tout à fait sommaire le nombre, la composition ethnographique et la répartition sur le sol de la population russe. Sous ces trois rapports, nous avons trouvé des traits semblables du processus historique et nous avons constaté que ce processus est loin d'être achevé. Dans la composition de la population, c'est la fusion des différents éléments ethnographiques et la formation des différentes variétés de la nationalité russe, qui

est encore en train de se produire. Dans la répartition de la population, l'action des causes historiques qui avaient refoulé la population russe vers le nord et qui l'y tenaient pendant tout un millier d'années, a cessé. Mais les quelque 200 ans qui se sont écoulés depuis, ne suffisent pas pour effacer entièrement le résultat de l'action de ces causes : la population russe n'a pas encore réussi à se répartir d'après les richesses naturelles de ses différentes régions. Il faut cependant ajouter que la destruction de ces résultats créés par l'histoire s'accélère chaque année. Le présent tend à se détacher de plus en plus du passé, et, en même temps, le « legs de l'histoire » perd de plus en plus sur le présent sa puissance fatale.

BIBLIOGRAPHIE

J. Semenoff. — *Histoire de la hiérarchie russe. Recueil complet des connaissances historiques sur les couvents* (en russe). Moscou, 1852.

J. Semenoff. — *Dictionnaire géographique et statistique de l'Empire russe* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1863-85.

Listes des pays peuplés de l'Empire russe, arrangées et éditées par le Comité central de statistique depuis 1861 (en russe).

Matériaux pour la géographie et la statistique de la Russie, recueillis par les officiers de l'État-Major (en russe).

D. Bagaly. — *Esquisses de l'histoire de la colonisation et des mœurs des steppes extrêmes du royaume de Moscou* (en russe). Moscou, 1887.

D. Bagaly. — *Ibid.* (en russe). Kharkoff, 1886-90.

Miklaschewsky. — *La fixation des populations et l'économie rurale de la frontière du Sud au XVIIe siècle* (en russe). Moscou, 1894.

Evarnitzky. — *Les libertés des Cosaques de Zaporogue* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1890.

SKALKOWSKY. — *Revue chronologique de l'histoire du pays de la Nouvelle-Russie* (en russe), 1731-1823.

SKALKOWSKY. — *Histoire de la Novaïa Sietch* (en russe).

PERETIATKOWITCH. — *Powolgigé aux XVIIe et XVIIIe s.* (en russe). Odessa, 1882.

FIRSOFF. — *La population étrangère de l'ancien royaume de Khazan* (Mémoires de l'Université de Khazan, 1870) (en russe).

WITEWSKY. — *J.-J. Neplioujeff et l'ancien pays d'Orenbourg avant 1758* (en russe). Khazan, 1789-91.

WITEWSKY. — *Biographie de Neplioujeff* (en russe).

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

CHAPITRE I.

L'Économie agraire.

L'économie naturelle et l'économie marchande. — Caractère de l'économie naturelle dans l'ancienne Russie. — L'exploitation des richesses zoologiques. — L'épuisement du centre de la Russie et l'exploitation zoologique transportée aux limites du pays. — Le système extensif de la culture dans l'ancienne Russie. — L'épuisement progressif du sol au centre et aux limites. — Causes du retard du passage au système intensif après l'affranchissement des paysans.

Au début du siècle dernier, à Moscou, sur la place la plus animée du pont Kouznietzky, on voyait un grand manoir seigneurial. Devant la maison, il y avait une grande cour et de chaque côté de cette cour, ainsi que derrière le corps de logis, s'étendaient de nombreuses dépendances : habitations des domestiques, cuisines, écuries, fenils, greniers, magasins. Cependant le propriétaire de ce manoir n'enrichissait pas beaucoup les épiciers et les commerçants de

Moscou, car il avait tout ce qui lui était nécessaire. Les villages qui lui étaient asservis lui envoyaient de grands convois de provisions ; c'était aussi parmi ses serfs qu'il recrutait ses domestiques, et son personnel comprenait non seulement des laquais et des servantes, mais aussi des cochers, des cuisiniers, et même des musiciens et un coiffeur. Si, par miracle, Moscou avait disparu tout entier de la terre et même si toute la Russie avait cessé d'exister, excepté les villages asservis au seigneur, le cours habituel de la vie de ce seigneur et de ses nombreux hôtes dans le manoir du pont Kouznietzky n'aurait nullement été modifié, absolument comme si rien n'avait été changé autour de lui.

Je ne saurais dire ce qui est aujourd'hui sur l'emplacement de ce vieux manoir; c'est probablement un magasin grandiose ou bien un grand hôtel, ou encore un établissement de crédit. Mais quoi que ce soit, on peut affirmer que l'habitant actuel, propriétaire de la maison ou bien patron du magasin ou de l'hôtel, ou encore locataire de cet hôtel, ne peut plus partager l'indifférence philosophique avec laquelle leur prédécesseur, le seigneur des villages asservis, pouvait contempler tout ce qui l'entourait. C'est qu'aucun d'eux ne peut se suffire avec ses propres biens : édifice, draps, lampes, etc. Pour vivre avec aisance, ils doivent transformer leurs marchandises en argent, puis de nouveau l'argent en marchandises, et jusqu'à l'infini : autrement dit, ils dépendent de l'acheteur et leurs entreprises sont toutes basées sur un échange plus ou moins actif.

Cette transformation, qui s'est faite au centre de Moscou est, en miniature, ce qui s'est passé dans toute la Russie, surtout pendant ce siècle, ce qui avait eu lieu dans l'Europe occidentale plusieurs siècles auparavant. Dès le XIVe siècle, c'est-à-dire depuis longtemps, les limites de la production à domicile, en Europe, étaient franchies grâce à l'introduction du capital commercial, qui fut à son tour

supplanté par le capital industriel, triomphant des anciens modes de production et inaugurant alors l'ère nouvelle de l'évolution capitaliste. L'argent, comme équivalent général des échanges qui devenaient de plus en plus nombreux et compliqués; le crédit, pour suppléer à l'argent, une fois l'échange organisé d'une manière solide et régulière dans un milieu où peut régner désormais une confiance mutuelle, — tous ces instruments nécessaires au développement économique d'un pays ont été mis en jeu depuis des siècles dans toutes les autres nations européennes.

L'étude précédente a dû déjà préparer le lecteur à l'idée que tous ces phénomènes qui accompagnent le progrès économique d'un pays ont été beaucoup plus tardifs et accusent un développement moindre en Russie que dans l'Europe occidentale. L'échange, certes, apparait dans les phases les plus inférieures de l'évolution sociale. Mais notre passé économique, pris en général, présente le tableau de la prédominance de la *production pour l'usage personnel*, et non de la *production marchande*. L'émancipation des paysans, seule, a provoqué dans la classe des grands propriétaires fonciers le passage définitif à la production marchande; et la production pour l'usage personnel florirait encore de nos jours chez les paysans si la nécessité de trouver l'argent pour les impôts ne les avait forcés à vendre sur le marché leurs produits et leur force-travail personnelle.

Mais pour caractériser la vie économique de la vieille Russie, il ne suffit pas d'y affirmer la prédominance de la production pour l'usage personnel. Cette forme de production peut, en effet, subir différentes phases; dans notre exemple du manoir du pont Kouznietzky, nous avons vu le type très développé et très complexe de production pour l'usage personnel. Mais dès que l'on approfondit le passé russe, on y trouve des types incomparablement plus élémentaires.

On ne travaille, en général, que dans la mesure strictement nécessaire pour ses besoins; ce n'est que poussé par la disproportion croissante entre ses besoins qui augmentent avec le chiffre de la population et la puissance productive de la nature qui diminue, que l'homme songe à travailler davantage. Dans un pays vierge, il ne s'attaque qu'aux richesses naturelles, qui se prêtent le plus facilement à l'exploitation et qui sont épuisées les premières. On commence par absorber les richesses zoologiques, la population animale des forêts et des eaux; on s'en prend ensuite aux richesses botaniques et à celles du sol; puis c'est enfin le tour des richesses minérales du sous-sol. Dans l'Europe Occidentale on s'est attaqué à ces ressources naturelles et on les a même épuisées en partie dans les temps encore préhistoriques. En Russie, ce processus de la dévastation successive caractérise toute sa vie économique passée et, même, elle lui est propre jusqu'à nos jours. Plus une population occupait longtemps une contrée quelconque de la Russie, plus les richesses de cette contrée étaient vite épuisées. La période pendant laquelle les habitants du pays de Kiew s'occupaïent de chasse, semblait, déjà au XIe siècle, à notre premier chroniqueur, se rattacher à une époque des plus lointaines. Dans les pays russes du nord, les richesses zoologiques naturelles se conservèrent plus longtemps. Il est vrai que pour retrouver dans la contrée de la Volga (Povolgie) les animaux à fourrures les plus rares et les plus précieuses comme les zibelines noires et les renards bai foncé, il faut remonter aux premiers temps de notre histoire, à l'époque du commerce arabe du IXe au XIe siècle. Mais aux XIVe et XVe siècles nous trouvons encore au centre de ce pays des preuves suffisantes que ses richesses zoologiques continuaient à être la base de sa vie économique. Dans les chartes anciennes, nous voyons des villages entiers s'occuper spécialement de l'exploitation de ce genre de richesses. Les villages portaient le nom de *castoriers*,

apiculteurs (1), *pêcheurs*. Sur les cours d'eau sauvages de ce qui est aujourd'hui le gouvernement de Moscou et les pays limitrophes, il y avait encore beaucoup de castors. Dans les parties qui en étaient riches, par exemple sur les rivières Voja et Klasma, des villages *castoriers* se fondaient par dizaines et leurs habitants se répartissaient les « gony » ou chasses de castors. Dès le commencement du XVe siècle, selon le témoignage de Herberstein, il n'y avait plus dans les forêts du gouvernement de Moscou d'autres animaux à fourrures que les lièvres ; pour l'hermine et la martre, il fallait pousser jusque dans le pays de la Volga. Mais dans les forêts du centre, alors encore très vastes, il y avait des abeilles sauvages en abondance qui établissaient leurs ruches dans le creux des arbres. Les villages *apiculteurs* qui se formèrent après les *castoriers* se distribuèrent ces ruches sauvages ; le miel et la cire constituaient le grand produit de l'ancienne industrie russe. Enfin, sur tout le cours de la Volga et de ses grands affluents, il y avait — dans la mesure où ce bassin était peuplé — des villages *pêcheurs* dont les habitants s'occupaient spécialement de pêche.

La conclusion que l'on serait en droit d'attendre, c'est que tous ces exploiteurs des richesses naturelles travaillaient pour l'échange et non pour leur consommation personnelle. Or, la vérité, c'est que sans pouvoir eux-mêmes consommer les produits de leur travail, l'échange leur était impossible. Tous ces paysans-là n'étaient, en réalité, que les serfs du pouvoir local. Les princes et, sans doute même, quelques grands propriétaires privés avaient réparti entre eux tous ces domaines de chasse, de ruches et de pêche, tous les morceaux friands de l'économie nationale d'alors. Tous ces produits ou presque tous étaient consommés dans les ménages princiers. Pour vivre, ces serfs étaient obligés de labourer pour eux une parcelle de terrain.

(1) Pour l'exploitation des ruches sauvages des forêts.

Au XVIIe siècle on mentionne de moins en moins des villages castoriers et apiculteurs ; dans le centre de la Moscovie, des villages de ce genre ne se fondent plus. Cela provient de ce qu'au XVIe et vers le XVIIe siècle les richesses zoologiques y étaient complétement épuisées. Les possesseurs de ces anciens domaines défrichaient alors les forêts, et les villages de chasseurs et de pêcheurs se transformaient en « villages de laboureurs. » Mais si le centre avait alors franchi ce stade du développement économique, la population russe toute entière était loin de l'avoir dépassé. Une fois l'agriculture prédominant dans le centre, ce sont les confins encore vierges qui deviennent l'objet d'exploitation des richesses zoologiques. Aussi, le chasseur russe suit la bête à fourrure jusqu'au cœur de la Sibérie, frayant la voie au conquérant qui ne tardera pas à le suivre. L'apiculture s'était maintenue chez les peuplades (Mordvins, Tchouvaches) du sud-est. Enfin, une nouvelle période de l'exploitation zoologique commençait dans tout ce pays devenu un lieu de migrations. Nous savons que la colonisation du sud-est était provoquée par une cause politique, la nécessité de contenir les nomades ; nous pouvons maintenant ajouter une cause interne au déplacement de la population vers des terres nouvelles : c'est que les richesses zoologiques, sensiblement épuisées ailleurs, étaient encore vierges dans ces contrées. Cette plus grande facilité pour vivre sur ces confins encore vierges était un des principaux mobiles de leur colonisation, dès que ces terres devenaient plus ou moins à l'abri des incursions (1). Ces mêmes circonstances font supposer que

(1) Il va de soi qu'à côté de cette cause *positive* de la colonisation rapide des confins qui était l'attrait des richesses naturelles, il y avait des causes tout autrement positives qui poussaient à l'abandon du centre par la population. Parmi ces dernières, citons entre autres l'oppression sociale et financière dont nous parlerons plus loin d'une façon détaillée.

la population russe s'était considérablement accrue dans la deuxième moitié du XVIe siècle, époque où commença la colonisation du sud-est ; la découverte de nouveaux territoires et leur colonisation provoquaient tout au moins partout un accroissement plus rapide de la population.

En tous cas, la rapidité même de la colonisation de confins nouveaux était cause de ce que la période de l'exploitation des richesses zoologiques y était relativement courte et que les zônes de cette exploitation reculaient toujours plus loin au sud. Au milieu du XVIe siècle le sud du gouvernement de Kiew, tout celui de Poltawa et presque tous ceux de Koursk et de Voronèje constituaient une de ces zones de chasse et de pêche. Dans toute l'étendue de ces pays, on chassait les animaux, on capturait les castors et les poissons. Au milieu du XVIIe siècle la population de cette même contrée devint presque entièrement agricole. Et les zones de chasse furent alors reculées plus au sud au delà de la ligne de Bielgorod. En 1622, tout le bassin du Donetz et de ses affluents était couvert de ces domaines : le centre du gouvernement de Kharkof était divisé en sept districts de chasse exploités par les « hommes de service militaire » de Bielgorod. Dès le milieu de ce siècle arrivent, comme nous le savons, de nouveaux colons dans ce pays qui, avec le consentement du gouvernement, occupèrent ces domaines, mais non sans lutte préalable avec les anciens détenteurs. Nous avons vu que le gouvernement se servait de la colonisation du sud dans un but de défense militaire. Il transformait les colons en « hommes de service » (slougiliye lioudi) et leur confiait la défense des frontières. Cette distribution aux « hommes de service » de domaines de chasse au lieu de terrains cultivés réduisait ainsi la période de l'exploitation des richesses animales du pays ; mais le gouvernement arrivait directement encore à ce même but en contraignant par tous les moyens les « hommes de service », ces nouveaux colons, à s'occuper de la culture des terres et en s'ef-

forçant d'établir des cultures obligatoires de céréales sur toutes les propriétés du fisc. Le gouvernement poursuivait ainsi son propre intérêt ; la solde au XVIIe siècle était, en effet, en majeure partie payée en nature : lorsque le gouvernement envoyait dans les nouveaux pays des colonnes d' « hommes de service, » il devait leur expédier des convois de pain pour suppléer à celui des terres du fisc ou des propriétaires privés, qui manquait sur place.

C'est pour cela que le gouvernement s'est empressé d'établir des terres de culture dans ce pays comme en Sibérie. Mais le succès fut loin d'être immédiat. Du lot de terres que le gouvernement donnait à exploiter, une petite partie seulement était cultivée ; tout le reste constituait des « plaines sauvages » et continuait à servir à l'exploitation des richesses zoologiques. A Voronèje, par exemple, en 1615, chaque détenteur ne cultivait qu'une dessiatine et demi de terrain et il restait à chacun vingt-cinq dessiatines de « plaines sauvages » c'est-à-dire en friches. A Oskol, toujours en 1615, chacun défrichait à peine une dessiatine et avait trente dessiatines en « plaines sauvages. » Les « hommes de service » de Bielgorod en avaient autant, mais presque pas de terres labourables ; on leur donna à la place des domaines de chasse et de pêche : « Une île, sept districts avec des lacs et leurs rivières, des richesses en ruches, pêches et chasses, » qui s'étendaient sur un espace de plusieurs dizaines de kilomètres de Bielgorod. Ce n'est qu'au XVIIe siècle que les domaines de chasse et les « plaines sauvages » furent peu à peu mises en culture.

Cependant, vers le XVIIIe siècle il restait toujours beaucoup de territoires pour la chasse et la pêche. Le gouvernement d'Iékatérinoslav et le sud de la Volga, qui n'étaient pas encore colonisés laissaient toute liberté à une telle exploitation. Les deux populations cosaques, la Sietch des Zaporogues au sud-ouest et les Cosaques du Don au sud-est, gardèrent

pendant tout ce siècle le caractère d'immenses « artiels » (1) de pêche et de chasse. Jusqu'en 1775, date de leur disparition complète, la plus grande partie de la « milice des Zaporogues du sud » se rassemblait chaque année au printemps et leurs « Kouren » (2) tiraient au sort les rivières. Ces communautés primitives de chasseurs et de pêcheurs occupaient alors le lot qui leur était échu et y restaient tout l'été. Pour les défendre contre les agressions possibles, on leur envoyait des détachements de Cosaques des Kouren armés qui prélevaient pour ce service les premières dizaines de poissons capturés. Quant aux terres labourées, il y en avait fort peu chez les Zaporogues. Le tzar les payait surtout avec de la farine et du gruau. En 1755, un de leurs chefs demanda à l'impératrice Élisabeth l'augmentation de la solde en pain affirmant, pour appuyer sa demande, que « la milice des Zaporogues du sud n'a jamais fait et ne fait pas encore la culture des terres », et la cause qu'il en donnait en même temps, c'est que « la récolte des steppes serait très faible ». N'en doutons pas cependant : c'est de la partie la plus fertile de la Russie qu'il s'agit ici. Chez les Cosaques du Don, nous trouvons la même prépondérance de l'exploitation des richesses animales et l'absence de la culture des terres. En 1690, l'assemblée cosaque envoie encore aux forteresses des Cosaques situées sur le Khopior et l'Ourse, des ordres défendant catégoriquement de labourer la terre et de semer du blé, ajoutant que « si quelqu'un laboure, qu'il soit assommé et ses biens pillés ». Cette curieuse missive révèle la protestation instinctive des Cosaques contre l'envahissement du système de culture plus intensive qui venait de Moscou. En défendant les vieux

---

(1) L'artiel est une communauté distribuant à ses membres les produits exploités en commun.

(2) La population cosaque se divisait en Kouren ayant chacun leur chef.

procédés économiques, les Cosaques du Don défendaient leur domination sur les vastes plaines que leur enlevaient le gouvernement de Moscou et la colonisation libre vers la fin du XVII[e] siècle. C'était là la vraie cause pour laquelle le passage de l'exploitation des richesses naturelles du pays à l'agriculture équivalait à leurs yeux à la plus grande trahison.

On envoyait aussi aux Cosaques du Don la « solde en blé » : là aussi, on se procurait des moyens d'existence par l'exploitation de richesses zoologiques qui, dans ce pays, étaient réparties, une fois pour toutes, entre les bourgs des Cosaques ; chacun, dans l'étendue du territoire de son bourg, avait droit à la chasse et à la pêche. Ce n'est que dans notre siècle que ces provinces, les plus riches de la Russie, deviennent à leur tour agricoles. Et de nouveau, la recherche des richesses animales, qui disparaissaient de ces contrées, reculait vers les confins les plus éloignés. L'exploitation de la pêche par toute la milice organisée en « artels » s'est conservée jusqu'à nos jours chez les Cosaques de l'Oural. L'agriculture a fait aussi, il est vrai, son apparition dans ce pays, mais seulement depuis trois quarts de siècle ; aussi est-elle restée jusqu'à ces derniers temps rudimentaire.

En résumé, nous voyons que le passé économique de la Russie représente la domination de la production la plus extensive : on usait des produits gratuits de la nature que l'on épuisa d'abord au centre vers la fin du XVI[e] siècle ; et plus on avance vers le sud et l'ouest, plus ce même mode d'exploitation est récent. Nous en retrouvons encore de nos jours les derniers vestiges sur plusieurs confins de l'empire des Tsars. Ce n'est qu'après la disparition de ces richesses zoologiques que la population passait définitivement à l'état agricole. Et là encore, la population russe s'est contentée de fournir la plus petite dépense de travail possible avec les systèmes de culture les plus extensifs.

On commençait par se servir des ressources gratuites de la nature jusqu'à leur épuisement définitif. Et alors seulement, on se trouvait dans la nécessité de passer à la culture, moins désastreuse. Nous ne pouvons poursuivre ce processus dans tout l'extrême nord de la Russie, où les conditions locales ont laissé l'agriculture à l'état rudimentaire (au système du défrichement). Le territoire défriché a dû certainement augmenter depuis qu'Herberstein a noté « la rareté et l'absence presque complète de la consommation du blé dans ce pays », mais même de nos jours les terrains cultivés et les prés n'occupent que 0,2 0/0 du gouvernement d'Arkhangel, 3,4 0/0 de celui de Vologda, 3,8 0/0 de celui d'Olonetz. Les forêts couvrent 0,8 ou 0,9 de ces gouvernements. Autrefois comme aujourd'hui, l'ancienne province de Novgorod, la ville comprise, ne pouvait se nourrir avec son seul blé, et d'après le même Herberstein elle devait importer celui du pays de la Volga, si elle ne le remplaçait pas par les produits de la chasse et de la pêche. Il en a été autrement pour le Centre : comme le sol y était plus propre à la culture, la période de la culture la plus extensive était déjà terminée à l'époque de nos premières sources historiques. Dès ce moment, nous trouvons ici la culture à trois assolements qui se pratique encore de nos jours : le champ d'hiver, ordinairement pour le seigle ; celui d'été, pour l'avoine, le troisième restant en jachère. On parle déjà de l'engrais du sol par le fumier comme d'un fait tout à fait ordinaire dans les documents de la fin du xve siècle et du commencement du xvie siècle. Ceci nous prouve que le sol du centre moscovite était dans une certaine mesure épuisé dès cette époque. Mais plus à l'ouest, dans les provinces de Vladimir, Nijni Novgorod et Riazan, le sol, au début de ce même xvie siècle était, si l'on en croit Herberstein, beaucoup plus productif ; il aurait donné souvent 20 et parfois même 30 grains pour 1 de froment ensemencé ; la province de Riazan aurait même été plus fertile.

Même si l'on fait des réserves au sujet de ces données de nos agronomes qui sont réputées fabuleuses, il faut se rappeler que le sol de la province de Moscou est argileux, tandis que celui de Riazan et Nijni Novgorod était la seule partie de l'état moscovite d'alors qui fut composée de bonne terre noire. Il est vrai que pour donner un rendement approchant quelque peu de celui indiqué par Herberstein, il fallait que cet humus ne fût pas épuisé. Aujourd'hui, c'est tout au plus si ce même humus donne 5 grains pour 1 de froment (1). La culture s'étendit aux zones de terre noire pour la première fois au milieu du XVI[e] siècle. Le gouvernement qui dirigeait la colonisation y introduisit partout et dès le début les trois assolements. Cependant ce système n'a pu réussir à supprimer complètement, même dans le centre, le mode de culture plus extensive. Le nombre énorme de terres que le cadastre gouvernemental désignait sous le nom de « jachères » ou de « terres en friche couvertes de forêts » prouve qu'à côté des trois assolements, il existait encore partout le système biennal et celui des défrichements. Même au milieu du XVII[e] siècle, dans les domaines du baron Morozoff, cultivés pour l'époque d'une façon des plus rationnelle, on brûlait et on défrichait

(1) Les vieillards se rappellent encore des récoltes de 20 et 30 grains pour 1, qui auraient eu lieu dans la 1[re] moitié de notre siècle dans la terre noire des stepppes. Mais il faut remarquer qu'en général les rapports sur les récoltes très élevées de l'ancien temps ne se justifient pas par les documents, très peu nombreux, il est vrai, qu'on a recueillis jusqu'ici. Au XVII[e] siècle, les récoltes, peut être à cause du mauvais labour, étaient bien inférieures à celles d'aujourd'hui. Les terres cultivées pour le fisc dans le district d'Eletz donnaient 19 ans de suite une récolte de 2,2 pour 1 grain de seigle et de 1,5 pour un grain d'avoine. Les récoltes de 4 pour 1 étaient très rares et celles de 5 pour 1 ne se rencontraient que dans le domaine de B. J. Morozoff, un des plus riches propriétaires du XVII[e] siècle et probablement le seul qui ait eu des notions quelconques, très vagues du reste, sur la science agronomique.

chaque année les forêts pour la culture de nouvelles terres ; on pratiquait ce système de culture, non seulement dans ces domaines de Nijni Novgorod, mais encore aux environs mêmes de Moscou, dans le district de Zvénigorod. Il faut dire qu'il s'agissait déjà ici de l'exploitation de terres difficilement cultivables. On rasait les forêts en « choisissant les bas fonds », — et l'un des hommes de confiance de Morozoff nous a laissé un écrit caractérisant vivement ce mode d'exploitation : « On rasait un terrain inculte, écrivait-il d'un village près Moscou, on arrivait à un marais où l'eau vient parfois au-dessus du genou, et même dans les creux, au-dessus de la ceinture ; dès qu'ils se mettent à couper un buisson, l'eau en jaillit fortement et les ouvriers disent : nous ne nous sommes pas engagés à couper des marais ni à travailler dans l'eau ; aussi lorsque nous aurons gagné nos vivres, nous partirons tout bonnement. »

Dans le sud-est, comme il était nouvellement colonisé, il n'était pas nécessaire de s'en tenir à une culture aussi intensive ; si le gouvernement moscovite y avait introduit dès le début les trois assolements, c'était plutôt par habitude prise. La coutume était aussi d'attribuer aux « hommes de service » des lots en trois champs. Mais nous avons vu que sur les confins, les nouveaux colons ne s'occupaient pas volontiers d'agriculture et qu'ils préféraient s'adresser aux richesses animales du pays encore neuves. Même, s'ils allaient à la charrue, ils choisissaient naturellement le mode de culture le plus extensif. Lorsqu'ils occupaient une terre vierge, ils la labouraient plusieurs années de suite jusqu'à son épuisement complet, pour ne pas avoir à en cultiver une nouvelle ; ils abandonnaient ensuite pour une série d'années ce lot épuisé, le laissaient en friche et même se couvrir de forêts. Nous avons toutes raisons de croire que sur les confins, le système des jachères l'emportait au XVIIe siècle sur celui des trois assolements. A mesure qu'au XVIIIe siècle les confins reculaient vers le sud, le système de

jachères, de concert avec celui des trois assolements, reculait aussi. Au milieu du XVIII[e] siècle, les propriétaires fonciers des gouvernements de Kharkow, de Voronéje, d'Orenbourg, en réponse à la demande de la *Société Économique Libre*, déclaraient officiellement que le système des trois assolements régnait chez eux ; mais on voit, d'après leurs déclarations même, que « au lieu des lots qui ne leur semblent plus fertiles, ils défrichent des terres nouvelles, laissant les vieilles en jachère, qui s'engraissent ainsi d'elles-mêmes au bout de plusieurs années. » Selon nos agronomes, on a conservé dans ces contrées, jusqu'à une époque des plus récentes, le système de jachères amélioré. Ce système dans sa forme primitive reculait encore au XIX[e] siècle vers de nouveaux confins plus au sud.

C'est ainsi que l'épuisement du sol avance par zones en suivant la direction de la colonisation russe. Le dernier terme de ce long processus de l'absorption des richesses naturelles est l'épuisement de la terre noire des steppes de la Nouvelle-Russie au XIX[e] siècle et même presque à notre période actuelle. Ici encore, les vieillards de ce pays nous racontent les récoltes fabuleuses de la première moitié de notre siècle. Mais depuis, cette terre noire est devenue l'objet de spéculations fiévreuses. Poussés par le prix élevé du froment, par l'abaissement des prix de transport pour les ports du sud, par la création de nouvelles lignes ferrées, les propriétaires se dépêchaient d'augmenter l'étendue des terres ensemencées en froment, au détriment des procédés de culture. Ils réclamaient d'une terre mal labourée et mal hersée la récolte quand même de froment plusieurs années de suite ; ils pratiquaient alors les procédés habituels de jachère, mais sans laisser le sol en repos d'une façon périodique. On arrivait alors à l'épuisement rapide du sol qui ne donnait plus que de mauvaises herbes et de faibles récoltes. Les prix du blé et surtout du froment, qui avaient monté sans cesse jusqu'en 1875, baissent depuis

lors sans discontinuer; les froments d'Amérique ont primé ceux de Russie sur les marchés français et anglais; l'agriculture russe, qui fournissait plus de la moitié de la valeur de l'exportation, s'est trouvée en face d'une crise. Ce moment peut donc être marqué comme celui où la population russe, ayant dépensé les forces gratuites de la nature, est encore obligée de les remplacer par un travail plus assidu. Nous avons vu que ce moment devait arriver beaucoup plus tôt dans le centre de la Russie. Mais tant que dans la Russie d'Europe il restait des terrains inoccupés et tant que la colonisation n'était pas achevée, cet épuisement des richesses naturelles ne provoquait dans le centre que l'arrêt de l'accroissement de la population. Le passage au système d'agriculture plus intensive, — avec la périodicité des semailles, l'amélioration du bétail et le perfectionnement des instruments, avec les engrais artificiels et l'irrigation, en un mot, avec une dépense supérieure de capitaux, — ce passage était également entravé par l'organisation générale de l'agriculture basée sur le servage. Mais depuis que l'émancipation des paysans a mis un terme définitif à la production pour l'usage personnel, le progrès de l'agriculture est venu à son ordre du jour. Cette même transformation sociale qui a rendu inévitable ce progrès a cependant provoqué des phénomènes qui l'entravent encore. A la suite de cette réforme, en effet, les terres seigneuriales subirent une crise qui a ajourné leur développement et qui causa un changement rapide de propriétaires. L'apparition sur le marché de cette nouvelle marchandise, la terre, provoqua des spéculations commerciales et une exploitation des plus désastreuses de ces terrains par leurs nouveaux propriétaires. Dans les dernières années avant l'émancipation, le prix moyen de la dessiatine dans la Russie d'Europe était de 13 roubles 1/2; il monta à 28 roubles dès les premières années qui suivirent la réforme; dix ans après, il atteignait 45 roubles, puis 70 roubles dix ans

encore plus tard. Une telle rapidité dans la hausse des prix ne s'explique assurément pas par la seule spéculation. Celle-ci était, au contraire, provoquée en partie par l'élévation des prix. En dehors de l'animation générale du marché interieur, la valeur de la terre s'était élevée grâce à la hausse du prix du blé influencé par le marché international et parce qu'elle était aussi très recherchée par les paysans. La situation de ces derniers, après leur émancipation, explique plus que tout le reste pourquoi même les seigneurs qui conservaient leurs domaines ne s'empressaient pas d'améliorer leurs terres. Le travail paysan est si bon marché que le propriétaire préfère ne pas le remplacer par les machines. D'autre part, les paysans ont un si grand besoin de terres qu'ils sont prêts à donner au propriétaire plus qu'ils ne peuvent tirer de leur culture : non seulement ils lui cèdent ce qu'ils pourraient tirer de profit et d'intérêts, mais encore l'équivalent d'une partie du salaire qu'ils toucheraient s'ils lui louaient leur force-travail. Voilà pourquoi une partie considérable des propriétaires préfère louer leurs terres aux paysans, et ceux-ci n'ont ni la possibilité ni le désir d'améliorer le lot qu'ils louent pour une année. Le plus souvent, ils l'épuisent complètement, ce qui provoque une baisse du prix de louage. Ce phénomène, comme tous les précédents, nous montre la nécessité du passage inévitable à un mode de culture plus intensive. Cette dernière dizaine d'années a accumulé assez de faits qui nous prouvent que non seulement les domaines des grands propriétaires, mais encore les terres des paysans sont entrés dans cette voie.

BIBLIOGRAPHIE

TCHAPOFF. — *Répartition historico-géographique de la population russe* (dans la « Rousskoie Slovo », 1864 n° 8-10 et 1865 n° 6-9) (en russe).

SOKOLOWSKY. — *La situation économique de la population rurale en Russie et la colonisation des steppes du sud-ouest avant le servage* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1878.

MIKLASCHEWSKY. — *Contribution à l'histoire de l'état économique du royaume de Moscou* (en russe). Moscou, 1894.

ZABELINE. — *Le grand seigneur dans son domaine patrimonial* (dans le « Messager d'Europe » de 1871, 1-2.

ZABELINE. — *Les Livres* (en russe) (Annales de la Société d'Histoire et d'Antiquités, livre VII).

N. OGLOBINE. — *Revue des documents historiques et géographiques du XVII[e] siècle et du début du XVIII[e] siècle* (en russe) (dans les Documents et les Actes des Archives moscovites du ministère de la justice, livre IV).

A. BELEWSKY. — *La propriété communale* (en russe) (dans le « Messager juridique »), septembre 1888.

FORTUNATOFF. — *Statistique rurale de la Russie d'Europe* (en russe). Moscou, 1893.

FORTUNATOFF. — *Les recoltes de blé dans la Russie d'Europe* (en russe). Moscou, 1893.

KARISCHEFF. — *Le fermage des paysans en dehors du lot de terrain concédé par leurs anciens seigneurs* (en russe). Dorpat, 1892.

WASILTCHIKOFF (prince). — *La vie et l'économie rurales en Russie* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1881.

ERMOLOFF. — *L'organisation de l'économie rurale* (en russe), tome I. Saint-Péterbourg, 1859.

MATTHAEI. — *Die wirthschaftlichen Hilfsquellen Russlands*, Dresden, 1883-84.

CHAPITRE II

L'industrie domestique et l'industrie mécanique.

Proportion entre la population urbaine de la Russie et son accroissement. — Le rôle de l'industrie domestique. — Origine de l'industrie manufacturière; ses rapports avec l'État pendant les deux derniers siècles. — Les causes de la résistance de l'industrie domestique en Russie. — Les modifications de son organisation interne.

La concentration dans les villes de la population d'un pays est le signe le plus caractéristique du développement de sa vie économique. L'industrie, le commerce, le crédit, tous évoluent en rapport direct avec l'augmentation de la population urbaine et réciproquement. De nos jours, dans les pays avancés de l'Europe, la population passe rapidement de la vie agricole à la vie urbaine. En France, au milieu de notre siècle, un quart (25 0/0) de la population totale vivait dans les villes; aujourd'hui moins de la moitié (48 0/0) s'occupe d'agriculture. En Allemagne, il ne reste aussi que 42 0/0 pour l'agriculture et dans la Saxe industrielle, cette proportion tombe à 20 0/0. En Angleterre, dès le milieu de notre siècle, le nombre des habitants des villes était supérieur à celui des habitants des campagnes (50,8 0/0). De telles proportions pour la population des villes dépassent

déjà depuis longtemps celle qui est nécessaire pour suffire à la consommation intérieure. La production des principaux centres industriels de l'Europe Occidentale est déjà depuis longtemps calculée d'après le marché non seulement national, mais encore international ; ces centres sont, à leur tour, obligés d'acheter une partie des produits agricoles à l'étranger. Les limites de l'échange intérieur une fois franchies, l'extension de la productivité n'a plus de bornes tant que les débouchés sur le marché international sont assurés aux produits.

Pour la Russie, ce signe du développement économique, la proportion de la population urbaine, est un témoignage très peu favorable, ainsi qu'on peut le voir par le tableau suivant :

Années	Proportion de la population urbaine par rapport à la population totale du pays.	Chiffre absolu de la population urbaine.
—	—	—
1724	3 0/0	328.000
1782	3,1 0/0	802.000
1796	4,1 0/0	1.301.000
1812	4,4 0/0	1.653.000
1835	5,8 0/0	3.025.000
1851	7,8 0/0	3.482.000
1878	9,2 0/0	6.091.000
1890	12,8 0/0	13.948.000

L'année de la mort de Pierre le Grand, il n'y avait donc que 3 habitants sur 100 dans les villes, les 97 autres pour 100 composaient la population villageoise. Vers la fin du XVIIIe siècle, bien que la population urbaine fût cinq fois plus forte, cette proportion n'avait que très peu changé : contre 4 citadins il y avait 96 villageois. Depuis, la proportion des citadins est devenue trois fois plus forte (quatre fois si l'on compte depuis Pierre le Grand (1). Cependant cette propor-

(1) Le chiffre absolu de la population urbaine est devenu au XIXe siècle huit fois plus fort et depuis Pierre le Grand quarante fois

tion est une des plus faibles de l'Europe. Seule, la Suède peut être comparée à la Russie sous ce rapport.

Toutes ces proportions, certes, sont loin de suffire pour caractériser l'évolution de l'industrie russe. Elles démontrent tout d'abord que l'industrie n'a pas encore réussi à être transportée définitivement dans les villes, que la séparation des travaux agricoles d'avec les occupations industrielles n'est pas encore très prononcée et que nous devons chercher les débuts de l'industrie russe en dehors des cités. Lorsque nous reparlerons de l'histoire des habitants des villes, nous verrons ce que ces cités étaient au début. Nous pouvons cependant déduire déjà de la caractéristique de l'ancienne vie économique de la Russie, qui était de produire des objets personnels, que l'industrie de la vieille Russie avait un caractère absolument domestique, c'est-à-dire qu'elle se concentrait en dehors des cités : toute famille paysanne tissait son lin pour son usage ; elle fabriquait elle-même ses ustensiles de ménage et même ses instruments de travail ; elle n'achetait que fort peu de chose. Cette forme de l'industrie domestique a partout existé ; elle fut pourtant évincée à mesure que se développait la production pour l'échange : dans l'Europe Occidentale cela s'opéra plus tôt que chez nous. Mais nous devons nous arrêter un peu au stade postérieur de l'évolution de cette industrie domestique. Dans l'Europe Occidentale, aussi bien que chez nous, l'industrie domestique, depuis une époque très reculée, produisait non seulement pour l'usage personnel mais aussi pour les débouchés. Il se formait par ci par là des entreprises locales et spéciales organisées autour du foyer domestique, qui travaillaient avec leurs matières premières et leurs instruments de travail produits, eux aussi, par la famille dans la mesure du possible.

---

plus fort. La population totale n'est devenue dans cette période que dix fois plus forte.

Mais les destinées de l'industrie domestique ne furent pas les mêmes chez nous que dans l'Europe Occidentale. En Europe, l'évolution accélérée de la vie industrielle, le perfectionnement rapide des instruments de travail ont vite amené l'extension de ces entreprises et l'augmentation des dépenses pour le matériel et les matières premières, que les personnes qui possédaient des capitaux et pouvaient faire ces dépenses se sont vite appropriées ; au début, les capitalistes ont continué à faire leurs commandes au travail domestique ; mais bientôt après, ils réunirent leurs ouvriers sous le même toit et remplacèrent de plus en plus le travail manuel qui exige de l'habileté personnelle par celui des machines.

C'est ainsi que la forme domestique de l'industrie s'est tranformée dans l'Occident en forme capitaliste avec les manufactures et les usines ; mais chez nous, l'industrie domestique s'est conservée avec ses anciennes formes : les « bogomase » (1) de Sousdal, les serruriers domestiques de Pawlowo, etc., continuent à travailler de la même manière qu'au XVII[e] siècle et ce sont toujours les colporteurs du gouvernement de Wladimir qui parcourent toute la sainte Russie avec les produits de cette industrie. Nos manufactures et nos fabriques ne représentent pas le fruit du développement organique de l'industrie domestique influencé par l'accroissement des besoins de la population. Elles ont été créées assez tard par le gouvernement qui était guidé dans ce cas aussi bien par des besoins pratiques (par exemple le besoin de draps pour l'armée) que par des considérations théoriques sur la nécessité du développement industriel national. Le gouvernement de Pierre le Grand a emprunté cette théorie et les mesures pratiques correspondantes à l'école politico-économique mercantiliste qui dominait alors

(1) Peintres de grossières images religieuses.

en Occident. Le vieux « koustare » (1) russe fut complètement oublié et la nouvelle forme de production fut transportée telle quelle de l'Occident. Dans un pays sans capitaux, sans ouvriers, sans entrepreneurs et sans acheteurs, cette forme ne pouvait subsister que par des moyens artificiels et s'acclimater que grâce à une protection persistante et énergique. On livra aux fabricants des ouvriers, non rétribués, en fixant des serfs aux usines ; on créa des acheteurs forcés en établissant des monopoles et des prohibitions de marchandises étrangères grâce à des douanes accablantes. Longtemps encore cependant, l'industrie russe ne profita pas de ces prérogatives ; au début, les tarifs protecteurs ont moins stimulé l'industrie qu'entravé le commerce. Si celle-là ne ressentait pas encore les avantages, celui-ci en éprouvait les inconvénients très réels. C'est ainsi que nos premiers tarifs protecteurs (1724) furent bientôt remplacés à la satisfaction générale par le tarif plus libéral de 1731. L'enquête gouvernementale sur les fabriques après 1730 montra la pauvreté des résultats des premiers efforts en vue de créer l'industrie nationale par la protection. Cette enquête fit découvrir beaucoup de fabricants purement fictifs : ils n'étaient fabricants ou usiniers qu'en apparence afin de jouir des privilèges alloués aux manufacturiers. Le Sénat raya ces industriels fictifs, mais le gouvernement résolut de leur laisser leurs privilèges et les assura de sa protection à condition de devenir des manufacturiers « actuels. » Ceci nous fait comprendre ce fait curieux que parmi les 300 fabriques principales existant en 1780, il n'y en avait pas plus de 22 relevant du temps de Pierre le Grand ; et cependant sous son règne le chiffre

(1) Ouvriers domestiques, au nombre de plusieurs millions, se livrant, en dehors de leurs occupations agricoles, à un travail domestique dans leur foyer.

total des usines et des fabriques arrivait à 100 (1). Les deux tiers des fabriques de 1780, soit presque 200, furent créées dans la période de Pierre le Grand à Catherine II (de 1724 à 1762 inclus). En dehors de la protection exagérée de certains entrepreneurs, cet accroissement s'explique aussi par les modifications du tarif de 1731. C'est par une considération plutôt fiscale que protectionniste que les marchandises furent grevées d'un droit de 13 0/0, qui devait suppléer aux droits de douane intérieure supprimés en 1753. Cette augmentation des droits fit diminuer considérablement l'importation en Russie des tissus étrangers (coton, lin, laine, soie) et de la mercerie. En même temps apparut la demande des produits russes de ce genre. Des 211 fabriques qui, en 1780, satisfaisaient à ces demandes, 17 seulement subsistaient depuis Pierre le Grand, et 149 s'étaient fondées dans la période entre Pierre et Catherine II.

Le début du règne de Catherine II marque la nouvelle phase du développement de l'industrie russe. Catherine coupa court au système des monopoles privés et usa d'une manière très suivie du système de la libre concurrence intérieure. Le gouvernement cessa de considérer la fonction de l'industriel comme si elle était une quasi-fonction d'Etat et en 1780, en fermant le « Collège-Manufacturier », Catherine annonça ouvertement ce changement dans le point de vue gouvernemental. « L'institution du Collège-Manufacturier, proclamait l'Edit, avait été créée à une époque où le profit semblait ne pas être un mobile suffisant à l'entreprise de fabriques et manufactures, et le gouvernement avait été amené à faire des efforts pour éteindre ce préjugé. » Mais en ce moment, au contraire, « il a été octroyé à tous nos sujets une liberté si illimitée pour l'ins-

(1) Selon notre plus ancien statisticien Kirillof, il y avait alors environ 100 fabriques privées et 42 usines de fer et de cuivre.

tallation de métiers et de manufactures qu'ils ne sont plus gênés par une autorisation particulière ni par le contrôle de leur production, le profit de chacun devant être pour lui le mobile le plur sûr. » Aussi, Catherine confirme-t-elle « que les fabriques et manufactures privées seront considérées comme bien personnel dont le propriétaire pourrait disposer librement sans avoir à demander de permission à l'administration », ce qui n'était pas le cas auparavant.

Cet ukase caractéristique marque le moment à partir duquel le développement de l'industrie des fabriques russes n'a plus eu besoin d'une *poussée* gouvernementale. Il ne faut cependant pas en conclure que cette industrie pût se passer aussi de la *protection* gouvernementale. Il est vrai que le premier tarif de Catherine II (1766) abaissa jusqu'à un certain degré les droits d'importation. Mais elle fut bientôt entravée par les deux tarifs suivants (1782 et 1797). Ces trois tarifs encouragèrent également l'importation des matières premières nécessaires aux fabriques russes et entravèrent celle des produits fabriqués étrangers qui pouvaient faire concurrence à l'industrie nationale. Protégée contre l'industrie extérieure et laissée à la concurrence intérieure, l'industrie russe fit des progrès rapides. Lors de l'avènement de Catherine, il y avait en tout environ 500 fabriques, ce chiffre monta à 2,000 lors de sa mort. Le tableau suivant montre l'accroissement des fabriques et des ouvriers pendant notre siècle.

Dates.	Fabriques.	Ouvriers.
—	—	—
1804	2.423	95.202
1825	5.261	210.568
1850	9.843	517.679
1887	25.865	866.238 (1)

(1) Il y a en outre 54,468 petites usines avec une production annuelle ne dépassant pas 1,000 roubles, employant 91,681 ouvriers.

Pendant toute cette période, la protection de l'État, loin de s'affaiblir fut portée à son apogée. Le tarif « libéral » de 1819 qui limitait à cinq le nombre des marchandises prohibées pour l'importation et à trois pour l'exportation représente l'unique exception. Ce tarif n'a même pas duré 3 ans entiers. Il avait, en effet, été appliqué juste au moment du changement général de la politique d'Alexandre I et lorsque les conséquences économiques du blocus continental se firent sentir par la réduction de la demande des matières premières russes. « Les produits de l'empire ne trouvent plus de débouchés à l'étranger ; les manufactures sont gravement atteintes ; la monnaie file à l'étranger ; les maisons de commerce les plus solides sont en danger ; l'agriculture et le commerce aussi bien que l'industrie des fabriques sont à la veille d'une banqueroute, » telle était l'esquisse de la situation d'après le rapport gouvernemental qui concluait : « La Russie est obligée d'abandonner le système du libre échange (1). » En 1822 furent publiés les tarifs prohibitionnistes du comte Kankrine, qui restèrent en vigueur avec quelques modifications jusqu'au milieu de

---

Le texte donne un chiffre d'ouvriers inférieur à la réalité, car la statistique officielle ne donne pas le nombre des usines et fabriques d'eau-de-vie, bière et tabac. Le chiffre total d'ouvriers peut ainsi être porté à 1 million et demi.

(1) Nous trouvons aussi dans un autre document officiel la caractéristique suivante des conséquences du tarif de 1819 : « Bien que beaucoup de capitalistes aient subi des pertes et que leurs fabriques soient vides, bien que beaucoup d'entreprises aient périclité, l'expérience et l'adresse acquises dans l'industrie ne sont pas perdues dans le peuple, mais se sont, au contraire, plus répandues. Les ouvriers intelligents qui ont quitté les fabriques en détresse ont, en effet, apporté l'industrie dans les villages, en s'établissant dans leurs ateliers et en prenant leur personnel dans leurs familles. » L'industrie russe, soutenue par les soins incessants du gouvernement, succombait encore après cent ans d'existence à la moindre épreuve, et revenait alors à l'état de l'industrie domestique.

notre siècle. Ce tarif a permis la création de l'industrie la plus importante de la Russie : l'industrie cotonnière qui, plus que toute autre, avait besoin d'une protection incessante. C'était la première expérience du grand machinisme russe. Aussi a-t-elle vite amené avec elle les conséquences propres à l'industrialisme européen alimenté par l'industrie cotonnière : la surproduction et les crises. Déjà, après 1830, les fabricants étaient sujets à la baisse des prix et aux difficultés des débouchés. En 1839, ils furent sauvés par l'introduction du rouble d'argent. En 1841, ils réussirent à obtenir une élévation de 50 0/0 des droits d'entrée. Grâce à ces remèdes énergiques, l'industrie cotonnière continua à fleurir. Cependant, les capitalistes russes ne s'occupaient pas tant du développement et du perfectionnement de l'industrie que du maintien des profits fabuleux que leur assuraient les tarifs prohibitionnistes. Après 1830 le gouvernement songea déjà à agir contre cet abus et menaça les fabricants de les abandonner à la concurrence. Enfin, le tarif de 1850 mit fin au système prohibitif de Kankrine et réduisit de moitié les profits des fabricants (15 0/0 au lieu de 30 0/0). De nouveau, le gouvernement pencha, timidement il est vrai, vers le commerce libre ; le tarif de 1857 alla encore plus loin dans cette direction. Mais alors les expériences de 1819 revinrent immédiatement. L'attente seule de ce changement suffit pour faire réduire les affaires des fabricants russes ; l'émancipation des paysans qui survint bientôt, relevant le prix du travail, et la crise cotonnière provoquée par la guerre américaine amenèrent la fermeture de beaucoup de fabriques et réduisit pour les autres le nombre des ouvriers. Tout cela coupa court aux tendances libre échangistes. Les fabricants furent invités à collaborer à la révision des tarifs. Le tarif modérément protecteur de 1869 fut le résultat de ce travail ; mais les fabricants poursuivaient des avantages plus grands : ils demandaient que l'importance des droits d'entrée ne dépendît pas des

oscillations du rouble russe, c'est-à-dire qu'elle ne fléchisse pas avec la baisse de son cours. L'intérêt du fisc qui percevait ces droits coïncidait dans ce cas avec les intérêts des industriels ; c'est ainsi qu'en 1876, dans l'attente d'une guerre et des complications financières qui lui sont liées, on avait résolu de percevoir les droits en or. Si l'on considère le cours du rouble d'alors, cette mesure élevait d'un tiers les droits par rapport au tarif de 1869 ; cette élévation devint encore plus considérable avec la baisse postérieure du rouble. Le droit en or rendit ainsi à l'industrie russe la situation que les tarifs de 1850 et 1857 lui avaient fait perdre. Il s'en suivit naturellement un nouvel essor industriel, une augmentation du nombre des fabriques et de leur importance. Il suffit cependant de se rappeler que ce développement était soutenu par de fréquentes émissions de papier-monnaie pour s'apercevoir du peu de solidité de l'industrie. La mauvaise récolte de 1880 menaça de nouveau le fisc d'une crise financière et l'industrie d'une crise économique, et on trouva de nouveau dans l'élévation des douanes (de 10 0/0 en 1881) une issue favorable pour tous les deux. Enfin, en 1885 et de nouveau en 1890, une nouvelle élévation générale (de 20 0/0) des douanes eut lieu.

La fabrique russe est donc restée jusqu'ici sous la protection gouvernementale. Est-ce à dire qu'elle ne peut pas ou qu'elle ne veut pas s'en passer ? Une telle situation est-elle précaire et alors aura-t-elle bientôt une fin, ou bien est-elle permanente, parce qu'intime, et alors est-ce la peine de maintenir l'industrialisme russe ? Autant de questions posées qui ont provoqué d'interminables discussions pendant au moins un siècle. Mais la vie sociale avec le temps transformait toutes les conditions qui se rapportent à la solution de ces questions. La fabrique russe, appelée à la vie par des besoins politiques et des théories gouvernementales, répondait déjà jusqu'à un certain degré aux

besoins réels de la population russe vers le règne de Catherine II. Mais cette époque marque le moment du début du développement gigantesque de la production mécanique et en même temps de l'âpreté de la lutte pour les débouchés sur le marché international. Prise au dépourvu, l'industrie russe s'était rapidement entourée d'une muraille élevée, derrière laquelle elle se trouvait encore mieux qu'auparavant et sans avoir le souci du lendemain. Cependant, depuis cette époque, la vie économique russe s'est transformée complètement. Après l'émancipation des serfs, la production pour l'échange pouvait fêter son triomphe sur la production pour l'usage personnel. La Russie s'affermissait chaque année de plus en plus dans la nouvelle phase de sa vie économique où l'industrialisme est la conséquence nécessaire du développement *interne*. L'échange rendu plus facile, la consommation du pays en augmentation, la croissance des capitaux et le large développement du crédit devaient rapprocher de plus en plus l'industrie russe de la situation normale de l'industrie européenne. Ce droit à une protection particulière de l'État devait donc diminuer considérablement.

On le voit, il est un peu tard pour décréter l'abolition du capitalisme russe ou pour lui prédire sa mort naturelle (1).

---

(1) L'école des « Narodniki », qui soutient que la Russie a une vie économique propre et qui n'est pas sujette à subir la phase capitaliste de la grande industrie de l'Europe occidentale, croit que les industries qui lui sont propres : l'obstchina, l'artel des paysans et les koustari ont une sève capable de la faire arriver, par un développement propre, à une phase supérieure de justice et d'équité sociales. Cette école demande au gouvernement et aux classes instruites de stimuler leur développement par des réformes et par la propagation de la science, de la technique et des principes de solidarité. Cette école affirme que le peu de capitalisme créé par les efforts gouvernementaux est condamné fatalement à disparaître.

L'école opposée est l'école marxiste, qui affirme que la Russie

Les faits cités à l'appui de cette affirmation pourraient tout au plus prouver que le capitalisme russe traverse une période transitoire et qu'il est, dans tous les cas, assez différent de celui de l'Europe occidentale. Nous ne nous arrêterons qu'à l'un de ces faits, à l'industrie russe des « koustari ».

En Russie, à côté de 1 million 1/2 au plus d'ouvriers de fabrique, il existe encore aujourd'hui au moins 4 millions de paysans qui s'occupent dans leur foyer de travaux industriels et qui, pour la plupart, n'abandonnent pas pour cela le labour. C'est cette catégorie, comme nous l'avons dit, qui a donné naissance à la fabrique en Europe, et qui, chez nous, est restée en dehors de la création de la fabrique russe (ou plus exactement qui y a participé très peu).

Au lieu d'être absorbée par la fabrique, cette classe, non seulement subsiste, mais s'accroît en nombre, accapare de nouvelles branches d'industrie et l'emporte quelquefois même sur la fabrique. Comment alors expliquer cette contradiction apparente avec le développement capitaliste ?

Les recherches ont indiqué depuis longtemps les causes de la force de notre industrie des « koustari » et de sa capacité de développement. En dehors de la faiblesse économique et de la pénurie des capitaux qui, dans tous les pays, permettent, pour une certaine période, l'existence de l'industrie domestique, il y a chez nous des causes particulières qui obligent une partie considérable de la population agricole à s'occuper de cette industrie domestique. Ces causes sont dues au climat et aux exigences du fisc. Les propriétés

---

passera par la phase capitaliste comme l'Europe occidentale, et que la communauté primitive agraire l'« obstchina » est déjà en pleine voie de décomposition sous l'influence de la production marchande, et que l'industrie des koustari n'est pas davantage capable de résister à la concurrence de la grande industrie mécanique et disparaîtra sous peu.

de notre climat placent notre agriculture dans une situation moins favorable que celle de l'Europe occidentale. Plus on avance vers l'ouest sur la même longitude géographique, plus l'été commence tard et finit tôt. La diminution de la durée de l'été est compensée, il est vrai, par une plus grande chaleur, de sorte que les plantes cultivées mûrissent plus tôt à l'est qu'à l'ouest. Mais cette circonstance force à employer dans un temps plus court un travail plus grand : les mêmes travaux agricoles qui, dans l'Occident, s'accomplissent en 7 mois, n'exigent chez nous que 4 mois seulement. Le travail fait là-bas par 4 ouvriers en réclame donc en réalité 7 chez nous. En revanche, notre paysan n'a aucun travail agricole pour les 8 mois qui restent, et sa force-travail peut être appliquée à une autre industrie. Cette possibilité de faire, à côté de l'agriculture, d'autres travaux devient une nécessité dans les cas et dans les lieux où l'agriculture rapporte peu et ne répond pas aux dépenses obligatoires du paysan (c'est-à-dire avant tout au paiement des impôts). Nous verrons bientôt que c'est là précisément la situation dans laquelle se trouve toute la partie centrale de la Russie. C'est dans cette partie surtout que l'industrie domestique et les professions « au dehors » sont devenues, à côté du travail agricole, la ressource indispensable du paysan. Les paysans du gouvernement de Jaroslav, dès avant l'émancipation, gagnaient avec leurs terres 37 kopecks (1) sur cent ; les 63 autres kopecks provenaient de leurs autres professions ; dans le pays de la Volga, ils tiraient de leurs professions jusqu'à 88 0/0, tandis que la terre ne leur donnait que 12 0/0. Il faut remarquer que pour gagner ces 63 ou ces 88 0/0, les paysans n'étaient pas obligés d'aller dans les villes ; les villes des gouvernements du centre ne comprenaient que 6 0/0 de la popula-

(1) Un kopeck = 2,6 centimes d'après le cours actuel.

tion totale, tandis que celles de la zone de la terre-noire comprenaient jusqu'à 8,5 0/0. L'industrie des gouvernements du centre restait donc surtout concentrée dans les campagnes. Cette industrie pouvait subsister et même concurrencer celle des fabriques (même celle des artisans des villes) en raison surtout de sa simplicité primitive, qui n'exigeait aucune dépense préalable de capitaux de la part du producteur pour les avances d'outils et de matières premières. Comme les koustari ne cherchaient dans leur industrie que des ressources complémentaires, et que cette industrie occupait des loisirs qui, autrement, ne leur auraient procuré aucun profit, et pour la raison encore que nous avons donnée, ils pouvaient vendre leurs produits à un prix dérisoire. Voilà pourquoi une forme aussi archaïque de l'industrie que celle des koustari pouvait, en Russie, non seulement subsister, mais encore se développer.

Mais si nous entrons dans une analyse plus approfondie, nous verrons que le caractère archaïque n'est pas nécessairement attaché à l'industrie des koustari. Il s'en faut d'abord que toutes les branches de leur industrie aient une origine très ancienne. Il y en a un nombre considérable parmi elles qui sont nées dans notre siècle, produits de la florescence générale qui le caractérise au point de vue industriel. De plus, le caractère primitif de la technique des koustari se conserve surtout en raison des demandes d'un produit de type consacré : les changements dans la demande peuvent aussi bien provoquer un degré très élevé de perfectionnement technique des produits des koustari qu'un retour à la grossièreté primitive du travail. Enfin, ce qui importe le plus, la forme domestique de l'industrie peut se rapprocher de celle de l'industrie capitaliste et même se transformer en celle-ci complètement par une série de degrés imperceptibles.

Les koustari n'ont certes pas collaboré à la création des

fabriques sous Pierre le Grand, mais le processus de transformation des petits ateliers en grandes fabriques s'accomplit à chaque pas et dans tous les temps. C'est ici surtout que nous trouvons la preuve la plus décisive, non seulement que cette industrie ne contredit pas la marche ordinaire de l'évolution capitaliste de l'Europe occidentale, mais au contraire que le développement de cette industrie est une manifestation partielle de la tendance générale de cette évolution.

Comme dans l'Europe occidentale, la transformation de l'atelier domestique en fabrique suit deux voies différentes : l'abandon direct de l'agriculture par les koustari et leur transformation en ouvriers de fabrique, ou — ce qui arrive le plus souvent — la voie détournée de la distribution de l'ouvrage dans les foyers. Un économiste a calculé, il y a environ 15 ans, que 86,5 0/0 des produits des koustari du gouvernement de Moscou et 96 0/0 des deux districts du gouvernement de Wladimir sont entre les mains des grands entrepreneurs. Notre industrie des koustari n'est pas ainsi autant menacée dans l'avenir par la concurrence des fabriques et le développement de la technique que par la capitalisation des petites entreprises. Sans doute, il existe dans l'industrie des koustari une tendance à prévenir cette destinée par la coopération, mais jusqu'ici les tentatives coopératives n'ont pas été très fréquentes et elles réussissent encore moins souvent. En tout cas, la « collectivisation » du travai des koustari, aussi bien coopérative que capitaliste, amène également l'affaiblissement de leurs liens avec la terre, qui était l'élément le plus caractéristique de cet état primitif de l'économie du pays et dont ce lien était le résultat péremptoire.

BIBLIOGRAPHIE

Semenoff. — *Etude des sources historiques sur le commerce et l'industrie russes depuis le milieu du XVIIe siècle jusqu'en 1852* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1859.

Kiriloff. — *L'état florissant de l'empire russe* (en russe). Moscou, 1831.

Hermann. — *Statistische Schilderung von Russland*. Saint-Pétersbourg. 1790.

Schnitzler. — *Essai d'une statistique générale de l'empire de Russie*. Paris, 1829.

Schnitzler. — *L'Empire des Tsars*.

P[illegible]hinsky. — *L'état des forces industrielles en Russie* (en russe). Saint-Pétersbourg. 1833.

Reden. — *Das Kaiserthum Russland*. Berlin, 1843.

Aperçu sur l'ensemble des branches de manufactures de la Russie, tome II. Saint-Pétersbourg. 1863.

Aperçu historico-statistique de l'industrie russe (en russe), t. II. Saint Pétersbourg, 1883.

Recueil de renseignements sur la Russie, éd. du Comité central de statistique (en russe). 18[illegible]0

Nos hommes politiques et d'Etat (en russe). Saint-Péterbourg, 1890.

Haxthausen. — *Etudes*, tome I. Hanovre, 1877.

Korsak. — *Les formes de l'industrie* (en russe). Moscou, 1861.

W. W. — *Esquisses sur l'industrie domestique russe* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1886.

W. W. — *L'association dans la petite industrie* (en russe), Saint-Pétersbourg, 1885.

K[illegible]sky. — *L'industrie domestique et son importance dans l'économie sociale* (en russe). Moscou, 1894.

CHAPITRE III

Les moyens de communication.

Les voies de communication. — Voies de terre, chaussées, chemins de fer, fleuves, canaux. — Caractère général du développement des voies de communication. — Développement des postes. — Le commerce intérieur. — Le prix de transport des marchandises. — Lenteur de leur circulation. — Le commerce et les foires et marchés. — Isolement des marchés locaux et diversité des prix du pain. — Le commerce extérieur. — Son caractère passif. — Rôle des étrangers dans le commerce extérieur de Novgorod et de Moscou. — Succès et aspirations des marchands russes à partir de la 2e moitié du XVIIe siècle. — Développement lent de la construction navale et des compagnies commerciales. — Augmentation de l'exportation et de l'importation à partir de la fin du XVIIe siècle. — Action des tarifs protecteurs et libéraux. — Histoire de la monnaie et des prix. — La monnaie de banque (métal et papier). — Le crédit privé. — Taux de l'intérêt et du profit. — Tentatives de l'Etat pour créer un crédit à bon marché. — L'état du crédit dans la 1re moitié du XIXe siècle et son développement rapide dans la 2e moitié. — Double caractéristique du développement économique de la Russie.

De bonnes voies de communication facilitent l'échange et élargissent les limites du marché. Elles favorisent la distribution des différentes industries entre les régions les mieux appropriées ; elles sont ainsi une condition indispensable à l'utilisation quelque peu complète des ressources économiques d'un pays. D'autre part, plus l'industrie et le

commerce d'un pays sont développés, plus il est nécessaire et avantageux d'employer une partie de plus en plus importante du capital de ce pays pour la construction de bonnes voies de communication. En parodiant une expression célèbre, on pourrait dire à ce point de vue, qu'un pays a les voies de communication qu'il mérite. Ce principe établi, voyons le degré de développement industriel que témoignent les voies de communication de l'ancienne Russie.

On peut affirmer que la Russie, jusqu'à une époque toute récente, n'avait pas de voies de communication. Les voyageurs étrangers des XVIe et XVIIe siècles témoignent unanimement de l'impraticabilité des voies terrestres russes. Les nécessités de l'administration ont amené Pierre le Grand à construire la « voie perspective » entre les deux capitales. Mais cette voie, solidifiée dans les parties fangeuses par des fascines et des poutres, qui se détériorait sans cesse et fut réparée pendant tout le XVIIIe siècle, pouvait à peine passer pour ce que nous appelons aujourd'hui une voie artificielle. Les voies suédoises du pays de la Baltique restèrent tout le siècle passé un idéal que le gouvernement russe commandait en vain d'imiter. Catherine II fut aussi amenée à ordonner de laisser à côté des remblais artificiels de larges bandes de terre qui permettaient de descendre de la voie gouvernementale aux endroits impraticables sans risquer de tomber dans les fossés. Ce n'est que sous Alexandre I, en 1816, que commença la construction des chaussées, et ce n'est qu'en 1830 que la première fut terminée entre Moscou et Saint-Pétersbourg. Plus de 30 ans après, on ne comptait en Russie que 8.000 verstes (1) de chaussées; dans les 30 années sui-

(1) 1 verste = 1.067 mètres. — Sur ces 8.000 verstes, 6.000 composaient la grande voie de Pétersbourg à Irkoutsk par Moscou et 1.000 verstes de Pétersbourg à la frontière autrichienne par Varsovie.

vantes, la construction des chaussées s'est encore développée plus lentement, de sorte qu'en 1883, leur longueur totale n'atteignait que 11.500 verstes. C'est le 1/3 des grandes chaussées de l'Angleterre et moins du 1/20 de celles de la France, en chiffres absolus; mais proportionnellement à l'étendue des pays, c'est peut-être le 1/1.000 des chaussées de l'Europe occidentale. Il est vrai que cette lenteur qui confinait à la stabilité dans le développement des chaussées coïncide avec le développement très rapide de notre réseau ferré. Notre première voie ferrée (1838) a suivi de très près la première chaussée russe (1830); 30 ans après (1867), la longueur des voies ferrées était déjà supérieure à la moitié de celle des chaussées (4.700 verstes) et vers 1894 elle a augmenté dans la proportion de 2 à 13 (environ 30.000 verstes ou 33.500 kilomètres). Elle est donc presque trois fois supérieure à celle de nos chaussées. Par son chiffre de voies ferrées la Russie s'approche de l'Angleterre (32.700 kilomètres) et de la France (39.500 kilomètres). Mais la Russie est très en retard si l'on tient compte de son étendue. Sur 1.000 kilomètres carrés nous n'avons que 6 kilomètres de voies ferrées, tandis que la France en a 74 et l'Angleterre 104, c'est-à-dire que la proportion est de 1 à 12 et à 17. Pendant 1 an, sur 100 habitants, 44 seulement usent des voies ferrées, tandis qu'en France et en Allemagne, chaque habitant, en chiffres moyens, en profite 6 ou 7 fois par an et en Angleterre 21 fois; le mouvement des voyageurs est ainsi dans ces derniers pays de 15 à 50 fois plus fort qu'en Russie. On peut en dire autant pour le transport des marchandises.

Les voies fluviales qui étaient les principaux moyens de communication de l'ancienne Russie présentent un tableau analogue. Des 100.000 verstes de longueur totale de nos fleuves, 1/3 environ (34.000 verstes) est navigable et un autre 1/3 est flottable. Cette longueur est la plus importante de l'Europe, mais par rapport à l'étendue de la Russie,

elle devient la plus petite : 35 verstes pour 100 verstes carrées, tandis qu'en Allemagne on a 119 verstes, en France 135 et en Angleterre 145 pour la même étendue carrée. Ce chiffre devient encore plus significatif si l'on se souvient qu'une partie considérable des voies fluviales de l'Europe occidentale est créée artificiellement. En Allemagne, les canaux comptent 16 0/0 de la longueur des voies fluviales, en France 35 0/0 et en Angleterre 69 0/0. En Russie, ce chiffre est seulement de 1 0/0 bien que la construction des voies fluviales artificielles ait commencé bien avant celle des chaussées et des voies ferrées — sous Pierre le Grand. Lorsque l'on commença à construire les chaussées, notre système de canaux était déjà fait d'une façon presque définitive ; depuis lors, il ne s'est plus développé. Ici, le même fait que pour le développement des chaussées s'est répété : la construction des chaussées a évidemment entravé celle des canaux, de même qu'elle le fut encore par l'apparition des chemins de fer. Les nouveaux moyens de communication n'ont pas complété, mais plutôt remplacé les anciens. Tracées entre les mêmes centres les plus importants, administratifs et commerciaux, les voies ferrées construites parallèlement aux chaussées les ont privées de toute signification et elles ont aussi détourné à leur profit une partie considérable de la traction fluviale. C'est ainsi que nous avons un encombrement de voies de communication artificielles entre les centres principaux et une absence presque complète entre les points secondaires : chez nous une partie considérable des voies artificielles, au lieu de s'enchevêtrer, sont tracées côte à côte. Ce n'est que tout récemment que la question des voies secondaires et des embranchements a été mise à l'ordre du jour.

Ce fut, en Russie, le gouvernement qui, le premier, sentit la nécessité d'un réseau de communication, cela longtemps avant que la population elle-même en ressentît le besoin. Après le gouvernement, ce sont les commerçants

étrangers qui vinrent le lui demander. Bien avant la construction de voies artificielles, le gouvernement s'était efforcé de s'assurer des communications administratives avec toutes les parties du pays qu'il gouvernait, en établissant des « iam » ou relais gouvernementaux. La première organisation postale régulière date de la fin du xve siècle, de l'époque de l'unité politique de la Russie. Deux siècles après, le gouvernement disposait de 200 stations postales réparties entre 7 routes avec relais, qui communiquaient avec tous les confins. Au moment de l'avènement de Catherine II, ce nombre atteignit 574, et l'indicateur postal de 1829 en compte déjà 2,240. Cependant, avant Pierre le Grand, les institutions de relais administratifs ne servaient qu'aux besoins gouvernementaux. Il n'y avait pas alors de service régulier et le gouvernement ne se servait de ses « postillons » qu'au fur et à mesure de ses besoins. Les particuliers ne pouvaient pas profiter des « iam » gouvernementaux. Au xvie siècle, le gouvernement moscovite, après quelques hésitations, refusa de répondre favorablement aux marchands anglais qui sollicitaient la permission de s'en servir. Ce n'est qu'un siècle plus tard, sous le règne d'Alexis Michaïlovitch, en 1663, que les marchands étrangers réussirent enfin à obtenir l'établissement de communications postales régulières avec l'étranger (par Riga et Vilna) et avec le seul port commercial de l'époque, Arkhangel; mais ils durent pour cela se charger des frais de l'entreprise et la diriger sous la surveillance du ministère des affaires étrangères d'alors (Possolskii Prikase) et tout à fait indépendamment du ministère des postes (Iamskii Prikase). Pierre le Grand fit enfin passer la poste russe des mains des entrepreneurs étrangers dans celles de l'État; mais ce n'est que sous Catherine II que la distinction entre la poste gouvernementale et celle des commerçants disparut complètement. Les chiffres suivants vont nous donner une idée de la rapidité avec laquelle se sont développées

dans notre siècle les communications postales. En 1825, il n'y avait qu'une lettre envoyée par 10 habitants; en 1856, il y en avait déjà 1 pour 2, et en 1888 pour chaque habitant il y avait environ 3 lettres envoyées. Certes, même ce dernier chiffre paraîtra insignifiant si on le compare au chiffre correspondant de l'Europe occidentale. En France, pour chaque habitant, il y a 18 lettres envoyées; en Allemagne, 33; en Angleterre, 53.

Étant donné l'absence de voies artificielles de communication jusqu'au milieu de notre siècle, le fonctionnement irrégulier de la poste jusqu'au milieu du XVIIe siècle, étant donné aussi l'état primitif de la vie économique, nous nous demandons ce que valait l'ancien commerce russe. Il savait vaincre les difficultés du transport des marchandises en se servant, l'été, des voies fluviales, l'hiver, des traîneaux. Notons que dans l'ancienne Russie, ces deux moyens de transport étaient au même prix, et que même le transport par traîneaux, sur les grandes voies commerciales, était meilleur marché que par eau. La principale de ces voies était celle de la vieille capitale des Tsars, à l'unique port de mer que la Russie possédât avant Pierre le Grand, au port d'Arkhangel. Le quart de cette voie seulement se faisait par eau (d'Arkhangel à Vologda et *vice versa*). C'était à Vologda que les marchandises étrangères stationnaient en attendant que l'hiver rendît praticable la voie de Moscou, que l'on faisait par traîneaux, et c'est encore là que les marchandises russes, arrivées de l'intérieur du pays, attendaient le dégel du fleuve pour descendre jusqu'à la mer Blanche. Le prix de transport était d'environ 0,44 de centimes par poud (16 kilog. 380) et par verste en traîneaux et de 0,67 par fleuve. Les prix de transport pour Novgorod — l'autre grande voie commerciale de l'ancienne Russie — ne différaient presque pas de ceux d'Arkhangel; comparés aux prix de transports actuels en charriots (environ 0,27 de centimes), ces prix sont environ deux fois plus élevés, et si

on les compare au coût du transport des voies ferrées, ils le sont de huit à vingt fois plus. Comme nous le voyons, le transport des marchandises n'est pas devenu sensiblement meilleur marché qu'avant la construction des voies ferrées, et ce n'est pas la cherté des prix de transport qui constituait le principal obstacle pour le commerce de l'ancienne Russie. L'impossibilité pour les marchandises de circuler avec rapidité et continuité était un obstacle plus important; elle provenait tout autant de l'état des voies de communication que de la situation générale de la vie économique du pays. Pour transporter les marchandises en été par charriots, il fallait dépenser au moins quatre fois plus qu'en hiver par traîneaux; aussi, tous les transports par terre subissaient-ils un arrêt en été. L'échange entre les marchés, intérieur et extérieur, n'avait lieu qu'une fois par an. La périodicité et la lenteur de la circulation des marchandises ont ainsi créé en Russie les formes commerciales qui sont le propre d'une vie économique primitive. C'est la forme *caravane* qui dominait en Russie pour le transport des marchandises; elle était, en effet, la plus propre, étant donné l'insécurité des routes et la périodicité du transport en masse des marchandises. La nécessité de concentrer les marchandises, en une saison et en un lieu déterminés, a créé les assemblées périodiques de marchands et d'acheteurs, donnant ainsi au commerce un caractère *forain*. L'instabilité et la fortuité des liens commerciaux forçaient les marchands à considérer chaque transaction avec un acheteur déterminé comme l'unique et la dernière qu'ils fissent avec lui; c'est de là que provient le niveau fort bas de la morale marchande qui est devenue proverbiale aussi bien chez les étrangers que chez les observateurs russes. Tous ces phénomènes tendent aujourd'hui à disparaître avec les causes qui les ont provoquées. Les caravanes et les foires perdent leur raison d'être à mesure qu'apparaissent les transports à vapeur rapides, réguliers et à bas prix. C'est ce

qui explique, qu'en dépit de l'animation de la vie industrielle, les transactions foraines sont devenues stationnaires et ont même depuis dix ans diminué assez rapidement. Le commerce sédentaire se développe partout aux dépens de celui des foires. Les marchés locaux deviennent moins isolés et ils se fusionnent peu à peu en un marché unique et général soumis aux conditions normales de la vie industrielle russe et même internationale. Le signe le plus probant de l'unification des marchés est l'établissement des prix uniformes des marchandises qui, jusqu'ici, variaient avec les différentes conditions locales de la production et de la limitation plus ou moins grande des débouchés. En Russie, les variations du prix du blé sont le baromètre le plus évident de la rapidité avec laquelle la circulation se produit dans l'expansion économique russe. Le blé, marchandise volumineuse et capricieuse, ne peut s'adapter aux oscillations des prix des marchés qu'autant que ceux-ci sont plus ou moins unifiés. L'isolement des marchés locaux se reflète tout d'abord dans la variété des prix locaux du blé. Aux 16 francs et 17 fr. 50, la différence entre les prix locaux du blé dans la proportion de 1 à 4 et même à 6 était tout à fait ordinaire. Dans des endroits voisins (par exemple Moscou et Kachira ou Sousdal, Novgorod et le gouvernement d'Olonetz), les prix variaient dans la proportion de 1 à 3; de 1740 à 1750, les prix du blé variaient entre 30 kopecks dans les pays de terre noire et 2 roubles 24 kopecks dans une ville du nord-ouest, pour 1 tchetvert ou 2, 1 hectolitre; le prix moyen, dans le sud-est, était d'environ 50 kopecks; dans le nord-ouest, d'environ 1 rouble 50 kopecks. Autrement dit, en même temps que la différence moyenne allait de 1 à 3, elle montait, dans des cas particuliers, de 2 à 15. Cent ans encore après, de 1847 à 1853, le prix moyen le plus bas était de 1 rouble (gouvernement d'Orienbourg), et le plus elevé, de 5 roubles 50 (gouvernement de Pétersbourg); mais entre le sud-est et le nord-ouest de la Russie,

la différence entre les prix généraux du blé n'était que de 1 à 2. Dans les zones de steppes, le seigle coûtait 2 roubles pour 1 tchetvert, et dans celles du nord, environ 4 roubles; dans le centre, les prix variaient entre 2 roubles 1/2 et 3 roubles 1/2. Enfin de 1881 à 1887, dans les mêmes endroits, les prix du seigle étaient : 64 kopecks pour 1 poud (16 kilog. 380) dans les zones de steppes; 1 rouble environ dans le nord, et 74 à 90 kopecks dans le centre, c'est-à-dire que les prix ne varient aujourd'hui que dans la proportion de 2 à 3; et même la différence entre le prix le plus élevé (à Pétersbourg) 1 r. 22 pour 1 poud, et le plus bas (à Dufa), 50 k., n'est plus que dans le rapport de 2 à 5. Les marchés de blé russes se conforment aujourd'hui assez vite aux oscillations des prix du blé du marché universel; mais ils sont encore loin de régler eux-mêmes leur prix comme les marchés américains. C'est que, d'abord, les producteurs obérés sont toujours forcés de vendre leur blé aux bas prix d'automne pour satisfaire aux demandes du fisc et des créanciers privés, de sorte que le printemps venu, ils achètent ce même blé à des prix élevés; mais la cause principale du rôle passif de la Russie sur le marché international, ce sont assurément les conditions générales de sa vie économique qui ont provoqué cette vente-achat dont nous venons de parler.

L'isolement des marchés locaux, le transport des marchandises par caravanes et le caractère forain des transactions, tels sont donc les traits types de l'ancien commerce intérieur de la Russie. Ce sont autant de témoignages de la faiblesse de l'échange et de l'insignifiance de la circulation du commerce intérieur. Plus nous reculons dans le passé russe, plus nous voyons ce commerce intérieur s'effacer en comparaison du commerce extérieur. Il va sans dire que le rôle de la Russie, dans ce dernier commerce, a été purement passif. Le consommateur étranger avait besoin des produits russes, mais le Russe n'avait pas un égal besoin des mar-

chandises étrangères : l'exportation des marchandises russes devait ainsi l'emporter sur l'importation et la direction du commerce devait tomber entre les mains des étrangers. Ces traits sont précisément ceux du commerce extérieur de la vieille Russie.

Depuis longtemps, les intérêts commerciaux avaient poussé les trafiquants et les aventuriers étrangers sur les voies fluviales de l'intérieur de la Russie. La fondation de l'Etat russe en fut la première conséquence. La principauté de Kiew puisa sa prospérité précaire dans les progrès du commerce extérieur, dont la ruine amena aussi son appauvrissement et la perte de son importance politique. L'absence de documents précis nous permet de deviner seulement le rôle important qu'ont jeté les commerçants étrangers dans le commerce de Kiew. En revanche, le rôle des commerçants étrangers dans les trafics de Novgorod nous apparait sous un jour beaucoup plus clair. Les colonies des Gotts et des Allemands fondées au XIIe siècle par les trafiquants de Gotland et de Liebeck, qui se sont soumises dès le XIVe siècle à l'administration de la Ligue hanséatique, ont monopolisé pour plusieurs siècles tout le commerce russe passant par Novgorod. La tentative des Novgorodiens pour fonder une société russe pour le trafic avec l'étranger, « les hôtes d'outre-mer », n'a pas amené la création d'une marine russe marchande ; les voyages des trafiquants russes sur des navires étrangers et même l'envoi des marchandises en commission n'ont jamais été que des expériences isolées et particulières. L'aristocratie de la république commerciale de Novgorod était obligée de se contenter de garder le monopole de l'entremise entre les petits accapareurs intermédiaires du Nord et du Sud-Est de la Russie et les comptoirs de la Ligue hanséatique. Le commerce russe extérieur ne réussit à se débarrasser de la domination hanséatique que grâce à la concurrence faite à la Ligue par le commerce étranger, qui se fraya lui-même

une route propre jusqu'aux marchandises russes. Au xv[e] et au début du xvi[e] siècle, ce sont les commerçants suédois et ceux des villes de Livonie qui ont détourné de la voie ordinaire hanséatique le mouvement des marchandises du côté du nord et du sud. A leur suite sont venus les représentants des principales nations industrielles de la nouvelle Europe, où, jusqu'ici, la Ligue hanséatique avait dominé : l'Angleterre et la Hollande. Les Anglais avaient des intérêts particuliers pour faire concurrence à la Ligue : celle-ci préférait pour l'importation des draps, qui constituait son principal commerce, ceux de la Hollande à ceux de l'Angleterre. En recherchant au Nord-Est une route pour les Indes, quelques navires anglais s'égarèrent dans la mer Blanche (1553) : depuis, des relations suivies et directes s'engagèrent entre l'Angleterre et la Russie par Arkhangel. Les Hollandais qui vinrent à Arkhangel après les Anglais trouvèrent la place prise ; ils obtinrent moins de privilèges et furent souvent obligés de prendre les Anglais comme intermédiaires pour l'achat des marchandises russes. Les trafiquants de la Russie furent pris à l'improviste par cette transformation à laquelle ils n'ont rien gagné. Si, à Novgorod, ils restèrent les intermédiaires pour le commerce en gros, à Moscou ils faillirent perdre jusqu'à ce rôle. Mieux organisée que la colonie allemande de Novgorod, la compagnie anglaise se mit immédiatement à établir des comptoirs dans les principaux centres et à envoyer partout ses agents qui entrèrent en relation directe avec les petits accapareurs locaux, leur achetant leurs marchandises plus cher que les gros trafiquants russes. Les Hollandais agirent de la même manière. Les gros commerçants russes se lamentèrent bientôt, criant que les étrangers affamaient le pays. Au xvii[e] siècle, le gouvernement céda enfin à leurs réclamations, parce que, comme nous le verrons plus tard, il avait besoin de leur concours et de leurs capitaux pour ses finances. Les étran-

gers perdirent ainsi la plupart de leurs privilèges. Les Anglais furent privés de l'exemption d'impôt pour leur commerce. Comme le dit le Suédois Kilbourghère (1674), les « hôtes (commerçants) russes » commencèrent à dominer sans contrôle le commerce dans tout l'Etat. » Ils voulaient devenir les intermédiaires exclusifs entre les trafiquants étrangers et les producteurs et consommateurs russes. Jusqu'à la deuxième moitié du XVIIIe siècle, la loi russe limitait le droit des étrangers au commerce en gros : mais les exigences des commerçants russes avant Pierre le Grand allaient encore plus loin ; ils aspiraient à chasser complètement les étrangers des villes intérieures de la Russie, à supprimer leurs consulats et leurs agences, à « boucher à tout jamais le trou » qui avait été fait, comme nous le savons, dans nos frontières, par la poste commerciale, à arriver, en un mot, à ce que, de même que « nos Russes ignorent complètement les marchandises des étrangers, ceux-ci ignorent les marchandises russes. » C'était donc avec l'arme de l'ignorant qu'on voulait lutter ; l'idée même de participer au commerce d'une manière active, de lutter par la science contre la science, par l'art contre l'art, était tout à fait étrangère aux marchands russes de cette époque comme aujourd'hui. « Il me semble, écrivait encore Kilbourghère, que le bon Dieu, pour des causes mystérieuses, soustrait cela à la connaissance des Russes et ne leur montre pas les avantages que leur pays pourrait tirer du commerce (extérieur). » Ce sont les étrangers qui ont fait comprendre à Pierre le Grand ce que concevait et comprenait tout le monde au temps de Kilbourghère ; mais en dépit de tous les efforts des réformateurs, il ne réussit pas à accélérer le développement industriel russe. A cette époque, c'était le fisc seul qui faisait le commerce avec l'étranger, et encore dans des limites très restreintes. Pierre avait, en vain, fait tous ses efforrs pour forcer les commerçants russes à s'organiser en sociétés commer-

ciales ; ce n'est qu'au milieu du XVIIIe siècle que ces sociétés commencent à surgir, et, encore, ce n'était pas pour le commerce de l'ouest, mais pour celui du sud-est, là où les étrangers n'avaient pas encore réussi à être des concurrents dangereux. Bientôt, d'ailleurs, on s'aperçut que ces compagnies abusaient de leur situation privilégiée ; privées de leur monopole par Catherine II, elles perdirent de suite toute importance. La compagnie russo-américaine, fondée à la fin du XVIIIe siècle, fut seule à prospérer dans ses opérations avec les pays lointains. La construction des navires ne faisait pas davantage de progrès. En dépit de tous les subsides, des primes et des réductions de droits, elle se développa très difficilement, même jusqu'à nos jours. Même en 1879, pour un rouble que recevaient les navires pour le transport des marchandises de et pour la Russie, les navires russes ne recevaient que 7 kopecks : les 93 autres kopecks étaient prélevés par les étrangers, et, parmi ces derniers, les Anglais en avaient la majeure partie (54). Dans ces conditions, les consuls du commerce russes à l'étranger, établis depuis Pierre le Grand, n'eurent pendant longtemps rien à faire. Dans ses traités de commerce avec d'autres pays, la Russie se réservait, il est vrai, des avantages égaux, mais du côté de la Russie il n'y avait personne qui pût profiter de ces privilèges.

La situation du commerce extérieur a cependant beaucoup changé depuis Pierre le Grand. La perspective d'un brillant commerce sur les 4 mers, telle que l'avait fait pressentir Kilbourgèhre, est devenue une réalité. Aux mers Blanche et Caspienne, Pierre a ajouté la Baltique, et Catherine la mer Noire. Tout le commerce extérieur d'importation et d'exportation se répartit en trois fractions presque égales entre la mer Noire, la Baltique et la ligne de frontières qui séparent ces deux mers. Aussi l'importance de ce commerce a-t-elle considérablement augmenté. Nous allons jeter un coup d'œil sur cet accroissement.

De 1654 à 1677, dans l'unique port d'Arkhangel, la circulation des marchandises atteignait annuellement au moins 750.000 roubles d'alors, si l'on se base sur le fait que le fisc prélevait une moyenne de 35.000 roubles par an et que les droits les plus élevés étaient de 10 0/0. Le marchand de Rodès nous a fait connaître le chiffre précis pour l'année 1653 : il est équivalent à 1.032.406 roubles de l'époque. Avec la valeur de l'argent du temps de Pierre le Grand, les 750.000 roubles équivaudraient à un million et demi de roubles. Nous pouvons comparer cette somme à celle du règne de Pierre le Grand lui-même, qui est deux fois plus forte, soit 3 millions de roubles. Ce chiffre est cependant tombé après Pierre à 300.000 roubles, à cause du déplacement du commerce à Saint Pétersbourg. En revanche le commerce annuel de cette dernière ville atteignit 4 millions de roubles. A ce moment si important dans l'histoire du commerce russe, l'importation et l'exportation se répartissaient comme il suit :

	1717-1719		1726	
	Exportation	Importation	Exportation	Importation
Arkhangel ...	2.344.000 r.	597.000 r.	285.000 r.	35.000 r.
Pétersbourg ..	269.000 r	218.000 r.	2.403.000 r.	1.550.000 r.
	2.613.000 r	815.000 r.	2.688.000 r.	1.585.000 r.
Riga	"	"	1.550.000 r.	540.000 r.

Nous voyons que l'exportation russe n'augmentait pas dans les premières années de l'existence officielle de la nouvelle capitale ; elle changeait simplement de direction : c'était la même somme de 2.600.000 roubles ; seulement auparavant 89 0/0 allaient vers la mer Blanche, tandis qu'ensuite la même proportion se dirigeait vers l'embouchure de la Néva. En revanche l'importation des marchandises étrangères augmenta dans la proportion de 2 à 1. Enfin un troisième port Riga s'ajoutait à Pétersbourg et à

Arkhangel, port qui, en dépit des coups que lui portèrent la guerre, exportait pour 1 million 1/2 et importait pour 1/2 million. C'est ainsi que le total du commerce extérieur en 1726 excédait 4 millions pour l'exportation et 2 millions pour l'importation. Vers le milieu du XVIII° siècle (1749), ces chiffres atteinrent 6,9 millions et 5,7 millions; l'importation continuait donc de rattraper l'exportation : tandis que la première augmentait dans la proportion de 2,8, la dernière n'augmentait que dans la proportion de 1,7. On pouvait donc pressentir l'époque où la Russie exporterait moins qu'elle n'importerait. Mais les tarifs douaniers que nous connaissons déjà ont coupé court à cet accroissement de l'importation et ont conservé l'équilibre de la balance commerciale à l'avantage de la Russie en forçant les consommateurs russes à se passer des marchandises étrangères et à se contenter de celles du pays. Dans la première moitié du XVIII° siècle, notre exportation et notre importation augmentaient par périodes quinquennales comme il suit. (Nous donnons les chiffres moyens du commerce annuel en millions de roubles) (1) :

	1754-1758	1758-1763	1763-1768	1768-1773	1773-1778	1778-1783	1783-1788	1788-1793	1793-1799	1799-1804
Exportation.	8	11	12	16	19	21	26	36	57	68
Importation.	7	8	10	12	13	17	19	30	39	50

Le tarif libre-échangiste de 1819 nous montre dans quelle mesure la supériorité de l'exportation sur l'importation était soutenue artificiellement. En 1820 et 1821, l'exporta-

(1) Il faut tenir compte dans l'évaluation de ces chiffres et surtout de ceux des trois dernières périodes quinquennales de ce que le cours du rouble tomba constamment dans la première moitié du XVIII° siècle. En 1754, le rouble valait 51 chtiver hollandais et pour les dix périodes quinquennales qui suivent, son cours moyen était de 45, 44, 45, 41, 42, 38, 34, 27, 28 et 28 chtiver hollandais. Nous verrons plus tard les causes de cette baisse.

(2) En 1847, en raison de la mauvaise récolte en Europe, il y eut une exportation extraordinaire de blé russe.

tion était de 62 et 56 millions et l'importation montait jusqu'à 69 et 58 millions. Le tarif prohibitionniste de 1822 rétablit de nouveau la supériorité de l'exportation. Pendant son fonctionnement, le bilan annuel du commerce extérieur montait comme il suit :

	1824-1828	1828-1833	1833-1838	1838-1844	1844-1848
Exportation.........	56	65	69	84	101 (2)
Importation.........	50	52	64	76	84

Voici des chiffres qui donnent une idée de l'action des tarifs libre-échangistes depuis 1850 à 1870 et des tarifs prohibitionnistes de 1870 à 1890 :

	1851-1855	1855-1860	1860-1865	1865-1870	1870-1875	1875-1880	1880-1886	1886-1890
Exportation........	81	141	140	192	303	345	346	380
Importation........	74	120	121	212	364	326	304	224

Nous voyons ainsi que les tarifs libéraux de 1850 et 1857 ont provoqué la supériorité des importations pour la période décennale de 1866 à 1875 et que le retour aux tarifs prohibitionnistes en 1876 amène avec l'accroissement rapide des exportations une baisse égale des importations.

Pour compléter la caractéristique du commerce russe, il nous reste à connaître les objets principaux importés et exportés. On peut déjà conclure de l'exposé général de notre histoire économique que l'on exportait de Russie surtout des matières brutes. Si on se rappelle l'ordre dans lequel se développa l'exploitation des richesses naturelles de la Russie, on pourra facilement deviner la nature des produits exportés et l'histoire de leur importance relative dans le commerce : les fourrures, le miel, la cire ont été parmi les principaux articles exportés depuis les Arabes et les Normands jusqu'à l'époque de la Ligue hanséatique, sous cette réserve que dès le xve siècle, les fourrures précieuses avaient passé sensiblement à l'arrière plan et que

la Ligue exportait alors surtout des fourrures de lièvres et d'écureuils. La cire devint alors l'article principal d'exportation et ce n'est qu'ensuite que les produits agricoles prirent place. Cependant, ce ne sont pas les céréales qui tiennent d'abord la corde, mais les plantes textiles ; ce n'est pas le blé, mais le lin et le chanvre bruts ou en toiles et cordes. Le développement du commerce du blé, qui a pris dans notre siècle la place principale, était entravé dans le siècle passé par les prohibitions continuelles du gouvernement et par les mauvaises voies de communication. Il faut cependant ajouter que le fisc même faisait des affaires importantes avec le blé russe, même aux XVIe et XVIIe siècles. Outre les produits mentionnés, il y avait d'autres produits bruts qui jouaient un rôle important dans l'exportation : le bois de construction, le goudron et la résine, le lard et les soies de porc, la laine, enfin les produits miniers, le fer. Grâce au trafiquant de Rodès du XVIIe siècle que nous avons cité, nous pouvons nous faire une idée précise de l'exportation russe au milieu de ce siècle. Voici le tableau tiré de ses indications :

Cuirs	370.866 roubles	
Lard	126.588	
Graisse	33.000	
Soies de porc	25.650	
Total	556.104 ou 53.8 % pour les produits de l'élève du bétail.	
Seigle, froment, orge	250.000	
Graine de lin	14.400	
Total	264.400 ou 25,6 % pour les produits agricoles.	
Fourrures	98.059 ou	9.5 %
Caviar	30.000	2.9 %
Draps, toiles, nattes	26.143	2.5 %
Cire	15.750	1,5 %
Soie de porc	13.500	1.3 %
Coton brut	9.750	0.8 %
Autres marchandisises (surtout médicaments	18.700	1.7 %
Total	1.032.406	

On voit qu'à l'exception des articles préparés (des objets fabriqués tout faits), qui figurent pour une proportion insignifiante de 2 1/2 0/0, tout le reste de l'exportation russe consiste en matières brutes : les produits de l'élevage du bétail y tiennent la première place et font à eux seuls la moitié de la somme totale de l'exportation ; si on y ajoute les produits de la chasse, de la pêche et de l'apiculture, cette proportion est des 2/3 (67,7 0/0). Les produits de l'agriculture, enfin, n'entrent que pour 1/4 dans l'exportation. Le tableau suivant nous montre le rôle important que persistèrent à jouer pendant les deux derniers siècles, dans l'exportation, les matières brutes servant à l'alimentation et à la fabrication. Les chiffres indiquent en pour cent le rôle relatif des produits alimentaires et des matières industrielles brutes et fabriquées. Nous ajoutons, pour la commodité des comparaisons, les chiffres tirés du tableau précédent :

	Matières alimentaires.	Matieres industrielles.	Articles fabriqués.	Autres articles.
	—	—	—	—
1653......	30 %	65 %	2 ½ %	2 %
1726......	1 ½ %	43	52	3
1749......	¼ %*	50	40	8 ½
1778-1780.	8 %	63	20	9
1802-1804.	20 %	66	10	4
1851-1853.	36 %	58	2 ½	3
1893......	56 %	38	4	2

Nous voyons que les matières nutritives occupent dans notre exportation une place de plus en plus importante ; l'exportation des matières brutes destinées à la fabrication diminue depuis le milieu de ce siècle ; enfin la demande des articles russes ouvrés (surtout ceux du lin et du chanvre) diminue rapidement dès la fin du siècle passé et augmente à peine de nos jours.

Contre nos matières brutes, les pays étrangers pourraient fournir à la Russie les produits de leur industrie. Mais

nous savons déjà qu'avant Pierre, la demande de ces produits était assez insignifiante, et qu'elle fut entravée après Pierre par des mesures artificielles : les consommateurs russes étaient laissés à la merci du fabriquant comme ils l'étaient avant Pierre à celle du gros commerçant russe. Dans l'intérêt de la balance du commerce et dans celui du développement de la fabrication intérieure, l'importation des articles ouvrés étrangers était réduite articiellement, et parmi les articles admis à l'importation, les matières pour la fabrication prirent une place de plus en plus importante. C'est ce que prouve le tableau suivant de l'importation:

	Matières alimentaires.	Matières à fabriquer.	Articles fabriqués.	Autres marchandises.
	—	—	—	—
1726......	21 %	27 %	51 %	1 %
1749......	25	22	44	8
1778-1780.	30	19	44	7
1802-1804.	40	23	32	5
1851-1853.	30	50	16	4
1893......	17	62	21	»

Parmi les matières alimentaires, ce ne sont que les poissons (surtout les harengs) qui appartiennent aux matières de première nécessité ; on importait surtout des vins, des articles de mercerie et des épices. Au siècle dernier les articles fabriqués dominaient dans l'importation ; dans notre siècle, ce sont les matières nécessaires à l'industrie russe qui ont pris le dessus.

En comparant les objets importés avec les objets exportés nous remarquons que l'industrie consomme de plus en plus les matières premières de l'étranger et exporte de moins en moins les objets fabriqués, autrement dit, elle travaille presque exclusivement pour le marché intérieur. On pourrait discuter la question de savoir combien le consommateur paie les marchandises au-dessus de leur valeur au profit des fabricants russes, si c'est au système d'échange et de production nationaux ou internationaux qu'il faut

donner la préférence, si l'industrie nationale répond aux besoins du marché intérieur ou si elle le commande ou le restreint ; ce sont là autant de questions que l'on ne peut résoudre dans les limites de notre étude. Mais de quelque façon que nous résolvions ces questions, il reste un fait fondamental hors de doute : dans le cours des deux derniers siècles, la consommation et l'échange intérieurs ont augmenté dans une proportion énorme. C'est surtout cet accroissement qui a rendu possible le développement de l'industrie aussi bien que celui du commerce extérieur et, en général, toute la marche en avant de l'industrie russe. En raison du développement du commerce intérieur, l'importance du commerce extérieur diminuait de plus en plus, en général, dans l'Économie nationale. Quand les douanes intérieures furent supprimées sous Élisabeth en 1753, on reconnut qu'elles laissaient au fisc une moyenne annuelle de 900,000 roubles. Comme l'échange intérieur était grevé d'un droit de 5 0/0, la valeur totale de toutes les marchandises qui circulaient sur les foires de toutes les villes de la Russie au milieu du XVIIIe siècle était donc d'environ 18 millions ; en même temps le commerce extérieur atteignait 12,6 millions. Ces 12,6 millions rentraient nécessairement dans les 18 millions du commerce intérieur, car chaque marchandise importée ou exportée passe nécessairement par le marché intérieur ; le commerce extérieur comprenait donc les 7/10 de toutes les marchandises qui circulaient dans le pays. Aujourd'hui la valeur de l'importation et de l'exportation atteint 1 milliard de roubles sur les 4 milliards qui constituent la valeur de l'économie totale du pays, c'est-à-dire que le commerce extérieur ne comprend pas plus du 1/4 du commerce intérieur. Certes, ces deux calculs manquent de précision : dans les deux cas, la circulation intérieure est certainement évaluée beaucoup au-dessous de la réalité ; mais comme l'erreur dans les deux cas est de même nature, ces chiffres peuvent donner une idée approximative de la grande dimi-

nution de l'importance relative du commerce extérieur dans l'économie nationale russe. Si rapide que fut l'essor du commerce extérieur, l'échange intérieur se développait encore plus vite.

Nous pouvons de l'histoire du commerce extérieur passer directement à celle de la monnaie et des prix en Russie; dans ce domaine également nous allons trouver toujours les mêmes caractères connus du développement économique russe. Dans un pays sans mines, — en Russie l'extraction de l'argent ne commença que sous Pierre et celle de l'or seulement au milieu du siècle passé, — l'unique métal précieux était celui qui était fourni par le commerce extérieur. L'absence de métal dans notre échange intérieur et extérieur donnait à notre commerce, jusqu'à la fin du XVIIe siècle, le caractère de troc : les marchands en gros payaient en marchandises. On employa très longtemps les fourrures pour l'échange intérieur. Et même sous Pierre le Grand, dans certains endroits écartés de la Russie, on employait ces marchandises et encore d'autres comme monnaie. Mais cette même faiblesse économique concourut à l'accumulation en Russie des métaux précieux. Nous avons vu que l'exportation l'emportait toujours sur l'importation. C'est ainsi que dans l'échange international, la balance commerciale était toujours au profit de la Russie : elle vendait plus qu'elle n'achetait, recevait plus qu'elle ne payait; la monnaie reçue pour l'excédent de l'exportation restait donc toujours dans le pays. La conséquence en était, comme dans les autres pays, la baisse du prix de l'argent en proportion de l'augmentation de sa quantité et la hausse correspondante des prix de toutes les marchandises. Mais ce phénomène habituel a pris en Russie des traits distinctifs et s'est manifesté dans des proportions plus grandes qu'ailleurs. La hausse des prix et la baisse de la monnaie se sont produites chez nous pendant les trois derniers siècles avec une telle rapidité que l'histoire *écono-*

mique de l'Occident n'en relate pas une pareille. On le comprendra lorsque l'on saura que ce qui s'était produit en Russie en trois ou quatre siècles a mis plus d'un millier d'années pour se réaliser en Occident. La Russie a mis ce temps si court pour passer des formes les plus primitives de la vie économique aux formes les plus complexes de la vie contemporaine. Il y a quatre siècles, la monnaie était en Russie une marchandise très rare et très chère comparativement à l'Europe occidentale : c'est pour cela que la valeur de la monnaie a baissé depuis dans la proportion de 15 ou 18 à 1 en même temps que les marchandises augmentaient dans la même proportion (1).

Pendant la même période, la monnaie ne baissait en Angleterre que dans la proportion de 5 à 1 ; si nous prenons même un laps de temps deux fois plus grand, — à partir de Guillaume le Conquérant, — nous trouvons que les prix n'étaient que vingt fois plus petits que ceux d'aujourd'hui.

Dans l'État moscovite, au XVIe siècle, on pouvait acheter une « isba » entière pour 30 ou 50 kopecks, une vache pour 75 kopecks et un cheval pour un rouble ; les traineaux avec tous leurs accessoires ne valaient que 10 kopecks et pour 1 kopeck on pouvait louer un travailleur pour toute une journée. Un savant russe conclut de ces faits que la vie dans l'État moscovite était extrêmement bon marché. Mais en réalité cela signifie que la monnaie était extrêmement chère, c'est-à-dire qu'elle avait une puissance d'achat plus grande qu'aujourd'hui. Pour définir la force d'achat de la monnaie, il faut comparer les prix d'une marchandise donnée à des époques différentes, en prenant de pre-

(1) Pour 1 rouble au commencement du XVIe siècle on pouvait acheter 100 ou 130 fois plus qu'aujourd'hui, mais au XVIe siècle le rouble d'argent contenait 7 fois plus d'argent que le rouble actuel ; la force d'achat de la monnaie rouble a donc baissé dans la proportion de 100 ou 130 à 1 mais le prix de l'argent métal n'a baissé que dans celle de 18 ou 15 à 1.

férence une marchandise dont la valeur intrinsèque n'a pas changé. On peut dire que rigoureusement une pareille marchandise n'existe pas, mais il y en a qui s'en rapprochent plus ou moins. Ce sont les marchandises d'importation que l'on peut le moins prendre comme exemples, car elles devenaient, comme la monnaie elle-même, de plus en plus meilleur marché, surtout en Russie. Le blé, marchandise la plus indispensable à l'existence, qui a été longtemps la nourriture principale de la population, est la marchandise la plus commode à ce point de vue. Au xve siècle, avec un rouble on pouvait acheter autant de pain qu'avec 130 roubles d'aujourd'hui. Dans la première moitié du xvie siècle, le prix du blé était 83 fois plus bas que celui d'aujourd'hui et dans la deuxième moitié du même siècle, il n'était que 74 à 60 fois plus bas ; ainsi, à la fin du xvie siècle, on pouvait acheter avec 1 rouble deux fois moins de blé qu'à la fin du xve siècle ; la force d'achat du rouble a donc baissé pendant ce siècle dans la proportion de 2. Dans la même période, l'Europe a subi toute une crise économique grâce à la découverte du Nouveau-Monde. Les prix, en Occident, augmentèrent non dans la proportion de 2 mais dans celle de 4 à 1. Il est difficile de dire si la baisse du rouble au xvie siècle était un reflet lointain de ces événements européens ou si elle ne dépendait que des causes intérieures (1). En tout cas, la baisse rapide du prix de la monnaie sur le marché européen pouvait préparer ce phénomène que nous rencontrons vers la limite des xvie et xviie siècles. Les prix du blé ont augmenté subitement au

(1) La baisse du rouble au xvie siècle s'explique aussi en partie par la diminution du poids en argent qu'il contenait (14,40 dolia au lieu de 1600,94 ; dolia = 4,266 grammes). Le poids du rouble au xvie siècle n'était que 6 fois plus grand que celui du rouble d'argent d'aujourd'hui. La force d'achat du *métal argent* n'était donc que 10 ou 12 fois plus grande que celle du métal argent d'aujourd'hui (74 à 6 ou 60 à 6) ; — comparez la note précédente.

commencement du XVIIe siècle dans la proportion de 1 à 5, donc la force d'achat du rouble a diminué d'autant. Au lieu de 60 roubles d'aujourd'hui ce n'était que 12 de nos roubles actuels que valait celui de l'époque (1). La ruine épouvantable provoquée par l' « époque troublée » fut évidemment la cause externe de la hausse criante des prix ; mais ce résultat a survécu à la cause qui l'avait provoqué. La Russie se rétablit bientôt de la ruine amenée par l' « époque troublée », mais le prix du rouble ne monta de 12 qu'à 14 roubles de nos jours, sous le règne de Michel Théodorovitch et à 17 vers la fin du XVIIe siècle. C'est qu'en même temps le marché russe sortait de son isolement et ressentait enfin la baisse du prix de l'argent, provoquée par les révolutions économiques du XVIe siècle. Une nouvelle baisse de la force d'achat du rouble arriva sous Pierre. Le rouble tomba de 17 à 9 roubles actuels ; cette baisse fut aussi cette fois produite subitement et fut sans doute provoquée parce que Pierre frappa une nouvelle monnaie d'argent deux fois moins lourde. Depuis et jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, les prix du rouble ne varièrent guère. Dans la deuxième moitié du XVIIIe, après une nouvelle diminution de la moitié du poids de la monnaie (de cuivre), le prix du rouble recommença à tomber et après 1788, il tomba d'un coup au niveau de 5 roubles actuels. L'explication de ce dernier phénomène se trouve dans le nouvel élément dont se compliqua notre système monétaire au XVIIIe siècle, dans l'usage imprudent du crédit d'État.

Déjà, sous Pierre le Grand, on passa, à proprement parler, de la monnaie réelle aux signes monétaires, dont la circulation dans la nation a pour base la confiance dans

(1) De nouveau cette baisse suivait la diminution du poids de l'argent contenu dans le rouble (880 dolia au lieu de 1440). Ce rouble n'avait donc que 3 4/5 plus d'argent que le nôtre et sa force d'achat était environ 3 fois plus grande que celle du rouble actuel (12 3/4 5).

l'État. Avant Pierre, il ne circulait en Russie que de la monnaie réelle frappée en argent, qui possédait par conséquent de la valeur non seulement comme monnaie, mais encore comme marchandise. Pierre le Grand remplaça le kopeck d'argent par celui de cuivre, qu'il força d'accepter à l'égal du kopeck d'argent, c'est-à-dire en lui donnant le cours forcé. A la fin de son règne, on mit en circulation des espèces en cuivre ne coûtant au gouvernement qu'un kopeck en cuivre, mais portant le prix nominal de 5 kopecks. On a frappé, sous les successeurs de Pierre le Grand, pour 3 millions 1/2 de roubles de cette monnaie. Les calculs du gouvernement ne furent pas tout à fait déçus. Le cours du kopeck de cuivre ne tomba pas trop; mais, en revanche, il arriva ce qui a toujours lieu dans les cas semblables. L'existence de la monnaie de cuivre à bon marché la fit préférer à celle en argent; tout l'argent disparut peu à peu de la circulation monétaire, fila dans les pays étrangers, ou fut transformé en objets d'usage, de sorte qu'il ne resta dans la circulation du pays que la lourde monnaie de cuivre. Cela ne présentait pas de difficultés pour les petits paiements, mais, pour les forts échanges, la monnaie de cuivre était des plus incommodes. Il était nécessaire de faciliter sa circulation; c'est ce qui a beaucoup contribué à la fondation, sous l'inspiration de Schouvaloff, des premiers établissements de crédit russes (banques). On devait concentrer le cuivre dans les banques et les paiements importants pouvaient se faire par de simples transferts d'un propriétaire à l'autre. En même temps, surgit l'idée de remplacer les signes en cuivre par le certificat de banque en papier qui donne au porteur droit sur une certaine somme de cuivre. Il est vrai que, sous Élisabeth, le Sénat trouva cette idée « préjudiciable » et « dangereuse », parce que le papier n'avait pas la « valeur intrinsèque » qu'avait quand même le cuivre. Mais la monnaie de cuivre n'était déjà au fond, elle-même, qu'une monnaie

fiduciaire : le passage au papier n'était qu'une nouvelle forme de crédit. Ce passage s'accomplit sous Catherine. Le gouvernement fonda de nouvelles banques (d'assignats) à Moscou et à Saint-Pétersbourg (1768) ; les assignats de ces banques devaient remplacer dans la circulation la monnaie de cuivre. Un capital de 1 million de roubles était déposé dans les caves des banques, et on fit une émission de papier-monnaie pour la même valeur. L'innovation, qui se fit dans des conditions si favorables, plût au public. La demande d'assignats fut si grande que l'on eut bientôt besoin de faire une nouvelle émission, car l'échange des assignats contre le métal était toujours garanti et le rouble-papier était presque au pair avec le rouble-métal. Mais ce moyen de faire de la monnaie avec rien que du papier était trop séduisant. Pendant les guerres de Turquie, on dut faire face à des dépenses extraordinaires ; le gouvernement se mit alors à émettre des assignats, sans se préoccuper de conserver les réserves de métal dans les banques. A la fin de la première des deux guerres de Catherine contre la Turquie (1774), il y avait déjà, non plus un seul, mais 20 millions de roubles-papier émis. Au début de la deuxième guerre, cette somme montait à 46 millions, et on résolut de la porter à 100 millions. Le jour de la mort de l'impératrice, il y en avait 156 millions 1/2. Comme résultat, le cours des « assignats » se déprécia de plus en plus pendant tout le règne de Catherine, et la dépréciation fut encore rapide à la mort de cette impératrice. A la fin du règne de Catherine II, pour un rouble en assignat, on ne donnait que 68 kopecks ; avant la guerre de 1812, le rouble ne valait déjà plus que 50 kopecks, et après cette guerre (on diminua alors le poids de la monnaie de cuivre dans la proportion de 3 à 2, et la quantité d'assignats émise était, en 1811, de 581 millions et, en 1815, 826 millions), le rouble-assignat ne valait plus que 25 kopecks, et même 20 seulement en 1815. Une telle dépréciation du rouble-papier eut

pour conséquence naturelle une évaluation spéciale en « rouble-argent ». En 1839, cette différence entre les deux monnaies fut reconnue officiellement : le gouvernement introduisit le rouble-argent valant 3 roubles 50 kopecks en assignats, qui existait jusqu'à ce dernier temps. En 1843, les assignats furent remplacés par des « billets de crédit » nouveaux qu'on échangeait à volonté et au pair contre l'argent. On sait que le même phénomène, qui s'était produit avec l'assignat, se renouvela avec le « billet de crédit » : l'échange contre l'argent fut, en effet, interrompu lors de la guerre de Crimée, et comme résultat il y eut une nouvelle dépréciation du rouble-papier. De nos jours, une nouvelle tentative vient d'être faite pour revenir de la monnaie-papier, dont la valeur est flottante, à la monnaie plus stable en métal. Cette fois-ci, ce ne pouvait plus être l'argent trop déprécié sur le marché international qui pouvait servir de fondement au système monétaire contemporain ; ce fut donc l'or qui fournit, — pour la première fois dans notre histoire, — l'unité demandée. Et comme la population n'était point du tout accoutumée à compter avec l'or, il parut très commode, en introduisant la nouvelle monnaie, d'en fixer la valeur en unités ordinaires du vieux « rouble-argent » déprécié. Ainsi, ce n'est pas le rouble-argent qui a été réduit en valeur correspondante du rouble d'or (comme c'était le cas en 1839), mais, au contraire, le rouble d'or descendit à la valeur du rouble-crédit, grâce à la diminution proportionnelle de son ancien poids. Étant donné l'incertitude des conséquences de cette dernière réforme monétaire, nous comptons dans nos tableaux, insérés dans ce livre, par le vieux rouble-métal. Pour avoir le prix du rouble d'or contemporain, on n'a qu'à augmenter tous nos chiffres de moitié, le nouveau rouble d'or étant à l'ancien comme 2 est à 3. Tel est, dans ses traits généraux, l'histoire de notre crédit d'État.

Il nous reste mainteuant à exposer la situation du crédit

privé en Russie. C'est le dernier parmi les phénomènes de la vie économique qui se soit développé chez nous : cela est d'ailleurs naturel, car c'est le produit le plus délicat d'un développement économique supérieur; dans l'ancienne Russie, il y avait trop de risque à prêter son capital; aussi, n'y avait-il que très peu d'entreprises commerciales et industrielles, il ne se présentait aucun emprunteur. Le capital prenait tout naturellement la forme du trésor : son possesseur préférait le garder en caisse ou même l'enfouir en terre pour mieux le préserver. Aussi, quand le besoin de capitaux se faisait sentir, on trouvait difficilement quelqu'un qui consentît à les prêter. Et si le possesseur de capitaux lançait son argent dans la circulation, il prélevait un intérêt très usuraire en raison des risques. Dans l'ancienne Russie, on payait ordinairement un intérêt de 20 0/0. Il est vrai que les couvents — ces banquiers de la vieille Russie — prêtaient dès le commencement du XVIe siècle à un intérêt moitié moindre (10 0/0). Mais nous avons des témoignages qui prouvent que l'intérêt de 20 0/0 était encore très fréquent dans la 2e moitié du XVIIIe siècle. Sous Alexandre Ier, le crédit privé ne coûtait généralement pas moins de 10 0/0, tandis qu'alors dans le reste de l'Europe, on se contentait volontiers d'un intérêt deux fois moindre. Puisqu'il fallait payer si cher pour emprunter de l'argent que l'on voulait faire servir à des entreprises industrielles, il était nécessaire qu'il donnât naissance à des bénéfices beaucoup plus élevés. Les profits dans les entreprises devaient donc être bien supérieurs aux intérêts du capital prêté; les gros fabricants affirmaient, il y a encore 50 ans au voyageur bien connu Haxhausen, que, pour payer 12 0/0 d'intérêt, les profits devaient atteindre au moins 30 ou 35 0/0 pour que l'entreprise fût considérée comme avantageuse. En 1887, les tissages russes, d'après leurs rapports officiels, rapportaient de 15 à 50 0/0 de profits.

Nous savons que des profits aussi élevés étaient garantis

aux entrepreneurs par le gouvernement russe au moyen des tarifs protectionnistes. Le gouvernement prit également le souci de leur procurer du crédit à bon marché, même avant que la vie économique eût créé elle-même les conditions pour l'existence de ce crédit. Comme les institutions de crédit faisaient défaut, on chargea tout d'abord l'Hôtel des monnaies de prêter sur l'or et l'argent à 8 0/0. En 1754, le gouvernement fit la première tentative d'organisation d'institutions spéciales pour le Crédit foncier, à long terme, et pour le commerce, à courte échéance. Pour celui-là on fonda deux banques de la noblesse à Moscou et à Saint-Pétersbourg et pour celui-ci, au profit des trafiquants du port de Saint-Pétersbourg, une banque de commerce. On y prêtait à 6 0/0 avec la garantie des domaines, des maisons, des fabriques. C'est ainsi que furent déterminés les deux problèmes principaux que les institutions de crédit gouvernemental cherchèrent dès lors à résoudre : « des encouragements à l'industrie et des appuis à la noblesse », selon les termes du comte Kankrine. Les affaires de toutes ces banques marchèrent cependant très mal jusqu'au moment de leur suppression et transformation en une *banque de prêt d'État*, en 1786. Cette banque de prêt fut de nouveau transformée en 1817 et une nouvelle banque de commerce fut en même temps fondée à part. C'est à partir de ce moment que nous pouvons suivre les opérations de ces deux banques et nous faire une idée de l'état du crédit russe dans la première moitié de ce siècle. Nous avons vu que l'on cachait obstinément les capitaux russes et qu'on ne les confiait pas pour des entreprises; ce n'est qu'un profit très élevé qui put avoir raison de la crainte du risque et pousser leur possesseur à mettre l'argent dans la circulation. Mais il leur parut absolument sans danger de confier leurs capitaux à un établissement d'État; ils étaient même sûrs que déposés là, ils couraient moins de risques que chez eux; et bien mieux ils y trouvaient encore, sans

avoir de souci, la possibilité d'un petit intérêt. Les capitaux étrangers recevaient dans cette banque russe un intérêt même plus fort que celui qui était payé à cette époque hors de la Russie. C'est là la raison de l'affluence très considérable dans les banques des capitaux russes et étrangers : le nombre des dépôts particuliers dans ces banques s'éleva de 1817 à 1857 de 23 millions à 300 millions. Mais le nombre de ceux qui voulaient faire servir ces capitaux à un but industriel était loin d'être aussi considérable. Les opérations d'escompte des billets furent assez considérables dans les premières années, mais des abus se révélèrent bientôt ; le gouvernement dut prendre des mesures sévères contre les billets peu sûrs et l'importance des opérations oscilla jusqu'en 1845 autour du même chiffre de 11 millions qui était celui de 1818 ; ce chiffre se mit à croître depuis, mais jusqu'au milieu de ce siècle, l'escompte des billets n'entrait que pour 4 à 5 0/0 de toutes les opérations de la banque des prêts. Et cependant la banque escomptait de 8 0/0 à 6 1/2 au lieu de 15 à 12 0/0 comme chez les banquiers privés. L'escompte des effets commerciaux était encore moins important : il tomba d'une façon constante à partir de 1817 et ne comprenait que 2 1/2 0/0 de toutes les opérations. Ainsi « les opérations destinées surtout à raviver le commerce et l'industrie » se développaient avec une extrême lenteur. La possibilité de tirer des traites grâce à la banque commerciale rendit un service important au commerce, mais ces opérations n'augmentaient toujours pas rapidement et oscillaient entre 20 et 40 millions. En ce cas spécial, évidemment, la banque ne faisait que satisfaire aux besoins existants et n'en créait pas de nouveaux. Avec cette sorte de monnaie, la banque ne pouvait évidemment pas entreprendre d'opérations et elle ne trouvait pas davantage de placements pour les dépôts qui lui étaient confiés à tant pour cent. N'ayant rien à faire, la banque se livrait à des opérations sur les différents papiers, sans cependant pou-

voir y faire servir tous ses dépôts. Et pourtant, il fallait bien payer aux déposants le 5 0/0 prescrit. Pour assurer cet intérêt à la banque, le gouvernement ordonna à partir de 1823 à la banque de commerce de transmettre ses capitaux à la banque des prêts (de la noblesse), qui devait les distribuer sous forme de prêts à 6 0/0 et payer 5 1/2 0/0 à la banque de commerce. Mais la banque des prêts trouvait déjà un placement difficile pour ses propres dépôts. La demande des prêts était si faible qu'elle ne suffisait pas pour mobiliser les capitaux déposés dans la banque des prêts. De 1820 à 1857 le nombre des prêts, garantis par les fabriques, domaines et maisons, s'élevait de 10 à 50 millions et le nombre des dépôts s'augmentait, dans la même période, de 23 à 62 millions. Ainsi les capitaux de la banque commerciale lui étaient absolument inutiles. Pour arrêter l'affluence des dépôts et augmenter les demande de prêts, les banques se mirent dès 1830 à payer aux déposants 4 0/0 au lieu de 5 0/0 et à prêter à 5 0/0 au lieu de 6 0/0. Mais cela ne changea absolument rien et le gouvernement trouva enfin le placement des capitaux commerciaux dans son propre fisc. Vu l'absence des demandes privées, les capitaux libres furent employés « aux différentes entreprises publiques et pour les besoins du fisc ». Au moment de la liquidation des anciens établissements de crédit en 1860, le fisc devait à la banque des prêts 250 millions, c'est-à-dire qu'on avait mis à sa disposition près des 4/5 des dépôts de cette banque (318 millions).

Mais en revanche, à partir de ce moment, il se produisit un changement décisif dans la situation du crédit russe. Les premiers signes de ce changement se manifestèrent en 1857, quand le gouvernement baissa de nouveau le taux de l'intérêt pour les dépôts (3 0/0) et pour les prêts (4 0/0). Cette fois, le but de la baisse fut atteint : les dépôts commencèrent à diminuer et à chercher d'autres placements. Le comité spécial nommé pour ces questions résolut de baisser encore

une fois le taux jusqu'à 2 0/0, de liquider les banques d'État d'alors et de laisser l'organisation du crédit à l'entreprise privée. C'est à partir de ce moment que nous assistons à une croissance extraordinaire des établissements de crédit. Outre la nouvelle banque d'État créée à cette époque, les sociétés de crédit en commandite ou par actions surgirent alors. Les dix banques foncières actuelles ont toutes été fondées entre 1871 et 1873. Des 39 banques commerciales, 7 furent fondées entre 1864 et 1870 et 21 entre 1871 et 1873. Des 248 banques par actions des villes, il n'en existait que 21 avant 1857; en 1862 il y en avait déjà 40 et au début de 1873 il y en avait 222. Vers la même année, la moitié de nos sociétés actuelles de crédit mutuel (108) fonctionnait déjà (52). Enfin, le nombre des sociétés agricoles de dépôts et prêts, d'après le système de Schulze-Delitsch, qui commencèrent à surgir dès 1866, atteignit 20 ans après le chiffre de 712. Il faut ajouter qu'il y a 15 ans, le nombre de ces institutions était encore plus grand qu'aujourd'hui. Beaucoup disparurent, n'ayant pu survivre à cette période de fièvre d'agiotage (1).

C'est ainsi que nous voyons dans l'histoire du crédit le même phénomène que nous avons rencontré plusieurs fois dans les autres domaines de la vie économique russe. Après s'être développée d'une manière extrêmement lente pendant des siècles entiers, l'évolution économique de la Russie, dès la deuxième moitié de notre siècle, marche en avant avec une rapidité qui ne trouve pas son égale dans notre passé. La transformation complète de toutes les conditions de sa vie économique conduit la Russie à rompre avec tout son passé, rupture encore plus décisive que nous ne pouvions le prévoir lorque nous suivions les changements qui s'opéraient dans la population et sa répartition à travers le

(1) En 1883, on comptait 15 banques foncières, 34 commerciales, [illegible] des villes, 115 de crédit mutuel, [illegible] rurales.

pays. Mais nous trouvons encore dans le cas qui nous occupe que, bien qu'elle se soit séparée de son passé, la Russie est encore loin de l'état actuel de la civilisation en Europe. Nous avons pu observer dans les sphères les plus variées de la vie économique la distance énorme qui sépare la Russie des pays les plus avancés de l'Europe. Et pour résumer tout ce que nous avons dit, nous devons rappeler encore une fois que tout le développement grandiose de notre industrie a jusqu'à aujourd'hui une base en partie trop élémenmentaire et en partie trop artificielle. L'industrie russe a fait des progrès énormes, mais l'État ne se décide pas encore à la laisser à ses propres forces. Le commerce russe a considérablement élargi son champ d'opérations, mais ce sont toujours les matières premières qui entrent pour une proportion accablante dans notre exportation et, parmi elles, le blé compose la moitié de toute la somme. Le réseau de chemins de fer a atteint rapidement un développement important ; mais pour chaque rouble dépensé pour leur construction, l'entrepreneur n'a donné que 8 kopecks ; les 92 autres ont été payés par le gouvernement ; le principal revenu des chemins de fer est fourni par le transport des blés et des ouvriers agricoles. La circulation des capitaux dans le pays s'est beaucoup accrue, mais la plupart d'entre eux ne sont destinés qu'à réaliser la récolte russe : chaque automne l'argent sort des banques pour la province et le besoin de papier-monnaie est alors si grand que le gouvernement en fait à ce moment des émissions extraordinaires. Une fois sa besogne accomplie, les blés achetés et vendus, l'argent retourne dans les caisses gouvernementales et privées.

Tous ces signes de faiblesse de l'industrie russes sont aussi manifestes que la rapidité de son accroissement. Il est naturel que cette double série de traits contradictoires ait eu pour conséquence deux théories également contraires sur la marche de la vie économique russe. Ceux qui

s'arrêtaient plutôt au *processus* du développement économique ne pouvaient pas ne pas souligner la ressemblance complète de ce processus avec celui de l'Europe occidentale. Ceux, au contraire, qui s'arrêtaient surtout aux *résultats* de ce processus ne pouvaient pas non plus ne pas être frappés par l'originalité de ces résultats, qui ressemblent si peu à ceux qu'a produits jusqu'ici l'Europe occidentale. A notre point de vue, ils discutent tous deux des choses différentes ; ils pourraient tous deux avoir raison s'ils ne mêlaient pas leurs principes, qui sont discordants, à la discussion des faits. Mais puisque cette discussion est née surtout à l'occasion de la discordance de principes par trop généraux, et que l'étude des faits de l'histoire économique n'a joué jusqu'ici qu'un rôle relativement secondaire, nous n'entrerons pas dans le corps de cette discussion. Celle-ci fera l'objet d'une étude spéciale dans une tout autre partie de notre travail.

BIBLIOGRAPHIE

Recueil militaire de statistique, fasc. IV (en russe). Saint-Pétersbourg, 1871.

La manufacture, l'industrie et le commerce de la Russie, édit. du département du commerce et manufacture, 2e édit. (en russe). Saint-Pétersbourg, 1893.

D. Moreff. — *Aperçu de géographie commerciale et de statistique de la Russie* (en russe), 4e éd. Saint-Pétersbourg, 1894.

Blochsky. — *Le Développement historique de la législation russe postale* (en russe), dans le *Recueil juridique de Meyer* : Khazan, 1885.

Gan. — *Les Postes et Télégraphes en Russie* (en russe) dans le *Recueil des renseignements statistiques*. Saint-Pétersbourg, 1854.

Lappo-Danilewsky. — *Le Livre des règlements pour le service* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1890.

Klioutchevsky. — *Le rouble russe du XVIe au XVIIIe siècle*

par rapport au rouble actuel (en russe), dans les Recueils de la Société scientifique de Riazan. 1896.

Travaux de la Commission scientifique de Riazan, 1896 : article de A. TCHEREPNINE (en russe).

IEGOUNOFF. — *Les prix du blé en Russie* (en russe). Moscou, 1855.

BERECHKOFF. — *Le commerce de la Russie avec les villes hanséatiques jusqu'à la fin du XVe siècle* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1879.

NIKITSKY. — *Recueil de la Société d'histoire et d'antiquités*, 1893, I-II : article sur l'*Histoire de l'état économique*, etc. (en russe).

KOSTOMAROFF. — *Esquisse du commerce du royaume de Moscou aux XVIe et XVIIe siècles* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1862.

KILBURGHÈRE. — *Vue rapide sur le commerce russe, sur la manière dont il se pratiquait dans toute la Russie en 1674* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1820.

WIRST. — *Considérations sur quelques sujets de législation et d'administration financière de l'empire russe* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1897.

ZABLOTZKY. — *Revue comparée du commerce extérieur russe dans les dernières 25 années (1824-1848)* (dans le *Recueil des renseignements statistiques sur la Russie*, livre I (en russe). Saint-Pétersbourg, 1851.

NEBOLSINE. — *Revue statistique du commerce russe extérieur* (en russe), 2 vol. Saint-Pétersbourg, 1850.

GOLDMAN. — *Les papiers de banque russes* (en russe) Saint-Pétersbourg, 1867.

Deux articles de LAMANSKY : 1° *Esquisse historique du mouvement monétaire en Russie de 1650 à 1817*; 2° *Revue statistique des opérations des établissements de crédit depuis 1817* (dans le *Recueil des renseignements statistiques sur la Russie*, livre II) (en russe). Saint-Pétersbourg, 1854.

KAUFMAN. — *Statistique des banques russes* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1872.

ISSAIEFF. — *Le présent et l'avenir de l'économie sociale russe* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1896.

TROISIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DE L'ÉTAT

(ARMÉE, FINANCES, ADMINISTRATION)

CHAPITRE I

Les origines de l'Etat russe.

Rapport entre l'organisation de l'Etat et l'organisation sociale en Russie et dans l'Europe occidentale. — Causes de la puissance précoce de l'Etat en Russie. — Caractère militaire du royaume de Moscou. — Lien entre les besoins militaires et l'augmentation des impôts militaires de 1490 à 1720. — Besoins et dépenses militaires après Pierre le Grand. — Forte proportion des dépenses militaires dans le budget. — Les autres besoins de l'Etat et les chapitres de dépense correspondants. — L'entretien de la Cour. — Les finances et l'économie de l'Etat. — Insignifiance des dépenses pour les fonctions supérieures de l'Etat.

Les études précédentes nous ont fait connaître les matériaux qui ont servi à ériger l'édifice de l'État et de la société russes. Nous allons maintenant passer à l'édifice lui-même. Le style des formes sociales comme celui des formes architecturales dépend de la façon la plus étroite de la qualité des matériaux. Étant donné l'état primitif des assises de la vie économique russe, tel qu'il nous est maintenant connu, nous ne saurions rien attendre de complexe et d'achevé en ce qui concerne l'organisation sociale de la Russie.

L'ordre dans lequel se suivent ces études est la conséquence directe de cet état primitif de notre ancienne vie économique. Si nous avions à étudier un État de l'Europe oc-

cidentale, nous serions obligés, en commençant toujours par la vie économique, de commencer par la structure sociale et passer de là à l'organisation politique. Mais pour les études sur la Russie, l'ordre inverse est préférable, c'est-à-dire qu'il est plus commode d'étudier, en premier lieu, l'évolution politique et de passer de là à l'étude de la structure sociale.

La raison, c'est qu'en Russie l'État eut une influence énorme sur la structure sociale, tandis qu'en Occident c'est cette dernière qui a déterminé les formes politiques. En Occident, ce sont les forces externes de la société qui présidèrent à sa formation en suivant un développement organique, en passant des stades inférieurs aux stades supérieurs. La base de cet édifice historique, la classe paysanne, s'était formée, dans ses traits généraux, à l'époque des invasions, du VIe au VIIIe siècle. Et sur cette base se superposa au Moyen-Age un second étage, l'aristocratie féodale européenne, puisant sa force dans ses paysans attachés à la glèbe. Enfin, ce n'est que vers les temps modernes, grâce à une lutte tenace avec cette seconde couche sociale, grâce à une série de petites victoires sur les droits et les privilèges des personnes privées, des différents groupes sociaux et des organisations locales que se constitua l'État puissant qui élargit peu à peu et successivement les limites de sa souveraineté. Chez nous, le processus historique s'est développé dans un ordre tout à fait inverse, de haut en bas. Si nous laissons de côté l'ancienne Russie de Kiew, dont les conditions de développement historique furent toutes différentes, nous voyons que dans l'ancienne Russie du nord-est, le représentant du pouvoir suprême, le prince, fut presque le premier habitant sédentaire de l'État. Autour de lui tout était mobile. Toute la population allait et venait, n'établissant aucun autre lien fixe avec le prince, possesseur du territoire, qu'un traité purement personnel et temporaire. Au milieu de cet « élément fluide », selon

l'expression de notre historien Solowieff, il se forma peu à peu un petit noyau d'aides personnels du prince, c'est-à-dire ses « serviteurs libres » qui, cependant, pouvaient encore s'en aller et passer à un prince voisin. Quand l'un de ces potentats, celui de Moscou, eut absorbé les autres, les serviteurs libres passèrent à son service; le noyau de ces « serviteurs » s'élargit et la catégorie de ces hommes de service acquit bientôt un caractère vraiment sédentaire. Mais même lorsque cette seconde couche de la société russe se fut cristallisée, sa base continua à chanceler; la classe libre des paysans allait toujours d'un territoire à l'autre, continuant à représenter l'élément fluide de l'histoire russe. Et ce n'est que grâce aux efforts réunis du gouvernement et des propriétaires fonciers que l'on arriva enfin à fixer la classe paysanne, à l'attacher à la glèbe. C'est ainsi que, chez nous, le gouvernement s'asservit les propriétaires fonciers, et ceux-ci, les cultivateurs. C'est grâce à ce procédé de construction que le faite de la société russe, le pouvoir gouvernemental, pût garder pour longtemps le rôle dominant dans la formation de l'histoire russe. L'État russe loin d'être obligé de lutter contre les droits et les privilèges des personnes particulières et des groupes sociaux, s'efforçait au contraire, comme nous le verrons encore, à provoquer ces groupes sociaux à l'existence et à l'action afin de profiter de leur activité. Ce n'est que tout récemment que les groupes sociaux russes commencèrent à révéler des signes d'une vie interne et à manifester une tendance à une activité propre; la confiance du pouvoir central en eux commença dès lors à faiblir.

Mais quelles sont les causes qui ont déterminé ces phénomènes? ce que nous venons de dire l'explique déjà en partie. L'État russe a manifesté plus de force que la société russe parce que le développement des intérêts matériels n'a pas encore réussi à cristalliser la société en groupes sociaux

stables qui, en Occident, s'étaient formés depuis longtemps sous l'influence de luttes économiques plus intenses.

Mais ce n'est là qu'une demi-explication. Bien que la faiblesse du développement économique explique suffisamment le manque de force des éléments qui composaient l'ancienne société russe, elle ne peut par elle-même nous expliquer la raison de la superposition d'un État puissant au-dessus des couches sociales avant que celles-ci aient réussi à prendre de l'importance. L'État russe fut certes aussi un résultat de cette même faiblesse économique; il suppléait au manque d'organisation des éléments sociaux; mais quelles sont les causes qui ont fait ressentir à ce pays arriéré le besoin d'une forte organisation politique? Nous devons évidemment les chercher *en dehors* du développement organique interne de la vie sociale.

L'organisme politique était constitué avant que le processus du développement organique interne pût le rendre nécessaire. Il fût provoqué à la vie par des besoins *extérieurs* et de première importance, pour sa propre défense et conservation. Les ressources matérielles de l'État et le développement économique du pays restaient toujours faibles; mais l'État présentait ses exigences sans se soucier si elles marchaient ou non de pair avec les ressources matérielles qu'il avait à sa disposition. Il lui fallait songer à suppléer à l'action spontanée qui était absente. L'État devait protéger sa propre existence; il fallait donc trouver les moyens nécessaires. *Pour cela*, on était même amené à les provoquer et à les créer s'ils n'existaient pas; il fallait forcer, même artificiellement, à l'activité *propre* de la société. C'est ainsi que, grâce aux besoins politiques pressants, se forma sur une base matérielle très pauvre, un État omnipotent; c'est en raison même de cette pauvreté qu'il fut amené à exiger de la population tous les efforts possibles, et c'est pour les avoir toujours à sa disposition que l'État dût devenir tout puissant. Il est donc hors de

doute que le puissant État russe fut le produit du peu de développement économique, mais il est aussi incontestable que ce produit ne put être formé que par la présence de certaines conditions intérieures qui eurent une influence essentielle sur la vie nationale.

Or, quels ont été ces besoins de première nécessité qui ont amené à concentrer tout le pouvoir et les ressources materielles de la Russie du nord-est dans les mains du grand prince moscovite? Il suffit pour répondre de se rappeler les circonstances historiques de l'époque où cette dictature moscovite se forma aux XIVe et XVe siècles. La Horde d'Or (*zolotaïa orda*) (1), qui vivait péniblement à côté de ses tributaires les princes russes, tombait en pleine décomposition dès le milieu du XIVe siècle. A sa place surgissaient des Oulous Tartares, indépendants : ceux de Crimée, de Nogaï et de Kasan. Trop faibles pour retenir la Russie dans leur dépendance, pour la forcer à continuer le tribut qu'elle payait à la Zolotaïa Orda, les nouveaux Khanats étaient cependant assez forts pour inquiéter constamment la Russie par leurs incursions, pour dévaster, piller et emmener les Russes en captivité, pour mettre le trésor russe en danger et parfois même la personne du prince moscovite. En même temps, du côté de l'ouest, le Lithuanien voisin se rapprochait de plus en plus, occupant les anciennes principautés russes les unes après les autres, et finit par menacer au XVe siècle le territoire même du gouvernement actuel de Moscou (du côté de Smolensk et de Kalouga).

Sous l'influence de ces circonstances, Moscou devint, dès la fin XVe siècle, un vrai camp militaire, le siège de l'etat-

---

(1) C'est ainsi que s'appelait la grande Horde, dont le centre était à Saraï, sur le Volga inférieur et dont les Khans étaient les descendants de Djoutchi, fils aîné de Gengis-Khan. C'est le premier de cette série, Baty, qui conquit les principautés russes dans la première moitié du XIIIe siècle.

major général de l'armée, qui s'appuyait sur le Nord et luttait sur trois flancs : au sud, à l'est et à l'ouest. Absorbés jusqu'ici par leurs querelles de famille, adonnés aux petits soins de leur ménage, qui allait s'agrandissant avec une rapidité extraordinaire, ne se souciant que d'amasser autant de terres, d'argent et d'objets précieux que possible, s'abaissant même jusqu'à devenir des agents fiscaux des Khans, les princes moscovites furent forcés de quitter leur train de vie parcimonieux et frugal; ils devinrent des organisateurs militaires dans le style des conquérants turcs. Dans le domaine de l'administration intérieure, leurs intérêts se ramenèrent de plus en plus à la poursuite des ressources nécessaires à l'entretien de leurs troupes.

Les troupes et les finances, tels sont donc les deux objets principaux ou plutôt les deux côtés différents du même objet qui, dès lors, absorbe complètement l'attention du gouvernement moscovite. Dès la fin xve siècle jusqu'à l'époque de Pierre, la Russie fut sujette cinq fois à une refonte radicale de tout son organisme politique : en 1490-1500, en 1550-1560, en 1620-1630, en 1680-1690 et enfin en 1700-1720, et chaque fois, la nécessité d'une transformation financière fut la cause de ces refontes; et toujours aussi, la nécessité d'une réforme financière était provoquée par des perfectionnements nouveaux et plus coûteux apportés à la technique militaire.

Nous reviendrons plus tard, quand nous ferons connaître les traits caractéristiques des institutions russes, à tous ces moments importants de l'histoire de l'administration de la Russie. Dans le chapitre suivant nous aurons à parler aussi des réformes essentielles dans le domaine financier qui ont été accomplies dans chacun de ces moments. Mais nous devons, dès maintenant, nous arrêter à la cause fondamentale de tous ces changements dans l'organisation administrative et financière. Cette cause, comme nous l'avons dit, est la nécessité des perfectionnements périodiques de la

technique militaire, et sa conséquence immédiate était chaque fois l'établissement, en vue de ces besoins, de nouveaux impôts, qui devenaient, après chaque nouvelle réforme, toujours plus élevés et plus écrasants.

A l'époque de la lutte constante avec ses voisins, dès Ivan III, on adjoignit aux anciens « serviteurs libres » ou enfants des boyards, qui composaient l'ancienne cour du prince moscovite, des colonnes militaires, composées des mêmes éléments, venues de villes nouvellement conquises. Tous les propriétaires fonciers locaux, plus ou moins aisés, s'enrôlaient dans ce corps des « enfants de boyards ». Le fisc se mit à distribuer largement les terres fiscales sous condition de service militaire, ce qui s'appelait *donner des terres en pomiestie*. On la donnait même aux esclaves : on ne se préoccupait pas du choix de ceux que l'on faisait *pomiestchiks*. Les troupes, ainsi composées, formaient la « cavalerie des nobles » — partie principale de l'armée de l'ancienne Russie ; de temps en temps le contingent en était contrôlé ; on fit même une liste de tous les « enfants de boyards » que l'on comptait pour le service dû par les possesseurs de pomiesties et de terres patrimoniales et l'on commença à déterminer plus en plus avec précision leurs obligations de service. Mais la cavalerie seule ne suffit pas ; dans les guerres sur les frontières de l'ouest, les troupes moscovites se rencontrent déjà avec des colonnes d'infanterie pourvues de la nouvelle arme européenne, de l'arme à feu. Alors, au service du prince moscovite, on voit de petits corps d'arquebusiers ou « pistchalniks », qu'on appela dès le milieu du XVIe siècle « strieltzy ». Leur entretien coûtait déjà beaucoup plus que celui de la cavalerie des nobles. Les nobles et les enfants de boyards faisaient, en effet, leur service en subvenant à leurs besoins avec les ressources de leurs terres ; ils ne recevaient une petite solde supplémentaire en argent qu'au cas de service actif, c'est-à-dire une seule fois pour plusieurs années. Au contraire, il fallait payer à l'in-

fanterie enrôlée, cette troupe spéciale munie d'armes à feu, une solde fixe annuelle. C'est ainsi que le gouvernement commença à sentir le besoin d'argent.

A la fin du xve siècle, le gouvernement ne prélevait aucun impôt direct fixe, pour ne pas parler de l'ancien tribut (*dagne*) et de la corvée des postes (*iam*) que l'on prélevait parfois en argent. Mais lorsqu'on augmenta l'armée par la création d'un corps important d'infanterie, on ne put plus se passer d'impôt fixe. Le gouvernement d'Ivan IV créa au milieu du xvie siècle toute une série d'impôts, spécialement pour les besoins militaires. On commença à prélever des taxes pour l'entretien des arquebusiers et pour la fabrication de la poudre à fusil; en même temps, on établit des impôts spéciaux pour les différents ouvrages fortifiés de la frontière du sud. Enfin les rançons des captifs russes qui tombaient chaque année entre les mains des Tartares incurseurs furent aussi la cause d'un nouvel impôt fixe, réparti annuellement sur la population. C'est ainsi que toutes les impositions sous Ivan IV eurent un rapport direct ou indirect avec les guerres. Nous verrons bientôt quelles réformes administratives et financières suivirent leur introduction.

Au xviie siècle, l'entretien de l'armée devint encore plus coûteux qu'au xvie. Déjà, vers la fin du xvie siècle, le gouvernement commence à recruter ses gardes à l'étranger. Sous Michel Théodorovitch (1613-1645), on recrute déjà des régiments entiers d'officiers et de soldats étrangers; on instruisait à l'étrangère l'infanterie et la cavalerie russes. Les anciens impôts pour l'armée devinrent insuffisants, sans parler de la baisse de l'argent qui, à l'« époque troublée » les fit tomber au 5e de leur valeur nominale. Aussi le gouvernement, une fois l'« époque troublée finie », sans supprimer les anciens impôts, en créa de nouveaux incomparablement plus lourds. L'ancienne corvée postale se paya dix roubles pour chaque unité foncière (sokha). A présent, à côté de

cette « petite » imposition (voir plus loin), on créa le « grand » impôt postal qui atteignait jusqu'à 800 roubles pour la même unité, c'est-à-dire dix fois plus que l'ancien. A côté de l'ancien impôt pour les arquebusiers surgit un nouvel impôt, pour la même destination, qui variait selon les années, de 90 à 240 roubles par « sokha », et dans la 2e moitié du XVIIe siècle montait même jusqu'à 7 et 800 roubles. Enfin, dans tous les cas de nécessité militaire extraordinaire, le fisc se mettait à prélever des impôts également extraordinaires ; et cela dura jusqu'à Pierre le Grand.

A l'aide de toutes ces ressources auxquelles il faut ajouter les emprunts forcés que la population était obligée de couvrir et la falsification de la monnaie dans les circonstances particulièrement critiques, — le gouvernement parvenait à se tirer d'affaire tant bien que mal. Mais dans la 2e moitié du XVIIe siècle la technique militaire changea encore. A la suite de succès militaires, les frontières de la Russie reculèrent plus loin à l'ouest, au sud et à l'est du gouvernement de Moscou. Moscou ne put rester le centre militaire principal, comme il l'avait été tant que les guerres avaient eu lieu dans les gouvernements voisins. Les hommes de service possédant des terres de service et des terres patrimoniales (les pomiestchiks et les votchiniks) étaient envoyés loin de leur pays, loin des villes de la région de Moscou, à Kiew ou dans le gouvernement de Koursk, ou ailleurs encore. Cela devint aussi incommode pour eux que pour le gouvernement. En même temps, les progrès de l'art militaire dans l'Europe occidentale laissaient loin derrière eux cette cavalerie archaïque des nobles et des enfants de boyards. Aussi le gouvernement décida-t-il de transporter son état-major sur les nouvelles frontières, où il créa en même temps de nouveaux régiments composés des habitants des villes et des districts attachés à chaque état-major local. Ces régiments destinés à remplacer l'ancienne cavalerie des nobles furent inscrits d'après les nouvelles règles

du « service des dragons et des *cavaliers* ». Une fois leur instruction achevée, les recrues étaient licenciées, mais à la première nécessité ils se réunissaient autour de leur drapeau dans la ville désignée d'avance et qui était la plus proche de leur domicile. Des officiers étrangers étaient installés dans ces villes à cet effet. L'infanterie fut aussi transformée sur les mêmes bases. Les « strieltzeus » furent peu à peu remplacés vers la fin du XVIIe siècle par des « régiments de soldats » instruits à l'étrangère.

Tous ces changements triplèrent le budget militaire. Au commencement du XVIIe siècle le gouvernement dépensait chaque année à peine une moyenne de 250 mille roubles (3 millions 1/2 de roubles actuels). Vers la fin du XVIIe siècle (1680), on peut sans crainte évaluer ces dépenses à 750 mille roubles (12 millions 3/4 de roubles actuels), ce qui faisait la moitié du budget total de l'époque. Nous verrons dans la suite quels changements dans le domaine administratif et financier causa cette augmentation de dépenses.

Une nouvelle période de l'augmentation rapide du budget de la guerre commença sous Pierre-le-Grand. Après avoir anéanti définitivement les strieltzeus, il appela sous les drapeaux les régiments locaux dès le commencement du XVIIIe siècle ; il leur donna l'allure et l'instruction d'une armée régulière européenne et les fit tenir campagne jusqu'à la fin de son règne. Les régiments de Pierre toujours en campagne et constamment complétés par de nouvelles recrues finirent bientôt par perdre leur caractère de milieu local qui était le propre des régiments du XVIIe siècle, recrutés, instruits et dirigés par des états-majors locaux. L'armée russe forma ainsi définitivement un groupe social particulier, n'ayant aucun lien avec la terre et dont l'entretien fut la cause de nouvelles charges pour la population sédentaire. Tant que la guerre dura, Pierre couvrait les dépenses militaires extraordinaires par de nouvelles impo-

sitions également extraordinaires, mais dont une partie importante fut bientôt transformée en dépense fixe. Après la fin de la guerre, on décida de ne pas licencier l'armée mais de la cantonner sur tout le territoire russe et de répartir les dépenses de son entretien sur tous les habitants, frappés d'un nouvel impôt. Le cantonnement, il est vrai, ne réussit ni sous Pierre ni sous ses premiers successeurs, mais le nouvel impôt fut introduit et remplaça tous les anciens impôts directs, dont il dépassait deux fois et demie la somme totale.

Un autre objet tout nouveau de dépenses militaires fut la création de la marine sous Pierre ; à la fin de son règne elles s'élevaient à environ 12 millions de roubles actuels. Si l'on ajoute les 40 millions de dépenses minimum pour l'armée, on arrive à un budget militaire de près de 53 millions de roubles actuels. En le comparant aux 13 millions du budget de 1680 on voit qu'il a plus que quadruplé. Si dans le budget de 1680 le budget militaire y entrait pour la moitié de la somme totale, Pierre dépensait déjà pour l'armée et la flotte des 4/5 aux 2/3 du budget total. Nous verrons dans le chapitre suivant l'influence énorme que les dépenses militaires sous Pierre ont eue sur la réforme générale des institutions russes.

Après Pierre-le-Grand, l'organisation politique et financière de la Russie se trouvait déjà tellement développée que les besoins militaires extraordinaires ne pouvaient plus surprendre le gouvernement au point d'aboutir comme auparavant à de véritables cataclysmes périodiques. C'est pourquoi l'influence des besoins militaires sur la marche totale de l'organisme gouvernemental ne se manifestait plus avec autant d'acuité que dans la période moscovite de notre histoire. Chaque nouvelle dépense importante n'occasionne plus comme avant une refonte de toute la machine gouvernementale. Bien que les dépenses militaires aient une influence moins manifeste, elles ne cessent néanmoins

pas d'oppresser le budget russe et de représenter la première nécessité de l'État. Bien que n'ayant plus à lutter ouvertement pour son existence, l'État russe ne cessa cependant pas de poursuivre les problèmes qui découlaient directement de la politique des XVe et XVIe siècles. D'autre part, il ne s'adapte pas d'emblée à la situation de la Russie devenue un État européen : les questions de parti et quelquefois aussi l'emballement à la suite d'une idée quelconque le poussaient à élever la voix en Europe beaucoup plus souvent que ne l'exigeaient les intérêts directs de la Russie. Ces deux circonstances entraînèrent aux XVIIIe et XIXe siècles la Russie dans une série de guerres qui maintinrent et augmentèrent ses efforts et ses dépenses militaires. Après le partage de la Pologne et l'annexion des pays de la mer Noire, sous Catherine II, les vieilles aspirations de la politique russe étaient enfin satisfaites. Mais le vieux caractère conquérant de la politique russe ne change pas pour cela, malgré son mélange plus ou moins grand d'idéalisme. La participation de la Russie aux guerres de Napoléon fut loin d'être désintéressée et l'annexion de la Finlande, de la Pogne et de la Bessarabie ne se fit pas du tout contre son cœur. Et cependant les tendances annexionistes de la Russie du côté de la Turquie ne furent pas encore satisfaites par les acquisitions d'Alexandre Ier. Dès le règne de Nicolas Ier, la fameuse « question d'Orient » s'ouvrit, et elle reste encore aujourd'hui une menace éternelle pour la paix européenne. Il faut encore y ajouter l'expansion rapide de la Russie dans l'Asie occidentale. C'est ainsi que la nécessité de l'augmentation des forces militaires ne diminua pas même après Pierre-le-Grand. L'armée qui atteignait vers la fin de son règne 200,000 hommes était vers l'époque de la deuxième guerre turque (1787-1791) de 400.000 hommes, elle doubla encore (800.000 hommes) dans la période des guerres d'Alexandre Ier avec Napoléon (1806-1812) et doubla de nouveau (1. 600.000 hommes pen-

dant la guerre de Crimée (1854-1855). Depuis elle est encore 1 fois 1/2 plus forte et atteint aujourd'hui en temps de guerre 2 millions 1/2 d'hommes, 12 fois plus que sous Pierre-le-Grand.

L'entretien de l'armée et de la flotte continue naturellement, dans de pareilles conditions, à former le chapitre principal du budget et demande les plus grands sacrifices à la population. Le diagramme (que nous donnons à la fin du volume) permet de voir la rapidité de l'augmentation des dépenses militaires de l'État. Il est vrai que, malgré l'augmentation énorme du chiffre absolu des dépenses militaires, son importance relative dans le budget diminue successivement, comme le rend évident notre diagramme.

Dans la 2e moitié du siècle passé, l'entretien de l'armée et de la flotte comptait pour 45 à 50 0/0 de toutes les dépenses, dans la 1re moitié de notre siècle pour 43 à 42 0/0 et dans les cinquante dernières années cette proportion tombe à 1/3 de toutes les dépenses de l'État (34 à 31 0/0). Mais cette diminution proportionnelle est encore plus apparente que réelle. Depuis Pierre jusqu'à nos jours, il n'y eut pas une seule guerre qui pût être couverte à l'aide des revenus ordinaires; on était toujours forcé de recourir à des ressources supplémentaires pour faire face à ces dépenses militaires extraordinaires. Les gouvernements européens recouraient depuis longtemps à des emprunts : déjà, à l'époque de Pierre, l'Angleterre était si endettée que les intérêts seuls de sa dette étaient égaux à ses dépenses totales pour l'armée et la flotte; la dette de la France exédait déjà alors 18 fois ses revenus annuels et celle de l'Autriche, au milieu du XVIIIe siècle, était 3 fois 1/2 plus forte que ses revenus annuels. La Russie, malgré tout son désir, ne pouvait pas faire de dettes, personne ne voulant lui confier de capitaux; même après Pierre, la tentative d'emprunt à l'étranger qui eut lieu sous Elisabeth échoua complètement. Il fallut donc recourir au crédit forcé dans le pays sous la

forme que nous connaissons déjà de la falsification de la monnaie ou de son remplacement par les assignats. Pour la guerre avec la Suède, Pierre fit refrapper toute la monnaie en diminuant de moitié son poids antérieur; pour les guerres avec la Turquie, Catherine émit des assignats; Alexandre I[er] pour les guerres avec Napoléon augmenta leur nombre; on procéda de même pour la guerre de Crimée avec le papier de crédit introduit par le ministre M. de Kankrine. Mais de tels procédés ne sont pas sans danger : nous savons qu'ils ont toujours pour conséquence la dépréciation de l'argent, la baisse de son cours. Aussi, dès que le gouvernement russe put jouir de crédit à l'étranger, il passa immédiatement avec Catherine II au sytème de l'emprunt. C'est avec des emprunts que l'on couvrit les frais des guerres sous Nicolas I[er] et Alexandre II; c'est par des emprunts que le gouvernement s'efforça plus d'une fois de racheter les papiers de crédit qui avaient servi à couvrir les frais des guerres précédentes; c'est ainsi que la dette du gouvernement envers son pays, qui ne donnait pas d'intérêts, fut transformée en dette envers l'étranger avec intérêts et amortissable. Il est vrai qu'au moment des emprunts faits en vue de ce dernier but, il se trouvait toujours un nouveau besoin quelconque d'État encore plus urgent. Aussi, l'argent emprunté pour le rachat du papier et l'amortissement des anciennes dettes était dépensé pour ces besoins nouveaux, ou bien il arrivait que le papier racheté n'était pas supprimé comme on l'avait fait prévoir, mais se trouvait lancé de nouveau dans la circulation. En un mot, le but direct des emprunts d'État ne se trouvait pas atteint dans la plupart des cas. D'une façon ou d'une autre, directement ou indirectement, la dette de l'État russe qui atteint aujourd'hui 4 milliards de roubles métalliques et qui excède plusieurs fois le revenu annuel de l'État, était faite presque exclusivement en vue de couvrir les dépenses militaires ou de payer l'argent emprunté pour ces dépenses, exception

faite seulement pour les emprunts ayant en vue les frais de construction de chemins de fer et le rachat des redevances des paysans pendant leur émancipation du servage. Ainsi, les dépenses pour le paiement des intérêts de la dette d'État doivent être comprises pour 3/4 avec celles pour les besoins militaires de l'État. Ces dépenses depuis 1794 augmentent aussi bien au point de vue relatif qu'absolu. Si l'on tient compte du paiement des intérêts, on trouve que le budget militaire de l'État depuis Pierre-le-Grand entrait au moins pour la 1/2, souvent pour les 3/5 de toutes les dépenses du budget.

Ainsi, le besoin d'une force militaire, qui est le besoin d'État le plus essentiel et le plus élémentaire, fut dès le début et resta jusqu'à nos jours le principal besoin du gouvernement russe. Après la défense extérieure, l'ordre intérieur représente le problème le plus essentiel du pouvoir central. Nous apprendrons dans la suite comment se développa le système des institutions gouvernementales qui devait satisfaire à ce problème d'une administration régulière. Mais, dès à présent, après l'analyse des principaux chapitres des dépenses de l'État russe, nous ne pouvons pas ne pas remarquer que ce problème resta longtemps à l'arrière plan pour le gouvernement. Tout d'abord, du cadre des dépenses pour l'administration russe il faut en déduire celles qui sont destinées à l'entretien de la Cour.

L'administration de la cour, comme nous le verrons, était, dans les temps anciens, confondue avec celle de l'État ; l'importance des dépenses pour la cour dans le budget avant Pierre (15 0/0) peut en être considérée comme le vestige. Cette proportion serait sans doute encore plus forte si nous avions le chiffre du budget de l'État moscovite avant 1860. Sous Pierre-le-Grand, qui était lui-même très économe, les dépenses pour la cour se réduisirent notablement et ne furent plus que de 4 0/0. Ce chiffre remonte à 9 0/0 avec la cour somptueuse des impératrices. Enfin, dans

notre siècle, les chiffres absolus montent faiblement, mais l'importance relative du budget de la cour diminue rapidement et tombe de 5 à 2 0/0.

Outre l'entretien de la cour, le gouvernement se préoccupe surtout de la branche d'administration qui a pour but de procurer de l'argent à l'État et de prélever les impôts — c'est-à-dire de l'administration financière. Ces dépenses étaient les plus importantes après celles du budget militaire. Déjà, après les réformes de Pierre, dont nous parlerons dans la suite, ces dépenses formaient le 1/10e du budget total ; et de Catherine II jusqu'à nos jours elles oscillent entre 1/4 et 1/8e. Si on les ajoute à celles du budget militaire et des intérêts de la dette d'État, on trouve que la somme forme les 7/10e et jusqu'aux 8/10e du budget total dans les deux derniers siècles.

L'analyse de tous ces chapitres des dépenses nous a fait, en réalité, connaître les principaux problèmes que l'ancien gouvernement russe s'était posés. L'armée et les finances, — tel était le souci principal du gouvernement ; il ne restait, pour toutes les autres fonctions que 2 ou 3/10 du budget total, et encore il faut en déduire les dépenses obligatoires pour les travaux publics, pour les pensions de retraites, les affaires étrangères, pour l'entretien du clergé. Pour l'administration proprement dite, pour la justice, pour l'instruction publique, — il ne restait qu'une part relativement très faible. Nous ne nous arrêterons pas, d'ailleurs, sur ces fonctions puisque nous y reviendrons dans la suite. Nous ne les avons mentionnées que pour délimiter d'une façon générale les différentes fonctions du pouvoir central russe et pour caractériser l'importance relative qu'elles avaient à ses yeux, autant, du moins, qu'elles se trouvent reflétées dans les chiffres du budget. Avec cela, nous avons accompli la moitié du but de cette étude. Nous savons maintenant quels étaient les besoins de l'État ; il

nous reste à connaître les moyens dont il a usé pour satisfaire à ces besoins.

BIBLIOGRAPHIE

MILIOUKOFF. — *L'économie d'État en Russie et la réforme de Pierre le Grand* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1892.

MILIOUKOFF. — *Questions controversées de l'histoire financière du royaume de Moscou* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1892.

Recueil de la Société russe d'histoire, tomes 5, 6, 28, 45 (Documents financiers, éd. KOLOMSINE (en russe).

BOGDANOVITCH. — *Histoire du règne d'Alexandre Ier* (en russe).

REDEN. — *Russland's Kraftelemente und Einflussmittel*. Frankf. a. M., 1854.

BLOCH. — *Les finances russes du XIXe siècle* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1882.

LÉBÉDEFF. — *Le droit financier*, tome I, fasc. III (en russe). Saint-Pétersbourg, 1893.

CHAPITRE II

Histoire de l'impôt.

Caractère du système financier le plus ancien. — Histoire de l'impôt direct. — Le mécanisme russe de la répartition de l'impôt. — Son origine. — L'ancienne socha et sa transformation au milieu du XVIe siècle. — Introduction de l'impôt par maisonnée. — Passage à l'impôt personnel et sa destinée. — État actuel de l'impôt direct. — Les différents impôts professionnels dans l'ancienne Russie. — Les essais de l'impôt sur le revenu aux XVIIe et XVIIIe siècles. — Rôle des impôts indirects dans l'histoire du budget. — Marges de l'impôt et son influence sur la nécessité pour la population de chercher des sources extraordinaires de revenus.

En réalité, le développement des institutions et l'organisation des états en Russie répondaient aux exigences militaires et fiscales de plus en plus fortes du gouvernement. C'est ce point de vue qui va nous guider d'un bout à l'autre de notre raisonnement.

Nous allons tout d'abord nous occuper de cette catégorie de services que l'État demandait à la population sous forme d'impôts en argent. Il faut dire que dans la somme des charges imposées par le gouvernement, les charges pécuniaires n'étaient qu'une des composantes et loin d'être la seule importante. Ce pays, pauvre au point de vue économique, ne pouvait guère fournir à l'État que des services en nature et non en argent. De ses domaines, des dépendances affermées et des terres paysannes tributaires (Tchornaia wolost), le prince, chef de l'État, tirait ses revenus, sous forme de céréales, miel, poissons et autres vivres. Ses fonctionnaires étaient entretenus par les dons en nature des habitants et, jusqu'au milieu même du XVIe siècle, ils recevaient leur rétribution directement de la population où ils

se trouvaient et qu'ils étaient appelés à administrer. Les serviteurs militaires du prince devaient aussi être entretenus par la population paysanne des lots qu'on leur assignait en jouissance; leur rétribution, tout au moins dans l'idée du gouvernement, devait leur être payée en nature.

« En fait, dit un document du milieu du XVI[e] siècle, comment pourrait-on demander de l'argent aux agriculteurs? Ils ne créent pas de l'argent, mais produisent des céréales; aussi faut-il prélever une portion de leurs céréales, ainsi que des animaux et du miel de leurs forêts, des castors et des poissons de leurs rivières; si la forêt est brûlée pour être convertie en terre de labour, il faut supprimer les redevances en miel et animaux, car les labours auront à payer en céréales. Si un possesseur de fief militaire a besoin d'argent, qu'il vende le surplus de ce qu'il a reçu des paysans aux citadins qui ont besoin de céréales. Il aura alors l'argent qu'il lui faudra et cependant aucun paysan n'aura à pleurer ni à être tourmenté pour ses arriérés ».

Ces derniers mots nous rappellent que déjà au milieu du XVI[e] siècle, le paiement des impôts exclusivement en nature n'était qu'une aspiration qui ne se réalisait pas toujours. Mais elle nous permet de juger du degré de développement des ressources pécuniaires des paysans russes de ce temps.

Avant ses serviteurs et plus qu'eux, l'État avait besoin d'argent. Déjà il avait fallu payer aux Tartares le tribut en argent, et il fallait aussi donner aux soldats russes un supplément en argent, bien que, jusqu'à l'époque même de Pierre, le gouvernement continuât à payer une partie de leur solde en blé et en sel. Les anciens revenus, les taxes judiciaires, sur les transports et la vente des marchandises ne pouvaient plus suffire aux nouveaux besoins, et nous avons vu que le gouvernement trouva une issue dans l'établissement de toute une série d'impôts militaires. Partout, en Europe, les impôts directs surgirent au mo-

ment où l'on ressentit la nécessité d'une force militaire permanente. Mais, en Russie, l'impôt direct fixe parut avant que se formassent les catégories imposables. La formation de ces catégories et l'imposition successive de nouveaux éléments de contribuables fut en Russie le but en même temps que la conséquence des nouveaux impôts militaires. C'est ainsi que l'impôt direct permanent devint une force organisatrice qui fixa les « éléments fluides » de la société russe. C'est à ce point de vue que l'histoire de l'imposition directe en Russie mérite une attention particulière dans les études sur la structure sociale.

Tout le monde connait en Russie de quelle façon se répartissent ordinairement les impôts entre les paysans d'un village russe. Excepté les fonctionnaires, on sait rarement dans le village le genre d'impôt que l'on à payer. Tous les paiements des paysans, sans exception, qu'ils soient pour le pouvoir municipal, pour le fisc ou pour les élus du village, qu'ils soient des *impôts* proprement dits ou des paiements pour les rachats, par exemple le paiement du prêt que le fisc a fait aux paysans pendant leur émancipation, — tous ces paiements de tous les villages sont confondus dans une seule et même somme. Le mir partage alors la terre de la commune en lots pour les répartir entre les chefs de famille. On divise la somme totale des paiements par ce nombre de lots de sorte que chacun d'eux est chargé d'une part égale pour le paiement ; chaque chef de famille paie ensuite autant de parts qu'il désire ou qu'on lui permet d'avoir de lots.

Supposons la culture de la terre rémunératrice, c'est-à-dire son rendement supérieur aux impôts. Chaque paysan s'efforcera dans ces conditions d'obtenir du mir le plus grand nombre possible de lots. Il n'est pas douteux qu'il y aura alors lutte pour la répartition des lots. Comment devrons-nous nous expliquer le phénomène contraire, c'est-à-dire qu'une lutte de ce genre n'ait pas lieu dans une occasion

donnée et que les paysans soient non seulement indifférents mais encore hostiles à l'obtention de leurs lots, dont ils tendraient alors à réduire le nombre le plus possible. Une seule supposition peut nous en donner l'explication ; c'est que la culture dans ce cas n'est pas rémunératrice, c'est-à-dire que les impôts sont plus élevés que le rendement ou que l'on pourrait labourer des lots moins surchargés d'impôts. C'était précisément le cas de la Russie ancienne.

Le parti le plus avantageux était évidemment d'abandonner, dans ce cas, la terre non rémunératrice, de quitter le mir et la terre surchargée d'impôts. C'est ce que faisaient les paysans de l'ancienne Russie qui profitaient de toutes les occasions pour se disperser ou pour aller occuper clandestinement un lot de terre libre de charges. Mais chaque laboureur qui fuyait de sa terre diminuait le nombre de ceux qui étaient redevables au fisc, et l'État, toujours en quête d'argent et d'hommes, devait se préoccuper de prévenir les pertes qui résultaient de cet abandon des lots imposés. Or, pour atteindre ce but, l'organisation de la répartition des impôts que nous avons décrite pouvait rendre des services inestimables au gouvernement moscovite. Grâce à cette organisation, le gouvernement pouvait se dispenser d'avoir des rapports avec chacun des imposés en particulier et il n'avait à se préoccuper que des communautés imposées ; l'association, en bloc, était responsable de chaque membre en particulier et s'engageait à prendre pour elle les obligations de celui qui partait. Ainsi les liens créés par les impositions prenaient un caractère obligatoire. Une fois entré dans la communauté imposée, chaque membre se trouvait lié pour toujours avec elle et ne pouvait la quitter sans le consentement du mir qui exigeait ordinairement, dans les temps anciens, que celui qui partait se fît remplacer. Il est facile de remarquer qu'un tel mode d'imposition présente le contraste le plus complet avec l'organisation fiscale des pays plus développés. Si le

gouvernement refuse de délimiter la part de chacun dans les charges, c'est qu'il avoue ainsi son impuissance dans la branche la plus importante de son administration. S'il a établi la caution solidaire comme moyen d'affermir les imposés, c'est qu'il n'espère pas les retenir de force ni par l'influence de leur propre intérêt, il est évident qu'il leur réclame plus qu'ils ne peuvent payer. Ainsi, le système financier russe nous révèle les mêmes traits caractéristiques que nous avons trouvés dans l'organisation sociale russe en général : il fut le résultat combiné de la faiblesse économique de la Russie et du développement disproportionné de ses besoins politiques.

Nous avons donc le droit de conclure que cette organisation fiscale représente un produit des plus caractéristiques de la vie historique russe. Il nous reste maintenant à déterminer quand et comment a été créée cette organisation fiscale que nous avons aujourd'hui sous les yeux. Il n'est pas facile de répondre à cette question, car nous trouvons cette organisation déjà toute faite dans les documents auxquels nous pouvons nous rapporter. Cependant nous pouvons supposer que si elle n'a pas surgi d'un coup, cette organisation a pris la forme qui lui est connue juste au moment où le pays, en raison de sa faiblesse économique, se trouva pour la première fois dans la nécessité de faire des sacrifices matériels supérieurs à ses forces.

Or, ce fut la nécessité du tribut imposé par les Tartares ou « dagne ». Il y en avait un que les princes russes prélevaient avant la conquête tartare ; mais celui-ci se distinguait essentiellement du tribut Tartare, régulier et fixe ; ce dernier n'était établi que d'après un recensement des imposables préalablement fait. Au XIII[e] siècle, les Tartares firent deux recensements généraux de la population, qu'ils mirent sous le contrôle de leurs fonctionnaires. Quand, au XIV[e] siècle, le prélèvement des tributs passa des Tartares dans les mains des princes russes, ceux-ci héritè-

rent en même temps de leur administration financière. Ce fut alors le gouvernement russe qui, pour une somme considérable, dut percevoir les impôts pour le compte des Tartares et fut responsable devant eux de leur régularité. Avec l'état élémentaire de toute la structure politique et sociale, le seul moyen de garantir la régularité de la perception des impôts pour l'étranger, était d'en rendre responsable les imposés eux-mêmes. C'est probablement à cette époque que les imposés furent réunis par le gouvernement en groupes fiscaux. Ce que nous savons d'une manière certaine, c'est qu'aux XIV[e] et XV[e] siècles, les territoires des princes étaient de temps à autres parcourus par leurs fonctionnaires ou scribes « pissetz ». Les scribes ou clercs établissaient pour chaque localité particulière des registres où on inscrivait la quotité des tributs : c'étaient les « registres de dagne », plus tard, les « livres des scribes ». Toute la population recensée fut organisée en « centaines » imposées, et chaque « centaine » avait son chef local « centenier ». Les imposés inscrits sur ce livre formaient la catégorie des hommes « inscrits » ou « imposables », qu'il était absolument défendu de faire passer dans d'autres groupes semblables. Les registres faits, c'était un autre fonctionnaire, le « collecteur du dagne », compagnon du « scribe » dans sa tournée fiscale, qui était chargé de prélever le tribut comme toutes les autres impositions.

Voilà donc l'époque probable de la formation de l'organisation fiscale russe. Sous la forme des « centaines » tributaires, elle parut comme la conséquence d'une nécessité de première importance pour le gouvernement russe, celle de payer le tribut tartare. Mais une fois créée, cette organisation servit d'instrument fiscal puissant pour les besoins propres de l'État qui augmentèrent rapidement à partir de la fin du joug Tartare.

Nous avons vu qu'à la suite de ce développement rapide des besoins gouvernementaux surgissent, l'un après l'autre,

toute une série de nouveaux impôts surtout militaires. Leur importance augmentait toujours ; on changea plusieurs fois la source d'où on les tirait. Mais au milieu de tous ces changements, un seul trait resta invariable depuis le XIVe siècle jusqu'à nos jours : c'est la répartition des charges fiscales par les imposés eux-mêmes, par les membres de la communauté fiscale. Une fois cette invariabilité, cette persistance de la cellule fiscale fondamentale connue, nous ne nous laisserons pas déconcerter par les changements de nom des impôts ni d'assiette des impôts. Quel que soit le nom des impôts, quelle que soit l'assiette choisie par le fisc, nous savons déjà qu'une fois la perception de l'impôt tombée dans les mains de la communauté fiscale et de ses représentants, tous les impôts seront confondus dans un même bloc et seront transformés en une redevance du lot labouré par chaque chef de famille (que ce lot soit donné par la communauté ou acquis par héritage ou par achat).

Cette uniformité dans la répartition des charges par la commune fiscale n'empêcha cependant pas un certain mouvement dans l'histoire fiscale, mouvement qui a son sens et son intérêt propres. Le même besoin d'argent qui a forcé le gouvernement d'établir la responsabilité du groupe fiscal pour la perception des impôts a provoqué toute une série de tentatives pour augmenter les ressources du fisc. Le gouvernement agissait dans ce but par deux moyens : par le changement dans l'*assiette des impôts* et par l'*augmentation du nombre et de la quotité de ces impôts*. Le vieux système fiscal des Tartares consistait dans l'imposition de l'instrument agricole, la « socha » (1), ou dans l'imposition d'un lot qui pouvait occuper deux ou trois ouvriers avec leurs chevaux. Chaque socha payait 5 kopecks ou tout au moins 5 de nos roubles actuels. Une fois la principauté moscovite devenue forte, elle prit comme unité d'imposi-

(1) Sorte de charrue très primitive.

tion une socha plusieurs fois plus grande, d'une force égale à 32 ouvriers : le mot socha a déjà perdu ici son sens littéral. D'ailleurs, il existait dans chaque territoire russe indépendant des unités imposables particulières et ce n'est que depuis l'époque de l'unification de la Russie sous Ivan IV, c'est-à-dire dès la fin du XV[e] siècle que le système moscovite fiscal, avec, d'ailleurs, tous les autres, se répandit dans tous les pays nouvellement annexés. Cependant le tableau de l'organisation fiscale resta toujours bigarré jusqu'à l'époque de l'introduction d'une série de nouveaux impôts militaires, sous Ivan IV. En 1550, le gouvernement d'Ivan IV, avant d'introduire ces nouveaux impôts, avait établi en Russie une nouvelle unité imposable qui devait garantir une plus grande régularité et équité dans l'imposition. On conserva le nom (socha), mais on lui donna un tout autre sens. Les sochas représentaient alors une certaine étendue de terres labourées, ordinairement 400 dessiatines (ou 800 tchetverts de semences) (1), pour chaque partie des trois assolements. En même temps, pour la première fois, et cela non sans influence byzantine, on tint compte de la qualité du sol ; au point de vue fiscal, une dessiatine de bonne terre était grevée du même impôt qu'une dessiatine 1 1/4 de terre moyenne ou qu'une dessiatine et demie de terre mauvaise. En d'autres termes, la socha de deuxième catégorie comptait déjà non plus 400 mais 500 dessiatines et celle de la troisième catégorie 600 dessiatines pour chacune des parties des trois assolements. En outre, on fit pour la première fois certains dégrèvements pour toute une série d'imposés. Les hommes de service qui fournissaient déjà leur service personnel à l'État payaient pour une socha normale de 400 dessiatines la même somme d'impôt que

(1) Pour chaque dessiatine on employait deux tchetverts de semences ; ajoutons que le tchetvert de l'époque (XVI[e] siècle) n'était que la moitié du tchetvert actuel.

les monastères; et les paysans « noirs » (non soumis à un seigneur) payaient pour une socha de 300 dessiatines. Pour connaître le nombre des nouvelles unités imposables, on entreprit le recensement et le cadastre dans tout le pays. Ce recensement dura pendant tout le règne d'Ivan IV. Ainsi, sous ce dernier, l'imposition de la socha a reçu la forme définitive qu'elle a conservée jusqu'à son abolition, un siècle et quart plus tard (1680).

Cependant, jusqu'en 1680, date jusqu'à laquelle survécurent les débris du système des impositions de la socha, ce système fut, pendant la première moitié du XVIIe siècle, essentiellement modifié en vue de l'intérêt des classes privilégiées et même complètement aboli pour toute une série d'impôts. Déjà, après 1550, comme nous venons de le voir, les hommes de service obtinrent un certain dégrèvement pour le paiement des impôts. Mais ce dégrèvement était tout à fait insignifiant par rapport à celui dont ils jouirent après les réformes fiscales du commencement du XVIIe siècle. Jusqu'à cette époque, les paysans des hommes de service, comme les paysans « noirs », payaient la même quotité d'impôt pour chaque tchetvert de champ labouré (ou « vivante », comme l'on disait alors). Mais à partir de ce moment la tchetvert « vivante » des hommes de service fut dotée de certains privilèges. Le nom resta le même; seulement la tchetvert « vivante » ne représentait plus la tchetvert réelle de champ labouré mais une certaine quantité de maisonnées, dont chacune labourait évidemment non plus une seule mais plusieurs tchetverts. En 1630-31, les hommes de service obtinrent du gouvernement de compter dans chaque tchetvert vivante de 10 à 16 maisonnées (1). Si nous supposons que chaque maisonnée ne

(1) 10 notamment dans les districts du centre et 16 dans les confins ruinés lors de l'Époque troublée.

labourait pas plus de 4 tchetverts (2 dessiatines dans chaque champ), nous aurons même dans ce cas, pour chaque tchetvert *vivante*, de 40 à 64 tchetverts *réelles*. Donc l'homme de service ne payait pour 40 à 64 tchetverts pas plus que le paysan « noir » pour 1 seule tchetvert. Rappelons-nous qu'au début du XVIIe siècle on introduisit de nouveaux et lourds impôts qui ont plus que décuplé les impôts du XVIe siècle, nous comprendrons alors la tendance de l'introduction de la tchetvert « vivante ». L'homme de service était dégrevé de la majeure partie de ses impôts en même temps que le paysan « noir » voyait les siens plus que décupler. Ainsi, toutes les charges de la nouvelle imposition retombèrent sur les sochas noires. On répartit ainsi définitivement l'impôt et le service militaire entre des groupes sociaux différents. Le centre et le sud de la Russie durent à l'État le service de leur personne et le nord avec ses paysans « noirs » paya les dépenses militaires nécessaires.

Cette répartition n'était cependant pas aussi exacte qu'il peut sembler à première vue. Celui qui payait de sa personne était bien dégrevé des impôts, mais celui qui payait les impôts n'était pas du tout pour cela libéré du service militaire. Au contraire, avec le temps, le service militaire fut reporté de plus en plus, de tout son poids, sur les classes inférieures. La cavalerie russe des nobles avait déjà cessé d'exister, comme nous l'avons vu, vers l'époque où la noblesse conquit l'exemption des impôts. *Le centre de gravité* dans l'armée passa, pour la cavalerie, des détenteurs des fiefs nobles et des propriétaires aux cavaliers et dragons conscrits et d'autre part aux fantassins payés. On appelait, pour être instruits selon la nouvelle méthode régulière européenne, les catégories inférieures des hommes de service et les recrues du peuple imposable. Dans ces conditions, les privilèges d'impôts d'état des hommes de service perdirent tout leur sens. Le gouvernement prit évidemment en considération cette circonstance en augmentant succes-

sivement l'importance des impôts pendant tout le XVIIe siècle : il accrut les charges des terres des nobles (hommes de service) dans une proportion plus forte que celles des paysans « noirs ». C'est ainsi que l'impôt des terres des hommes de service pour les « arquebusiers tirailleurs » fut augmenté de 36 fois, tandis que le même impôt n'était augmenté pour les paysans que de 8 à 9 fois; et encore le gouvernement dut se convaincre que la population était hors d'état de s'acquitter de cet accroissement de charges. On préparait ainsi le terrain pour le passage à un système fiscal plus équitable. Ce système était déjà ébauché dans la première moitié du XVIIe siècle.

L'élévation des impôts amena, en effet, du côté des contribuables des désertions en masse et provoqua tout un système de fraudes pour échapper à l'impôt de la socha. Une quantité de lots fut abandonnée et c'est la communauté qui devait payer pour ces lots laissés par ses membres. Le gouvernement ne prenait pas en considération la diminution des lots labourés; il réclamait les impôts pour l'ensemble des champs labourés qui était inscrit dans son cadastre. Pour ne pas être obligé de diminuer ses réclamations en raison des changements survenus dans l'étendue des champs labourés, il ne composa pas de nouveaux cadastres et préleva jusqu'à la fin du XVIIe siècle les impôts d'après le cadastre établi dans la première moitié du règne de Michel Féodorovitch. Les terres abandonnées continuaient ainsi à y figurer comme terres habitées et les terres nouvellement défrichées figuraient aussi dans le compte du gouvernement, car l'intendant local était tenu d'inscrire tous ces lots dans le cadastre et de les imposer. Il était extrêmement ennuyeux pour les contribuables de payer les impôts d'après les registres ; aussi sollicitèrent-ils plusieurs fois du gouvernement que les impôts ne fussent prélevés que sur les *maisonnées* réellement habitées. Mais le prélèvement de l'impôt sur la socha et la « tchetvert vivante » était

parfois incommode pour certains motifs, même au gouvernement. Il est vrai que celui-ci, avec ce système, n'avait pas à se soucier du chiffre des fuyards, dont les charges étaient acquittées par la communauté, mais ces fuyards, qui échappaient complètement aux impôts en « s'absentant », ne pouvaient-ils pas contribuer d'une autre façon aux charges de l'État, d'autant qu'ils n'étaient pas seuls à éluder les impôts ? D'autres catégories de la population, tout en restant sur place, trouvaient moyen, en effet, d'échapper à l'obligation de la culture de leur lot imposé. C'était une pure perte pour le fisc gouvernemental. Si le système de la socha ne permettait pas de forcer au paiement des impôts ces catégories d'habitants, il fallait alors employer un autre moyen. Les mailles du vieux filet fiscal étaient trop larges pour retenir les contribuables qui voulaient en sortir. Il fallait donc les rapprocher et pour cela établir une telle unité fiscale qu'elle enveloppât exactement la population et mît tout contribuable pour ainsi dire face à face avec le gouvernement. Sous ces rapports, la *maisonnée* représentait une unité fiscale plus avantageuse. C'est sous l'influence de toutes ces considérations que le gouvernement passa au système fiscal de la *maisonnée*. Au commencement du règne d'Alexis (1646-1648) et, pour la seconde fois, au début du règne de Théodore (1678-1680), le gouvernement fit établir dans tout le pays des registres du nouveau type, des registres des maisonnées. C'était, nous l'avons vu, le vœu général des contribuables eux-mêmes. Cependant, les espérances des contribuables ne se réalisèrent pas. C'est d'après ces registres des maisonnées, que le gouvernement commença (sous Michel) à prélever d'abord les *nouveaux* impôts qui furent provoqués par les nécessités militaires du XVIIe siècle. Il ne passa pas d'emblée des vieux impôts à celui de la maisonnée, car dans ce cas il aurait fallu évidemment dégrever la population des impôts pour tous les lots abandonnés. C'est ainsi que le gouvernement réunit les avantages fis-

caux du vieux système avec les profits du nouveau, ne laissant aux contribuables que les pertes provenant des deux systèmes.

La situation changea après 1670. Les nouveaux besoins militaires exigeaient de la population de nouveaux sacrifices. On se trouva de nouveau dans la nécessité d'élever les impôts. Mais les paysans « noirs » étaient déjà assez surchargés et chaque nouvelle charge ne faisait qu'augmenter leur arriéré. Au contraire la population des terres des nobles (hommes de service), malgré l'élévation des surcharges au XVIIe siècle, continua quand même à jouir de certains privilèges qui n'étaient plus justifiés par aucun besoin du gouvernement pour leurs services ; dans ces conditions, une réforme fiscale générale devenait nécessaire et le meilleur moyen pour y parvenir était la transposition définitive de l'impôt de la socha et de la tchetvert vivante en impôt de maisonnée.

Cette réforme fut accomplie en 1679-1681. Les impôts légués par le XVIe siècle, à l'exception de l'impôt « des captifs » furent définitivement abolis. Les impôts du XVIIe siècle, réunis en une somme totale unique, furent transportés sur la maisonnée, faisant disparaître le système fiscal de la socha. Dans les villes, on prélevait aussi l'impôt unique de maisonnée, qui s'élevait entre 80 kopecks et 2 roubles. Les communautés de paysans noirs du nord payaient également ce même impôt des villes sous la dénomination ancienne d'impôt des « tirailleurs ». Quant aux possesseurs privés dans les districts autres que ceux du nord, le seul impôt qu'ils payassent en argent était l'impôt des « iams » confondu avec celui des captifs. Si nous y ajoutons le prix de ce qu'ils payaient en nature, en blé (c'était leur part de l'impôt des tirailleurs), nous aurons la valeur actuelle pour les terres nobles de 10 à 15 kopecks, sur celles du clergé de 21 à 43 kopecks pour une maisonnée. Nous voyons ainsi que la différence entre ces chiffres et ceux qui

étaient payés par les paysans « noirs » ne disparut pas après les réformes de 1681 et qu'elle fut encore assez considérable ; mais, par rapport au système que l'on abandonnait, c'était un pas vers un système fiscal plus équitable.

La réforme fiscale de Pierre-le-Grand fut incomparablement plus avancée sous ce rapport. Elle aussi, comme nous l'avons vu, fut provoquée par une croissance nouvelle des dépenses militaires. Ayant une cause identique, cette réforme fut accomplie d'une manière analogue à celle de 1681. Le gouvernement changea de nouveau l'assiette de l'impôt, augmenta celui-ci et le répartit sur la plus grande quantité possible de contribuables. L'imposition de la maisonnée révéla les mêmes faiblesses que celle de la socha. La population fuyait les maisonnées aussi bien qu'autrefois les lots de terre imposés. On imagina ausssi de nouveaux détours : c'est ainsi, par exemple, que la population s'entassait dans la maisonnée imposée de manière à ce que celle-ci payât son impôt fixe pour la plus grande quantité possible de personnes, les habitants de plusieurs maisonnées déménageaient exprès dans une seule vers l'époque du recensement gouvernemental. Une partie importante de la population se mettait ainsi encore en dehors de l'impôt. Le gouvernement fit une nouvelle tentative pour reprendre les contribuables, aussi bien ceux qui se cachaient dans la maisonnée imposée que ceux qui la fuyaient. L'impôt fut transporté de la maisonnée sur chaque personne mâle. Tous devaient alors se trouver égaux devant le nouvel impôt par âme : celui-ci devait être payé par l'esclave qui ne payait auparavant rien à l'État et par les petits hommes de service, les petits propriétaires libres dont les services devinrent alors inutiles au gouvernement. Mais en même temps, tous les états imposés payèrent également 80 kopecks par personne. Il est vrai que Pierre imposa les paysans noirs et les roturiers de 40 kopecks supplémentaires. Mais ce supplément n'est point un vestige de l'ancienne sur-

charge qui pesait sur ces « états » ; cette fois-ci, ce n'est qu'une conséquence du principe posé par Pierre et qui voulait que ceux qui n'appartenaient à aucun seigneur fussent à l'État, qui pouvait prélever l'équivalent des redevances que le paysan seigneurial payait à son seigneur. Aussi cet impôt supplémentaire reçut-il le nom de redevance.

Avec l'établissement de l'impôt par âme, le gouvernement s'est approché assez près du but qui est celui de toute administration fiscale : se trouver face à face avec chaque contribuable particulier. Mais ce ne fut qu'en apparence ; en réalité, la situation des institutions russes ne permettait pas encore d'établir des relations directes entre le gouvernement et ses sujets. Pour fixer les rapports permanents entre le percepteur gouvernemental et chaque âme enregistrée, il fallait établir un contrôle continuel des décès et des naissances. Les institutions financières suédoises, qui ont servi d'exemple aux conseillers de Pierre, établissaient ce contrôle. Bien mieux, le fisc suédois visait plus loin ; le contrôle était annuel, et cela non seulement pour les changements survenus dans le corps des contribuables, mais encore pour leurs moyens d'existence : incendies, épizooties, mauvaises récoltes, tout cela amenait un dégrèvement immédiat des charges fiscales. On pouvait admettre, dans de pareilles conditions, que chaque contribuable fût responsable personnellement. Un tel contrôle aussi précis et continu était, au contraire, absolument impossible en Russie ; étant données les faibles ressources de l'administration, il n'était possible que s'il était fait par les contribuables eux-mêmes. Non seulement le gouvernement ne pouvait pas suivre les fluctuations de la capacité économique de chaque famille, mais les changements numériques survenus dans la composition des familles imposées ne pouvaient même être enregistrés à temps. Avant qu'un recensement fût achevé, ses résultats étaient déjà fictifs : tous les nouveaux-nés n'étaient pas enregistrés, pas plus que tous

les défunts n'étaient rayés du registre, en raison de la procédure assez lente du recensement. Si on ajoute les fraudes aux défauts des procédés techniques et si l'on rappelle que ce n'est que tous les vingt ans qu'au siècle passé les recensements avaient lieu, on aura une idée de la disproportion entre la réalité et les chiffres des imposables accusés par les recensements. On ne pouvait évidemment contrôler le prélèvement des impôts avec de pareils outils financiers ; c'est donc involontairement, à cause du manque de moyens de contrôle, que le prélèvement des impôts se faisait sur place d'après l'ancien système de la caution solidaire. La communauté paysanne répartissait la terre entre les « âmes », mais ces âmes n'avaient rien de commun avec des âmes réelles : ce n'étaient que des unités territoriales, comme autrefois celles de la socha et de la maisonnée (1), correspondant à l'unité d'impôt et réparties entre les familles de la communauté d'après les forces productives de chaque famille.

L'établissement de l'impôt par « âme » fut le point culminant de l'histoire de l'impôt direct. En 1680, année de l'établissement définitif de l'impôt par maisonnée, la somme des impôts directs atteignit 8,4 millions de roubles actuels; en 1724, ce chiffre s'éleva à 42,6 millions, c'est-à-dire à 5 fois plus. En 1680, les impôts directs comptaient pour 1/3 de tout le budget ; en 1724, ils dépassaient de beaucoup la 1/2. Dès le règne de Pierre jusqu'à aujourd'hui même, cette organisation de l'impôt direct créée par Pierre n'a plus fait de progrès. Avec l'accroissement de la population augmentait et le chiffre total de l'impôt par âme et sa quotité ; la redevance qui fut d'abord la même pour

---

(1) L'impôt par maisonnée de chaque groupe de contribuables fut confondu en une somme unique, proportionnelle, et répartie par les groupes entre les maisonnées par rapport à leur capacité de paiement.

tout l'empire fut ensuite proportionnelle au revenu des terres dans les différentes parties de la Russie; mais l'assiette même de l'impôt, l' « âme enregistrée » (1), resta la même jusqu'à l'abolition de cet impôt par âme en 1887. Pendant tout ce temps, malgré l'accroissement du chiffre absolu, l'importance relative de cet impôt dans le budget tombait toujours. La proportion de 1/2 tomba à 1/3 du budget au commencement de notre siècle et à moins de 1/4 à son milieu; aujourd'hui même, en comptant les remboursements pour le rachat des paysans seigneuriaux et d'État, le chiffre total des impôts directs n'est plus égal qu'à 1/10 de tout le budget. Si l'on ne compte pas l'impôt foncier très minime qui fut introduit en 1875, il faut reconnaître que l'impôt par âme n'est remplacé par aucun autre (les remboursements pour le rachat ne sont pas un véritable impôt, mais un amortissement de la dette). Ainsi le système des impôts directs est aujourd'hui en pleine décomposition, et son importance est bien inférieure à celle des autres sources des revenus de l'État. Il est très probable que dans un avenir plus ou moins proche, ce système sera de nouveau reconstitué et qu'alors le gouvernement s'efforcera de réaliser ce qu'il a vainement cherché à la fin du XVIIe siècle et au début du XVIIIe siècle, — c'est-à-dire se mettre en rapport plus direct avec chaque contribuable, évaluer d'une façon plus précise son revenu et établir la quotité de l'impôt proportionnellement à son revenu, en tenant compte de ses oscillations. Nous verrons tout à l'heure que les fondements de cette construction ont été posés dans ces dernières années.

---

(1) Dans la moitié des gouvernements cet impôt foncier est de 1/4 à 5 kopecks par dessiatine, et dans l'autre moitié de 5 à 15 kopecks. Or, toutes les charges par dessiatine s'élèvent dans la 1re moitié des gouvernements de 18 kopecks à 1 rouble 50 k. et dans la 2e de 1 rouble 50 à 2 roubles 50.

Il faut dire d'abord, que pour certaines espèces d'impôts, le gouvernement s'était mis en relation directe avec le contribuable à une époque déjà ancienne. Il était naturel d'imposer les cultivateurs en les groupant en communautés fiscales, imposées en bloc, puisque, surtout dans cet état primitif de la culture, le revenu des terres est partout à peu près le même et peu sujet au changement. Il en est autrement avec les capitalistes et les entrepreneurs : on ne peut généraliser un revenu particulier, on ne peut le supposer le même pour tous, constant et invariable. Il était ainsi préférable au gouvernement d'avoir affaire avec chaque entrepreneur en particulier et de taxer séparément son revenu. La forme la plus ancienne de cette imposition est la patente sur le local commercial, que le fisc considérait comme sa propriété et qui était loué le plus souvent par les fonctionnaires gouvernementaux. Depuis les temps les plus anciens, le gouvernement considérait comme sa propriété tout ce qui était propre à l'exploitation, toutes les richesses naturelles comme les pêches, l'apiculture forestière, etc. Ces propriétés du fisc étaient louées moyennant redevances (d'où l'expression : chapitres de redevances, *obrotchnyia stati*), qui représentaient ainsi pour moitié les revenus des domaines d'État et pour l'autre la patente de l'exploitation. Quant à l'imposition des capitaux d'après leur revenu, il y eut des tentatives dès le XVIme siècle. Mais comme pour arriver au but, il était nécessaire de connaître exactement le capital de chacun et son revenu, on se heurtait toujours à une résistance ; en fin de compte, tous les pourcentages, les 5e, les 10e, les 15e, les 20e, etc. (les 20 0/0, 10 0/0, 6,32 0/0, 5 0/0) étaient prélevés non sur une fixation spéciale du capital et de son revenu, mais d'après les procédés ordinaires de répartition. En d'autres termes, l'impôt sur les revenus perdait son caractère et était tranformé, comme tous ceux dont nous venons de parler, en un impôt de répartition.

Ce n'est que sous Catherine II que l'on réussit à taxer les commerçants et les industriels par un impôt particulier, qui frappait chaque contribuable en personne et s'approchait quelque peu de l'impôt sur le revenu. Au lieu de l'impôt par âme que les commerçants considéraient comme humiliant, parce qu'il les confondait avec les autres états imposés, Catherine établit la patente de guilde égale à 1/100 du capital déclaré. En 1812, cette patente était portée à 4 et 3/4 0/0 et elle fut maintenue jusqu'en 1824, mais elle n'était ni générale, ni uniforme, puisque les deux catégories « miestchanié » et « posadskié », qui étaient pour la plupart des artisans et des petits commerçants, en étaient exempts et les capitaux déclarés par les commerçants des guildes pouvaient être loin de correspondre à la réalité. Mais quand, avec l'élévation de la patente des guildes, un nombre considérable de commercants se mit à passer dans le rang des « miestchanié » ou à chercher d'autres ruses pour échapper au paiement de la patente, le gouvernement transforma le pourcentage en une taxe fixe sur le droit de commercer. Pourtant l'idée d'un impôt sur le revenu ne disparut pas complètement et fut reprise au moment des délibérations sur la réforme fiscale générale, après l'émancipation des paysans. On se proposait notamment d'adjoindre à la taxe fixe un impôt sur les revenus des entreprises commerciales et industrielles en prenant pour base dans l'évaluation du revenu — pour les *commerces* le prix du loyer et pour les *industries* le nombre des ouvriers.

Pourtant, la réforme de 1863 ne réalisa que la première partie de ce projet, c'est-à-dire qu'en réalité elle maintint avec quelques modifications le vieux système. Ce n'est qu'en 1885 que l'on fit un pas résolu vers l'imposition des revenus des entreprises commerciales et industrielles. Il est vrai que le projet initial de Bunge qui se proposait de grever de 3 0/0 le revenu net de toutes les entreprises provoqua cette fois aussi des objections du côté du commerce

et du Conseil d'État. On arguait principalement de la difficulté d'évaluer le revenu net et de l'injustice de ne grever de cet impôt qu'une catégorie de contribuables et une seule espèce de revenus. Mais l'impôt de 3 0/0 du revenu net fut alors établi quand même pour les grosses entreprises qui font publier leur bilan ; cet impôt fut porté en 1893 à 5 0/0. En même temps, les autres entreprises des guildes furent imposées, par gouvernements, de sommes rondes qui furent réparties sur place entre les contribuables individuels. Ce dernier impôt (raskladotchny sbor) fut appliqué en 1889 à des entreprises qui ne payaient pas la patente des guildes. Par rapport à leur revenu supposé, les entreprises des guildes payaient en 1881 près de 2 0/0 et les autres entreprises 1 3/4 0/0 de leur revenu net. Aussi les entreprises grevées d'accise furent enfin dès 1893 appelées au paiement de ce raskladotchny sbor. L'impôt sur les revenus, bien que loin d'être parfait, embrassait successivement toutes les formes de l'activité commerciale et industrielle. L'impôt sur le revenu ne pouvait s'arrêter là et déjà en 1893 l'impôt sur les loyers fut établi. Dans le total de nos impôts directs, ceux sur le commerce et l'industrie figurent à peu près pour la moitié. Il n'y a pas de doute, que ces impôts et les autres sur les revenus sont destinés à croître dans un avenir prochain.

Nous nous sommes arrêtés aussi longtemps sur l'histoire des impôts directs russes parce que le gouvernement dut créer et maintenir pour les prélever un système fiscal de contrainte qui joua un rôle très important dans l'histoire de la vie sociale russe. L'analyse de l'organisation de ces impôts de répartition nous a permis de concevoir combien les besoins gouvernementaux étaient en Russie le plus puissant levier de l'organisation sociale. Nous avons eu aussi l'occasion de voir comment la politique intérieure du gouvernement était mue par les besoins financiers et militaires. L'exposé que nous donnons dans le chapitre suivant

nous fera connaître en détail le fruit de cette politique d'organisation des états. Mais d'abord, il nous reste à dire quelques mots sur les autres catégories du système fiscal russe pour compléter notre tableau général.

Les impôts directs exigeaient pour leur recouvrement un mécanisme complexe dont le maintien réclamait du gouvernement beaucoup de peine et un contrôle continu. Le gouvernement russe comme d'ailleurs tous les autres, aimait mieux recourir à cet autre genre d'impôt que les contribuables payent indirectement, non sous forme d'impôt, mais comme supplément du prix de leurs achats. On objecte surtout que ce genre de prélèvement qu'est l'impôt indirect, est entaché d'injustice parce qu'il frappe surtout les classes inférieures. Le riche n'achète pas plus de produits de première nécessité que le pauvre et paye par conséquent relativement moins que celui-ci. Mais ces objections ne pouvaient pas empêcher le gouvernement de recourir aux impôts indirects, car, tout en étant préjudiciables au peuple, ils avaient pour le fisc des avantages par trop évidents et difficilement remplaçables. D'abord, les impôts indirects procuraient des sommes énormes, puis ces sommes étaient prélevées sans que la majorité des contribuables pût s'en apercevoir : en tout cas, ils ne provoquaient pas autant de mécontentement que des impôts directs d'une égale importance. En Russie, le fisc ne se contentait cependant pas de grever les principaux objets de consommation ; de temps en temps il se mettait lui-même à fabriquer les objets, ou du moins il s'occupait de les vendre. Dans ce cas, l'impôt indirect revêt le caractère de monopole d'État ou régalien. Comme le gouvernement tantôt fabriquait et vendait lui-même, tantôt passait à l'imposition des entreprises privées, nous ne rapporterons pas le même revenu tantôt à la catégorie régalienne, tantôt à celle des impôts indirects, mais toujours à cette dernière.

Les éléments principaux de l'impôt indirect furent

depuis longtemps les douanes et l'alcool. Pierre y joignit le sel, qui ne fut exempt d'impôt qu'en 1880. Sous Nicolas Ier on ajouta encore les impôts sur le tabac et l'industrie sucrière, sous Alexandre III sur le pétrole et les allumettes. A l'exception des 50 années qui suivirent l'établissement de l'impôt par âme, les produits de tous ces droits de douane et d'accise formèrent toujours la grande moitié des recettes du budget. La perception des impôts indirects présente pour nous cet intérêt qu'il nous fournit une occasion nouvelle de nous convaincre de la faiblesse des organes fiscaux du gouvernement de l'ancienne Russie. Ayant rejeté la responsabilité du prélèvement des impôts directs sur les communautés villageoises et sur les roturiers (par la caution solidaire), le gouvernement agit de même par rapport à la couche supérieure des roturiers pour la perception des impôts indirects. Mais comme cette question est liée étroitement à celle des origines de l'autonomie des villes, nous ajournons notre exposé au chapitre correspondant.

Les autres sources des recettes d'État ont joué dans le budget russe un rôle relativement secondaire. Nous n'en ferons ici que l'énumération pour que notre exposé soit plus complet.

Parmi les droits régaliens, la frappe de la monnaie est devenue, la première, l'objet d'une ressource. La frappe des monnaies étrangères en monnaie russe rapportait au gouvernement un petit profit constant, parce qu'il les mettait toujours en circulation à un prix supérieur. Mais Pierre abusa de ce droit, comme nous le savons, en mettant en circulation de la monnaie dont le poids était diminué de moitié. C'est ce qui explique le chiffre exceptionnellement élevé de 1701, où le revenu de la frappe entrait pour plus de 1/4 de tout le budget. Depuis Pierre, parmi les droits régaliens figure celui de la poste, et peu après lui s'ajoute le revenu régalien des mines, c'est-à-dire le revenu de l'exploitation des mines du fisc et de l'imposition

des mines privées. A partir du règne de Nicolas figure le droit régalien des télégraphes. Avec le développement des communications postales et télégraphiques le revenu augmenta rapidement et représente le 1/10 de tous les profits des droits régaliens ; le revenu des mines depuis la guerre de Crimée tombe au contraire et celui de la frappe de la monnaie se réduit à un chiffre absolument insignifiant. L'État moscovite exploitait ses vastes domaines d'une seule manière, par le fermage des richesses naturelles. Actuellement le dernier rapport ne compte que pour 1/8 de tous les revenus des domaines de l'État ; les chemins de fer et les forêts y occupent la première place. Enfin le droit de timbre entre toujours pour une portion peu importante dans le budget d'État.

Après cette rapide énumération, il ne nous reste à répondre qu'à une seule question : le degré de la charge que le fisc faisait et fait encore peser sur la population. Le chiffre absolu de la somme payée à l'État par la population ne semble pas trop considérable. En 200 ans, de 1680 à 1880 le chiffre total des recettes de l'État s'est augmenté 30 fois et a décuplé depuis 1725. Mais nous avons vu que pendant le même intervalle, la population est devenue 9 fois plus forte. Donc, en prenant en considération la valeur de la monnaie, la population actuelle paie 5 fois plus qu'avant Pierre, et un peu plus que vers la fin de son règne (en 1891 environ 1 fois 1/2 plus). En argent actuel cela ferait environ 1 rouble 56 k. en 1680 (en comptant 16 millions d'habitants et 25 millions de recettes), environ 5 roubles 77 en 1724 (pour 13 millions d'habitants et 75 millions de recettes) et environ 8 roubles aujourd'hui (pour 120 millions d'habitants et environ 1 milliard de roubles papier de recettes).

L'imposition de la plupart des pays européens est beaucoup plus lourde, et les pays les plus avancés (surtout la France et l'Angleterre) obligent leur population respective

à payer 2 fois 1/2 et même 3 fois plus que la Russie. Mais l'importance des sacrifices imposés à la population ne se mesure pas seulement en chiffres absolus, mais encore par sa capacité de s'en acquitter.

On voit jusqu'à quel point les forces économiques de la population étaient surmenées pendant toute l'époque de la croissance politique de la Russie par ce fait que le gouvernement fut obligé de recourir à l'organisation fiscale forcée des contribuables, que nous venons de décrire. Un autre fait des plus importants nous fournit le même témoignage, c'est celui que l'on pouvait supposer *a priori*, mais qui ne nous fut révélé, chiffres en mains, que par les statisticiens de notre époque. Il s'est trouvé que, dans une grande moitié de la Russie, la majorité de la population, les paysans, payait au fisc plus que l'agriculture — leur occupation principale — ne leur rapportait; cette partie de la population était donc obligée de chercher ailleurs le surplus nécessaire au fisc. C'est là le cas de toute la région du nord, jusqu'à la zone de la Terre noire. Nous avons déjà dit que la culture ne constitue dans cette partie du pays ni l'unique, ni même la principale occupation de la population, qui gagne son pain en grande partie dans l'industrie domestique ou dans les occupations qu'elle cherche dans son exode par toute la Russie. A première vue, ce passage de l'agriculture à l'industrie semble être produit par le développement interne économique de la Russie; mais, en réalité, il est également et nécessairement une conséquence des exigences disproportionnées de l'Etat, d'une société faible au point de vue économique. Rappelons-nous aussi le rôle de l'Etat dans le développement des fabriques russes. En expliquant et en défendant les mesures prises par le gouvernement en vue de l'industrie, nombre d'hommes d'Etat, d'écrivains et de représentants du pouvoir, fondent la nécessité de ces mesures sur ce fait, que l'industrie multiplie le nombre des gens qui gagnent leur vie en dehors de l'agri-

culture et augmente en conséquence les ressources du fisc. Le désir d'augmenter les revenus du fisc, directement ou indirectement, explique ainsi les origines mêmes du protectionnisme. C'est donc par le protectionnisme que le gouvernement passa naturellement du souci exclusif des intérêts du fisc à celui du développement de l'économie nationale. C'est sous cette première forme, certes très élémentaire, que se manifestèrent tout d'abord les soins gouvernementaux « pour le profit du bien-être général et de la fortune de ses sujets » (1), comme d'une chose distincte des « profits de l'Etat ». Ces soins commencèrent dès qu'apparut en Russie la première lueur de l'idée de la solidarité des intérêts de l'Etat et de l'économie nationale. Il est vrai que les intérêts de l'économie nationale furent compris au début dans un sens trop étroit et furent confondus avec ceux de la population industrielle et commerçante. Mais, à cette époque, il était difficile de saisir ce qui différencie l'intérêt de classe du « profit du bien-être général ». Le principe fondamental, tout au moins, fut formulé avec justesse. « Mauvaise est la perception, selon la formule de ce principe de Possochkoff, qui ramasse l'argent pour le tsar et ruine le peuple, — car le tsar n'est pas riche parce qu'il y a abondance d'argent dans le fisc du tsar; mais il l'est lorsque tout le peuple est riche »; le paysan riche, c'est le tsar riche; le paysan pauvre, c'est aussi la pauvreté du tsar.

La rigueur des conditions de notre vie historique mit longtemps obstacle à la réalisation de la formule d'or de Possochkoff, même après que le principe de cette idée eût pénétré les sphères gouvernementales et sociales. Ce n'est que de nos jours que nous en voyons la première application dans la pratique fiscale. Les résultats obtenus jusqu'à

---

(1) Expression que l'on trouve dans les Chartes de Pierre en 1716-1717, se rapportant à l'établissement des premières fabriques.

maintenant ne sont pas absolument insignifiants. On a calculé qu'avant 1860, les classes aisées ne payaient au fisc que 17,5 0/0 de la somme totale des contributions ; aujourd'hui (1895) leur part est déjà de 44 0/0. Il n'est pas facile de distinguer dans ce changement ce qui revient à la théorie ou aux nécessités financières. Celles-ci, on peut l'affirmer, y ont une influence prépondérante. Aussi, nous pouvons presque affirmer que l'importance proportionnelle de l'imposition des classes aisées est loin d'être arrivée à son terme. C'est la tâche de l'avenir de mettre le principe de Possochkoff en harmonie complète avec la réalité.

BIBLIOGRAPHIE

Recueil militaire de statistique, fasc. IV (en russe). Saint Pétersbourg, 1871.

[illegible]. — *Esquisse historique des impôts sur le commerce et les professions en Russie* (en russe). Saint Pétersbourg, 189[illegible].

[illegible]. — *Les principes fondamentaux de la science financière* (en russe). Saint Pétersbourg, 1890.

[illegible]. — *La commune et l'impôt* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1882.

CHAPITRE III

Histoire de l'administration de l'État.

Lien entre le développement des institutions d'État et les besoins militaires et fiscaux. — Caractère fiscal de la réforme administrative de Jean IV. — Développement de l'organisation provinciale et affaiblissement de l'organisation centrale. — Les réformes des institutions provinciales et centrales sous Catherine II et sous Alexandre Ier.

Les deux premiers chapitres de notre étude nous ont montré jusqu'à quel point le souci de sa propre défense absorbait l'attention de l'ancien État russe et combien le soin à accorder aux autres problèmes sociaux était faible. Il est donc naturel de prévoir que toute l'organisation politique de l'ancienne Russie se développait sous la pression directe des nécessités que nous avons fait connaître, sous l'influence du besoin rapidement grandissant de l'armée et de l'argent. Nous avons noté dans la vie des princes moscovites les périodes suivantes de besoins militaires extrêmes, suivies de réformes financières importantes :

1° 1490-1500 : La cour est augmentée des « enfants de boyards » recrutés dans les villes. En matière de finances, on introduit l'impôt de iam ; on fait le cadastre des terres annexées à Moscou ; on introduit partout l'unité fiscale de Moscou, la sokha :

2° 1550-1560 : L'infanterie est transformée et armée de

fusils (« strelzi », arquebusiers), et le sud est entouré d'un système régulier de fortifications avec des abatis (passieki). En finances, on introduit l'impôt des arquebusiers, des abatis, du « salpêtre » (pour la préparation de la poudre à canon), des constructions de villes fortes, des captifs, etc.; on transforme, d'autre part, l'impôt de la sokha, on fixe les normes des sokhas, on commence à distinguer les terrains selon leur qualité et l'ordre des contribuables), on fait le 1er recensement général des « sokhas »;

3° 1620-1630 : Nouveau recrutement des troupes, l'infanterie est recrutée à l'étranger, les troupes sont instruites à l'européenne. On introduit en même temps les « grands impôts » de iam et de tirailleurs, on établit de nouveaux registres fiscaux, on définit la grandeur des « tchetvertes vivantes »;

4° 1660-1680 : Les bataillons locaux et les états-majors des confins sont organisés. « Les dragons, les cavaliers et les soldats » remplacent les nobles, les enfants de boyards et les streltzi. Pour faire face à ces nouvelles dépenses militaires, on développe l'impôt par maisonnée; on unifie l'impôt en abolissant les anciens impôts particuliers, on introduit l'impôt unique pour les différentes catégories des habitants des villes;

5° 1700-1720 : Pendant les campagnes incessantes, l'armée régulière et la flotte sont créées. On introduit les impôts et des taxes extraordinaires, on établit l'impôt par âme.

Nous allons voir à présent que chacune de ces réformes militaires et financières fut suivie d'une réorganisation des institutions de l'État et que le but principal de ces réorganisations fut toujours le besoin d'argent et de force armée.

Les institutions russes, issues d'un embryon très simple et primitif, se sont développées très tard. Jusqu'à la fin même du xve siècle, l'administration de la Russie se confondait presque complètement avec celle de la cour. Les institutions

les plus anciennes des princes russes furent leur trésor, leurs caves, leur cuisine, leurs écuries, leurs chenils et leurs basse-cours ; les trésoriers, les intendants de la cour, les échansons, les dapifers, les écuyers, les piqueurs, les fauconniers, tels étaient leurs fonctionnaires. Dans leurs villages, communes et villes se trouvaient les intendants (prikastchik); les fonctionnaires fiscaux (collecteurs et scriabes) que nous connaissons déjà, les « denzchiki » et les « pistsi » parcouraient de temps en temps les terres princières. Toute l'administration se ramenait ainsi à celle de la cour du prince. Certains érudits en ont conclu que la stucture la plus ancienne des principautés russes révélait un caractère tout à fait privé et non d'Etat : le prince aurait été seulement le maître de ses terres. En réalité, on ne peut pas dire que l'administration de la cour ne fût que privée ou que politique : on y trouve également confondus ces deux caractères. Le prince rendait la justice, percevait les impôts, faisait la guerre et entretenait des rapports avec ses voisins certainement autrement qu'un propriétaire privé ; ses fonctionnaires, à l'aide desquels il faisait tous ces actes, n'étaient certainement pas de simples intendants d'un grand domaine privé, mais de véritables fonctionnaires publics ; et certaines branches de l'administration princière prirent depuis longtemps un caractère purement public. Les finances, les troupes armées, les rapports diplomatiques étaient tenus depuis longtemps par des « clercs » (diak) spéciaux, auxquels, selon l'expression de Ternsi, on « ordonnait » de surveiller ces affaires. Peu à peu, vers le milieu du XVI[e] siècle, ces 3 branches d'administration (prikaz) (1), formèrent 3 institutions fixes : de la cour (dvorietz), de l'armée (razriad), des affaires étrangères

(1) Prikaz signifie en russe un ordre donné. Les institutions une fois fixées, et dans la compétence desquelles se trouvaient ces trois branches d'administration reçurent naturellement le nom de prikaz.

(possolski prikaz). L'organisation que nous venons de décrire était à peu près la même dans toutes les grandes principautés de l'ancienne Russie. Lorque l'une de ces principautés, celle de Moscou, absorba les autres, la structure de la Russie unifiée dut naturellement se compliquer. Au début cette complexité fut surtout externe et tout à fait mécanique. En annexant un territoire quelconque important — Novgorod, Tvier, Riasan, — le gouvernement d'Ivan II et de Vassili III transférait tout simplement à Moscou les institutions de ce territoire : leurs « dvortsi » et leurs « razriads ». De cette manière, à côté du « dvorietz de Moscou » qui a reçu le nom du « Grand Dvorietz » apparurent les « dvorietz de Tvier » et celui de Riasan ; de même le « razriad de Novgorod » se trouva à côté de celui de Moscou. On envoyait dans le territoire annexé un intendant ou lieutenant (namiestnik), qui agissait de sa propre autorité et presqu'indépendamment de Moscou. Cette juxtaposition des institutions se continue depuis les premières acquisitions territoriales de Moscou jusqu'à Ivan IV. A l'époque d'Ivan IV le système des institutions russes présentait un aspect bigarré. Ce système ressemblait à une maison devenue depuis longtemps trop étroite pour ses habitants, mais que son maître ne voulait pas démolir, préférant construire toutes sortes d'annexes au vieux corps de logis.

Le gouvernement d'Ivan IV résolut enfin de jeter bas ce vieil édifice avec toutes ses annexes pour construire à leur place un nouvel édifice plus vaste et mieux ordonné. Tout d'abord il détacha l'administration de l'État de celle de sa cour : tel fut le sens de l'institution de l'opritchnina, corps de la cour analogue aux janissaires turcs, introduite par lui. On attribua pour les besoins de la cour les revenus de 60 villes, villages et communes, qui formèrent le premier fond des terres de la cour.

Le « Grand Dvorietz » fut chargé, comme auparavant, de

l'administration de ces biens. Toutes les autres parties de l'Etat primèrent la « ziemstchina » et leurs revenus composèrent le fisc d'Etat, qui fut dès lors séparé du trésor de la cour et reçut le nom de « Grand Trésor » (Prichod).

Comme la compétence du Grand Trésor s'étendait, en dehors des terres de la cour, sur tout l'ancien territoire de l'Etat, il était difficile à une seule institution de s'acquitter d'une telle charge. Pour plus de régularité, le Grand Trésor fut divisé en 4 « quartiers » (tchetverts), chacun d'eux fut confié à un des plus importants diaks ou, comme nous le disons aujourd'hui, à des secrétaires d'Etat. A chaque tchetvert ou quartier furent attribuées un certain nombre de villes, de sorte que tout le territoire fut divisé en un même nombre de tchetverts, et ces dernières reçurent le nom de leur ville principale : la tchetvert de Vladimir, celle de Oustioug, celle de Galitsch, et celle de Novgorod. Toute cette réorganisation était provoquée par des considérations financières ; elle avait principalement pour but la perception des impôts et toute l'organisation des tchetverts portait surtout un caractère fiscal. Il ne faut cependant pas s'imaginer que les tchetverts ou quartiers représentaient une sorte de province semblable aux gouvernements ou aux départements. Les villes qui formaient une certaine tchetvert furent prises dans tous les coins de la Russie, pêle-mêle au milieu des villes d'autres tchetverts. Chaque ville fut reliée directement avec Moscou, de sorte que les tchetverts n'avaient aucune administration spéciale sur place. Nous voyons ainsi que cette première division de la Russie était purement artificielle ; le gouvernement mélangea arbitrairement les villes de la Russie sans se préoccuper de leur assiette géographique ni de leurs vieux liens historiques. Nous nous trouvons dès le début du développement de nos institutions en face d'une différence énorme avec celui de l'Occident. Ici chaque province formait un tout fermé et compact, lié par des coutumes particulières qu'elle se refu-

sait longtemps de sacrifier à l'État. Notre histoire, au contraire, n'a élaboré aucun lien, aucune organisation locale durable ; immédiatement après leur annexion à Moscou, les provinces se décomposaient en molécules dont le gouvernement pouvait façonner le corps à sa guise. Mais au début, il se contenta de séparer les molécules les unes des autres et de les relier directement au centre par des fils administratifs.

Le processus du développement des institutions russes fut aussi très rapide après les réformes d'Ivan IV, en même temps que le territoire russe s'augmentait avec la même rapidité. Déjà, au moment de la division du territoire en tchetverts, les khanats de Kasan et d'Astrakan nouvellement soumis ne furent pas rattachés à la compétence des tchetverts. Selon le vieux principe, on forma pour les administrer un nouveau « dvorietz de Kazan », qui fut en même temps « razriad », car il s'occupait aussi bien des finances que du service militaire des confins nouvellement conquis. Quand la première conquête de la Sibérie eut lieu — pendant les 50 premières années — , la Sibérie fut aussi soumise à la compétence du dvorietz de Kazan et ce n'est qu'en 1637 que fut enfin organisé un prikaz de Sibérie.

En même temps, au sud de l'Oka, le territoire russe s'étendait toujours : immédiatement après l'organisation des tchetverts apparurent au sud de nouvelles villes qui n'entrèrent pas dans les tchetverts. Ces villes, construites pour la plupart dans un but militaire, relevaient aussi de la compétence du ministère de la guerre d'alors, du « Razriadny Prikaz ». L'organisation de l'État devint bientôt aussi bigarrée qu'elle l'était avant la réforme d'Ivan IV. Le « Grand Dvorietz », les tchetverts d'Austriouk, de Galitsch, de Novgorod et de Vladimir, les dvorietz de Kasan, celui de la Sibérie, les « Razriadny Prikaz », chacune de ces institutions avait comme ressort un district particulier et l'administrait complètement et sous tous les rapports : elle percevait

les impôts, exerçait la justice, administrait, et là où il y avait des troupes, les administrait aussi. Les affaires étaient ainsi distribuées entre les branches principales de l'administration de l'État moscovite (les Prikaz), non pas selon leur objet, mais selon leur rapport avec telle ville ou telle autre. Le caractère territorial des institutions centrales masquait jusqu'à un certain point l'absence complète de toute organisation en province.

Cette répartition grossière des affaires témoigne par elle-même que le but poursuivi par le gouvernement était également grossier et simple. Nous avons pu nous en convaincre quand nous avons fait connaissance avec les dépenses de l'État russe ; l'histoire des institutions moscovites révèle le même fait. L'administration, dans le sens propre du mot, c'est-à-dire le souci de l'ordre et du bien-être social était à l'arrière plan. La justice jouissait d'une considération encore moins grande ; dans l'État moscovite, exerçait la justice quiconque administrait, et cette fonction était considérée comme un accessoire secondaire de l'administration de l'armée et des finances. Cette confusion avait son expression on ne peut plus manifeste dans ce fait que le mot juge (soudiak) signifiait aussi gouverneur ou administrateur. Les problèmes principaux du gouvernement moscovite, comme nous l'avons déjà dit plus d'une fois, étaient la poursuite de l'argent et l'entretien des troupes. Il trouvait l'argent, au XVI[e] siècle, surtout au nord chez les « paysans noirs », et il entretenait l'armée surtout au sud sur les confins militaires. Conformément à ces problèmes, le caractère de l'administration russe vers le XVII[e] siècle est différent par rapport au nord et au sud. Au nord (et dans le centre), le problème du gouvernement moscovite se ramène à la centralisation dans ses mains de la plus grande somme d'argent possible : aussi le but de l'administration du nord revient à la réunion dans une même caisse des perceptions des différents tchetverts, de même que l'unification de l'impôt était

le but de la réorganisation financière. Vers la fin du XVIIe siècle, ces deux buts furent atteints : les tchetverts furent supprimées et leurs perceptions (surtout celles de la douane et de l'alcool, les plus importantes), furent concentrées dans le kazna central du « Grand Trésor », véritable ministère des finances d'alors. Pour le sud, le but du gouvernement fut différent : ce fut celui de l'organisation régulière de la défense militaire. Nous avons déjà eu l'occasion de remarquer qu'à mesure que les confins étaient éloignés de Moscou, on était aussi obligé de reculer vers les nouvelles frontières les états étrangers des corps de défense. Pendant les guerres d'Alexis Michaïlovitch, il y eut trois centres principaux de la défense des confins : Novgorod, du côté de la Suède, Siéosk, du côté de l'État Lithuanien polonais, et Bielgorod, du côté Tartare de Crimée. Le gouvernement organisa dans ces centres des corps militaires fixes. Pour le recrutement de ces corps, on attribuait à ces villes un nombre considérable de villes voisines et pour leur entretien tous les revenus de ces villes, et en même temps leur administration fut attribuée aux chefs des corps correspondants. Il se forma ainsi trois vastes districts militaires : de Novgorod, de Siéosk et de Bielgorod. En même temps qu'au nord furent démolis les vieux districts fiscaux des tchetverts, qui furent confondus dans une seule institution financière centrale, les prikaz militaires des « Ragriad » furent au contraire décentralisés : sur les confins du sud et de l'ouest furent établis de nouveaux districts militaires beaucoup plus unis et continus au point de vue géographique que les districts fiscaux abolis du nord.

Telle était l'organisation des institutions russes quand Pierre monta sur le trône. Les besoins d'argent et de troupes qui provoquaient les changements administratifs du XVIIe siècle augmentèrent énormément avec Pierre. Naturellement, les changements administratifs analogues à ceux que nous venons de trouver au XVIIe siècle, c'est-à-dire la

suppression des districts fiscaux et l'organisation des districts militaires, se retrouvèrent sous Pierre avec plus de fréquence et on aboutit enfin à ce qui devint bientôt un système. Les districts fiscaux et les Prikaz qui ont été conservés au XVIIe siècle se décomposèrent définitivement en peu de temps, car Pierre transmit peu à peu tous leurs revenus aux mains de nouvelles institutions qu'il créa lui-même. Les anciennes recettes d'État furent ainsi employées pour faire face aux nouveaux besoins.

Au contraire, les districts militaires organisés dans la 2e moitié du XVIIe siècle, non seulement ne furent pas dissous, mais ils se consolidèrent définitivement et s'étendirent à toute la Russie. Pierre avait encore de plus grands motifs qu'Alexis et Théodore pour concentrer les perceptions de toute la Russie dans les mains de ses généraux et de ses amiraux. Quand il eut conquis le pays de la Baltique, il remit tout le nord-ouest de la Russie à l'entière disposition du généralissisme Menchikoff. Lorsqu'il s'attendit à l'invasion de Charles XII il fonda immédiatement des quartiers militaires à Kiev et à Smolensk; il attribua également à Kiev l'ancien distrit militaire de Svëïsk et la moitié de celui de Bielgorod. L'autre moitié du district de Bielgorod avec la ville de Voroneje furent joints à Azov en vue des constructions de la flotte. La révolte des indigènes du pays du Volga provoqua l'organisation du quartier militaire de Kasan; et l'ancien « dvoriets de Kasan y fut transféré pour y administrer sur place. Le centre et le nord seuls restèrent en dehors de la compétence directe des généraux; mais, en vue d'une plus grande uniformité, Pierre résolut de les transformer aussi en districts à la fois financiers et militaires, obligés de venir en aide à la Russie du sud. C'est de cette manière que fut créée pour la première fois en Russie la division de tout le territoire en districts ou selon le terme de Pierre en « gouvernements » : de Saint-Péters-

bourg, de Smolensk, de Kiev, d'Azov, de Kasan, de Moscou, d'Arkhangel et de la Sibérie.

Mais la formation en gouvernements achevée (1708-1712), un fait tout à fait inattendu apparut. Par la répartition de l'administration et de la perception des impôts de toutes les parties de la Russie entre ces généraux Pierre enleva toute signification à l'institution ancienne des « Prikaz ». Nous avons vu que la fonction principale des Prikaz était l'administration financière et militaire des districts territoriaux. Une fois ces fonctions passées aux gouverneurs, ces Prikaz cessèrent ainsi naturellement d'exister. La Russie avait alors des administrations en province, mais elle était privée d'une administration centrale ; les misérables débris des Prikaz furent fondus dans l'administration de Moscou ; l'ancien Conseil des Boyards (Boïarskaïa Douma) ne se réunissait pas depuis le commencement du siècle ; en son lieu et place existaient les congrès des Aides les plus proches de Pierre, de composition plus ou moins accidentelle ; aussi, ces congrès, à cause des absences de Pierre, devinrent de plus en plus rares. Poussé par les nécessités à la fois financières et fiscales, Pierre créa dans le centre une institution plus fixe, qu'il décora du titre de « Sénat ». Ce sénat, à cause de l'absence complète d'autre organe central, ne pouvait rester simple exécuteur des mandats du tsar et il devint bientôt l'institution supérieure de l'État. Mais avec cette qualité, le sénat ne pouvait s'acquitter de toutes les besognes ; il ne pouvait remplacer tous les systèmes et les institutions centrales. En réalité, la lacune demeurait dans la structure de l'État ; les nouveaux gouverneurs régnaient sans contrôle dans leur gouvernement et l'administration de la Russie perdit toute unité. Pendant que Pierre s'occupait fiévreusement de la lutte avec Charles XII et avec la Turquie et se jetait sans cesse d'un bout à l'autre de son vaste empire, ne faisant son apparition à Moscou que quelques semaines par an, ordinairement vers le nouvel an, il ne pou-

vait certes remarquer les défauts des institutions nouvelles de son État. Mais quand les difficultés les plus lourdes furent surmontées, lorsque Pierre résolut définitivement de se fixer et de choisir pour sa résidence une nouvelle ville, il ne pouvait pas ne pas ressentir bientôt la nécessité de nouvelles institutions centrales organisées régulièrement. Mais où pouvait-il les prendre? dans toute l'Europe, un seul pays fut fameux par ses institutions gouvernementales organisées dans le sens du pouvoir monarchique illimité : c'était la Suède. Dans les autres pays l'organisation politique révélait des traces plus ou moins manifestes de féodalisme du moyen âge. Aussi la Suède devint-elle le modèle de Pierre : à l'exemple de la Suède il fut résolu à organiser dans le centre de l'État des « collèges » et *dans les districts* d'introduire des provinces avec une organisation régulière des finances, de l'administration et de la justice, pourvus d'un personnel considérable de fonctionnaires. Il semblait que pour la première fois un certain ordre serait établi dans les provinces russes, que le pouvoir russe serait face à face avec les sujets et n'aurait plus besoin des intermédiaires, que la justice serait détachée de l'administration et attribuée à des institutions indépendantes et particulières. Mais tous ces excellents efforts se heurtèrent à un obstacle insurmontable. En suivant le modèle suédois, l'administration de la seule Livonie aurait coûté plus cher à l'État qu'avait coûté l'administration de toute la Russie. L'administration primitive de l'État moscovite, malgré tous ses défauts, — ou à la suite de ces défauts même — avait pour le fisc cet avantage irremplaçable de lui coûter extraordinairement bon marché. Au contraire, les institutions modèles de la Suède se révélèrent à notre pauvre pays, surchargé au delà de ses forces par des impôts élevés, comme trop chères. C'est pour cela que déjà pendant leur introduction même on fut obligé de les simplifier considérablement, de manière qu'elles perdirent, en fait, toute leur signifi-

cation. Sous une forme aussi dénaturée, elles ne répondaient pas même à ce que l'on dépensait pour elles. C'est pourquoi, aussitôt après la mort de Pierre, le gouvernement ne trouva rien de mieux que de les supprimer complètement et de revenir aux anciennes institutions. Les « voivoda » et leurs bureaux, pour les provinces, les gouverneurs et leurs bureaux, pour les gouvernements, voilà tout ou presque tout ce qui resta de ces reutmeister, de ces camerir, de ces landrichter et des autres fonctionnaires du système suédois. La première tentative d'une organisation bureaucratique regulière pour la province échoua ainsi. En revanche, d'autres institutions — les collèges suédois — furent maitenus, mais ils ne gardèrent aucune trace de leur origine. La répartition systématique des affaires dans les institutions centrales, voilà leur grande utilité. Après l'organisation chaotique du système des Prikaz, toutes les autres institutions centrales, une fois coordonnées, semblaient la perfection même. Le Sénat fut aussi conservé bien que, dans le système suédois, les collèges le rendissent tout à fait inutile; et, en effet, pendant tout le XVIII° siècle le Sénat ne pouvait fixer sa position entre le pouvoir souverain et les collèges. Par rapport au chef d'État, le Sénat ne pouvait représenter que le pouvoir *exécutif*; mais le chef de l'État ne pouvait se passer des fonctions constitutives et législatives de toute institution. Des institutions ayant un caractère légiférant et constituant apparaissaient constamment auprès du pouvoir souverain (Conseil suprême, Cabinet, etc.) et elles se trouvaient en réalité au-dessus du Sénat; mais pour la forme, leurs rapports avec le Sénat restaient tout à fait informes. D'autre part, par rapport aux collèges, le Sénat était donné comme un organe de contrôle; mais le principal des collèges était son égal et ne lui était pas soumis (le Collège militaire, le Collège de la Marine, celui des Affaires étrangères); par rapport aux autres le Sénat n'avait aucun moyen efficace pour réaliser son contrôle.

Nous avons ainsi montré les liens qui existaient entre les besoins principaux de l'État et le développement de sa structure politique jusqu'au règne de Catherine. A l'annexion mécanique des provinces et de leurs quartiers militaires correspond la juxtaposition mécanique des institutions financières et militaires dans le centre, avec absence complète de tout lien entre le centre et les provinces. Puis aux réformes financières et militaires d'Ivan IV le Terrible est liée la première tentative de systématisation de l'administation d'État, dont le but fut exclusivement fiscal. Il s'établit un lien entre les provinces et le centre, non au moyen de la subordination d'une institution provinciale à une institution centrale, mais de l'administration directe des provinces par le centre. Après la colonisation militaire du sud et pendant tout le XVIIe siècle s'accomplit la différenciation des administrations fiscale et militaire. Celle-là exige la fusion des recettes, celle-ci le fractionnement des pouvoirs. L'unification de l'administration fiscale amène la décomposition successive des anciennes institutions centrales; le fractionnement du pouvoir militaire provoque une nouvelle division en districts. Les guerres de Pierre font que ce processus se poursuit jusqu'au bout : *toutes* les institutions centrales sont abolies et l'administration financière est fractionnée entre les chefs de districts organisés dans un but militaire. Pierre fit table rase des institutions centrales; force lui fut alors de faire la première tentative d'une réforme systématique de l'administration centrale. Elle échoua, à cause de l'impossibilité de créer en province un système correspondant d'institutions.

Il y a lieu maintenant de nous demander à quoi avait abouti ce lourd mécanisme avec son développement lent et tout à fait spontané. L'étude de l'administration financière nous a déjà montré que les institutions de l'État russe avaient abouti à peu de chose, même dans leur branche d'administration la plus importante. Elles n'ont pu établir de rapports

directs entre l'État et les sujets. Elles ont été obligées de s'en tenir à la responsabilité solidaire du groupe social à l'égard de l'État. Nous verrons encore dans la suite que cette responsabilité solidaire devient le rapport type entre les sujets et le pouvoir. L'individu devient insaisissable pour le gouvernement jusqu'à ce que le pouvoir les unisse par la caution solidaire. C'est pourquoi l'État emploie ce système chaque fois qu'il veut charger les particuliers d'une obligation quelconque, et, dans les cas extrêmes, quand il a besoin de tout le peuple, il ne trouve encore rien de mieux que d'établir la caution solidaire universelle dans la personne de ses représentants aux conciles des États généraux (Zemsky Sobor). Voilà pourquoi les délégués des États généraux russes ne s'enthousiasmaient pas pour leur titre et le considéraient non comme un droit, mais plutôt comme une lourde charge.

Une telle impuissance pour suppléer à ses besoins les plus pressés fait que le pouvoir a dû se montrer encore bien moins capable de régler les rapports entre les sujets. Nous verrons encore la répercussion de ce fait sur le développement de la structure sociale. Il nous est dès à présent nécessaire de dire un mot de la fonction judiciaire de l'État avant Pierre. La justice, certes était une des plus anciennes fonctions du pouvoir, mais il nous suffit de rappeler quelques faits élémentaires pour montrer que dans l'État moscovite ces fonctions restaient toujours à l'arrière plan. Il est inutile de répéter que jusqu'au règne de Catherine II le pouvoir judiciaire n'avait pas d'organe particulier et se confondait avec le pouvoir administratif. Mais je rappelle que comme droit criminel russe il n'y avait de codifié que ce qui concernait la perception régulière des taxes judiciaires, qu'il existait encore moins de codification civile, et que la première tentative — plutôt mauvaise — de codification du droit constitutionnel russe n'eut lieu qu'avec le code du tzar Alexis d'après des sources étrangères. Il

faut se rappeler aussi que même avec ces codes incomplets et peu précis, il n'était pas facile d'obtenir justice; c'est ainsi qu'au XVIIe siècle le gouvernement, après une triple assignation, devait faire le siège régulier du domicile de l'inculpé qui jouissait d'une influence quelconque pour l'amener devant le tribunal; là encore l'inculpé avait une foule de moyens louches pour se dégager; et même dans les affaires criminelles les plus importantes, comme pour l'assassinat, on préférait souvent transiger des deux côtés et le gouvernement fermait les yeux. Ces caractères et beaucoup d'autres analogues nous font comprendre dans quelle athmosphère d'arbitraire et d'absence de justice vivaient les sujets russes du XVIIe et d'une partie du XVIIIe siècle.

On ne peut dire que tous ces caractères disparurent d'emblée sous Catherine II, mais il est hors de doute qu'avec son règne se fait le premier pas dans une nouvelle direction du droit constitutionnel et public russe. Tout d'abord, les institutions russes subirent sous Catherine II une nouvelle reconstitution systématique.

Les conditions dans lesquelles s'accomplirent les réformes sous Catherine II leur étaient beaucoup plus favorables qu'elles ne l'avaient été jusqu'alors. Le développement de la vie économique, l'accroissement de la population donnaient à la société russe la possibilité d'avoir des institutions plus complexes et par conséquent plus coûteuses. De plus le législateur était plus conscient et avait à côté de lui des hommes d'une capacité pratique autant que théorique; on n'était pas aussi pressé que du temps de Pierre, ce qui permettait d'élaborer ces réformes en toute paix et recueillement. C'est pourquoi les institutions provinciales de Catherine II furent une des plus heureuses et restèrent une des plus durables réformes russes. Le gouvernement de cette impératrice étant placé dans des conditions plus favorables s'efforçait de résoudre le même problème auquel avaient dû renoncer les gouvernements de Pierre et de ses prédé-

cesseurs. Il fallut d'une part rapprocher l'administration des administrés et de l'autre séparer la justice de l'administration. Un des côtés les plus faibles du gouvernement moscovite était la coutume de gouverner les provinces par les « prikaz » du centre. La division en provinces a paru pour la première fois avec Pierre. Mais, vu la faiblesse et le petit nombre des institutions provinciales, les principales branches de l'administration des provinces se concentraient toujours dans les « collèges. » Le mécanisme provincial fut en grande partie dirigé directement par les fonctionnaires des collèges centraux. Sous Catherine l'administration entière des provinces commença à relever complètement du pouvoir local, à côté des fonctionnaires de l'État furent placés deux délégués élus par la société de la noblesse locale; c'est ainsi que débuta le self-government russe, car nous ne pouvons considérer comme tel le système de la caution solidaire que nous avons rencontré dans la Russie moscovite. Je ne m'arrêterai pas à l'autre côté important des réformes de Catherine II, celui qui a rapport à la séparation de la justice et de l'administration et à l'organisation, pour la première fois en Russie, des différentes instances judiciaires avec l'appel régulier à des instances supérieures. Pourtant, l'introduction des nouvelles institutions provinciales de Catherine II fut suivie des mêmes phénomènes qui accompagnèrent celles de Pierre le Grand. Aussi sous Catherine, comme auparavant, la concentration du pouvoir local dans les provinces amena-t-elle la destruction de ce pouvoir dans le collège central. Les collèges qui dirigeaient auparavant directement avec leurs fonctionnaires ces provinces, devinrent tout à fait inutiles quand les finances, l'administration et la justice passèrent des fonctionnaires des collèges aux chambres, aux tribunaux et à l'administration provinciale. Aussi, à l'exception des trois principaux (armée, marine, affaires étrangères), tous les collèges furent bientôt supprimés. Une nouvelle lacune

dans le système des institutions d'État s'en suivit, et la question de la réforme des institutions centrales surgit de nouveau. De cette manière, la réforme provinciale de Catherine provoqua nécessairement la réforme des institutions centrales d'Alexandre Ier, au commencement de ce siècle.

Spéranski a donné comme base de cette dernière réforme l'idée de la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Le Sénat devait représenter le pivot du pouvoir judiciaire, étant déjà le degré supérieur dans l'organisation judiciaire de Catherine II. Le pouvoir exécutif fut réparti entre les ministères, qui remplacèrent les anciens « collèges » : on prit en considération pour cette réforme ce fait que l'avantage principal des organes exécutifs est dans leur célérité et leur responsabilité. Cet avantage est mieux acquis par la direction personnelle du ministre que par la collectivité des collèges. Il faut encore ajouter qu'en réalité la « collectivité », c'est-à-dire les droits égaux des membres des collèges étaient aussi toujours auparavant lettre morte ; les collèges étaient dirigés en réalité avec plus ou moins d'arbitraire par leurs présidents. Enfin, pour le pouvoir législatif, les projets primitifs de Spéranski étaient de le confier à une assemblée d'Etat, composée des délégués de toute la Russie, élus d'après le mode de la constitution française de l'an VIII. Mais on résolut ensuite d'investir du pouvoir législatif le Conseil d'Etat. Bien que n'étant qu'une forme limitée du projet, sa réalisation créa pour la première fois en Russie un organe permanent du pouvoir législatif.

« Le conseil est créé, écrivit Spéranski dans son rapport à l'empereur, pour que le pouvoir législatif, jusqu'ici émietté et différencié, reçoive les premiers caractères de régularité, constance, sûreté et unité... Et par cette institution seule un pas énorme est déjà fait de l'autocratie vers les formes monarchiques véritables. » En effet, par la création du Conseil d'Etat, l'empereur Alexandre Ier a fixé

cette différence entre la loi et l'ukase que l'impératrice Catherine s'était encore efforcée d'introduire dans le droit public russe. « Sous le nom de loi, dit-elle dans son instruction (Nakaz), on entend les institutions qui ne peuvent jamais être changées... les ordonnances comprennent tout ce qui se fait pour tel ou tel cas et ce qui n'est qu'accidentel, personnel et peut changer avec le temps. » « Mais en pratique, remarque le professeur Romanovitch Slovatinski, la différence entre la loi et l'ordonnance gouvernementale dépend toujours de la constitution de l'État et du rapport qu'il y a entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Si la différence entre ces deux espèces de pouvoir est bien tranchée, la loi diffère essentiellement de l'ordonnance gouvernementale. Tel est le cas des États continentaux constitutionnels. Mais si le pouvoir législatif n'est pas strictement séparé de celui du gouvernement, la loi se confond avec l'ordonnance gouvernementale. »

Depuis le fonctionnement du Conseil d'État, on comprend en Russie par « loi » surtout les arrêts du Conseil d'État. Mais ce n'est pas là le seul moyen légal de faire une loi. Si un projet de loi ne recueille que la minorité du Conseil d'État, il peut quand même devenir loi, mais sous la forme d' « ukaze impérial » et non sous celle d' « arrêt du Conseil d'État sanctionné par l'Empereur. » « L'empereur Alexandre Ier, dit M. Romanovitch Slovantinsky, sur 242 cas où le Conseil d'État était partagé sur la résolution, a sanctionné pour 83 cas l'opinion de la minorité, et dans 4 de ces cas l'Empereur approuvait l'opinion d'un seul membre. Telle était la pratique, contraire à la théorie de Spéransky, qui voulait que la loi fut publiée « d'accord avec l'opinion du Conseil d'État », ce qui supposait que l'opinion de la majorité de ce conseil devait être obligatoire pour l'Empereur. L'empereur Nicolas Ier signait ordinairement les mémoires du conseil suivis de la phrase « que l'affaire soit résolue selon l'opinion de tels membres », en ajoutant tout sim-

plement contre la conclusion de la majorité ou de la minorité ces deux mots : « moi aussi ». Il approuvait généralement les opinions de la minorité si le président du Conseil se rangeait de ce côté. Le plus souvent il dictait au conseil ses propres résolutions. »

Déjà sous l'empereur Alexandre Ier, des décisions ayant force de loi devinrent de règle sans qu'elles aient même passé par le Conseil d'État. « Dans ces dernières années, avait, en 1826, remarqué le secrétaire d'État Balouguianski, le Comité des ministres a accaparé tout le pouvoir législatif... Le ministre présentait les décisions à la sanction de l'Empereur sur les objets dont la délibération préalable appartenait au Conseil d'État. » Dans ce dernier cas, la loi revêtait déjà sa 3e forme : l'ordre impérial. Cette forme dégage les projets de loi des formalités obligatoires pour les lois, au sens propre du mot. L'ordre impérial peut être donné non seulement par écrit mais aussi verbalement. Son obligation n'est pas liée à la forme de la promulgation nécessaire à une loi ordinaire. Tout le monde connait l'exemple suivant de faire une loi : « Que les ordres que M. le Général d'artillerie, comte Araktchéief, fera connaître, soient réputés équivalents à nos ordres personnels. » (Ordre donné au Collège militaire le 14 Décembre 1807).

La nécessité de recourir aux organes complémentaires du pouvoir législatif s'explique en partie par l'organisation même du Conseil d'État. « Le Conseil d'État, remarque l'auteur d'un ouvrage sur la *Russie contemporaine*, fut organisé à une époque où les exigences d'une législation étaient peu considérables. A ce moment, pendant tout un règne, on ne faisait pas autant de lois qu'aujourd'hui pendant une seule année. Et pourtant, dans l'organisation du Conseil d'État, rien d'essentiel ne fut modifié depuis ses débuts... Actuellement, la délibération de quelques projets de loi urgents et celle du budget absorbe la plus grande partie de la session et ne laisse pas de temps à la discussion

d'autres projets importants. » Dans ces conditions naturellement, remarque le même auteur, « le Comité des ministres est devenu une institution analogue au Conseil d'État des autres pays : c'est là surtout que se discutent les projets de lois secondaires. » Mais le droit d'émettre les décisions gouvernementales ayant force de loi ne s'arrête pas non plus au Comité des ministres. « Dans les derniers temps, dit le professeur Romanovitch Slovatinski, la compétence des décisions administratives prises par les ministres s'est beaucoup étendue. Nombre de lois sont interprétées et complétées par des circulaires ministérielles. Le nouveau règlement universitaire de 1884, par exemple, donne seulement les cadres généraux de l'organisation des universités. Les circulaires du ministre de l'instruction publique complètent constamment ses dispositions ; les mêmes droits sont aussi accordés aux autres ministres, surtout à ceux des finances et de l'intérieur. Grâce à cette grande importance des circulaires ministérielles d'aujourd'hui, la question de la légalité de ces circulaires et prescriptions des ministres présente un très grand intérêt. »

On a tenté, à l'époque des réformes d'Alexandre II, de mettre un terme à cette confusion des pouvoirs législatif et exécutif. A la fin de l'année 1858, le baron Korf, par ordre de l'Empereur, essaya d'établir ce qui devait être « loi » et « ordonnance administrative ». Entre les « ordonnances même », il était autorisé à distinguer celles qui sont approuvées par l'Empereur et celles qui ne relèvent que des chefs d'administration. Dans son mémoire, lu au Conseil des ministres en 1862, Korf posa comme condition indispensable pour établir définitivement la différence entre la « loi » et l' « ordonnance », que la loi soit publiée pour une destination plus importante « par une institution législative spéciale. » Ces propositions se heurtèrent cependant à l'opposition de deux ministres de la justice successifs, le comte Panine et le prince Ouroussof. On sait que la ques-

tion a été discutée à nouveau — d'une façon plus large — à la fin du règne d'Alexandre II et au début de celui d'Alexandre III. On n'a abouti à rien ; aussi la ligne de démarcation entre la loi et l'ukaze tracée par les « Nakaz » reste un problème de l'avenir.

Ainsi, pour élargir la conscience des droits et des devoirs de l'homme dans la société russe, on a assez fait depuis Catherine II, mais il reste encore davantage à faire. Après de nombreuses et vaines tentatives, la Russie est arrivée enfin, il y a 60 ans, à avoir sa première codification. Mais quelle codification? Embarrassé par les matériaux innombrables et extrêmement variés, le célèbre créateur des codes les compulsa à l'aide d'une masse de morceaux d'origines historiques les plus différentes, russe et étrangère, ancienne et contemporaine ; partisan convaincu de la séparation des pouvoirs, il confondit pêle-mêle dans ses codes des lois véritables avec les décisions et les dispositions administratives et particulières. Certes, ce caractère donné au Code ne fut nullement la faute de Spéranski ; selon la volonté de l'empereur Nicolas I, il fut obligé de se contenter tout d'abord de la compulsion des lois existantes sans pouvoir y faire aucun changement. Dans ce sens, les Codes n'étaient qu'une introduction à la codification véritable ; mais, évidemment que notre siècle n'est pas destiné à la voir. Malgré tous leurs défauts les Codes firent cependant un pas énorme en avant ; mais ce pas ne fut fait que par une partie très insignifiante de la société russe. Jusqu'à ces derniers temps, c'est à peine si 1/10 de la population connait l'existence des Codes. Les paysans, bon gré mal gré, jouissaient du privilège équivoque d'être jugés et administrés selon leurs propres coutumes : peu de gens connaissent ces coutumes, mais la majorité est persuadée qu'elles sont différentes — et doivent l'être — du droit qui régit la société supérieure. Ce n'est que grâce à cette conviction que furent possibles toutes ces expériences législa-

tives sur la personne et la propriété paysannes, expériences qui se répètent encore de nos jours. Devant cet état de la conscience juridique de la masse, pâlissent ces faibles et lents progrès du développement du sentiment de la légalité qu'a su faire la partie privilégiée de la société russe.

Nous ne nous arrêterons pas davantage à la dernière période de la transformation des institutions russes dont le commencement date de l'*époque des grandes réformes* de l'empereur Alexandre II, et qu'on ne peut encore croire terminée. Par rapport au passé historique de nos institutions, cette période ne présente que sa négation complète — au nom des exigences de l'art politique et au nom des progrès accomplis par l'évolution sociale. Malgré l'expression de la fameuse adresse présentée à Alexandre II par les *dissidents*, « notre ancienneté » ne « se découvre pas dans les innovations » du tsar réformateur. Ce n'est pas dans le passé lointain — nous l'avons dit — qu'il nous faut chercher les germes de notre self-government actuel et futur. Partout, dans nos études, nous avons trouvé que l'esprit nouveau de la société russe moderne ne ressemble en rien à celui de nos ancêtres. Il ne faut donc pas — dans le développement de nos institutions — greffer les innovations qui correspondent aux exigences de cet esprit nouveau sur les bases ébranlées d'un passé qui s'en va.

BIBLIOGRAPHIE

GRADOVSKY. — *Éléments du droit public russe* (en russe).
ROMANOVITCH SLOVATINSKY. — *Système du droit public russe, d'après son développement historique et dogmatique* (en russe).
KLIOUTCHEVSKY. — *Le « conseil des boyards » dans l'ancienne Russie* (chap. V) (en russe).

LOCHVITZKY. — *La province* (en russe). Saint-Petersbourg, 1865.

GRADOVSKY. — *Histoire de l'administration locale en Russie* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1868.

La « Pensée russe », Revue où se trouvent plusieurs articles de KLIOUTCHEVSKY (en russe). Années 1890, n° 1 ; 1891, n° 1 ; 1892, n° 1.

DMITRIEFF. — *Speransky et son action politique* (dans les *Archives Russes*, année 1868 (en russe).

KORFF. — *Vie du comte Speransky* (en russe), 2 vol. Saint-Pétersbourg, 1861.

SKALSKOSKY. — *La Russie contemporaine*, tome I (en russe). St-Pétersbourg, 1891.

Le Conseil d'Etat. La Loi. L'Edit signé par le Souverain. L'Ordre supérieur, articles parus dans le *Dictionnaire encyclopédique* d'ARSENIEFF et PETROUCHEVSKY (en russe).

SPERANSKY. — *Aperçu des connaissances historiques sur l'ensemble des lois* (en russe). Brochure. Saint-Pétersbourg, 1833.

PACHMAN. — *Histoire de la codification du droit civil*, tome II (en russe). Saint-Pétersbourg, 1876.

QUATRIÈME PARTIE

LA STRUCTURE SOCIALE

CHAPITRE PREMIER

La noblesse.

Rôle de la noblesse dans l'histoire de l'Occident. — Manque d'indépendance économique de la noblesse russe et son obligation au service militaire. — Passage du service volontaire au service obligatoire. — Le sort de la haute aristocratie russe. — La politique de Yvan le Terrible. — Développement des privilèges de la noblesse au XVIIIe siècle. — Instabilité des richesses et accroissement des dettes de la noblesse. — Tentatives pour reconstituer les privilèges et sort probable de ces efforts.

Déjà, dans la troisième partie, nous avons noté deux éléments de l'organisation sociale de l'ancienne Russie. Nous avons vu que la société russe avait pour faîte un fort pouvoir politique et comme base une organisation obligatoire de groupes sociaux, sur laquelle elle s'appuyait. Le pouvoir autocrate et la population abandonnée à sa caution propre, telles furent les deux bases historiques de la société russe, liées tant bien que mal par le système des organes gouvernementaux intermédiaires. C'est ainsi que dès son origine, notre organisation sociale fut placée dans une dépendance directe, dans un rapport immédiat avec le pouvoir central. Ce phénomène montre déjà par lui-même

qu'en Russie, contrairement aux Etats occidentaux dont on connait les Etats sociaux et les groupes territoriaux, aucune cloison fixe et imperméable entre l'Etat et la masse de la population n'a réussi à se former. Passons maintenant à l'étude des matériaux eux-mêmes qui ont servi à la composition de nos groupes sociaux.

En Occident, entre l'Etat et le sujet, il y avait les seigneurs féodaux. Ces derniers séparaient si bien le faite de la base de la société qu'aucun rapport direct n'était possible entre ces deux éléments. Toutes les prérogatives du souverain, le droit de rendre justice et de poursuivre, le prélèvement des impôts, tout fut accaparé par les seigneurs féodaux. Ce n'est qu'avec beaucoup de peine et après de longues luttes que l'Etat réussit à se faire restituer tous ces droits. Dans cette lutte pour le pouvoir les seigneurs féodaux combattaient l'Etat non isolément mais en masse compacte et ils l'obligèrent à transiger et à leur accorder des droits politiques importants.

Toute autre est la vie sociale russe, pour les causes que nous connaissons déjà en partie. Nous avons déjà parlé des conditions historiques qui nécessitèrent un accroissement excessif de la puissance du pouvoir central : nous allons voir à présent que ces mêmes conditions entravaient le libre développement de la vie sociale russe. Nous nous arrêterons tout d'abord aux destinées historiques de l'aristocratie et de la noblesse foncières. En Occident, la féodalité devait sa puissance à ses domaines. Cet « état » puisait sa force et son indépendance dans ses richesses foncières. De même en Russie, l'état supérieur se sentait fort et indépendant dans les contrées où la terre donnait la fortune à son possesseur : tel fut le cas pour le sud-ouest russe et polonais. Au nord-est la situation était différente. Etant donné le caractère des plus primitifs du développement économique, la rareté des agriculteurs et leurs habitudes nomades, la domination de la production pour l'usage person-

nel et l'impossibilité de trouver des débouchés pour les produits agricoles, la terre ne pouvait naturellement donner de grands profits à son possesseur. C'est pourquoi, dans l'ancienne Russie, la classe supérieure ne tenait pas beaucoup à la propriété foncière ; elle l'abandonnait pour des occupations plus avantageuses, notamment pour le service des princes. De cette manière se forma la catégorie des « serviteurs libres », qui ne reconnaissaient aucune division entre les principautés russes et passaient fréquemment d'un prince à l'autre. En effet, en abandonnant un domaine (votchina) le propriétaire foncier ne perdait rien et gagnait même beaucoup. Dans son domaine il n'était ni souverain, ni juge, ni gouverneur, comme c'était le cas en Occident pour le baron dans sa baronie ; les fonctionnaires du prince, les juges, les percepteurs pénétraient toujours, sans empêchement, dans le domaine du propriétaire foncier russe. Or, les maigres profits qu'il retirait de sa possession, il les conservait même s'il passait au service d'une autre principauté. Dans leurs traités entre eux, les princes devaient établir une clause stipulant que leurs serviteurs ne perdraient pas leurs domaines s'ils quittaient l'un d'eux pour celui d'un autre. D'autre part, en entrant au service de son prince ou d'un autre, le propriétaire foncier pouvait espérer obtenir au moins une partie des privilèges politiques qu'il n'avait pas comme simple détenteur d'un domaine. Le prince lui abandonnait « pour son entretien » une partie de ses revenus propres qui pouvaient lui revenir comme administrateur, juge, etc. Les privilèges dont les propriétaires fonciers d'Occident jouissaient en maitres indépendants de leurs domaines, les propriétaires fonciers russes ne pouvaient donc les obtenir qu'en qualité de fonctionnaires au service du prince. La noblesse foncière, dans ces conditions, tirait son importance non comme état indépendant, mais comme remplissant la fonction de serviteur. Et lorsque l'État moscovite commença à s'organiser et à

croître rapidement, il ne trouva pas devant lui de classe de propriétaires fonciers qui pût lui faire face comme force indépendante et de quelque importance. Ce n'était qu'une masse inorganique, les matériaux bruts dont l'État se servit pour construire son édifice.

Le propriétaire foncier libre, qui pouvait librement quitter son domaine, n'eut plus la possibilité, après l'unification de la Russie, de changer de prince ; il n'y eut alors qu'un seul prince souverain de toute la Russie et les anciens serviteurs libres perdirent rapidement leur indépendance vis-à-vis du souverain. Le souverain de la Moscovie avait besoin d'une armée ; aussi il s'empressa de faire inscrire à son service tous les propriétaires fonciers existants : comme le nombre de ces propriétaires était insuffisant, il s'attacha de nouveaux serviteurs en leur distribuant sous condition de service les terres d'État en pomiestié, c'est-à-dire en détention temporaire et non en propriété perpétuelle (votchina). C'est ainsi que sous Ivan III, à côté de l'ancien serviteur libre « votchinik », surgit la classe nouvelle des serviteurs dépendants, des « pomiestchiks ». L'importance de leurs obligations envers le souverain dépend de celle de leur pomiestié, et le gouvernement veillait avec soin à ce que les terres des pomiestchiks restassent toujours entre les mains de ceux qui les payaient de leurs services. Aussitôt que le pomiestchik meurt ou devient incapable de servir, le gouvernement lui enlève sa pomiestié et la transmet à son fils aîné ou, à son défaut, à un autre homme capable de servir ; la veuve et les filles ne reçoivent qu'un lopin de pomiestié en usufruit, la veuve jusqu'à sa mort, les filles jusqu'à 15 ans. Ce n'est que plus tard, au XVIIe siècle, que le gouvernement se montre plus la pomiestié large et accorde au 2e mari de la veuve ou au fiancé de la fille ; et ce n'est aussi qu'à ce moment que la pomiestié ne retourne pas immédiatement au souverain, mais attend la majorité des mineurs. Ce qui est plus ca-

ractéristique, c'est que le gouvernement, après avoir défini avec soin et grande précision les obligations des hommes de service, à qui on avait attribué des pomiestiés, commença alors à étendre ces obligations à l'ancienne propriété libre, à la votchina.

Il contraignit le propriétaire de la votchina aux mêmes services que les pomiestchiks, et même il ne donna de pomiestié à l'homme de service que lorsque celui-ci n'avait pas de votchina ou n'en avait qu'une trop petite. La différence essentielle entre la votchina et la pomiestié, entre la propriété libre et la détention conditionnelle disparut ainsi complètement vers le XVII[e] siècle : l'ancien serviteur libre devint alors complètement indépendant ; le service qu'il devait au gouvernement devint tout à fait obligatoire. Les pomiestchiks et les votchiniks furent rivés au service d'Etat aussi bien que le paysan l'est à l'imposition. Celle-ci répondait, comme nous l'avons vu, au besoin pécuniaire de l'Etat. Celle-là répondait au besoin militaire. Au milieu du XVII[e] siècle, le gouvernement interdit définitivement le passage libre d'un état à l'autre, aussi bien pour les paysans que pour les pomiestchiks ; pour que les paysans ne quittent pas la communauté redevable, le gouvernement liait les membres de la communauté par la caution solidaire ; la même caution fut également imposée aux pomiestchiks du même district, avec cette différence que les pomiestchiks d'un même district n'étaient pas tous responsables les uns des autres, mais pour A, par exemple, c'étaient B et C qui répondaient, pour C, c'étaient A et D, pour D, B et E, etc. Les communautés des paysans aussi bien que les sociétés des nobles ont leurs représentants élus, mais ce n'est pas dans le but de réaliser des droits quelconques, mais uniquement pour aider le gouvernement à répartir régulièrement entre eux leurs obligations. Les chefs élus des paysans répartissaient les impositions entre les membres de leur communauté ; les élus de

la noblesse délimitent la quantité et la qualité du service militaire que doit chaque noble du district.

Donc, avant leur unification, les territoires russes n'avaient pas d'embryon pour la formation d'une classe noble privilégiée ; c'est pourquoi la Russie moscovite a transformé sans aucune difficulté l'ancien propriétaire libre en homme de service obligatoire. Mais il y avait dans les anciennes principautés un autre élément plus apte à se développer en aristocratié : ce sont les princes eux-mêmes qui tombèrent sous la domination du grand prince moscovite. Que devint cet élément après l'unification de la Russie ? En passant au service de Moscou certains princes conservèrent encore longtemps des droits politiques sur leurs anciens apanages ; ils avaient apporté à Moscou des habitudes de souverain encore toutes fraiches et la cour de Moscou fut pendant un certain temps imprégnée d'un caractère aristocratique qu'on ne lui connut jamais, ni avant ni après. Mais les descendants des familles princières de Guédimine et de Riourik ne gardèrent pas longtemps leur prédominance à la cour sur les hommes de service non titrés. Le pouvoir monarchique, dans la personne d'Ivan le Terrible, commença une lutte systématique contre cet élément social qu'il considérait comme dangereux ; cette lutte fut menée avec une persévérance implacable et fut rapidement terminée — par la défaite définitive et même l'extermination des boyards titrés. La fixation absolue des princes du service moscovite et l'interdiction catégorique de leur départ du territoire furent le premier pas dans cette lutte. « Tu as fermé l'être humain libre dans le territoire russe comme dans une forteresse de l'enfer », — telle est la plainte du prince Kourbsky dans son épitre à Ivan le Terrible ; — « celui qui part à l'étranger, tu l'appelles traitre et s'il est surpris à la frontière, tu le mets à mort avec des raffinements de supplice ». Pour prévenir le départ des princes, le pouvoir eut recours également dans ce cas à la caution solidaire. Les

principaux boyards payaient des amendes énormes au cas de désertion de l'un des membres de cette haute aristocratie; c'est ainsi qu'ils étaient tenus de payer en cas de fuite du prince Serebriani 1 million environ de roubles actuels, pour le prince Wstislavski 1.200.000 roubles environ; la fuite de l'un des frères Vorotynsky ou des boyards Scheremetieff et Iakowleff leur aurait coûté environ 1 million de roubles et celle du prince Belski, la moitié de cette somme. On ne se gêna plus avec les boyards, une fois ceux-ci pris dans cette souricière moscovite. La source de leur force était dans leurs droits sur leurs apanages et leurs votchinas. Le second pas dans la lutte fut donc de les priver de leurs domaines.

Ivan le Terrible énumère dans son testament jusqu'à 20 votchinas enlevées aux princes. En échange de leurs domaines héréditaires, on accordait à ces « princelets » des terres qui se trouvaient à l'autre extrémité de la Russie, dans des endroits qui ne conservaient aucune tradition historique. Mais la politique d'Ivan le Terrible ne s'arrêta pas là. Le 3e et dernier pas de cette politique consista en ce que le tzar se mit à « exterminer » les familles les plus nobles, et, non par caprice personnel ou par animosité, mais en vue de la même politique; il exterminait non pas seulement certains membres d'une famille ou d'une autre, mais s'il était possible ces familles tout entières, — les GENS ENTIÈRES, selon l'expression de Kourbski. C'est ainsi que périrent les Prosorovski, les Ouchaty, « parce qu'ils avaient de vastes votchinas », — de même Vorotynski et Odoevski, « parce que ces princelets avaient conservé leurs apanages souverains et possédaient aussi de grandes votchinas ». C'est toujours Kourbsky, le plus célèbre des émigrés russes d'alors, qui nous sert ici de témoin. Les successeurs d'Ivan le Terrible daignèrent tolérer quelques descendants, derniers survivants des anciennes familles, mais sous la condition qu'ils ne se marieraient pas et res-

teraient ainsi sans descendants. Grâce à ces conditions, 50 ans suffirent à la disparition de la plupart des familles des boyards princiers qui avaient apporté de l'éclat à la cour moscovite de la première moitié du XVIe siècle. Dans le Conseil des boyards du XVIIe siècle, à la place des familles Scheniatieff, Patrikêieff, Schouski, Mstislovski, apparaissent des hommes nouveaux, non titrés, arrivés exclusivement grâce à leurs services auprès du tzar. Les vieux domaines, apanages de l'ancienne noblesse, disparurent aussi avec une rapidité étonnante. Nous avons un registre des domaines de la haute aristocratie russe qui relève de l'année même de la fondation de la nouvelle dynastie (1613). Les noms célèbres n'y manquent pas, mais il reste très peu déjà d'anciens domaines princiers. Le premier de la série est un prince Mstislavsky qui ne possède cependant ses 49 mille dessiatines que dispersées par-ci par-là dans différents districts, comme s'il s'agissait d'un des conquérants normands venus en Angleterre avec Guillaume. C'est ensuite un prince Trouberkoï, mais de ses 23,500 dessiatines il n'y en a que 3 mille qui relèvent de son vieil héritage princier « à Troubtchezsk et à Riazan ». Puis, nous avons 5 grands propriétaires qui possèdent de 14 à 7,500 dessiatines chacun; mais à côté des princes Vorotinsky et Tcherkassky il y a dans ce groupe des hommes nouveaux, tels que Romanow ou Morogow. Quant aux princes de la souche pure de Guédimine ou de Riourik, les Golitzin, les Kourakine, les Odoyevsky, les Massalsky, les Prosorovsky, les Sitsky — ils ne figurent que dans le groupe suivant, qui comprend 10 domaines de 5 à 7,000 dessiatines. Nous trouvons ici des traces de vieux apanages (comme à Massalsk); mais ce sont les derniers restes des possessions princières qui, elles aussi, cessent d'exister avant la moitié du même siècle (XVIIe siècle). Il nous reste un autre registre de 1647, comptant les grands domaines par maisonnées (c'était par maisonnées que l'on

levait alors les nouveaux impôts). C'est un parent de la nouvelle dynastie, N. J. Romanoff qui est, cette fois, en tête de la liste avec ses 7.000 maisonnées, ce qui n'est pas beaucoup, comme on le voit. Puis, c'est encore un homme nouveau B. I. Morozoff, — le même dont nous avons fait mention au sujet de l'agriculture russe, — avec 6,000 maisonnées. Le prince Tcherkasky avec 5,000 et Scheremétief avec 2.800 ne font que suivre. Dans le groupe suivant (de 8 propriétaires possédant de 2.500 à 1,000 maisonnées chacun) il n'y a que 3 princes. Un demi-siècle plus tard, les acquisitions des hommes nouveaux nous paraissent aussi peu stables que l'ont été les héritages princiers. Dans un registre de propriétaires possédant un minimum de 100 maisonnées — et qui furent obligés de construire pour Pierre le Grand ses premiers navires (1698) — il n'y a que l'héritier du prince Tcherkassky, dont nous avons parlé, qui ait augmenté son patrimoine de 4,000 maisonnées (9.000 maisonnées en tout). Les Romanoff et les Morozoffs disparaissent de ce registre ; leur place est prise par de nouveaux hommes de fortune, parents des gens de la cour de Pierre le Grand, les Narychekine, les Lopoukhine. Tous ces propriétaires ne sont pas nombreux et n'imposent pas par l'étendue de leurs propriétés ; 15 seulement possèdent de 2 à 1,000 maisonnées, 56 en ont de 1.000 à 500 et 460 de 500 à 100. Si on veut comprendre les causes de ces changements rapides dans la fortune de la grande propriété foncière, on n'a qu'à examiner les domaines de la noblesse moyenne, dispersés en province. On y rencontre des noms jadis célèbres et portés depuis par de nombreux héritiers, appauvris après avoir fait plusieurs fois le partage du vieux patrimoine de leur père. A l'époque de Pierre le Grand il ne restait à partager pour la plupart qu'un village composé de quelques dizaines de maisonnées de paysans, qui doivent nourrir une demi-douzaine de propriétaires nobles. En parcourant ces nombreux villages, partagés ou possédés en

copropriété par les membres d'une même famille, nous saisirons les raisons qui ont forcé Pierre le Grand à émettre sa fameuse loi sur le majorat (1714). Mais cette loi fut impuissante contre cette coutume invétérée du partage égal et fut bientôt abrogée. Après comme avant Pierre, nous assistons au même procédé de réduction de la grande propriété, acquise par les hommes de fortune. Ce fut le sort des apanages des Riouriikovitchi et des Guidiminovitchi : la politique moscovite, comme nous l'avons vu, a pu contribuer beaucoup à ce morcellement ; mais il aurait eu lieu, n'en doutons pas, même sans les cruautés d'Ivan le Terrible, par suite de la liberté absolue de tester. Il est vrai que nous voyons en Angleterre, toute une classe profiter de la même liberté pour fonder tout un système de substitutions successives, aboutissant contre le majorat. Mais cela finit de nous démontrer la différence énorme qu'il y a entre la classe la plus puissante que l'Europe ait jamais connue et les « hommes de service » de l'état moscovite.

C'est ainsi, en effet, que de tous ses privilèges la haute aristocratie russe n'en a conservé qu'un seul : son service à la cour moscovite. On dit cependant parfois que leur droit de service était tout au moins respecté par le gouvernement moscovite qui prenait à cœur leurs rivalités et en tenait compte pour leur nomination aux fonctions. Sans parler de ce fait que le gouvernement n'en tenait pas toujours compte, voyons ce que ces rivalités signifiaient par elles-mêmes. Nous voyons ici une nouvelle différence entre l'aristocratie, le service de la cour russe et l'aristocratie indépendante de l'Europe occidentale. L'aristocratie européenne fondait ses notions de l'honneur de la noblesse sur l'idée de l'égalité des nobles, des *pairs*. A Moscou, l'honneur de la noblesse de service s'estimait d'après le « traitement » accordé par le souverain et qui variait avec chacun ; et au lieu de la notion d'égalité qui fut le soutien de l'es-

prit de corps et qui créa la solidarité de l'aristocratie d'Occident il se forma le système particulier du « miestnitchestvo ». On sait que le miestuitchestvo était basé sur l'ancienneté des familles, dont la rivalité éclatait au moment de leur nomination aux fonctions : le membre d'une famille ne voulait pas dans son service être placé sous l'autorité d'un membre d'une autre famille qui lui aurait été inférieur dans un service précédent. Dans ces conditions, on pourrait croire que des familles entières rivalisaient entre elles de supériorité ; que par conséquent tous les boyards titrés de Moscou étaient échelonnés au point de vue de leur importance à la cour comme un escalier dont les marches représenteraient des familles entières allant de haut en bas. Une telle idée des miestnitchestvo est évidemment opposée à celle de pair, comme un système d'unités toutes inégales l'est à un système dont tous les éléments sont égaux. Mais chaque unité particulière du système des miestnitchestvo, chaque gens en particulier aurait cependant pu être quand même un élément aristocratique comme on le voit en Occident. Mais en réalité, la différence avec la notion aristocratique de l'Occident allait plus loin. Les descendants de Rurik et de Guédimine se précipitèrent si rapidement sur Moscou et en nombre si considérable qu'il n'y eut aucune possibilité d'établir quelle famille on devait placer plus haut ou plus bas, d'autant plus qu'en réalité leur droit aux faveurs du prince moscovite ne différait pas suffisamment et que la différence de leur position n'était pas si grande que chaque gens pût obtenir une place définie en droit. Ce droit était encore à établir ; il n'y avait pour cela qu'un moyen, c'était pour une gens de se procurer les places les plus distinguées et de s'en prévaloir comme autant de précédents juridiques. Comme c'était le but de toutes les gens, voici ce qu'il arriva. Les membres de deux gens différentes, mettons A et B obtenaient un jour des places d'égale importance ; ce fait établissait les rapports

personnels d'un membre de la famille de A avec celui de la famille de B ainsi que leur droit à une place : le fils de A devait dès lors se soumettre comme inférieur à B, mais le père de A était en droit de se considérer comme supérieur à B et toutes les désignations futures devaient se conformer à ce rapport une fois établi et mutuellement concédé. Le miestnitchestvo n'était donc qu'un droit *personnel* et non familial ; pour établir le droit respectif de deux personnes rivales, il fallait calculer le rapport généalogique de chacune d'elle par rapport aux membres de leur gens respective qui avaient servi ensemble. Le système des miestnitchestvo ne ressemblait donc nullement à un escalier dont les marches seraient des gens entières ; c'était plutôt un moyen de calculer le droit momentané de chaque membre isolé d'une gens par rapport au membre d'une autre gens qui devenait par hasard son camarade de « service ». C'est donc le service seul qui déterminait la situation de l'aristocratie ancienne, même dans ses couches supérieures. Le souverain moscovite pouvait donc laisser subsister le droit de mestnitchestvo de ces princes et de ces boyards ; mieux que cela, cet état de rivalité devint dans ses mains un instrument nouveau d'une politique autocrate : cette rivalité pour les faveurs du souverain divisait la noblesse en molécules particulières et ne lui permettait pas de s'unir. Ce n'est pas sans motif que les observateurs étrangers (Fletcher et Gorsey) nous disent que le tzar semait systématiquement l'animosité entre les membres de l'aristocratie, et que dans la classe supérieure on se méfiait les uns des autres. Nous n'avons pas d'aveux propres du tzar, mais il est facile de voir d'après ce que nous venons d'exposer que le tsar Ivan le Terrible pratiquait consciemment la célèbre règle politique de Machiavel : diviser pour régner.

Nous avons marqué deux périodes dans l'histoire de la noblesse russe et nous avons trouvé que dans les deux l'importance de la noblesse était fondée sur le service

d'abord libre puis obligatoire. La noblesse ne fut un état privilégié ni dans la première, ni dans la deuxième période. Dans la deuxième les boyards titrés ne furent pas loin d'être un état privilégié, mais ils n'avaient pas l'esprit de corps, ils n'étaient pas unis, ils ne s'intéressaient qu'à leurs avantages personnels de service, et ceux qui constituaient leur noyau titré furent bientôt détruits. En même temps que dans la deuxième période la classe des boyards se décomposait, surgissait sur une base plus large la masse compacte de la petite noblesse de province. Cette couche inférieure était destinée à devenir dans la troisième période, au XVIIIe siècle, un véritable état privilégié et sa situation privilégiée — bien que cela paraisse étrange — fut préparée au XVIIe siècle par les conditions même de son attachement obligatoire au service. Nous venons de voir comment le gouvernement étendit les *obligations de service* de la noblesse de pomiestié à la votchina. Cette mesure fut un résultat équivoque, puisque les nobles, de leur côté, à l'aide du gouvernement lui-même, étendirent leur *droit foncier* dans une direction inverse, de la votchina à la pomiestié. En effet, dès que le gouvernement se fut assuré le service des nobles aussi bien de la pomiestié que de la votchina, il put déjà admettre tranquillement la libération consécutive des pomestié de la tutelle de l'État, leur transmission par héritage, ainsi que dans les lignes collatérales et féminines, en un mot leur transformation en propriété complète. Le XIXe siècle prépara ainsi la fusion commencée au XVIIIe siècle entre les différentes espèces des terres de la noblesse en une seule catégorie de domaines constitués en propriété complète.

La situation privilégiée de la noblesse au XVIIIe siècle fut aussi provoquée par un autre ordre de circonstances encore plus important. La propriété foncière de la noblesse ne gagna pas seulement au point de vue juridique, mais encore économique. Nous avons dit que la terre était peu estimée

dans l'ancienne Russie; ce n'est que le labour qui lui donna de la valeur. En rendant obligatoire le service des nobles, le gouvernement dut leur faire une situation économique. C'est pourquoi, comme nous l'avons vu, il dégreva énormément les charges qui pesaient sur les terres. Dans le même but, le gouvernement riva à ces terres les laboureurs, quand la noblesse commença à avoir un besoin urgent de main-d'œuvre.

Le XVIIe siècle fournit ainsi deux bases principales sur lesquelles s'éleva, au XVIIIe siècle, la force de l'état de la noblesse : la base juridique, c'est-à-dire la pleine propriété des nobles sur leurs terres, et la base économique, c'est-à-dire le travail gratuit des serfs. Pour compléter l'édifice des privilèges de la noblesse, il fallait encore une organisation de ce corps, qui lui donnerait une conscience de sa solidarité d'intérêt.

Le XVIIIe siècle fournit à la noblesse cette organisation. Le service obligatoire que les nobles les plus riches faisaient à la garde de Saint-Pétersbourg, le rôle de cette garde dans les événements politiques de l'époque, dans la série des révolutions de palais, ont réveillé chez elle l'esprit de corps et la conscience de sa force ; aussi le résultat de cette conscience ne se fit pas attendre. La noblesse garda les privilèges acquis mais se débarrassa de ses obligations. Le service cessa d'être obligatoire. Une fois débarrassée du service obligatoire, la noblesse acquit sous Catherine, avec son organisation de corps, un rôle prépondérant dans l'administration locale des provinces. C'est pour la première fois que dans la vie sociale russe apparaît, comme un phénomène légèrement analogue à l'Occident, un état privilégié.

En même temps que le corps de la noblesse devenait plus fort, son avant-garde s'enrichissait énormément d'une quantité considérable de vastes domaines peuplés qui lui étaient octroyés. Catherine II leur fit distribuer comme serfs environ 800,000 paysans, c'est-à-dire une moyenne de

23,400 âmes par an, qui tombaient dans la possession des nobles. Sous l'empereur Paul ce chiffre annuel s'éleva à 120,000 et il fit distribuer un total de 530,000 âmes des deux sexes.

La deuxième moitié du siècle passé fut ainsi l'âge d'or de l'histoire de la noblesse russe. Mais tout cet éclat apparut très peu persistant. Les grandes fortunes se formaient en Russie extrêmement vite et avaient un caractère occasionnel, mais leurs détenteurs, grâce à leurs prodigalités, les perdaient aussi rapidement. Les grands capitaux ne se maintiennent et ne s'accroissent que là où il existe une circulation rapide de la monnaie et un développement économique considérable, c'est-à-dire exactement les conditions qui faisaient défaut à la Russie. La somptuosité folle des richards de Saint-Pétersbourg et leurs coffres pleins d'or et de pierres précieuses, qui provoquaient l'étonnement des étrangers, démontraient mieux que tout autre chose la pauvreté du pays ; les capitaux ne trouvaient pas d'emploi dans la Russie d'alors. L'agriculture, la base principale de la puissance de la noblesse, se passait complètement de capitaux, exploitant le travail gratuit. Dans les évaluations d'un bien de noble, on ne tenait pas compte de la terre. La valeur d'un bien était calculée d'après le nombre d'âmes de serfs. Au cours du siècle le prix d'un serf s'était considérablement élevé : au commencement du XVIIIe siècle on le vendait 90 roubles actuels, au milieu du XVIIIe siècle 270 roubles actuels, et vers la fin jusqu'à 500. Cette élévation du prix du travail semble évidemment témoigner d'une augmentation considérable de l'activité économique ; mais dans cette augmentation l'activité propre du seigneur ne jouait aucun rôle : il ne faisait que jouir du résultat pour augmenter son bien-être personnel, etc. Le revenu trop facile démoralisa tellement la noblesse russe que, quand dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle furent créés les premiers établissements de crédit prêtant sur les domaines,

les nobles se jetèrent tous sur l'emprunt. Quand la vie économique se développe avec régularité, les emprunts sur la terre servent ordinairement ou à des améliorations nécessaires ou à des agrandissements de l'exploitation ; notre noblesse empruntait pour son plaisir, pour ses besoins de luxe, et ce sont ces emprunts qui furent destinés en fin de compte à occasionner la ruine de la propriété foncière des nobles. Vers l'émancipation des paysans (1861) sur 11 millions de serfs mâles 7 millions, c'est-à-dire 63 0/0 de tous les serfs, furent mis en gage pour les dettes des seigneurs. En 1861, la noblesse reçut du gouvernement le prix du rachat des terres cédées aux paysans émancipés ; c'était pour eux une occasion de s'acquitter de ces dettes anciennes et de commencer à exploiter ces domaines dans les conditions nouvelles par le travail libre ; pour la première fois la noblesse se trouva dans la situation d'un entrepreneur ordinaire, dans les conditions égales de concurrence avec les autres états. Malgré la protection énergique du gouvernement, le crédit à bon marché et toutes sortes d'avantages et de délais pour le paiement de ces dettes, la noblesse ne put soutenir cette concurrence. L'endettement de la propriété foncière des nobles s'augmentait avec une rapidité effayante après l'émancipation des paysans. En 1870, quand il n'existait que 2 banques de crédit foncier, le nombre des domaines hypothéqués n'excédait que peu le chiffre de 1.000. En 1875, après la création de 11 banques nouvelles de crédit foncier, il y avait déjà 11.000 domaines hypothéqués et, en 1892, après la création de la Banque des Nobles (1886), 87.000 domaines, c'est-à-dire environ 2/5 (41 0/0) de toutes les terres particulières (non seulement des nobles) furent hypothéquées. La vente des domaines des nobles pour dettes et aussi par transaction augmentait aussi très rapidement. Avant l'émancipation des paysans, les nobles possédaient 105 millions de dessiatines. En retranchant les terres cé-

dées aux paysans émancipés, il leur restait encore environ 78 millions de dessiatines; — vers 1892 il ne resta de ce nombre entre les mains des nobles que 57 millions de dessiatines. En d'autres termes, en 30 ans, la noblesse a perdu plus du 1/4 de ses terres (25.5 0/0). Les données statistiques les plus récentes montrent que loin de s'arrêter cette mobilisation de la propriété foncière de la noblesse fait des progrès de plus en plus rapides. En la seule année de 1893, les nobles ont perdu 1 million de dessiatines (1,76 0/0 de l'étendue de la propriété foncière). Les 3/4 de ce million sont tombés aux mains des paysans et 1/4 dans celles des marchands.

Toute l'histoire de la noblesse russe se partage ainsi en 4 périodes. Dans la première qui dura jusqu'à la fin du XVe siècle, les nobles étaient serviteurs libres; dans la deuxième, au cours des XVIe et XVIIe siècles, ils devinrent des serviteurs obligatoires et furent rivés à leur service; au XVIIIe siècle ils se dépouillèrent de leurs obligations mais conservèrent à leur profit le travail gratuit et formèrent un état privilegié. Enfin dans la dernière période, qui commence avec l'émancipation des paysans et la suppression du travail gratuit, la noblesse russe ressemblait à un mineur qui n'est pas habitué à un travail quelconque et à une activité économique régulière; elle avait besoin de protection et de tutelle, qu'on lui accorda d'ailleurs sous forme de crédit à bon marché; mais à cause de l'absence d'esprit pratique de la noblesse, ce crédit à bon marché n'amena et n'amène que la liquidation accélérée des terres des nobles. Avec la perte de son soutien principal, la propriété foncière, la noblesse perdait aussi successivement ses autres anciens privilèges, non grâce à des mesures législatives quelconques, mais par la marche naturelle des choses. Dans le gouvernement et dans le district, l'activité du corps de la noblesse

fut refoulée à l'arrière-plan par celle des « zemstvo » (1) ; l'introduction du service militaire pour tous a ôté tout sens aux privilèges que les nobles avaient acquis au XVIIIe siècle ; l'exemption des impôts n'eut plus lieu d'exister lorsque le gouvernement passa du système des états imposables à celui de l'impôt sur le revenu et sur toutes les terres sans distinction : la réforme judiciaire de 1864 supprima aussi le privilège pour les nobles d'être jugés par leurs pairs. Il est vrai que dans ces dernières années une tendance s'est manifestée de sauver ce qu'il était possible des privilèges de la noblesse : interdire l'accès du corps des nobles que Pierre avait ouvert si largement aux fonctionnaires ; interdire légalement le partage des biens des nobles, qui morcellait même les plus vastes domaines de notre noblesse et que ne pouvait pas même arrêter la fameuse loi de Pierre, abolie par l'impératrice Anne ; équilibrer la force de la noblesse avec celle des autres états dans les zemstvo ; attribuer aux nobles la justice seigneuriale et faire du noble le chef direct de la commune paysanne, etc.

Mais toutes ces mesures pour maintenir la situation privilégiée de la noblesse ne sont-elles pas venues trop tard ? La même cause qui amena la ruine de la base même des privilèges de la noblesse, entravera nécessairement aussi la réussite de toutes ces mesures palliatrices. Notre noblesse n'avait pas l'esprit de corps ; aussi les privilèges de la noblesse n'ont-ils nulle part si rapidement surgi, n'ont existé aussi peu de temps et ne se sont éteints aussi complètement qu'en Russie. Malgré les efforts du gouvernement pour

---

(1) Zemstvo est une institution autonome (qui date de 1870), dont les membres sont élus en partie par les paysans et en partie par les propriétaires fonciers de chaque district. Le zemstvo siège périodiquement, mais il a un organe exécutif permanent, le *Ziemskaïa ouprava*.

communiquer à la noblesse un esprit de corps élevé, celle-ci resta, selon l'expression spirituelle de Koscheleff, « la pâte qui servit au gouvernement à faire les fonctionnaires ».

BIBLIOGRAPHIE

LEROY-BEAULIEU. — *L'Empire des Tsars*, tome I (pages excellentes sur l'évolution de l'ordre de la noblesse).

SEREDONINE. — *L'œuvre de Gilse Fletcher comme document historique* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1891.

KARNOVITCH. — *Les grosses fortunes en Russie* (en russe), 1885.

WALOUEFF. — Son article sur *Miestnitchester*, dans le *Recueil de Simbirsk, de 1844* (en russe).

MARKEVITCH. — *Histoire du système de préseance dans le royaume de Moscou* (en russe). Odessa, 1888.

ROMANOVITCH-SLOVATINSKY. — *La noblesse en Russie, depuis le début du XVIIIe siècle jusqu'à l'abolition du servage* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1870.

Le développement des dettes de la propriété privée en Russie, article paru dans la « *Pensée Russe* » de 1892, n° 2, par GIGATCHEF (en russe).

CHAPITRE II

Les habitants des villes.

Le rôle des villes dans l'Europe occidentale. — Origine et caractère de la population des villes russes : Moscou. — Le nombre des villes et la densité de leur population — Le processus de dissociation de la classe urbaine. — Soumission à la taxe urbaine des commerçants et des industriels et différenciation juridique de la classe urbaine. — Origine de l'autonomie des villes — Le tiers-état de l'avenir.

Passons maintenant à l'histoire des habitants des villes de la Russie. Est-ce ici que nous pourrons trouver le germe de l'indépendance d'Etat que ne présente pas l'histoire de la noblesse!

En Occident, le développement des villes fut la conséquence du développement interne de la vie économique et industrielle de la société européenne. Sur le fonds général de la féodalité au moyen âge la ville émergea, quand la classe des industriels et des commerçants trouva assez de force pour s'opposer aux seigneurs féodaux. Pour lutter contre ses adversaires la ville s'organisa en corporations qui s'étendaient de plus en plus et embrassaient jusqu'aux plus basses couches de la population. La corporation urbaine pour les relations mutuelles de ses membres posa le principe de la liberté personnelle. Chaque membre qui entrait dans la corporation obtenait la liberté et des centaines de chartes

de ville du moyen âge contenaient cette règle générale que « l'air même de la ville fait l'homme libre ».

Le tiers État qui se développa ainsi aux XIe et XIIIe siècles, c'est-à-dire plus tard que la noblesse, prit pourtant part avec celle-ci à l'élaboration de l'organisation politique. Grâce à l'élément urbain notamment, la monarchie féodale du moyen âge s'appropria les idées politiques qui devaient être élaborées par la vie publique des villes. Ainsi donc, le développement de l'autonomie des villes fournit dans une large mesure les formes de la vie politique de l'Occident. Dans la marche postérieure de l'histoire de l'Europe, la bourgeoisie a concentré aussi bien en elle les formes supérieures de l'évolution économique — l'accroissement des capitaux — comme celles de la civilisation — la science, l'art et la sociabilité.

La Russie présente aussi sous ce rapport un contraste absolu avec l'histoire des villes et de ses habitants de l'Occident. La ville russe, comme nous l'a prouvé le lent développement de la vie commerciale et industrielle, ne fut pas le fruit naturel de l'évolution économique interne du pays. A part quelques exceptions, ce n'est pas la concentration en des endroits déterminés de la population industrielle et commerciale qui provoqua la création des villes. Le commerce et l'industrie pouvaient se passer en Russie, comme nous l'avons vu, de la vie urbaine, parce qu'ils ont été longtemps confondus avec les occupations agricoles. Avant que la ville devint nécessaire à la population, elle le fut au gouvernement. L'étymologie même du mot russe nous montre à quoi elle servit à celui-ci : *gorod* (ville), du verbe « ogorodit », c'est-à-dire entouré d'ouvrages de défense. Jusqu'au XVIIe siècle le mot *gorod* avait la même signification que celui de *kremlin*, c'est-à-dire un lieu entouré d'une muraille de bois. Là siégeait le pouvoir local : il y avait une isba pour le *voïévoda* (intendant), la prison pour les criminels et aussi les magasins pour les poudres, le plomb et

autres fournitures d'Etat. Dans le « gorod », en plus des fonctionnaires, habitaient en cas de siège les gens de garnison ; il y avait encore les maisons des particuliers, qu'on appelait « maisons de siège », parce qu'elles restaient toujours vides et inhabitées, ne servant qu'en cas de siège. La population urbaine propre, dans le sens moderne du mot, c'est-à-dire celle qui vit du commerce et de l'industrie, vivait près du « gorod », dans les « possad », et on disait, en parlant d'elle, les gens du « possad ».

Le « possad » se composait de maisons construites autour du « gorod » et, la plupart du temps après la construction de ce dernier; une 3e zone encore se constituait ensuite autour du « possad » s'appelant « sloboda » (faubourg) habité par les artisans et les petits métiers. La ville russe fut donc avant tout un centre gouvernemental et militaire. Dans toute une moitié de la Russie, du Sud d'Oka, toutes les villes sans exception surgirent comme centre de défense. Dans leur population dominait naturellement l'élément militaire. Plus nous approchons des confins, plus la ville est récente, plus l'élément militaire domine et plus les gens des possad sont moins nombreux. C'est ainsi par exemple qu'au milieu du XVIIe siècle à Serkouboff (sur Oxa le nombre des gens de possad composent 74 0/0 de la population, à Bieleff (gouvernement de Toula) ils ne sont déjà que 65 0/0, à Koursk, 43 0/0. Mais si nous descendons plus au Sud de Koursk, sur la ligne récemment élevée de Bielzdrod, nous ne trouvons de gens de possad que dans 5 villes sur la totalité de 24 villes et encore leur nombre y est-il insignifiant (2 0/0 à 6,5 0/0). Moscou, elle-même, la seule ville réellement importante de l'ancienne Russie ne fait pas exception à la règle générale. Malgré la grande étendue de notre vieille capitale, qui pour les Anglais semblait déjà au XVIe siècle aussi grande que la Londres d'alors, malgré sa population déjà élevée, Moscou n'était qu'un domaine énorme du tzar, où une partie considérable de la popu-

lation était attachée à la cour, soit comme gens de la suite, soit comme gardes, soit comme domestiques. Sur plus de 16,000 maisons, d'après le recensement de 1701, les artisans et les bourgeois en occupaient moins de 7,000, soit 44 0/0, et cette population, elle aussi, travaillait encore pour la cour. Les 9,000 maisons restantes appartenaient au clergé (1500) et aux classes dirigeantes. Quant à l'importance du commerce de Moscou, un étranger remarquait vers la fin du XVIe siècle que dans l'ensemble des magasins de n'importe quelle rue commerciale de Moscou on ne pouvait trouver autant de marchandises que dans un seul magasin de Venise. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le dessin des rues de Moscou du XVIe siècle, avec ses « isba » en bois, séparées par de longues haies, non pavées, ou ce qui est pire, avec d'abominables chaussées en poutres, avec un fouillis de bazars et ses principales places nauséabondes ; il suffit de voir ces illustrations dans Olearius pour se convaincre que Moscou, malgré la présence de la cour, resta un village de dimensions énormes.

Avec le temps, la vie économique russe devait se développer ; mais ce développement ne pouvait suivre de près les besoins croissants de l'État. Vers l'époque de Pierre le Grand, on estimait le nombre des villes à un peu plus de 250 et lorsque Catherine II introduisit ses institutions provinciales, il lui fallut, pour avoir des chefs-lieux de district, élever un même nombre de villages, soit 250, au rang de villes. Mais il lui était difficile de trouver le nombre nécessaire de bourgades qui pûssent obtenir le nom et la situation de villes de district ; nous le voyons par ce fait que Catherine fut bientôt obligée de rayer une centaine de bourgades du nombre de ses villes. On voit des cas semblables de transformation légale de la population des villes en population paysanne jusqu'en 1850-1860. Le besoin pour l'État de villes comme centres administratifs et militaires précéda donc continuellement depuis les temps anciens

jusqu'à nos jours le libre développement de la vie urbaine. On fut obligé de créer artificiellement la population des villes. Le chiffre de la population commerciale et industrielle des bourgades appelées officiellement villes était naturellement très insignifiant. Au milieu de notre siècle, sur 10,000 villes, 878 avaient moins de 10,000 habitants, 32 seulement en avaient plus de 20,000 et il n'y en avait que 2 parmi ces dernières qui en avaient plus de 150.000. Aujourd'hui 9 villes ont plus de 150,000 habitants et 65 plus de 20,000 habitants. Les chiffres des budgets des villes correspondent parfaitement au petit nombre de leurs habitants. Au milieu de notre siècle (1844) il n'y avait pas de ville en Russie (à l'exception des 2 capitales, d'Odessa et de Nijni Novgorod), qui dépensât plus de 40,000 roubles; pour la moitié des villes de « gouvernement » le budget n'atteignait pas 20,000 roubles. Il faut ajouter que la 1/2 ou les 2/3 de ces faibles budgets étaient destinés à l'administration, c'est-à-dire à l'entretien des fonctionnaires d'État; quant aux besoins proprement dits des villes, il ne leur était affecté que quelques centaines de roubles.

Dans ces conditions la population urbaine russe ne pouvait représenter un élément indépendant dans la vie sociale. Son développement n'a pas été spontané ni en opposition avec le pouvoir central; au contraire sa formation en un groupe social particulier et sa constitution en corps sont entièrement l'œuvre du gouvernement. En effet, sans les soins gouvernementaux, la vie urbaine serait restée longtemps confondue avec celle des bourgades.

La population des villes de la Russie du xvie siècle se partageait toujours en gens de « commerce » et en gens de « labour ». Les laboureurs habitant les villes ne se distinguaient en rien des paysans et en général chaque habitant des villes avait son champ de labour et son pré dans les terres appartenant aux villes. Le mobile principal du gouvernement pour organiser la population des « possad »

en groupes particuliers fut encore cette fois-ci un mobile financier. Les communes de possad, dans l'organisation financière moscovite, étaient tout à fait analogues à celles des paysans. Les membres de la commune urbaine aussi bien que ceux de la communauté rurale étaient liés par la caution solidaire et élisaient les chefs qui répartissaient les impôts. On ne trouve pas encore ici de trait qui sépare davantage la ville d'un village que celui-ci d'un autre. Le passage d'un groupe imposable à un autre était également entravé par la communauté, qui ne voulait pas voir diminuer le nombre de ceux qui participaient au paiement des impôts; mais en droit un passage semblable était possible, aussi bien d'un village à l'autre que d'un village à une ville.

Le premier fait qui marque la première différence entre la ville et le village fut le changement du système fiscal. La population industrielle et commerciale des villes pouvait certes payer davantage que le simple laboureur rural. Aussi, le gouvernement, qui prélevait d'abord les impôts par « sokha », commence depuis longtemps à le prélever dans les villes par « maisonnée ». La sokha fut encore gardée dans l'imposition urbaine comme unité, mais elle n'était plus composée d'un certain nombre de parcelles tchetverte de terres mais de maisonnées, comme dans les villages (comparez la sokha qui comptait généralement 80, 100 et 120 maisonnées à la sokha villageoise qui comptait 800, 1,000, 1,200 tchetverte de terres). La maisonnée urbaine fut ainsi égalisée à un lot de terre de 10 tchetverte ou 5 dessiatines, c'est-à-dire 15 dessiatines en trois champs. C'était en réalité une imposition légère, pas plus lourde que celle des paysans. Mais l'habitant de la ville tirait plus de profit de son métier et de son commerce que le paysan de son lot de terre; aussi le gouvernement s'efforçait depuis longtemps de prendre dans son filet fiscal cet excédent de revenu urbain. Nous savons déjà que les boutiques

avaient été imposées à part et que souvent même le fonctionnaire s'occupait directement de les louer ; on eut donc l'impôt sur les locaux commerciaux ; plus tard, au XVII[e] siècle, le gouvernement fit même une tentative pour introduire dans les villes l'impôt sur le revenu : l'impôt du 1/5, du 10[e], du 15[e] des revenus s'appliquait notamment aux villes et non aux villages. Il est vrai que l'organisation régulière de l'impôt sur le revenu ne réussit pas, mais la ville fut chargée dès le XVII[e] siècle de plus d'impôts que les villages. C'est là la caractéristique du système fiscal qui sépara pour la première fois la ville du village, ce qui ne veut pas dire que la population urbaine se sépara des autres états ; le gouvernement pouvait distinguer les terres imposables des villes mais, jusqu'au XVII[e] siècle même, il ne réussit pas d'emblée à leur attacher l'habitant. La population urbaine avait le même caractère nomade que tout le reste de la Russie. L'habitant des villes pouvait abandonner son lot imposé, partir dans une autre ville, passer à un autre état. Dans le recensement des villes du XVI[e] siècle, nous rencontrons un phénomène curieux. Parfois, dans un très court intervalle de temps, tous les détenteurs des terres imposées des villes s'en vont et la composition de la population est complètement changée. Une quantité de lots ont été abandonnés et sont restés incultes aussi bien dans les villes que dans les villages et la communauté urbaine les cède volontiers à tous ceux qui en désirent, même à des membres des autres états : hommes de service, couvents, etc. Ainsi, l'imposition des villes n'était pas du tout celle d'un état déterminé et la composition de ceux qui payaient les impôts dans les villes était assez bigarrée. Les membres d'autres états étaient admis à participer aux charges des villes ; mais, à côté d'eux, des gens de tous les états et de toutes les professions s'ingéniaient à habiter dans la ville et même à exercer les occupations urbaines en en esquivant les charges, sans rien payer à l'Etat. Les faubourgs qui avaient un caractère tout à fait

agricole étaient tout désignés pour le leur faciliter. C'est là que se dirigeaient le commerçant de la ville et le paysan du village ; et l'homme de service lui-même y installait volontiers son employé, toujours dans le but d'y faire le commerce sans payer les impôts urbains. Le caractère distinct de l'imposition de la terre urbaine n'empêchait donc nullement l'état urbain de se confondre avec les autres états et de rester tout à fait amorphe sous ce rapport. Les éléments propres des villes, ceux qui vivaient du commerce et de l'industrie restaient en dehors de la commune urbaine ; au contraire, y entraient souvent les hommes de service et les membres du clergé propriétaires. Le fisc perdait le premier à cette confusion. Bientôt survinrent des circonstances qui l'obligèrent à prendre des mesures énergiques contre une pareille confusion.

Nous avons déjà vu combien au XVII[e] siècle les besoins d'État avaient augmenté, et quels efforts dut faire le gouvernement pour que ses ressources satisfassent à ces besoins. Il fallait alors que chaque membre de la nation eût une place et une occupation propres, qu'ils ne devaient plus quitter. En rivant les nobles au service militaire, le gouvernement ne pouvait plus réclamer de cet état qu'il payât les charges dont celui des villes était imposé. C'est pourquoi la maisonnée noble des villes fut déchargée de tous les impôts. Mais le gouvernement dut d'autant plus veiller à ce que le noble ne fît pas concurrence au commerce et à l'industrie des hommes de « possad », dont c'était l'unique moyen de payer les impôts, et d'autre part à ce que ces derniers ne se soustraient pas à l'impôt. Pour cela, il fallait grever d'impôts non seulement la terre, sans considérer son possesseur, mais les possesseurs de la terre eux-mêmes — et surtout ceux qui s'occupaient de commerce et d'industrie.

C'est là que commence la deuxième période de l'histoire des villes en Russie. Cet état tout entier et non les terres

des villes devient imposable et ses membres sont rivés à leurs occupations comme dans les autres états. Des mesures de plus en plus sévères ont été prises dans ce sens pendant toute la première moitié du xvii[e] siècle. Ces mesures furent enfin au milieu du siècle codifiées sous le titre : « Oulogénié du tzar Alexis ». Tous les gens de possad sont fixés par ce code à la place et à l'occupation qu'ils exerçaient au moment de sa publication. Le passage non seulement d'un village à une ville, mais même d'une ville à une autre sont sévèrement interdits aux gens de possad.

La commune urbaine fixée ainsi à sa place était purgée soigneusement de tous les éléments étrangers et on lui restituait ses éléments propres. Il fut très sévèrement défendu de vendre aux autres états des boutiques et des maisons de commerce. On prescrivit de rendre aux gens de possad tous les biens de ce genre qui étaient entre les mains de personnes des autres états. Quant à ceux des gens de possad qui avaient émigré dans les faubourgs ou qui s'étaient faits paysans, il fut ordonné de les faire rentrer dans la commune urbaine imposée et d'y adjoindre aussi tous les faubourgs où l'on s'occupait de commerce et d'industrie sans payer d'impôts. En 3 ans, après la publication de ce code, 10,000 maisonnées et 21,000 gens de commerce et de métiers furent réintégrés dans la commune urbaine. C'est ainsi qu'au milieu du xvii[e] siècle le tiers état fut distingué légalement des autres états. Mais cette distinction, comme nous le voyons, fut forcée, accomplie par des mesures gouvernementales et elle fut suivie de la fixation de l'état tout entier au service de l'Etat. Ce service fut de payer les impôts des villes, mais il avait un caractère tout particulier par rapport à la couche supérieure de cet état. Bien que le développement de notre commerce et de notre industrie fût faible, il y avait cependant quelques riches marchands disposant de capitaux. Ce groupe peu considérable se serait-il concentré et aurait-il puisé de la force dans ses capitaux? Oui, mais

cette concentration fut toujours provoquée par le gouvernement et dans un but gouvernemental. Le gouvernement profitait des richesses de ce groupe pour lui imposer un service particulier. Ce groupe de très riches marchands s'appelait *hôtes*. Aussitôt qu'un marchand de province s'enrichissait, le gouvernement l'appelait à Moscou et l'attachait à son service.

En province, il ne pouvait ainsi surgir de corps de marchands riches et indépendants. Quant au service dont les *hôtes* étaient chargés à Moscou, il était très lourd et plein de responsabilités. Le gouvernement leur « confiait » le prélèvement des principaux impôts, notamment celui des douanes et les taxes sur l'alcool ; ce service lui-même s'appelait « service fidèle ».

La même somme d'impôt indirect ne pouvait évidemment jamais être prélevée chaque année ; mais il était important pour le gouvernement d'avoir un chiffre fixe de revenus. Il comptait la perception de chaque année, comparait les chiffres et exigeait que la somme de l'année suivante ne fût jamais inférieure au chiffre maximum des années précédentes, tout au moins au chiffre moyen. En cas d'infériorité, une enquête sévère avait lieu et le gouvernement menaçait de prélever le reste sur la fortune de ses « fidèles percepteurs ». Voilà pourquoi on chargeait des gens riches de ce service. Les *hôtes* obtenaient en revanche certains privilèges pour leur service, égaux à ceux de la noblesse.

Ce service fidèle caractérise pour le mieux la situation dépendante de l'état urbain dans sa seconde période. Mais ce qui est encore plus caractéristique, c'est que l'autonomie même des villes qui est particulière à la *troisième période* et qui peut faire croire à l'indépendance de l'état urbain dans cette période, était la conséquence de ce même service fidèle. En effet, en chargeant les *hôtes* de la perception des principaux impôts dans toutes les villes de

l'État, le gouvernement leur confiait aussi, par cela même, une partie considérable de l'administration des villes. Mais la ville était aussi administrée par le « voïvoda », d'où des conflits continuels. Vers la fin du XVII[e] siècle le gouvernement s'était persuadé qu'il n'y avait aucun besoin de voïvoda pour gouverner la ville, une fois nommés ces percepteurs. Or, pour entretenir le voïvoda il fallait faire des dépenses : le voïvoda tirait son entretien et prélevait souvent des pots de vin directement sur les sommes recueillies pour le fisc. Aussi, par un calcul purement fiscal, le gouvernement résolut de supprimer complètement la fonction de voïvoda dans les villes où il y avait une population de possad, c'est-à-dire dans tout le Nord; et dans les villes où il y avait, en outre des gens de possad, encore les nobles, il limita la compétence du voïvoda à l'administration de la population noble. « Les maires et les jurés (1) fidèles » devaient être élus par la ville elle-même et se trouvaient sous la surveillance des *hôtes* de Moscou, auxquels ils étaient obligés de remettre leurs perceptions. Le hasard a voulu que ces mesures fussent réalisées juste au moment où Pierre fut de retour de son premier voyage en Occident. Pierre donna aux anciens emplois et institutions des noms nouveaux hollandais : le maire s'appela « bourgmistre » et l'assemblée des *hôtes* de Moscou, le « palais des bourgmistres » et ensuite « ratoucha ». La nature de leurs fonctions resta la même. Le *service* de perception des impôts resta l'obligation de la haute roture. Pierre le Grand dans les dernières années de son règne fit une tentative pour séparer la perception des impôts de l'autonomie administrative des villes et pour la confier à ses fonctionnaires spéciaux; mais cette tentative échoua : il manquait de fonctionnaires, et ceux qui étaient nommés, ne montraient

(1) Les cabaretiers d'alors prêtaient serment de fidélité et portaient pour cela le nom de jurés.

pas assez d'habileté dans la perception ; aussi cette fonction fut-elle restituée aux mains plus habiles des élus des villes et elle y resta jusqu'au règne de Catherine II. L'autonomie des villes elle-même et l'organisation de l'état urbain furent complètement refondues par Pierre et Catherine II. Comme nous l'avons dit, c'est cette nouvelle organisation qui caractérise la troisième période de l'histoire du tiers-état. Dans la pensée du gouvernement, cette période, comme la troisième période de l'histoire de la noblesse, devait être l'époque de son *émancipation*. Le gouvernement voulut donner à cet état urbain les éléments d'indépendance que l'histoire russe n'a cependant pas élaborés. Pour cela, il l'a revêtu des formes de la liberté européenne du Moyen-Age ; il l'a organisé en guildes et en corporations. Mais cette constitution en corps des villes russes fut encore plus mort-née que celle de la noblesse. L'état urbain, comme celui des paysans, payait un impôt d'âme et fut appelé au service militaire. Pour ce seul motif il ne pouvait se considérer comme privilégié. Dans leurs rapports avec la classe vraiment privilégiée, c'est-à-dire les nobles, les roturiers se sentaient tout à fait hors la loi. « Les marchands préfèrent subir un dommage pécuniaire quelconque, plutôt que d'entrer en litige avec un noble », dit-on dans un des cahiers du Tiers-État présentés à la Commission législative en 1767. Tout ce qu'ils désirent, ce qu'ils rêvent, c'est se mettre à l'abri des vexations et des injures de la part des nobles ; l'imagination la plus hardie ne va pas au delà du désir de recevoir quelques-uns de ces privilèges dont jouissait la noblesse. Voilà pourquoi, le passage ouvert d'un état à l'autre, les marchands enrichis se hâtèrent d'entrer par tous les moyens possibles dans l'état des nobles. La nouvelle organisation de self-government des villes, octroyée par Catherine II (1785), n'avait pas non plus le pouvoir d'attirer la population urbaine. La « Charte » de Catherine II réunissait pour la première fois en un seul corps tous les propriétaires-ha-

bitants de la ville ; mais c'était tellement étranger à l'esprit de l'époque que, même dans notre siècle, les nobles ne voulaient pas faire usage du droit humiliant d'élire les roturiers, et d'être élus par eux. Et ils ont eu raison à leur point de vue : c'était aussi celui du législateur, qui tenait à les informer dans la même charte qu'ils étaient « exempts de toutes les charges, impôts et services » de la roture. L'activité des élus de la ville reste, en effet, ce qu'elle avait été auparavant : un *service* toujours très lourd et très peu intéressant. En introduisant les assemblées élues de la ville, le conseil général (« douma ») et le conseil des « six voix » (une voix représentait chacune des divisions légales de la population urbaine qui formaient ensemble l'organe exécutif du conseil général), la « Charte » de Catherine oubliait de définir plus exactement les rapports de ces conseils élus avec les institutions du gouvernement central fonctionnant à côté d'eux en province, c'est-à dire avec le gouverneur, le bureau du département, « le prikaz du secours public ».

Ces réticences de la loi devinrent fatales au self-government des villes ; l'action indépendante des élus des villes finit par être entièrement annulée. Il ne leur reste que la fonction de prélever les impôts, — qu'il n'est pas de leur compétence d'introduire, de changer ni de faire cesser, — et de dépenser les sommes reçues selon leur destination. Personne ne se souciait de prendre part à un tel self-government ; il est très facile de comprendre pourquoi il n'y avait que 2, 3, 10 électeurs tout au plus sur cent qui vinssent aux élections. Le conseil général a fini par tomber dans l'oubli grâce à l'indifférence des électeurs ; il ne se rassemblait plus. Quant à son organe exécutif (la douma de 6 membres) il devint un bureau gouvernemental. On ne contrôla plus son activité ; celui de l'État n'exista plus en fait et les membres « obscurs » de la douma devinrent les jouets du secrétaire, le seul d'entre eux par-

fois qui sut la loi et écrire. Pas de compte-rendus ; les budgets copiés d'année en année ne correspondaient plus avec les dépenses réelles. Cela dura jusqu'à ce que le « statut des villes » de 1870 ouvrit un champ plus grand à l'activité publique.

C'est ainsi que l'espoir de Catherine II pour créer le troisième état avec ses institutions ne fut pas réalisé. Notre troisième état, sous l'influence de la rapidité du progrès industriel et intellectuel de notre époque se constitue enfin peu à peu, mais non sur la base, ni dans les limites de l'ancien état urbain. Depuis l'émancipation des paysans depuis que les commerçants ont obtenu le droit d'acquérir dans les villages la propriété foncière, et que les nobles perdent si souvent cette propriété et émigrent dans les villes, les anciens éléments de l'état urbain et ceux des propriétaires fonciers se sont confondus. Le type de l'ancien commerçant moscovite passe aussi de jour en jour dans l'archéologie et le temps n'est plus très loin où nous et nos enfants étudierons ce type d'après les drames d'Ostrowsky, comme nous étudions aujourd'hui les types de Prostakoff d'après Vonwisine. Le troisième état de notre époque se forme avec les éléments les plus divers : c'est en lui que s'élaborent les forces qui ont créé la civilisation de l'Europe contemporaine : la force du capital et la force de la science.

BIBLIOGRAPHIE

Tchétchouline. — *Les villes de la Russie au XVIe siècle* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1889.

Gradovsky. — *Histoire de l'administration locale* (en russe).

Ditiatine. — *Organisation et administration des villes de la Russie* (en russe).

Antiquités de Moscou et leur recherche, dans le « *Messager d'Europe* » de 1867, par Zabeline (en russe).

CHAPITRE III

Les Paysans.

Composition qualitative et quantitative de la population agricole de la Russie comparée à celle de l'Europe. — Origine de la commune russe. — Fixation des paysans à la terre et au corps de service. — Extension illégale du pouvoir des propriétaires sur les serfs et les contradictions juridiques dans leur situation. — Instabilité du servage et possibilité relative de différents moyens d'affranchissement. — Histoire des paysans des apanages. — Particularités de l'histoire des paysans d'État. — La propriété privée. — La politique agraire aux XVIIIe et XIXe siècles.

En passant à l'histoire des paysans russes, nous devons tout d'abord noter la différence du rôle qu'ils ont joué dans la vie sociale de la Russie et de l'Occident ; cette différence se traduit déjà dans les chiffres. La classe agricole de la Russie d'Europe est plus de 80 0/0 de toute la population. En France et en Allemagne, l'agriculture n'occupe que 46 ou 36 0/0 de la population ; en Angleterre 1/8 seulement (12 0/0). Tout le reste de la population en Occident s'occupe d'industrie, de commerce ou est au service de l'État ou des particuliers. Non moins importante également est la différence qualitative dans la composition de la population agricole de la Russie avec l'Occident. De tous ceux qui vivent de la terre, un demi million seul jouit de propriétés privées et, parmi eux, plus de la moitié sont des

paysans. A ce demi million de propriétaires privés appartient le 1/4 de tout le territoire russe (dans ce nombre les nobles ont le 1/5 du territoire). Et tous les millions qui restent de la population rurale sont organisés en communautés rurales propriétaires du sol (obstchina), dont chaque membre détient un lot qu'il laboure lui-même. 1/3 environ du territoire est occupé par la propriété commune ; les 2/5 qui restent, couverts surtout par les forêts, appartiennent au fisc. L'histoire de la propriété foncière en Occident a commencé par l'abolition de ces particularités qui la caractérisent en Russie. Dans la période la plus ancienne de cette histoire, la propriété collective s'était décomposée et fut remplacée par la propriété privée, et celle-ci commença bientôt à s'échapper des mains de ceux qui s'occupaient de labour. Après une lutte sociale séculaire, dans les trois pays principaux de l'Occident se sont formés trois types variés de propriété foncière, également différents de celui qui domine en Russie. Dans le Royaume-Uni, la terre a échappé complètement aux mains des paysans : 7/10 du territoire appartiennent à 10.000 propriétaires fonciers ; le type d'agriculteurs dominants devint ainsi celui du gros fermier détenteur d'une propriété étrangère et celui de son ouvrier salarié. En Allemagne, au contraire, 7/10 également du territoire sont restés entre les mains des paysans, mais dans le processus de la lutte pour la terre s'était formé le type dominant du gros paysan qui ressemble plutôt à notre petit pomiestchik. Enfin en France, les paysans furent trop faibles pour mener une lutte sociale énergique, mais pour cette raison même, la terre ne leur échappa pas et ne passa pas dans les mains de ses plus puissants représentants. Le paysan français est aujourd'hui tel que l'a fait le long joug féodal : travailleur indépendant sur son petit lopin, qui est devenu tôt ou tard sa pleine propriété.

Qu'est-ce que signifie donc cette comparaison que nous ve-

nons d'établir ? cette forme particulière de la propriété foncière russe présente-t-elle un caractère qui serait inhérent à la nation russe, comme l'ont pensé quelques-uns ou démontre-t-elle seulement que nous nous trouvons encore dans cette phase de l'évolution que l'Occident a depuis longtemps dépassée, comme d'autre l'ont pensé ? L'analyse historique détruit également ces deux suppositions. Elle montre que l'obstchina russe n'est pas un phénomène immodifiable de l'histoire, comme le supposent les partisans de la première opinion ; elle n'est pas davantage un phénomène aussi élémentaire, aussi primitif et aussi archaïque qu'on doit le supposer avec la deuxième opinion. On ne peut pas déduire la communauté primitive d'une forme sociale quelconque primitive, mais on lui trouve, au contraire, toutes les preuves d'une origine relativement récente, et on peut facilement reconnaître les causes de son apparition. Par sa nature, l'obstchina russe est une organisation obligatoire qui lie tous ses membres par la responsabilité solidaire pour le paiement de toutes les impositions et obligations et qui facilite cette responsabilité au moyen de l'égalisation des obligations, proportionnelles aux ressources de chaque membre. Nous avons déjà exposé comment naquit cette organisation obligatoire ; nous avons vu que la commune imposable fut le produit des besoins croissants du fisc et de la faiblesse économique russe. Mais une telle commune *imposée* n'est pas encore un *facteur économique*, tel que le revèle l'obstchina actuelle. Le partage général et périodique des lots de la terre commune entre les membres de l'obstchina et la distribution annuelle entre eux des lopins disponibles par suite des changements survenus dans les familles n'entrent pas dans le rôle de la commune imposée. Au point de vue fiscal, une telle adaptation continue des charges fiscales aux ressources des familles, à laquelle on arrive par ces répartitions périodiques de lots, présente la forme la plus parfaite d'un *cadastre populaire*.

Mais la commune imposée, *comme telle*, ne pouvait encore aller aussi loin dans l'égalisation fiscale des contribuables ; son but consistait non dans l'égalisation continue des contributions selon la composition toujours changeante des familles, mais simplement dans celle de l'impôt à la grandeur du lot toujours le même. De cette manière, l'ancienne « égalité dans le mir » consistait non pas dans les répartitions et les remaniements périodiques des lots, mais seulement dans leur mesure au moyen d'une corde et dans leur imposition par une charge proportionnée à leur grandeur. Les lots eux-mêmes pouvaient rester en pleine propriété de leurs détenteurs. Si la communauté se permettait de disposer de ces lots, ce n'était que dans le cas où leurs détenteurs abandonnaient leurs lots : dans ce cas, l'obstchina devait trouver bon gré mal gré de nouveaux détenteurs des lots abandonnés, puisqu'elle devait toujours — en raison de la caution solidaire — payer les charges de ces lots. Nous rencontrons pour la première fois la libre disposition du lot des paysans rappelant l'obstchina actuelle sur les terres appartenant aux particuliers et non aux paysans. Dans ce cas ce n'était pas l'obstchina qui dirigeait le partage, mais l'employé du propriétaire ; si l'obstchina était maitresse de ce partage, ce n'était que grâce à la permission spéciale ou à l'ordre du propriétaire. De cette façon, l'obstchina comme groupe *économique* apparut pour la première fois dans les domaines privés plus ou moins grands : dans les domaines des couvents et dans celui du prince. Déjà au XVI[e] siècle la libre disposition des lots des paysans devient évidemment coutumière sur les terres privées de la Russie du centre. Pendant les XVI[e] et XVII[e] siècles le gouvernement s'efforce d'étendre ces coutumes aux paysans libres des confins russes. Nous allons voir qu'à la fin du siècle passé et au début du siècle actuel il a complètement réussi.

L'obstchina russe est donc un produit comparativement

récent qui surgit sous l'influence des propriétaires fonciers et du gouvernement à différentes époques, selon les endroits. Cela ne l'empêche nullement de refléter le caractère primitif de la vie économique au milieu de laquelle elle surgit ; mais ce caractère primitif de l'obstchina ne doit pas nous tromper ; il est inutile de chercher dans le passé lointain des formes analogues, quand l'époque récente contient tous les facteurs nécessaires à sa formation et à sa généralisation dans toutes les catégories de paysans qui servirent à la formation de la population rurale actuelle. L'histoire de ces catégories est très différente et ce n'est qu'après l'avoir étudiée que nous pourrons apprécier la force de la puissance assimilatrice des conditions économiques qui, en agissant d'une façon identique sur toutes les catégories de paysans, ont communiqué à toute la population rurale une structure économique et sociale identique.

En effet, aujourd'hui, l'état paysan en Russie forme un tout entier. Tous les paysans russes rachètent actuellement les lots qui leur avaient été accordés par l'émancipation, et ce rachat ne sera liquidé que vers 1931. A la fin du rachat, toutes les traces juridiques des différences précédentes dans la situation des différents groupes de paysans auront complètement disparu et les paysans seront définivement confondus en un seul corps. Mais aujourd'hui la différence des conditions elles-mêmes du rachat nous rappelle encore le passé.

D'après ces conditions, la masse entière des paysans se divise en 3 catégories : la première se compose des anciens *serfs*, des paysans des pomiestchiks. Le rachat de leurs terres date du 19 février 1861. Mais ce n'est que depuis 1883 que le rachat est devenu obligatoire pour tous. Pour régler leurs comptes avec leurs seigneurs, ces paysans ont reçu de l'Etat des prêts, pour lesquels ils paient annuellement des intérêts avec amortissement (ce sont les paiements du

rachat, et ils liquideront ainsi leurs prêts en 49 ans, à l'exception, naturellement, de ceux qui reçurent la permission spéciale de diminuer le taux de l'amortissement pour alléger un peu leurs paiements annuels.

La deuxième catégorie les *paysans d'Oudiel* (1), commença le rachat de ses terres en 1863, ce rachat étant obligatoire dès le début. Le paiement du rachat n'est pas une imposition nouvelle mais représente seulement une transformation des redevances anciennes en paiements de rachat. En 49 ans se formera ainsi un capital (à l'aide de ces paiements), qui sera égal à la valeur de la terre accordée aux paysans d'Oudiel.

Enfin, la troisième catégorie est celle des *paysans d'Etat*. Leurs terres restèrent, après l'émancipation, propriété du fisc et ils continuèrent de payer au fisc une redevance ; mais, en 1865, ces terres leur furent données en possession perpétuelle par des actes juridiques spéciaux, et il leur fut permis de les racheter à volonté en pleine propriété. Le nombre de ceux qui profitèrent de cette permission fut peu considérable et vingt ans plus tard, en 1886, on rendit le rachat obligatoire aussi pour eux. Dans ce but les redevances furent transformées en paiements du rachat. Ces paiements doivent former en 44 ans un capital nécessaire au rachat des redevances et de cette manière les paysans cesseront d'être, par rapport à l'Etat, dans la situation de redevables, de locataires des terrains d'Etat.

La différence entre les situations du passé de ces 3 catégories en a provoqué une autre — dans la grandeur des lots qui leur ont été cédés. Sous ce rapport, les *paysans des pomiestchiks* se sont trouvés dans la position la plus mauvaise, car leurs seigneurs, dans la plupart des cas, avaient intérêt à leur vendre le moins possible de terres et à en

(1) Ce sont les paysans vivant sur les domaines d'Oudiel ; ces biens d'Oudiel sont ceux qui appartiennent à la famille impériale.

garder le plus possible. Près des 3/4 des paysans des pomietschiks (73 0/0) reçurent ainsi chacun de une, et même moins d'une, dessiatine à 4, tandis que les 3/4 des paysans d'Oudiel (74,9 0/0) reçurent chacun des lots de 2 à 6 dessiatines, et la plupart des paysans d'Etat (77,7 0/0) reçurent de 4 à 10 dessiatines et même plus, et 25 0/0 d'entre eux en reçurent de 2 à 4. S'il faut considérer un lot moyen d'un paysan d'Etat comme suffisant pour son entretien, 13,7 0/0, d'eux ont reçu des lots insuffisants et 42,6 0/0 des paysans des pomiestchik, soit 3 fois plus, se trouvent dans ce cas.

Passons maintenant à l'étude de ces groupes particuliers qui ont formé l'état paysan actuel, c'est-à-dire des paysans des pomiestchiks, d'Oudiel et de l'Etat.

L'histoire des paysans des pomiestchiks et en général des serfs se lie étroitement à celle des autres États. Il est donc naturel que celle-là présente la même série de quatre phases que celle-ci. La période la plus ancienne, jusqu'à la fin du xve siècle, est caractérisée par l'absence de démarcations juridiques entre cet état et les autres, par l'absence de toute organisation de corps. Dans la 2e période (du xvie et surtout du xviie siècle) la puissance croissante du pouvoir faisait que les états étaient attachés à son service soit sous forme de contribution, soit personnellement : grâce à ce lien, des cloisons fixes s'établirent entre les états qui eurent une organisation artificielle. La 3e période (xviiie siècle) est l'époque de l'émancipation des états ; en les émancipant de leur service obligatoire, le gouvernement leur donne aussi des privilèges particuliers et une organisation autonome. Enfin la 4e période est caractérisée par l'abolition de ces privilèges, par la confusion juridique de tous les anciens groupes sociaux et par le commencement d'un nouveau groupement. En un mot nous pouvons appeler ces périodes : période de confusion primitive, période de liens

obligatoires, période d'émancipation de ces liens et enfin période d'abolition des anciens états.

Les mêmes périodes se rencontrent aussi dans l'histoire des paysans avec une certaine différence, il est vrai. Dans la période la plus ancienne, quand les « serviteurs libres » passaient constamment d'un prince à un autre et quand la population urbaine ne se distinguait pas encore au point de vue juridique de la population rurale, celle-ci présentait déjà, comme nous l'avons vu, certains éléments d'organisation obligatoire. Nous savons que le gouvernement, sous la pression du joug des Tartares, groupa une partie au moins de la population en « centaines » imposées, et les enregistra dans des livres de contribution. Ces « gens enregistrés » furent alors fixés de force dans les endroits où ils étaient *enregistrés* (c'est-à-dire trouvés pendant ce recensement). Les princes et les seigneurs contractaient entre eux des traités stipulant toujours qu'aucun d'eux ne laisserait installer dans ses domaines les gens enregistrés dans les autres. Telle fut la forme la plus ancienne de l'asservissement des paysans. Cet asservissement ne fut tout d'abord que purement fiscal : l'impôt était ici attaché à la terre imposée et non à la personne des paysans, qui pouvaient librement partir en laissant un remplaçant, phénomène analogue à l'attachement premier de la population des possads. Dans la 2e période, cet asservissement fiscal des paysans parut insuffisant. Les paysans furent frappés d'une nouvelle obligation : celle d'entretenir les nombreux corps militaires nouvellement formés, c'est-à-dire la noblesse. L'État, pauvre d'argent, agit comme en Occident (1) en pareil cas ; il paya ses hommes de service en terres, non en sim-

(1) On pourrait, en vérité, trouver une analogie plus grande avec ce système des fiefs militaires russes : c'est l'organisation turque des terres des *timar* et *ziam*, fondée à son tour sur les précédents byzantins.

ples terres de l'Etat moscovite ne valant rien, mais en terres peuplées de paysans, à qui auparavant appartenaient ces terres? Pour quel motif leur population devait-elle obéir à ces nouveaux maîtres, leur payer des redevances, et travailler pour eux? Autant de questions qui, paraît-il, ne venaient même pas à l'esprit à cette époque. En tous cas, les nouvelles charges imposées aux paysans furent alors considérées comme une sorte de *service d'Etat*. Bien que le gouvernement ne prît pas soin de définir les limites des obligations des paysans envers leurs *pomiestchiks*, la terre donnée aux gens de service et à plus forte raison les paysans ne furent cependant pas considérés comme ayant été donnés en pleine propriété aux pomiestchiks. Les paysans considéraient qu'ils devaient obéir et payer des redevances au pomiestchik (l'homme de service), parce que celui-ci était le serviteur du tzar et que la soumission qu'ils devaient au seigneur était comme une forme temporaire de récompense en raison de son service au tzar. Le gouvernement lui-même considéra d'abord la chose au même point de vue; dans un document du milieu du XVI[e] siècle on trouve même, au nom des intérêts des paysans, une réclamation tendant à ce que les pomiestchiks aient leur domicile non dans les villages, mais dans les villes, où les laboureurs préposés à leur entretien apporteraient les redevances établies à cet effet.

Certes, dans l'Etat qui n'avait pas encore d'organe propre pour ses fonctions les plus importantes, une telle réclamation ne pouvait rester qu'à l'état de rêve. Si le gouvernement avait pu établir de *semblables* relations entre les paysans et les pomiestchiks, il aurait pu aussi introduire une autre forme de récompense pour les pomiestchiks. Le gouvernement était obligé, étant données les conditions de l'époque, de laisser aux pomiestchiks le soin d'établir eux-mêmes ces rapports avec les paysans; mais il perdait alors toute possibilité de contrôler ces relations.

Il ne pouvait non seulement songer à défendre les intérêts des paysans contre les pomiestchiks, mais encore, dans les premiers temps, il fut obligé de prendre résolument le parti des pomiestchiks. En effet, il ne suffisait pas de donner aux gens de service des terres peuplées, il fallait aussi veiller à ce que la population de ces terres restât en place. Le seul enregistrement ne pouvait les retenir. Il est vrai qu'une partie de la population s'était attachée à leurs terres; au XVI[e] siècle, on rencontre à chaque pas d'anciens habitants qui étaient restés à la même place 1/2 siècle et même plus : et le gouvernement finit par reconnaître le droit du détenteur de la terre sur ses vieux habitants, il commença à les considérer comme attachés à eux par une sorte de prescription. La plupart des paysans continua pourtant à rôder d'un pomiestchik à l'autre, en concluant avec tous un contrat libre et temporaire. Le gouvernement s'efforça d'asservir par tous les moyens ces hommes libres aux pomiestchiks : les pomiestchiks agissaient eux-mêmes dans le même but par d'autres moyens. Le gouvernement établit légalement des taxes élevées sur les paysans qui abandonnaient leurs pomiestchiks, sous prétexte de paiement pour la location de l'isba; il fixa un terme légal pour le départ et l'acquittement des taxes (le jour de la Saint-Georges) et dans le cas où le paysan quittait son pomiestchik à une autre date et sans payer la taxe, c'est-à-dire sans « congé régulier », le gouvernement considérait ce paysan comme « déserteur » et il donnait au pomiestchik le droit d'intenter un procès et de réclamer le retour du fugitif. Le pomiestchik prend aussi de son côté des mesures pour asservir son paysan; le meilleur moyen c'était l' « avance » faite au paysan pour son installation. La plupart des paysans en avaient besoin; ayant reçu de 2 à 5 roubles (de 120 à 300 de nos roubles actuels) les paysans perdaient toute possibilité de s'acquitter envers leur maître et étaient ainsi obligés de rester toujours sur sa

terre : d'autant plus qu'en cas de violation du traité, ils étaient obligés de payer une indemnité spéciale. Ces procédés auraient été suffisants pour asservir les paysans aux pomiestchiks si deux circonstances inattendues n'étaient intervenues : en premier lieu, parce que chaque pomiestchik s'efforçait d'asservir ses paysans à lui seul, mais en même temps empêchait par tous les moyens que les paysans de ses voisins leur soient aussi asservis et s'efforçait de les attirer à lui. Le congé légal et le « départ » devinrent très difficiles aux paysans vers la fin du XVIe siècle, mais en revanche l' « exportation » le remplaça. Les pomiestchiks ou les communautés qui avaient besoin, les uns de travailleurs, les autres de contribuables, envoyaient partout leurs agents dans le but d'attirer des paysans des autres pomiestchiks. Le nouveau maître consentait volontiers à payer toutes les dettes qui pesaient sur le paysan pourvu qu'il le gagnât à lui. L'ancien maître n'avait aucun droit à aller contre un tel recrutement une fois toutes ces conditions remplies. C'est ainsi que la liberté du départ des paysans s'était transformée en liberté de concurrence pour les paysans entre les pomiestchiks : il est évident que, dans ce cas, ceux qui y gagnaient, étaient les pomiestchiks les plus riches qui pouvaient proposer les meilleures conditions aux paysans. Cette concurrence devint encore plus aiguë lorsque vers le milieu du XVIe siècle on put coloniser les nouvelles terres. La masse paysanne s'y jeta et dans le centre moscovite, les terres devinrent vacantes et une grande demande de bras se fit sentir. Le gouvernement fut encombré de procès intentés aux paysans partis illégalement. Il ne trouva d'abord rien de mieux que de réduire le nombre de ces procès : par l'ukase de 1597 il fut interdit d'intenter des procès pour les départs antérieurs de 5 ans à cette date. De cette manière, le gouvernement reconnut officiellement les cas les plus nombreux de colonisation des steppes et du pays du Volga. Cette mesure devait naturellement produire

une impression des plus fâcheuses sur la noblesse du centre moscovite. Le tzar Boris Godounoff qui cherchait en général les faveurs de la petite noblesse résolut de les faire bénéficier d'une mesure d'un caractère tout à fait contraire. En 1601, et de nouveau en 1602, il fut défendu pour une année seulement aux paysans de quitter le centre moscovite pour les confins ; la liberté de l' « exportation » des paysans ne fut laissée à la petite noblesse qu'entre ses membres et de même à la grande noblesse. De cette manière les grands seigneurs, concurrents les plus dangereux du petit pomiestchik, furent écartés de la concurrence. En même temps la situation des paysans changea essentiellement. On considéra comme déserteurs non seulement les paysans qui avaient quitté leurs maîtres sans avoir réglé leurs comptes avec lui, mais encore ceux qui avaient été « exportés » par « un homme puissant » ; dans ce dernier cas, la situation était encore pire, car non seulement le paysan était considéré comme réfractaire à la loi, mais aussi le maître qui l'avait attiré. Il est vrai que, dans les années suivantes, la loi de Boris ne fut plus, paraît-il, appliquée. Le gouvernement fut bientôt absorbé par de tout autres soucis et il détourna son attention de cette lutte de classe. L' « époque troublée » survint et la nouvelle dynastie trouva la question de l'asservissement des paysans dans un état indécis, dans une situation très indécise. D'un côté, déjà pendant l'époque troublée, il fut question d'interdire complètement toute sortie des paysans ; de l'autre, ces sorties devinrent plus faciles qu'auparavant, parce qu'on interprétait la loi de 1597 comme interdisant de rechercher les paysans déserteurs au bout de 5 ans. La petite noblesse se basait sur la loi de 1601 et considérait comme déserteur tout paysan « exporté » par les nobles puissants ; mais d'autre part, ceux-ci continuaient à attirer les paysans en toute liberté, en s'efforçant par tous les moyens de se les attacher le plus possible. Il s'était établi à cette époque la coutume de faire

avec les paysans un traité tout spécial : au lieu d'un simple contrat libre, le paysan contractait avec son maître une « obligation pour prêt », d'après laquelle il renonçait pour toujours au droit de rendre ce prêt à son seigneur et s'engageait à ne jamais le quitter, lui donnant par avance le droit de le chercher partout et de toujours le reprendre. La situation de l'ancien maître devenait tout à fait embarrassante quand le nouveau seigneur présentait un tel document au tribunal. Sur quelle preuve pouvait-il fonder sa réclamation de son paysan déserteur? Il alléguait ordinairement la prescription ; mais pour démontrer que celui qu'il recherchait était bien son *ancien* paysan, il lui fallait montrer un contrat, une preuve écrite quelconque. Et si le nouveau seigneur réussissait à cacher le paysan pendant 5 ans, aucune preuve ne pouvait plus servir : le paysan restait chez son nouveau seigneur par droit d'ancienneté.

La petite noblesse commença naturellement à solliciter auprès de la nouvelle dynastie que les déserteurs le restassent toujours, c'est-à-dire que la prescription qui n'existait pas sous les « souverains précédents » pour rechercher les déserteurs fût abolie, que les actes de propriété foncière suffisent pour démontrer leur droit sur les paysans, qu'il fut interdit aux « hommes puissants » d' « exporter » les paysans. Le gouvernement céda peu à peu : le terme de la prescription fut prorogé à 10 ans, puis la prescription elle-même fut supprimée ; tous les paysans enregistrés par le nouveau recensement des maisonnées de 1646-48 furent reconnus comme serfs et *toute* sortie des paysans fut considérée comme désertion. De cette manière la noblesse détruisit la concurrence réciproque pour les paysans comme elle avait depuis longtemps supprimé leur libre sortie. Il reste encore, il est vrai, un certain nombre de gens libres, des « nomades », qui échappèrent au recensement ; mais depuis lors, tout contrat d'un nomade avec un maître se conclut sous la forme d'obligation pour prêt, c'est-à-dire

qu'il le fait définitivement serf; et tous les cas d'une telle entrée comme paysan furent dès lors enregistrés par le gouvernement.

Plus le paysan était attaché à son seigneur, plus il était soumis à son pouvoir. Personne ne s'entremettait dans leurs relations; le gouvernement veillait seulement à ce que le paysan ne quittât pas son état, c'est-à-dire qu'il ne cessât pas d'être contribuable. Le reste laissait l'Etat indifférent. Et c'est ainsi qu'au XVII[e] siècle le servage à peine constitué légalement présente tous les attributs du pouvoir illimité de l'homme sur l'homme. Dès le commencement de ce siècle, le pomiestchik enlevait, sans se gêner, le paysan à son lopin, et le transportait dans un autre de ses domaines, séparant les membres des familles paysannes qu'il échangeait contre d'autres paysans; c'est certainement à ce moment que commença la vente directe des paysans. Déjà au XVI[e] siècle, le pomiestchik exerce probablement la justice sur ses paysans; au XVII[e] siècle, on peut déjà rencontrer dans le manoir du pomiestchik une prison, des chaînes, des menottes, et dans l'arsenal des preuves judiciaires on trouve les supplices moscovites les plus raffinés. Le droit de punition n'était entravé en rien. Le code d'Alexis ordonne aux seigneurs, il est vrai, dans un cas particulier, de ne pas tuer, de ne pas estropier et de ne pas faire mourir de faim les gens qui leur étaient soumis; mais ces modestes prescriptions elles-mêmes n'avaient aucune sanction. Le pomiestchik n'encourrait aucune responsabilité devant la loi, même s'il tuait son serf. A côté de tout cela, la loi ne limitait en aucune façon le droit civil des paysans, de sorte qu'en pratique la situation était pleine de contradictions criantes. Les paysans pouvaient être vendus par leur seigneur — et en même temps ils pouvaient acheter les serfs pour leur propre compte. Ils étaient soumis à la juridiction des seigneurs et en même temps, devant les tribunaux gouvernementaux, ils pouvaient être demandeur et défendeur;

leurs biens étaient considérés comme partie intégrante de ceux du seigneur et en même temps ils pouvaient contracter personnellement avec le fisc, les particuliers et même avec leur propre seigneur. Ils étaient membres égaux en droit et en charges de leur obstchina et en même temps ils étaient complètement soumis à l'arbitraire de leur seigneur ou de son intendant; ils étaient attachés à la glèbe et en même temps ils pouvaient partir pour gagner de l'argent sans demander, à ce qu'il paraît, de permission au seigneur, et rester hors de l'obstchina des années entières. Toutes ces contradictions provenaient d'une même contradiction. D'un côté, le droit des pomiestchiks sur les paysans continuait à être considéré comme un moyen de rémunérer leurs services au tzar, c'est-à-dire comme une sorte de solde; de l'autre, la pratique élaborait déjà les rapports du seigneur avec ses serfs, qui devenaient sa pleine propriété.

La troisième période de l'histoire de la noblesse donna une prépondérance définitive à cette dernière forme du servage. Tant que le servage des paysans fut la conséquence du service obligatoire de la noblesse, celui-ci était plus ou moins justifié. Mais au XVIIe siècle commença, comme nous le savons, l'indépendance de la noblesse et sa transformation en état privilégié. Tout d'abord le service du noble fut séparé de ses droits de propriétaire foncier. L'obligation de service fut conservée et même renforcée par Pierre, mais le droit du noble sur les terres qu'on lui attribuait pour son service (que ce soit pomiestchik ou votchina) cessa de dépendre du service et fut transformé par le célèbre ukase sur « l'héritier unique » (1714) en pleine propriété du noble. Le manifeste du 18 février 1762 et la charte de Catherine II octroyée à la noblesse terminèrent ce qu'avait commencé l'ukase sur l'héritier unique : la noblesse fut définitivement affranchie du service obligatoire et ses droits de seigneur furent confirmés et même élargis. Que pouvaient alors devenir les serfs? Ils conservaient l'idée ferme qu'ils

entretenaient un serviteur du tzar; si le tzar l'avait affranchi du service, il devait aussi, dans leur conviction, les affranchir de leur obligation d'entretenir le seigneur. Voilà pourquoi, après la charte octroyée à la noblesse, les serfs en attendaient aussi une analogue pour eux; cette charte attendue ne venant pas, ils crurent qu'elle était déjà accordée, mais que les pomiestchiks la cachaient. Ils restèrent dans cette conviction malgré tout, jusqu'à leur émancipation même; et ils comprirent cette dernière comme si le tzar leur rendait la terre qu'ils considéraient obstinément comme la leur; quant au noble, il devait, selon eux, recevoir dorénavant un traitement fixe du tzar.

Le point de vue du gouvernement était tout à fait différent de celui des paysans. Au moment même où les paysans s'attendaient à la liberté, la loi les transforma en propriété absolue du noble. Le caractère *politique* de cette propriété s'était complètement effacé et fut remplacé entièrement par le caractère *privé*. Le gouvernement ne se contentait plus d'une situation passive par rapport aux paysans: dans toute une série d'ukases, il s'efforça de légaliser leur situation comme propriété privée de la noblesse. Les serfs furent peu à peu privés du droit de s'absenter librement pour aller gagner de l'argent (1726), de prendre des fermages d'impôts et des entreprises (1731), de s'engager par billets ou comme cautions (1761). Le droit de vendre les serfs légalisé par la loi dès la fin du XVIIe siècle fut confirmé en 1747; en outre, on octroya aux seigneurs le droit de déporter leurs serfs en Sibérie (1760); les paysans furent privés du droit de plainte contre leurs seigneurs (1767). Ayant ainsi livré les serfs à la merci des pomiestchiks, le gouvernement ne songea qu'à assurer la régularité du paiement des impôts; dans ce but il réclamait avec toujours plus d'insistance, après Pierre le Grand (1731-1762), des pomiestchiks qu'ils prennent sur eux la responsabilité du paiement régulier des impôts et celle du recrutement mili-

taire ; et il les obligeait à entretenir les paysans en cas de famine, à leur fournir des semences, en cas de mauvaise récolte. Le rappel fréquent à ces obligations permet de conclure qu'elles étaient loin d'être toujours observées. Les plus consciencieux des pomiestchiks reportaient ces charges sur les paysans en les forçant d'acheter collectivement des recrues et de garnir leurs magasins communs de réserves de blé. Mais la plupart ne s'en souciaient pas du tout. Si le gouvernement n'avait pu obliger les pomiestchiks à veiller à la sauvegarde d'intérêts qui les touchaient de si près, il aurait encore eu moins de motif pour s'immiscer dans les relations intérieures des pomiestchiks avec leurs serfs. Le champ de ces relations restait comme auparavant libre de tout règlement légal. En fin de compte, cette absence de définition des relations réciproques que la noblesse défendait contre toutes les agressions des législateurs finit par profiter aux paysans quand la question de la liquidation de ces relations surgit. Partout en Occident, le pouvoir de la noblesse revêtait en ce cas des formes légales ; les seigneurs y avaient assez de perspicacité pour fixer dans un traité et pour protéger par la loi même la plus petite fraction de ces privilèges seigneuriaux sur les paysans. Voilà pourquoi la législation nouvelle y fut obligée de reconquérir pas à pas la liberté pour les paysans. En Russie, tout cela se fit plus facilement parce que le législateur fit table rase absolue des relations des seigneurs avec leurs serfs. Le nouveau droit ne remplaça pas ici l'ancien ; il apparut à la place d'une absence complète de définition légale. Dans ce sens, le servage russe est à celui de l'Occident comme les retranchements de bois russes sont aux châteaux féodaux de pierre : édifice fragile, peu solide, privé de cloisons intérieures et de contreforts extérieurs. Pour abolir la forteresse du servage du moyen âge, des siècles entiers ont été nécessaires, tandis qu'un seul trait de

plume a suffi à renverser l'édifice pourri de l'arbitraire des pomiestchiks.

Ce « trait de plume » est-il venu trop tôt, comme l'affirment les uns, ou au contraire trop tard, comme le disent les autres? Sans doute l'abolition du servage en 1861 causa des pertes considérables à la noblesse; il n'y a aucune raison pour ne pas croire au calcul d'après lequel la perte des avantages du servage pour la noblesse ne serait pas inférieur au 1/3 de toute la fortune des pomiestchiks. Sans doute, si le législateur ne poursuivait d'autre but que celui que se posait continuellement pour la réforme paysanne les représentants du pouvoir depuis Catherine II jusqu'à Alexandre II, c'est-à-dire s'il voulait que la condition des paysans fût améliorée et qu'en même temps les pomiestchiks n'en souffrissent pas et même qu'ils y gagnent, nous n'aurions pas encore de longtemps la solution de la question. On a fait beaucoup d'expériences à ce sujet pendant le siècle qui précède l'émancipation. Toutes ont également échoué et le gouvernement put nécessairement conclure que la seule solution possible était celle qui a été admise le 19 février 1861. On commença d'abord par des tentatives d'amélioration partielle; mais le gouvernement de Catherine II comme celui de Nicolas I dut nécessairement se convaincre qu'aucune amélioration particulière n'était possible si on maintenait ces vagues rapports des pomiestchiks avec les serfs, qui formaient le fond de notre servage. Or, réglementer sérieusement ces rapports, le gouvernement ne s'y résolvait jamais; et quand la question d'une telle réglementation fut soulevée avant l'émancipation, notre noblesse montra clairement qu'elle lui préférerait une liquidation complète des rapports du servage. Le point de vue de la noblesse elle-même fut tel que la solution radicale de la question présentait une seule issue possible. L'histoire de la question paysanne ne permet aussi aucun doute sur la nature de cette solution radicale. La première idée fut d'accorder aux

paysans la liberté individuelle, mais de laisser la terre aux pomiestchiks. Au siècle passé et au début de notre siècle, une telle solution paraissait même libérale ; le développement continu de la vie économique de la Russie la rendit tellement avantageuse pour les pomiestchiks que la partie la plus intelligente de la noblesse désirait fort l'émancipation des paysans dépourvus de terres. En effet, si auparavant la terre sans laboureurs, sans serfs ne valait rien, elle commença ensuite à avoir une valeur propre. Les pomiestchiks ne pouvaient se passer du travail gratuit tant qu'ils n'exploitaient la terre que pour leur propre usage. Ils ne pouvaient payer le laboureur tant que la culture ne procurait pas de bénéfices pécuniaires ; tant que dura la production pour l'usage personnel, il fallait des bras attachés à la glèbe. Mais les conditions ont changé. La production pour l'usage personnel a commencé à se déplacer au profit de la production marchande ; les produits agricoles devinrent des objets de commerce intérieur et extérieur ; leur prix augmenta constamment, en même temps que les bénéfices procurés par l'exploitation des terres et le prix des terres labourables. Dans ces conditions le travail gratuit dans l'agriculture perdit rapidement son attrait. Il était aisé de voir que ce travail n'était gratuit qu'en apparence. Le pomiestchik payait en réalité son serf en lui donnant un certain lopin de terre pour son propre entretien. Plus ce lopin rapportait de bénéfices, plus les services du serf coûtaient au pomiestchik ; or, la productivité du travail servile le cède de beaucoup à celle du travail libre. Le ministre Pérowsky, partisan lui-même du servage, déclara dans une réunion d'un des comités secrets de l'empereur Nicolas I (1845) que « les expériences du labour par les salariés libres dans les gouvernements de Saratoff, de Tamboff, de Pensa, de Voroneje, etc., ont démontré que là où les bras ne manquent pas, les propriétaires d'une terre non peuplée et labourée par des salariés libres gagnaient plus que les pomiestchiks

qui faisaient travailler leurs terres par des serfs. « Les pomiestchiks de la zone fertile « commencèrent naturellement à comprendre eux-mêmes que les paysans *pesaient sur eux* et qu'il serait désirable de modifier ces rapports désavantageux des deux côtés. » Le meilleur parti serait certainement de laisser la route libre aux serfs. Mais il suffisait de connaître le paysan russe pour comprendre qu'il n'accepterait pas une telle solution. Voilà pourquoi tous les défenseurs plus ou moins éclairés des intérêts seigneuriaux reconnaissaient toujours qu'une émancipation sans terres était irréalisable à cette époque, et ils insistaient pour que cette réalisation fût préparée peu à peu pour un avenir plus ou moins lointain.

De temps en temps on parlait encore d'une autre solution. S'il n'était pas désirable d'accorder les terres aux paysans et s'il était impossible de les leur enlever, ne pouvait-on pas choisir une voie intermédiaire : celle de laisser le droit de propriété sur la terre aux pomiestchiks et de donner aux paysans le droit de possession perpétuelle de leurs lots contre certaines redevances. Ce projet contraire aux conditions de la vie russe eut pourtant l'utilité de montrer l'insuffisance des solutions intermédiaires en général. L'idée seule de réglementer les rapports avec leurs serfs et de les rendre pour toujours obligatoires des deux côtés jeta du froid dans les rangs des seigneurs. En outre, nos pomiestchiks comprenaient difficilement la notion juridique du dominium direct ; ils ne pouvaient aucunement concevoir le droit de propriété sans celui de libre disposition ; accorder la terre en possession perpétuelle leur paraissait une perte complète et en outre sans compensation de leurs biens. Il ne restait donc, une fois la nécessité d'une solution reconnue, qu'à s'arrêter au projet qui paraissait à première vue, séditieux et révolutionnaire : au projet d'accorder des terres aux paysans. Ce qui paraissait ici séditieux, c'est l'idée d'une expropriation forcée de la noblesse de ses terres. Ni l'empe-

reur Nicolas I, ni Alexandre II ne se résolvaient à rendre obligatoire pour la noblesse la concession de terres aux paysans. Mais une fois l'obligation écartée, il restait la vente de la terre aux paysans, ce qui pouvait même devenir avantageux aux nobles. Tout dépendait ici des conditions de la vente. Nous avons vu que vers le milieu de ce siècle les pomiestchiks de la zone fertile commencèrent à préférer se débarrasser de leurs serfs. Mais si cette chose était impossible, ils pouvaient avec profit céder aux paysans un petit lopin qui ne pourrait lui assurer les moyens de subsistance et de paiement des impôts. Les pomiestchiks se débarasseraient alors de tout ce qui, d'après l'expression de Vérowsky, rendait « lourd » leur rapport avec les paysans : ils seraient débarassés du travail servile, défectueux et devenu coûteux, du « vague des redevances paysannes » et aussi de leurs « lourds devoirs d'entretenir à leur compte » les paysans en cas de mauvaise récolte. En revanche, ils obtiendraient un travailleur salarié à bon marché, qui se trouverait dans sa pleine dépendance et auquel en même temps il ne serait lié en rien. Dans le Nord, dans la partie la moins fertile de la Russie — il fut encore plus facile pour les pomiestchiks de se séparer de leurs terres. Ici, déjà auparavant, ils ne s'occupaient pas, pour la plupart, de la culture (1). Ils n'habitaient pas même leur village. Ils rece-

(1) Le nombre des serfs qui payaient leurs redevances en argent était au milieu de la 2e moitié du XVIIe siècle, dans les gouvernements de la Terre Noire, de 26 0/0 et, dans les autres gouvernements 55 0/0. Tous les autres paysans étaient soumis à la corvée. Vers l'époque de l'émancipation ces différences entre le sud et le nord devinrent encore plus fortes : dans les 8 gouvernements non fertiles qui comptaient sous Catherine II 54 0/0 de serfs payant la redevance en argent, on en comptait 63,8 0/0 vers l'époque de l'émancipation, soit environ les 2/3. Au contraire dans la Terre Noire, le nombre des serfs payant les redevances en argent n'a pas augmenté en général et a même beaucoup diminué dans beaucoup de gouvernements.

vaient de leurs paysans, pour leurs redevances, une somme ronde en argent. Il y avait ici une autre difficulté pour la solution du servage. Le pomiestchik ne tenait pas à sa terre parce qu'il ne pouvait pas en tirer de gros bénéfices; mais les paysans de ces endroits gagnaient assez d'argent pour s'acquitter des redevances au seigneur, non grâce à la terre, mais par des petits métiers et des travaux à côté, qui leur servaient depuis longtemps pour suppléer à l'agriculture. En cédant ici la terre aux paysans, pour ce qu'elle valait, les pomiestchiks n'auraient donc pas été indemnisés de la perte de la redevance; et il leur fallait d'une façon ou d'une autre obtenir une indemnité non seulement pour la terre, mais aussi pour la perte de ces droits sur le travail industriel des paysans.

L'émancipation des paysans avec terre ne pouvait donc être avantageuse aux pomiestchiks qu'à la condition de réduire au minimum le lopin de terre des paysans de la Terre Noire et d'établir dans la zone industrielle des prix de rachat des terres supérieurs à leur valeur naturelle, de tenir compte aussi de ce que gagnaient les paysans hors des travaux agricoles. Dans ce dernier cas les seigneurs comptaient ouvertement obtenir le rachat de la personne même du serf et, dans la zone de Terre-Noire, les pomiestchiks pouvaient espérer rester en fait les maîtres du travail libre paysan. En outre, la liquidation du servage par le rachat fut aussi nécessitée par les besoins urgents de beaucoup de pomiestchiks de s'acquitter de leurs dettes envers les établissements de crédit et les particuliers. Toutes ces considérations pouvaient, aux yeux des pomiestchiks, vaincre leur peur des pertes qu'aurait nécessairement entraînées la suppression d'une multitude de services gratuits et de redevances en nature. Cela ne suffisait cependant pas du tout pour amener la noblesse à prendre sur elle l'initiative de l'abolition du servage.

On sait jusqu'à quel degré la masse de la noblesse se

montra hostile à la réforme et quels efforts elle fit pour entraver l'émancipation.

L'initiative en fut prise par le gouvernement; et certes il ne fut pas guidé ici par le changement opéré dans la condition économique des pomiestchiks. Il était beaucoup plus influencé par l'idée que le servage présente en général un obstacle à tout développement économique dans le pays entier. Cette idée devait certes le confirmer dans l'idée de la nécessité de la réforme. Mais nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que le gouvernement fut poussé dans cette voie surtout par deux raisons décisives, d'un côté par des mobiles purement moraux et de l'autre par des considérations sur la sûreté de l'Etat. Ces deux raisons sont, si vous le voulez, les deux côtés de la même cause.

Cette même conscience morale qui provoquait dans l'opinion publique des tendances émancipatrices, qui faisaient considérer le servage comme insupportable, guidait aussi la masse paysanne dans ses tentatives révolutionnaires pour se débarrasser du joug des pomiestchiks. Déjà Catherine II exprimait la crainte que « si nous n'accordons pas une diminution de la cruauté et une modération des peines insupportables au genre humain, elle (la liberté) sera prise alors tôt ou tard, même contre notre volonté ». Cette idée, appuyée par des insurrections incessantes et de plus en plus nombreuses des paysans, fut aussi celle des successeurs de Catherine jusqu'à ce qu'enfin Alexandre II la reprit dans ces paroles célèbres adressées à la noblesse de Moscou : « Il vaut beaucoup mieux que ce soit fait par en haut que par en bas ». Exprimée à haute voix devant toute la Russie, cette idée nous explique comment un seul homme, aidé tout au plus par une douzaine d'autres sincèrement convaincus put démolir jusqu'à sa base l'édifice du servage, en dépit des clameurs acharnées de toute la classe atteinte dans ses intérêts les plus essentiels et en face de la tranquillité imposante de la masse paysanne.

Les pomiestchiks s'appliquaient certes de toutes leurs forces à rendre la solution avantageuse pour eux. Aussi les pomiestchiks de la Terre-Noire réussirent-ils à réduire le plus possible les lots accordés aux paysans, et ceux du nord obtinrent le rachat masqué de la personne du serf (au moyen d'une évaluation exagérée des terres). En résumé, les paysans reçurent moins de terres que ce qui leur était indispensable et ils furent obligés de les payer plus cher qu'elles ne valaient. Le gouvernement est forcé de compter encore aujourd'hui avec ces conséquences de l'émancipation, avec le lopin insuffisant et la disproportion des charges avec les revenus. La banque des paysans, instituée pour faciliter aux paysans l'achat des terres, et, d'autre part, l'émancipation des paysans sur les terres libres eurent pour but de remédier au manque de terres; l'abaissement du paiement du rachat, c'est-à-dire du taux de son amortissement et l'abolition de l'impôt par âme (impôt paysan) devaient égaliser les charges fiscales des paysans avec leurs revenus. Or, tout ce qu'on a fait jusqu'ici dans cette voie est plus qu'insuffisant pour améliorer la situation pénible du paysan.

La réforme paysanne est donc réalisée sans tenir grand compte des intérêts des paysans. Mais il serait difficile d'en attribuer la faute aux acteurs de l'émancipation. Il faut tenir compte des circonstances et du milieu dans lesquels il leur avait fallu agir, des conditions que leur ont imposées leurs adversaires, si l'on veut apprécier justement ce qu'ils ont fait pour les paysans. La réforme penchait plutôt en faveur des pomiestchiks, mais ce n'était qu'un compromis entre les réclamations des partisans zélés de l'émancipation, qui étaient chargés de préparer la réforme, et les propositions premières de la noblesse. Ce compromis fut, certes, très désavantageux pour les paysans ; mais si nous comparons la solution définitive et les propositions premières de la noblesse (même celles de sa fraction la plus libérale), nous trouverons une différence si énorme qu'il ne reste qu'à

s'étonner que les défenseurs des intérêts paysans aient réussi à obtenir autant, réduits qu'ils étaient au rôle modeste de « rédacteurs » du « statut futur » (1).

Le tableau suivant montre les phases de la lutte sur la question fondamentale : la grandeur des lots, et aussi l'importance des résultats.

Dans les gouvernements (Kasan, Voronej, Saratoff, Pskoff, Novgorod, Simbirsk), il y avait entre les mains des paysans avant la réforme : 5.986.000 dessiatines. Sur ce nombre, il avait été proposé pendant l'émancipation d'en détacher au profit des nobles.

I. — Par les nobles (dans les comités du gouvernement): 2.979.000 dessiatines.

(Il serait resté alors aux paysans : 3.007.000 dessiatines).

---

(1) L'œuvre de l'émancipation a été élaborée en « commissions de rédaction », formées spécialement dans ce but au Ministère de l'Intérieur, sur les propositions de la noblesse, rédigées dans les « comités » délibérant par « gouvernements ». Les acteurs principaux de la réforme, Milutine, Salovieff, disposaient d'une majorité assez compacte, au sein des « commissions de rédaction » ; mais ils avaient contre eux la majorité des députés de la noblesse dans les « comités » des gouvernements ; aussi résolurent-ils de s'appuyer sur les minorités de ces derniers, de ne laisser aux « comités » que la voix consultative et de les écarter del'élaboration définitive des « statuts ». Cette résolution qui leur valut l'accusation de « bureaucratisme » de la part de collaborateurs même aussi prononcés que Tcherkasky et Samarine, et qui provoqua une tempête d'indignation dans la noblesse, leur permit d'introduire dans les statuts les propositions de la minorité toutefois approuvées par l'Empereur. Cependant, il leur fallut faire quelques concessions à leurs collaborateurs mêmes des « comités »; puis, après avoir été rédigés, les « statuts » furent soumis à la discussion dans « un comité principal pour l'émancipation » et encore une fois dans le Conseil d'État. Chacune de ces deux instances introduisit dans les statuts des concessions nouvelles aux nobles, sans cependant s'écarter trop des grands principes fondamentaux, appuyés par l'Empereur lui-même.

II. — Par les partisans de l'émancipation (dans les commissions de rédaction, dans la première période de leurs travaux) : 825.000 dessiatines.

(Il serait alors resté aux paysans : 5.165.000 dessiatines).

III. — Sous le nouveau président conservateur des commissions de rédaction, après la révision des propositions faites à l'origine : 938.000 dessiatines.

IV. — La solution définitive (au comité principal pour l'émancipation) : 1.022.000 dessiatines.

V. — Les paysans eux-mêmes ont renoncé suivant l'article sur les lots gratuits (lots des indigents), introduits par les défenseurs du servage au Conseil d'Etat, à : 180.000 dessiatines.

Dans les cinq gouvernements cités :

Les paysans ont donc reçu 4.784.000 *dessiatines* ;

Les pomiestchiks ont gardé 9.020.000 dessiatines.

Ces derniers auraient gardé d'après leurs réclamations premières : 10.563.000 dessiatines.

Nous voyons que la noblesse, dans ces gouvernements, voulait se réserver la moitié des terres que leurs paysans détenaient alors, tandis que les partisans de l'émancipation proposaient de leur en conserver moins de 1/7. Après tous les efforts des partisans du servage, ils ne réussirent qu'à garder un peu plus de 1/6 de la terre paysanne, c'est-à-dire le 1/3 de ce qu'ils désiraient. Et même s'ils avaient réussi à réduire la part des paysans d'une moitié, leurs domaines n'auraient augmenté que de 16 0/0. Entre les mains des pomiestchiks il restait presque deux fois plus de terres que celles qu'ils avaient vendues aux paysans, c'est-à-dire qu'ils n'en ont cédé que 1/3.

Il nous faut à présent passer à l'histoire des autres catégories des paysans russes : ceux d'Oudiel et ceux de l'Etat. Les paysans d'Oudiel, vers l'époque de l'éman-

cipation étaient au nombre de 900.000, c'est-à-dire qu'ils formaient relativement la partie la plus faible des paysans de l'époque (en tout 22 millions pour le sexe masculin). Leur nom d'Oudiel n'a apparu qu'il y a un siècle, en 1797, quand l'empereur Paul dans son « Règlement sur la famille Impériale » groupa ces paysans en les plaçant sous la compétence de l' « Oudiel ». La catégorie des paysans d'Oudiel existait déjà auparavant : sous le nom de paysans « de la cour » elle se rattache aux temps les plus anciens de notre histoire. Dans la période la plus ancienne, il est vrai, ces paysans étaient confondus, en général, avec ceux du fisc, comme l'administration de la cour elle-même était confondue avec celle du fisc et de l'Etat. Dans le nombre des communes paysannes de la cour on fit entrer évidemment toutes les communes de la Russie centrale qui n'appartenaient pas à des particuliers : et tout d'abord les communes et les villages qui avaient été achetés ou acquis autrement par de grands princes, et pendant les xiv[e] et xv[e] siècles on ajouta à ce noyau toutes les autres communes « noires » libres du centre moscovite. Il y avait même une terminologie spéciale pour indiquer le passage d'une commune noire à la disposition du prince.

De toute cette masse primitive de communes de l'Etat, les communes propres de la cour ne s'en détachent pas avant le milieu du xvi[e] siècle. Nous avons vu qu'en même temps aussi l'administration de la cour se détachait de celle de l'Etat. Du milieu du xvi[e] siècle jusqu'au début du xviii[e] siècle, les communes de la cour se trouvèrent sous la compétence du prikaz du « grand palais » ; leur nombre augmenta continuellement après Ivan le Terrible (1) ; en 1646, le Grand Palais administrait 27,200 maisonnées paysannes et, en 1678, il y en avait déjà 90.750. Mais depuis cette année

(1) Ce nom a été donné à ce prikaz pour le distinguer des autres « palais » des principautés annexées.

jusqu'en 1711, on distribua aux particuliers plus de 13.000 maisonnées et il n'en resta dans l'administration qu'environ 50.000. Au début du XVIIIe siècle le grand palais fut remplacé par le bureau de la cour : Catherine II en introduisant ses institutions nouvelles de gouvernement répartit entre eux les domaines de la cour (comme l'avait déjà fait une fois Pierre-le-Grand) et les paysans de la cour furent, comme en général les domaines de l'Etat, administrés par les bureaux du fisc. Dès 1797 les paysans de la cour furent de nouveau constitués en catégorie spéciale et leur administration fut de nouveau confiée à une institution spéciale d'Oudiel. Enfin, après l'émancipation ils furent, comme nous l'avons dit, soumis dès 1863 au rachat de leurs terres dans des conditions très avantageuses pour eux.

La catégorie des *paysans de l'Etat* qui, numériquement, était presque égale à celle des paysans des pomiestchiks, se compose d'éléments très variés depuis le XVIIIe siècle. Ses trois parties principales habitaient toutes sur les confins de l'état moscovite : les communes noires au nord, les petits propriétaires au sud et les peuplades indigènes non slaves, appelés Iassatchny (du mot Iassak, c'est-à-dire tribut qu'ils payaient au gouvernement) à l'est. Au loin dans le nord, dans les gouvernements actuels d'Arkangel, de Vologda, d'Olonetz, dans la partie septentrionale de ceux de Viatka et de Perm, l'influence du gouvernement moscovite pénétra assez lentement. On n'y tenait pas de garnisons militaires, car aucun danger ne pouvait venir du nord ; il était également inutile de distribuer dans ces pays lointains des terres aux nobles, parce que sur place leurs services n'avaient pas de raison d'être et qu'ils habitaient trop loin pour venir à temps faire le service à Moscou. Aussi la propriété foncière de la noblesse n'y a presque pas pénétré. Pendant l'émancipation, dans le nombre des paysans du gouvernement d'Olonetz, il n'y avait que 4,500 de serfs, dans celui de Viatka un peu plus de 2,500 et dans tout le gouverne-

ment d'Arkangel il y avait en tout 20 0,0 serfs. Au XVII[e] siècle tous ces endroits constituaient un groupe particulier, surtout parce qu'il n'y n'avait pas de nobles. Le noble n'y venait de Moscou que pour un certain temps en qualité d'intendant ou de percepteur. Mais depuis longtemps déjà le gouvernement transmettait l'administration de ces pays et la perception de leurs impôts aux élus locaux : vers le début du XVIII[e] siècle, les intendants et les percepteurs gouvernementaux furent tout à fait abolis. Les paysans et la population urbaine s'administraient ainsi eux-mêmes, et l'autonomie paysanne et urbaine reçut ici les formes les plus larges. Nous rencontrons non seulement la commune paysanne absolument autonome, mais encore par endroit une administration élue pour des districts entiers, le district était l'unité supérieure dans la province de l'Etat moscovite) : les élus des paysans et des hommes du possad siégeaient dans l' « isba du district » au centre d'une vaste contrée. La fonction principale de ces élus était la perception des impôts : nous savons que le nord russe jouait au XVII[e] siècle le rôle d'un trésor pour le gouvernement et qu'il fut beaucoup plus imposé que les autres pays de l'Etat.

La population de cette partie de l'Etat portait le nom de « sokha noire ». L'autonomie exceptionnellement très grande des paysans de la sokha noire a conduit certains savants à cette conclusion que l'obstchina russe primitive s'était conservée au nord dans toute sa pureté. Cette conclusion ne résiste cependant pas à une analyse approfondie. La commune du Nord, en effet, administrait, répartissait et percevait les impôts, exerçait pour ses membres la justice ; en d'autres termes, elle constituait une commune réellement administrative, judiciaire et fiscale ; mais ce n'était pas une communauté productrice. Les lots de terres que labouraient les membres de cette commune étaient la propriété non de toute la commune mais de particuliers qui pouvaient

les vendre, acheter, léguer, en somme en disposer comme d'une pleine propriété.

Il n'y avait donc pas encore dans le Nord, à l'époque de l'Etat moscovite, de propriété foncière collective. Nous avons vu qu'à cette époque l'obstchina, c'est-à-dire la production paysanne sur la terre de la communauté, existait déjà depuis longtemps au centre sur les terres des grands propriétaires privés (princes, nobles ou monastères), c'est-à-dire sur les biens de main-morte. Ce mode de vie communale se répandit aussi du centre sur le nord dans les milieux de la sokha noire, mais seulement depuis le XVIIIe siècle et surtout à la fin de ce siècle. Il est curieux que le passage même de l'obstchina du centre au nord fut lié au changement de point de vue gouvernemental au sujet de la sokha noire. Il advint de la sokha noire la même chose que de la Terre Noire du centre. Nous avons vu qu'à une époque très ancienne le gouvernement transforma les communes noires libres du centre en propriété du fisc. Le gouvernement penchait aussi à considérer les sokhas noires du nord comme une propriété à lui. Mais ici, ce point de vue gouvernemental entre en conflit avec l'esprit paysan, d'après lequel la sokha noire représente une propriété paysanne libre. Jusqu'au XVIIIe siècle le gouvernement se montre impuissant à faire prévaloir son point de vue et cède à l'esprit local des paysans. Mais dès le début du XVIIIe siècle, le gouvernement moscovite devient de plus en plus ferme et persévérant. Pierre le Grand impose la sokha noire, en plus de l'impôt par âme, d'une *redevance* spéciale en argent et par ce fait lui crée une situation pareille à celle des paysans des pomiestchiks : les uns et les autres paient des redevances, donc tous deux ne sont plus considérés comme propriétaires de leurs lopins, mais comme fermiers d'une terre étrangère, appartenant à l'Etat ou aux pomiestchiks. Les paysans de la sokha noire deviennent ainsi, depuis l'introduction de la redevance (1724),

paysans d'État, et le sol de la sokha noire elle-même devient propriété de l'État. A la fin du XVIIIe siècle, le gouvernement résolut de faire application de son droit de propriétaire, de disposer en maître des lots des paysans, qui continuaient toujours à les considérer comme leur propriété privée. La commission envoyée par le gouvernement pour dompter les soulèvements des paysans d'Olonetz résolut d'introduire chez les paysans de la sokha noire la propriété collective du sol (obstchina) : « Mettre en bloc toutes les terres, les forêts et les champs, les grouper en assiettes imposées et répartir ces unités entre les familles paysannes suivant le nombre de leurs travailleurs et de leurs ressources productives »; elle résolut aussi de confier les partages généraux postérieurs « à la communauté elle-même; de supprimer le droit de les léguer, de les vendre, de les échanger, de les acheter et de les donner en caution. » L'abolition de la propriété privée des lots établis pendant des siècles fut, certes, accueillie par des mécontentements et des résistances et ne fut réalisée définitivement qu'entre 1830-40. L'obstchina du nord n'est donc qu'un phénomène tout récent.

Les paysans d'Etat des confins du sud, les anciens petits propriétaires ont passé par le même processus. Ces petits propriétaires, en raison de leur origine, ne composèrent pas des obstchinas, mais des propriétés privées libres. Les paysans et les petits hommes de service furent établis par le gouvernement, chacun sur son lot, sur la frontière militaire d'alors : ils étaient obligés de protéger ces lignes fortifiées, que le gouvernement moscovite avait triplées au sud pour se défendre contre les invasions du côté des steppes. Ces villages militaires ont donc paru en même temps que les lignes de défense — dans l'intervalle compris entre le milieu du XVIe siècle et celui du XVIIe siècle. Plus tard, comme nous le savons, on réorganisa la défense de la frontière : dès le milieu du XVIIe siècle les régiments petit-rus-

siens vinrent habiter le sud; après eux on établit la « land-milice » de Pierre-le-Grand et enfin les émigrés militaires slaves. De cette manière, les villages des paysans petits propriétaires de la zone comprise entre les lignes de défense de Toula et de Bielgorod se trouvèrent loin de la nouvelle frontière et leur service militaire devint inutile. Pierre-le-Grand inscrivit alors dans les registres fiscaux ces anciens militaires et les transforma en simples paysans en les soumettant au paiement de l'impôt personnel. La catégorie des paysans propriétaires entre ainsi en même temps que ceux de la sokha noire au nombre des paysans d'Etat; et la terre de ces deux catégories devient un domaine de l'Etat. Mais il fut ici encore plus difficile d'introduire ce nouveau point de vue que dans le Nord: beaucoup de ces anciens militaires conservaient encore des papiers prouvant leur droit de propriété sur leurs lots, papiers qui leur avaient été donnés par le gouvernement lui-même. On ne pouvait certes pas transformer par une mesure générale toutes ces propriétés privées en propriété collective (obstchina) sans le consentement des propriétaires eux-mêmes. Cependant le gouvernement profitait de toutes les occasions pour réaliser cette transformation et ses efforts étaient si efficaces que, vers le milieu de notre siècle, 533.000 personnes ont passé à la propriété collective et 540.000 seulement ont conservé leur lot en propriété privée. Dans la deuxième moitié de notre siècle jusqu'à notre époque, ce passage à l'obstchina continua toujours, bien que lentement.

La propriété foncière collective est donc chez les principales catégories des paysans d'Etat un produit tout récent de l'histoire. Elle était, au contraire, constituée depuis de longs siècles chez les paysans des pomiestchiks. Si donc une forme identique de la vie sociale et écomique s'est établie dans toutes les catégories des paysans russes, malgré la différence des époques et des conditions de la vie,

nous devons conclure que cette forme est soutenue par certaines causes générales agissant pendant des siècles dans toute la Russie. Nous avons déjà montré ces causes plus haut : d'un côté la phase élémentaire du développement économique, de l'autre les exigences financières de l'État. En établissant la communauté rurale sur les confins du nord et du sud, le gouvernement du siècle passé et de la première moitié du nôtre fut guidé par les mêmes mobiles qui ont provoqué la création de cette organisation au XII[e] siècle et au suivant. La propriété libre ne pouvait garantir au gouvernement le paiement régulier des impôts. Chez les paysans de la sokha noire et chez les petits propriétaires du sud la liberté de la propriété foncière fut suivie des conséquences habituelles. Les lots commencèrent à se concentrer dans les mains des paysans aisés et à fuir de celles des indigents; d'un côté surgit un groupe influent de personnes qui trouvaient (au Nord) les moyens de reporter leurs charges et leurs impôts sur les pauvres, qui sans cela ne pouvaient pas payer leurs arriérés; de l'autre se forma une masse de sans-propriété auxquels il ne resta que l'issue d'entrer comme ouvriers chez les riches campagnards; enfin une partie considérable des terres fut pour toujours enlevée aux paysans, en passant dans les mains d'acquéreurs des autres États. C'est pour répondre à tous ces phénomènes sociaux que le gouvernement s'était empressé d'introduire les mêmes principes,qui existaient dans le centre,de l'attribution des terres égales pour des charges égales. L'égalisation des contributions était dans ce cas le but principal et l'attribution des terres égales était le moyen sûr pour atteindre le but.

Tout ce système de politique agraire était basé sur une seule idée fondamentale : que la terre appartient non pas aux paysans mais au tsar ou encore aux seigneurs. Naturellement le passage, à l'époque de l'émancipation, au rachat des lots de paysans devait ébranler les assises mêmes

du système. Les auteurs de l'émancipation des paysans ont été dirigés par l'idée du bienfait de la propriété individuelle sur le développement économique du pays. Parmi tous les membres des commissions de rédaction il n'y en avait pas un seul (sauf Samarine) qui ne fût persuadé que, dans un avenir plus ou moins proche, l'obstchina russe serait décomposée pour le bien du pays et qu'elle céderait la place à des formes plus mobiles de propriété foncière. Dominée par cette idée, la législation ouvrit largement la porte aux influences individualistes sur l'obstchina et pendant un certain temps s'abstint de toute immixtion dans les rapports intérieurs du village. Les conséquences ne tardèrent pas à se manifester. Les statistiques des années 1880-90 ont montré toute une série de symptômes témoignant de la décomposition de l'obstchina, surtout parmi les anciens paysans des pomiestchiks. Les partages généraux des terres sont, à ce qu'il paraît, tombés en désuétude ; les lots de terres collectifs se sont transformés très souvent en terres patrimoniales, et parfois cette transformation était encore confirmée par des arrêts légaux des assemblées de communes au sujet du passage de la propriété collective à la propriété privée des maisonnées. Le fait que chaque paysan rachète avec *son propre argent* sa future propriété ne pouvait pas ne pas contribuer à tous ces phénomènes. Mais on alla encore plus loin. Le partage de la terre collective servit souvent de prétexte pour la vente à un voisin aisé ou même encore à un commerçant ou à un cabaretier, etc. L'art. 165 des statuts de l'émancipation des paysans conduisait au même but. Cet article admettait le rachat avant terme des lots par des membres particuliers de la communauté et obligeait la communauté à retrancher ce lot de la terre commune : ce rachat avant terme augmentait selon une progression géométrique à mesure qu'approchait le terme légal du rachat, par conséquent à mesure que la dette qui pesait sur la terre diminuait. Les étrangers à la commu-

naute, profitant de cet article, fournissaient aux membres les plus pauvres de la commune l'argent nécessaire au rachat préalable pour s'emparer ensuite de leur terre devenue aliénable. En résumé, les éléments étrangers ont pénétré dans les villages et une partie considérable de la population rurale fut transformée en sans-propriété. Bref, il se reproduit ce que nous avons vu jusqu'à la fin du XVII[e] siècle sur les terres des paysans noirs et des petits propriétaires. Mais le gouvernement usa encore vis-à-vis de ces phénomènes des mêmes moyens : dans ces dernières années il prit des mesures de protection pour, d'une part, arrêter la mobilisation de la propriété paysanne, et, de l'autre, régulariser la jouissance de l'obstchina de leurs terres. Quels que soient les mobiles qui ont guidé ici les législateurs, les intérêts fiscaux jouent encore un rôle non sans importance. Parmi les causes sous l'influence desquelles s'est constituée notre obstchina, une seule — financière — continue à agir comme autrefois. Le ton général de la vie économique a beaucoup changé. Les occupations agricoles dans une partie considérable de la Russie commencent enfin à intéresser la population non seulement comme moyen de s'acquitter des charges fiscales ou de subvenir à une maigre existence, mais encore comme une source avantageuse de revenus. C'est ce qui a constitué un mobile puissant à l'acquisition de la propriété foncière privée. Il y a longtemps qu'a disparu cette main de maître qui donnait à l'obstchina son unité économique. Le caractère fiscal seul de l'obstchina continue à se conserver ; mais la marche générale de notre histoire financière laisse hors de doute que tôt ou tard ce dernier nœud qui réunit par un lien artificiel les membres de l'obstchina se relâchera aussi. En même temps disparaîtra le mobile principal qui dominait jusqu'ici notre politique agraire. Notre législation conservera-t-elle dans ces conditions son ancienne tendance à protéger la communauté rurale ou cédera-t-elle à l'assaut du nouveau

courant individualiste? Il est assez difficile de répondre à cette question. Et pourtant de cette réponse dépend aussi la question de savoir si l'obstchina actuelle survivra jusqu'à ce que sa transformation en association libre devienne possible, selon le rêve de ceux qui ont idéalisé notre obstchina ancienne comme notre obstchina actuelle.

BIBLIOGRAPHIE

KHODSKY. — *La terre et le propriétaire* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1891.

SEMEVSKY. — *Les paysans sous Catherine II* (en russe), tome I Saint-Pétersbourg, 1888.

SEMEWSKY. — *La question agraire en Russie au XVIII*e *siècle et dans la première moitié du XIX*e *siècle* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1888.

SEMIENOFF. — *L'affranchissement des paysans sous Alexandre II* (en russe). Saint-Pétersbourg, 1889 1899.

JANSEN. — *Essai de recherches statistiques sur les lots de terrains concédés aux paysans* (en russe).

EFIMENKO. — *Recherches sur la vie du peuple* (en russe). Moscou, 1884.

SEMEVSKY. — *Les paysans d'État sous Catherine II* (en russe), dans la « *Rouskaia Starina* », 1879, I-VI.

La commune paysanne, article de BLAGHEGOVIENSKY (en russe), l' « *Economie rurale* », tome I. Moscou, 1893.

TERNER. — *L'État et la propriété*, partie I (en russe) Saint-Pétersbourg, 1893.

LAPPO. — *Le district de Tver au XVI*e *siècle* (en russe).

Voir la bibliographie dans le *Dictionnaire Encyclopédique*, d'ARSÉNIEFF et PÉTROUCHEWSKY (en russe). Article : *Les Paysans*.

CONCLUSIONS

Résumé. — Particularités du processus historique russe et exagération de ses traits particuliers par les « nationalistes ». — Caractère primitif du processus russe et exagération de ce trait par les partisans de l'évolution occidentale — Le premier point de vue manque d'analyse, le second ne tient pas compte de la synthèse des conditions historiques. — La question de la conservation des traditions et de l'emprunt des nouvelles formes de civilisation. — Conclusion.

En faisant la démographie et en montrant la structure de la vie économique, politique et sociale de la Russie, nous nous sommes constamment trouvés en face de certains traits généraux qui traversent tout le processus historique russe et qui communiquent à celui-ci un caractère uniforme. Nous nous arrêterons encore une fois, pour résumer ces études à ces traits généraux que nous allons analyser et réunir en un tout.

Nous avons conclu après notre étude sur la composition quantitative et qualitative de la population russe que la Russie présente une grande différence sous ces rapports avec l'Europe occidentale. Au point de vue de la densité, elle est bien en arrière de l'Occident et elle se trouve au point que celui-ci a dépassé depuis plusieurs siècles ; en outre, la question de savoir si la Russie est capable, étant données les conditions locales, d'atteindre le degré de densité de l'Occident reste ouverte. La répartition de la population russe sur tout le territoire s'accomplit pendant toute

l'histoire de la Russie et aujourd'hui encore elle n'est pas en rapport avec les conditions naturelles du sol et du climat. Enfin, au point de vue ethnographique, le processus de la fusion et de l'assimilation des différents peuples traverse également toute l'histoire et n'est pas encore terminé. L'étude de l'évolution économique de la population russe nous a fait conclure de même que cette évolution aussi s'accomplissait lentement et n'a atteint aujourd'hui qu'un degré relativement peu élevé. Nous avons vu ainsi que pendant toute l'histoire russe subsiste l'exploitation des richesses naturelles du pays et surtout de ses richesses zoologiques ; que l'agriculture se développe très tard, excepté dans le centre, qu'elle se contente, elle aussi, de l'épuisement de la puissance productive du sol et qu'elle reste encore aujourd'hui dans une phase très basse de l'évolution. Nous avons vu que l'industrie de l'ancienne Russie revêtait surtout le caractère de l'industrie domestique ; que la grande industrie capitaliste a été créée artificiellement par l'État et que pendant longtemps elle ne put se maintenir que grâce à une protection énergique. Et au peu de développement économique du pays correspondait jusqu'à ces derniers temps un mauvais état des voies de communication. L'isolement des différentes parties de la Russie maintint l'exiguité des marchés intérieurs. Le commerce intérieur revêtait dans ces conditions un caractère tout à fait primitif — celui de caravanes et de foires. Les capitaux étaient rares et, pour s'en procurer, on devait payer, vu la lenteur de l'échange et la grandeur du risque, des intérêts extrêmement elevés. Le faible développement de la vie industrielle entravait le crédit, et les conditions défavorables dans lesquelles celui-ci se trouvait, entravaient de leur côté le developpement des entreprises industrielles et maintenaient le profit des entrepreneurs à un degré trop élevé. Les institutions de crédit ne surgirent qu'il y a un siècle et grâce

à l'initiative du gouvernement ; l'initiative privée appartient seulement à notre époque.

Sur une base si peu solide ne pouvait se constituer qu'une organisation sociale très primitive, et encore très difficilement et très lentement. Etant donné le caractère primitif des intérêts matériels, il n'y avait pas de liens matériels suffisamment solides et complexes pour servir de base à un groupement de classe bien tranché. Les molécules sociales restèrent ainsi amorphes, mêlées sans aucun ordre, jusqu'à l'époque où parut le besoin, également primitif, d'un fort pouvoir politique. Ce besoin ne fut pas provoqué chez nous par un développement interne de la société. Ce fut une nécessité externe : la défense de l'Etat. Un fort pouvoir politique nous était nécessaire pour la défense militaire du pays et les nécessités militaires restèrent pour longtemps le besoin dominant de l'Etat. Pour leur faire face, l'Etat fut obligé de créer une organisation sociale pour raffermir les liens sociaux. C'est ainsi que surgirent les communes paysannes et urbaines dans un but fiscal et les districts militaires pour répondre au besoin d'une armée. A mesure que les besoins de l'Etat augmentaient et que les charges des contribuables s'aggravaient, les liens devenaient de plus en plus étroits, et aboutissaient au XVIIe siècle à l'asservissement général des états, aussi bien de la population rurale qu'urbaine et de la noblesse. Cet asservissement posa pour la première fois des limites fixes entre les états et contribua essentiellement au développement de leur organisation intérieure. Dès le XVIIIe siècle commença le mouvement inverse vers l'émancipation et, avec le concours direct du gouvernement, ces états commencèrent à être pénétrés de l'esprit d'indépendance intérieure. Ce développement de l'esprit de corps n'avait cependant pas de base dans l'histoire des états russes et, en fin de compte, ce n'était qu'un produit précaire et superficiel d'une époque transitoire ; le développement postérieur de l'indépendance

sociale s'accomplissait dans un sens contraire, et, en résumé, notre époque présente le spectacle de la ruine complète et de la confusion des anciens états.

Les mêmes causes qui entravaient le développement des états en Russie devaient, semble-t-il, concourir à l'évolution de l'État. Mais l'État russe ne se trouvait pas en contradiction avec l'existence des états et il en profitait, créant lui-même des groupes sociaux comme des instruments pour atteindre ses buts gouvernementaux. La cause en était que le gouvernement avait manqué pendant longtemps d'organes gouvernementaux propres : l'évolution de l'administration régulière fut, en Russie, extrêmement lente ; les institutions gouvernementales furent créées sous l'influence d'une nécessité urgente et correspondaient aux caractères de cette nécessité, c'est-à-dire révélaient surtout un caractère fiscal, financier et militaire. L'administration et la justice restaient pour le gouvernement à l'arrière plan, et dépendaient des institutions fiscales et militaires. L'augmentation, en dehors de tout système, du nombre des prikaz, la concentration de toutes les affaires provinciales à Moscou et surtout dans les administrations financières et militaires, tels étaient les traits principaux de l'ancienne administration moscovite. Le passage à l'ordre nouveau fut accompli par l'introduction des institutions centrales, systématiquement coordonnées et par l'organisation des unités provinciales, plus ou moins indépendantes. Dès la deuxième moitié du XVIIIe siècle, à partir de Catherine II, fut constituée, en Russie, l'administration régulière des provinces ; depuis Alexandre Ier furent établis des rapports réguliers entre les administrations centrales et celles de province, et depuis Alexandre II une certaine partie des affaires provinciales est transmise à la compétence du pouvoir autonome local, élu par tous les états. Ce n'est que dans cette période que le gouvernement put poursuivre avec méthode des problèmes d'État plus larges et protéger

et développer dans la population des sentiments de légalité par la définition plus exacte de ce que l'on doit considérer comme loi, et par le contrôle plus efficace de son application. Ce n'est qu'alors enfin qu'il devint possible d'émanciper tout un état de la domination d'un autre, de rendre égaux les droits et les obligations civiles des différentes classes, et d'établir une législation et une justice égales pour tous.

Deux traits fondamentaux peuvent résumer l'impression générale qui résulte de la comparaison entre le développement historique de la Russie et celui de l'Europe occidentale sous les rapports dont nous venons de parler. Dans notre évolution historique ce qui nous saute aux yeux, c'est : 1° son *originalité*; 2° son caractère *extrêmement primitif*. Ces deux caractères ont été depuis longtemps notés et ont servi de base à deux opinions contradictoires sur la marche de l'histoire russe. D'après la première, l'histoire russe présente une physionomie si originale qu'on n'en peut trouver une semblable dans aucun processus historique. Entre la Russie et l'Occident il n'y aurait pas plus de rapport commun qu'entre deux types zoologiques différents, par exemple entre le poisson et le mammifère. Au fond de leur évolution historique, on voit des types nationaux tout à fait différents, homogènes et non susceptibles de se décomposer. Tous les traits particuliers de ces deux types nationaux découlent de leur nature même et se trouvent liés indissolublement. Il est aussi impossible d'inoculer un caractère quelconque de l'un de ces types à l'autre que de faire respirer les poissons par des poumons, les mammifères par des branchies. L'évolution historique du peuple russe présente ainsi une physionomie tout à fait *sui generis*, absolument originale et ne ressemble en rien à une autre histoire nationale.

Tel est le point de vue de nos nationalistes sur l'histoire russe. L'autre opinion s'appuie sur le second trait que

nous venons de noter, sur le caractère primitif de l'évolution russe. D'après cette opinion tous les peuples passent par les mêmes degrés de l'évolution sociale et toutes les différences entre l'histoire russe et celle de l'Occident consistent en ce que la Russie n'a atteint jusqu'ici que le premier degré de l'échelle. Dans son évolution postérieure la Russie traversera les mêmes degrés que l'Occident.

Laquelle de ces deux opinions est exacte? La Russie présente-t-elle un type tout à fait particulier d'évolution nationale ou se trouve-t-elle seulement à un des degrés par lesquels l'Occident a passé depuis longtemps? Cette question est des plus importantes, puisque de la réponse, dans un sens ou dans l'autre, dépend la manière dont nous comprendrons le développement postérieur, l'avenir de la Russie ; nous devons donc être très circonspect pour la solution de cette question. Nous n'adhérons pas complètement à ces deux opinions extrêmes. La vérité et l'erreur y sont mêlées ; et si nous en détachons la part de vérité que chacune d'elles contient, nous concluerons nécessairement qu'en réalité ces deux opinions ne sont pas aussi irréconciliables qu'on pourrait le croire à première vue. Aucune évolution nationale ne ressemble à une autre. Chacune contient une certaine originalité, quelque chose d'individuel, propre à elle seule. C'est ce qu'affirment les partisans du nationalisme ; et s'ils se contentaient de cette affirmation seule, nous n'aurions rien à contredire. En effet, l'ensemble des conditions historiques qui créent la vie nationale ne peut pas ne pas être infiniment varié dans chaque cas donné, et, par conséquent le résultat de leur action — l'evolution nationale — sera, lui aussi, infiniment varie. Mais, étant donnée toute la variété des résultats de la vie historique, ceux-ci sont-ils si incommensurables entre eux? Si l'on compare entre eux les résultats définitifs seuls et si l'on oublie les conditions qui les ont provoqués, une telle comparaison sera certes très difficile. Mais le problème de

l'historien consiste notamment dans l'analyse du phénomène historique, dans sa réduction aux causes qui l'ont créé. Reprenons l'exemple déjà cité. Il serait certes inutile de discuter les avantages comparés des branchies avec les poumons, considérés comme tels, indépendamment des conditions de la vie dans l'eau et sur terre, auxquelles ces organes sont adaptés; mais nous avons aujourd'hui une science de l'anatomie comparée qui s'occupe de la comparaison d'un même organe, non comme tel, mais dans son origine et dans son développement, dans toute une série d'espèces animales sous l'influence des conditions du milieu. D'après ce point de vue, on peut poursuivre dans ces deux formes d'organes respiratoires, non seulement une analogie parfaite, mais peut-être même une parenté généalogique. L'historien contemporain ne peut pas non plus se passer aujourd'hui d'une anatomie comparée *sui generis* : il lui faut, à lui aussi, disséquer les phénomènes historiques et comparer non les résultats mais les conditions de leur origine.

C'est ce que nous avons tâché de faire dans nos études. En voici la conclusion. Au fond, les processus historiques sont les mêmes qu'en Europe, mais le milieu est différent, d'où la différence des résultats qui ne vont pourtant pas jusqu'à une disparité absolue. Ici comme dans le reste de l'Europe, une vaste organisation politique a été la suite de l'évolution historique; mais en Russie, le développement politique a précédé celui de la vie économique et sociale; en Europe, au contraire, il l'a suivie. Mais la vie économique et sociale suit une même marche chez nous qu'ailleurs; le rôle de l'Etat, tout différent qu'il était dans les temps passés, finira par être de plus en plus semblable à ce que nous voyons en Europe. Les conditions de notre vie historique avaient rendu lent l'accroissement de notre population; mais en fin de compte il devient de plus en plus rapide. La marche de la population a été et sera ce qu'elle

a été partout en Europe, dans le sens de l'intensité de la différenciation, de l'organisation de plus en plus grande du travail. Les conditions historiques ont conduit à une organisation forcée des états et au développement démesuré du pouvoir de l'Etat; mais ces conditions modifiées, la tutelle administrative sur la société russe s'affaiblit de plus en plus; les états fixes d'autrefois se dissolvent et c'est l'activité spontanée et consciente des forces sociales qui commence à poindre partout. L'action gouvernementale a été absorbée par les nécessités militaires et fiscales; mais l'évolution ultérieure a eu, ici encore, pour résultat d'élargir les vues et de fixer les buts de l'Etat d'une façon plus rationnelle, — ce qui aboutira, sans doute, à une organisation politique plus consciente.

En un mot, le passé russe perd de jour en jour son influence sur le présent et l'avenir. Il n'y a que les aveugles ou les rêveurs qui persistent à chercher dans ce passé l'idéal du développement futur de la Russie. Partout ici, comme l'a fort bien dit le célèbre poète allemand :

Das alte stuerzt; es aendert sich die Zeit,
Und neues Leben bluehet aus den Ruinen.

EN 1724

EN 1885

DENSITÉ RELATIVE DE LA POPULATION DE LA RUSSIE D'EUROPE

Moins de 5 hab par k.c.

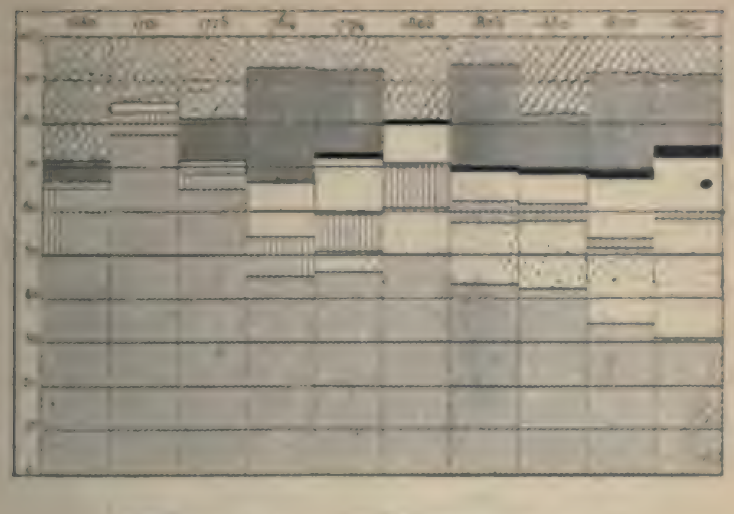
de 5 à 10 h. " " "

de 10 à 35 h. " " "

plus de 35 h. " " "

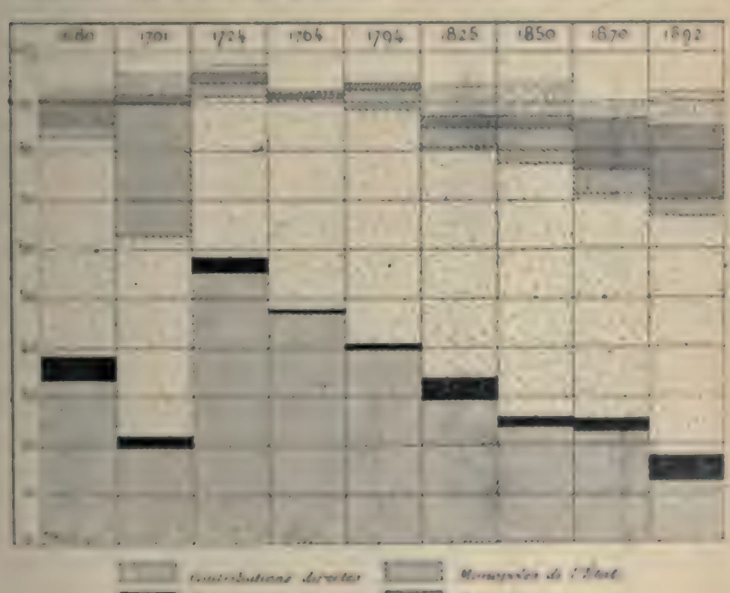
Echelle

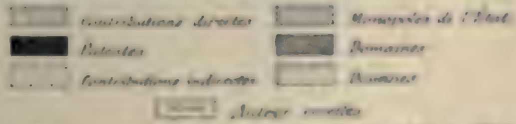

DISTRIBUTION
TRIBUS SLAVES
RUSSIE D'EUROPE
Perm
Moscou
Kazan
Samara
Orenbourg
Tambov
Penza
Saratov
Ouralsk
Koursk
Poltava
Taganrog
Kherson
Astrakhan
Stavropol
Legende





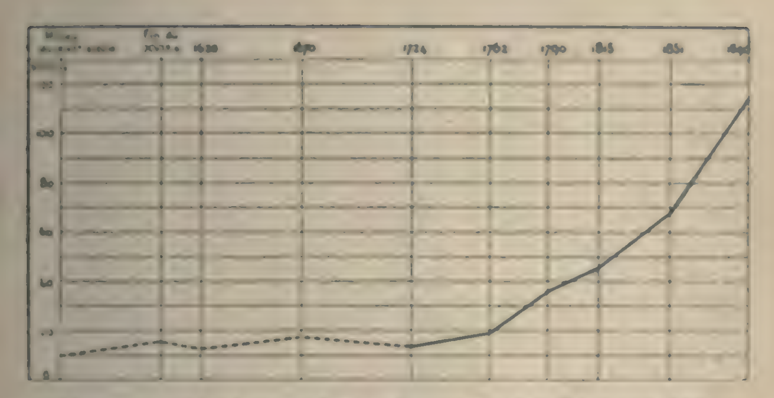
Les différents chefs des dépenses dans les budgets de 1680 à 1892.



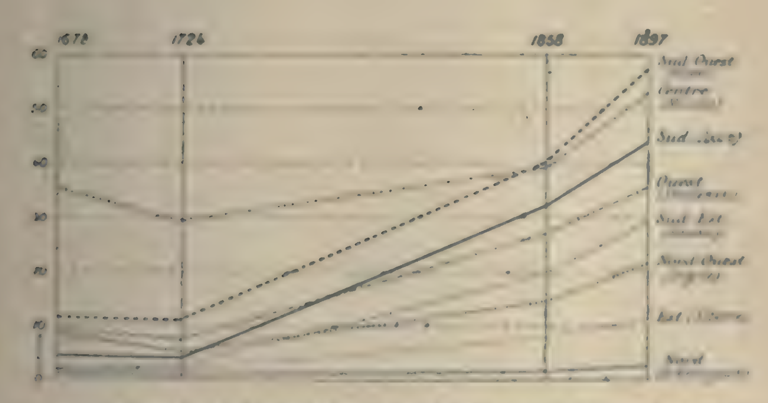


Les recettes dans les budgets de 1680 à 1892.

DIAGRAMMES



Mouvement de la population depuis le milieu du XVI[e] siècle.



Augmentation de la densité de la population depuis Pierre le Grand.

